

L'ILE DE SERK

Un État féodal au XX^e Siècle

THÈSE POUR LE DOCTORAT

soutenue publiquement

A LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

le Jeudi 1^{er} Juin 1911, à 3 heures de l'après-midi

PAR

Louis SELOSSE

JURY D'EXAMEN :

MM. ESMEIN, professeur, *Président de Thèse* ;

LESEUR, professeur ;

MEYNIAL, professeur.

LILLE
IMPRIMERIE G. SAUTAI
14, Rue des Fossés

1911

L'ILE DE SERK

Un État féodal au XX^e Siècle

THÈSE POUR LE DOCTORAT

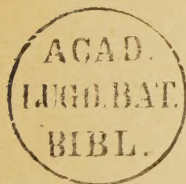
soutenue publiquement

A LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

le Jeudi 1^{er} Juin 1911, à 3 heures de l'après-midi

PAR

Louis SELOSSE



JURY D'EXAMEN :

MM. ESMEIN, professeur, *Président de Thèse* ;
LESEUR, professeur ;
MEYNIAL, professeur.

LILLE
IMPRIMERIE G. SAUTAI
14, Rue des Fossés

1911

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

*La mention ci-dessus doit être imprimée au verso
du titre de chaque thèse.*

A MON PÈRE

INTRODUCTION

Le voyageur que le steamer du London and South Western Railway transporte de St-Helier (Jersey) à St-Pierre-Port (Guernesey) ne peut s'empêcher de remarquer à tribord de sombres falaises abruptes que la mer enserre de toutes parts.

Son guide, feuilleté, lui dira qu'il se trouve en vue de l'île de Sercq « le plus merveilleux poème de pierre qui surgisse à la surface des eaux », « la perle des îles du Canal » ; que ce petit territoire de six kilomètres de longueur sur dix-huit cents mètres de largeur, peuplé d'au plus cinq cents âmes, est divisé en deux portions inégales, le Grand et le Petit Serk, rattachées entre elles par une isthme : « la Coupée », longue de 180 mètres, large à peine de deux, sans cesse battue par la mer qu'elle domine de plus de 300 pieds d'élévation ; que ce corset de rocs qui ceinture l'île ne s'abaisse nulle part et qu'il a fallu le percer par un tunnel pour offrir aux visiteurs un accès commode.

Et le guide continue, tentateur : si la côte est plus sauvage, plus découpée, plus fantastique que celle de

Jersey et de Guernesey, l'intérieur cache des délicieux vallons fleuris et ombragés. Enfin, conclut-il, la population est soumise à un régime politique partout ailleurs disparu. Un véritable Seigneur s'y rencontre avec les mêmes prérogatives féodales que ses ancêtres du XVI^e.

Il est difficile de résister à des attraits si divers, alors surtout qu'il est notoire que les insulaires parlent entre eux le patois normand du XIV^e et que la langue officielle se trouve être toujours le français. Le guide n'exagère pas lorsqu'il vante les beautés naturelles de la petite île. Serait-il plus sujet à caution lorsqu'il la représente comme un type vivant d'une organisation sociale n'existant généralement plus que dans les livres ? Nous allons le rechercher.

CHAPITRE I

Aperçu historique

La petite île de Serk n'est pas de ces pays heureux qui n'ont pas d'histoire. Son isolement lui a valu au cours des siècles l'honneur de servir de point de mire à de nombreuses préoccupations politiques, militaires ou religieuses. Défendue par une falaise ininterrompue de cent pieds de haut, elle apparaissait aux âmes éprises de solitude comme l'asile sûr et inviolable, le cloître idéal dont la mer fermait jalousement les issues ; aux apôtres de religions nouvelles, elle semblait le champ d'action dont l'exiguïté même assurerait plus efficacement l'évangélisation et démontrerait de la façon la plus tangible le succès de leur prédication.

Les pirates la regardaient comme le repaire inattaquable où leurs prises s'emmagasinaient en sûreté, le nid d'aigle d'où, à leur choix, ils pouvaient fondre sur les îles voisines, le continent ou les navires sillonnant ces parages. Les techniciens militaires à leur tour y voyaient le poste avancé dont la possession assurait celle de l'archipel tout entier.

Enfin, aux ambitions modestes des politiciens elle offrait le petit royaume rêvé, réussissant à maintenir son indépendance et ses traditions au point de présenter au seuil du XX^e un type parfaitement conservé et encore vivant de l'Etat féodal du XVI^e.

Légendes religieuses

Comme les îles ses voisines, Serk entre dans l'histoire par la légende et la légende religieuse.

Si Jersey au VI^e conserve le souvenir assez vague de St-Marcouf, le fondateur de monastères et de St Hélier, l'anachorète, victime des pirates ; si Guernesey garde la trace du passage de St Samson, archevêque d'York et fondateur de Dol auquel Childebert aurait, dit-on, donné l'archipel de la Manche sans d'ailleurs le posséder lui-même, Serk s'enorgueillit de Saint Magloire, dont la renommée longtemps lui valut de nombreux profits et quelques déboires..

Magloire, neveu de saint Samson, naquit en 535. Abbé de Dol, puis archevêque, il se démit de ses fonctions pour devenir ermite. Sa réputation de sainteté bientôt lui attira des consultations. Un jour, il fut appelé auprès d'un malade désespéré. Pour tout remède il prescrivit à la famille trois jours de jeûne et à l'intéressé un simple bain. La guérison s'en suivit. La morale voulant qu'un bienfait ne soit jamais perdu, le malade pour témoigner sa reconnaissance à son sauveur, lui donna la moitié des terres qu'il possédait à Serk. Sur le nom du donateur toutefois il y a désaccord, les uns parlent d'un certain comte de Loïesco des confins de la Neustrie (1) ; les autres tiennent pour un sieur Badwall (2) gratifié du titre de « regulus » de Serk, ce qui tendrait à prouver l'existence d'une certaine organisation sociale dans l'île même avant l'arrivée du saint.

(1) Anna sanctorum ortobris X, p. 748, n° 11, F., p. 785.

(2) Dupont : Histoire du Cotentin.

Toujours est-il que Magloire accepta la donation et construisit un monastère sur la falaise près du seul port naturel existant appelé « Le Creux ». La fondation prospéra jusqu'à compter 62 moines. Elle se doubla même d'une école, indice d'une population stable déjà nombreuse. La légende ajoute qu'un matin les petits écoliers voulant respecter le sommeil de leurs maîtres qui venaient par un repas copieux de réparer les fatigues d'une longue abstinence, jouaient sur la plage dans un bateau désarmé et pourri. Brusquement l'amarre se rompit, et la barque sans pilotes, ni agrés, entraînée au large atteignit sans encombre un rivage lointain avec sa cargaison originale et apeurée. Le roi de ce pays informé du voyage et de l'atterrissement miraculeux interdit le pillage, remplit le navire de provisions et le renvoya avec ses jeunes passagers comme il était venu, comptant bien que la puissance mystérieuse qui l'avait protégé à l'aller le ramènerait sain et sauf à son port d'attache, ce qui arriva. Serk fut dans la joie d'avoir retrouvé en même temps que ses enfants des provisions supplémentaires pour parer aux fréquentes disettes. Dès lors, le renom de Magloire ne fut plus discuté (1).

C'est de Serk que partit saint Guenault, l'apôtre d'Auregny ; c'est à Serk que mourut et fut enterré entre 605 et 617 saint Magloire.

Le saint mort n'abandonna pas ses paroissiens et la chanson dit qu'un jour où

Sargi et le lieu fut envaïs
de païens et mau le menèrent
et cruellement le dévastèrent.
Au moustier saint Magloire vinrent
à grand crix et grant braierie,....

(1) Anna sanctorum ,ortobris, tome X, p. 775 à 787.

celui-ci aveugla les sept sacrilèges qui brisaient son sarcophage et fit perdre l'esprit aux neuf cents autres qui s'entretuèrent. Ces païens étaient sans doute des Normands, Danois ou Saxons tentés par les richesses de la tombe et fort peu curieux de son contenu.

Le saint fut-il peu satisfait de la reconnaissance de ses fidèles ou désira-t-il revoir son pays d'origine, nul ne le sait. Il n'en est pas moins vrai qu'un siècle plus tard, il participa à son propre enlèvement dans des conditions plutôt mortifiantes pour ses gardiens. Vers l'an 850, le roi breton Nominoë, victorieux des Francs, se délassait en chassant sur les bords de la Rance quand il rencontra six moines en quêtes de terres pour fonder un couvent. Nominoë d'humeur accueillante, leur donna tout l'argent qu'ils voulurent, mais se refusa de les gratifier du moindre domaine tant qu'ils ne posséderaient pas comme sauvegarde les reliques d'un saint. Grand émoi parmi les quémandeurs, tous les restes de saints authentiques se trouvant entre les mains de propriétaires peu soucieux de s'en défaire. Après s'être consultés et avoir jeuné trois jours, ils décidèrent d'envoyer un des leurs « en Sarge ». Leur choix tomba sur leur compagnon « de noble lignée » du nom de Condon.

« prouddomme et de grant abstinence »

« de bele et très douce éloquence ».

Le messager aussitôt débarqué fit jouer la fibre patriotique au cœur du « Custos sacri corporis », breton d'origine et le convainquit de la nécessité d'obéir aux désirs de son Roi en laissant dérober le corps confié à sa garde. Ce concours acquis, Condon rappela ses collègues. Leur arrivée à Serk fut saluée par une prophé-

tie de mauvais augure qui leur fit craindre la trahison de leur complice. A leur entrée dans l'église, en effet, le diacre récitait l'Evangile « gardez-vous des faux prophètes qui viennent à vous couverts de peaux de brebis et sont en réalité des loups ravisseurs ». Mais seul le hasard de la cérémonie avait inspiré le lecteur et pendant six jours ils vécurent hébergés au monastère. Leur piété leur valut la permission de veiller auprès du tombeau la nuit du septième jour. Tandis que les habitants dormaient, confiants dans la probité du gardien et dans l'attachement du saint, Condom vers minuit n'eut qu'à toucher le cercueil.

« que six très forts hommes à peine
« puissent de terre lever »

pour que celui-ci le suivit porté par des mains invisibles. A l'aube, les Serquais apprenant le larcin poursuivirent en barque les ravisseurs et allaient les atteindre lorsque par un second miracle, saint Magloire suscita une violente tempête qui repoussa dans leur île ses obstinés fidèles et dirigea dans un port breton ses pieux larrons. Nominoë, tint ses promesses et ainsi fut fondé le fameux prieuré royal de St-Magloire de Lehon, près Dinan (1).

Quant à Serk, la mort puis le départ de son patron et protecteur marquèrent le début d'une ère de difficultés et de misères. Finie sa fière indépendance : Romker évêque de Coutances et ami de Pretextat sous la régence de Frédégonde avait rattaché officiellement toutes les îles à son évêché. Le monastère de Serk fut peu après désigné comme tributaire ecclésiastique des Ab-

(1) Le Prieuré Royal de saint Magloire de Lehon, p. 1 à 20 ; *anna sanctorum octobris*, p. 777 F.

bayes du Mont St-Michel, de Nant et de Cherbourg au même titre que les chapelles et couvents d'Herm et Guernesey.

Finie son immunité vis-à-vis des pirates et Robert Wace dans son roman de Rou après plusieurs siècles gémit encore sur les ravages commis par les Danois.

En Aurenen, en Guernesî
En Saire, en Erin, en Gersi
et rivaige contre Mont
de si ke en Bretagne sont.

Les Normands en effet firent de Serk leur citadelle et sur chacune de ses pointes abruptes complétèrent par des retranchements dont on retrouve encore les traces, l'œuvre magnifique de défense ébauchée par la Nature.

X et XI^e siècle

Serk et les îles voisines retrouvèrent un peu de calme lorsque le génial aventurier que fut Rollon obtint au traité de Ste-Claire-sur-Epte la concession de toute la terre marine de « l'Eure au Couesnon » « quasi fundum et allodum in sempiternum ». L'archipel y était compris. Dans la suite, les ducs de Normandie se le réservèrent comme apanage. Tandis qu'Auregny, Herm et Jethou étaient considérés comme terre d'aumônerie, Serk était terre de réserve que le duc donnait ou reprenait à son gré. Le X^e siècle est pour notre île une période de repos dont profitent ses habitants pour réédifier leurs masures et ses moines pour réparer le couvent de saint Magloire singulièrement amoindri.

Guillaume Longue Epée avait concédé la moitié de Guernesey au vicomte de St-Sauveur, l'autre moitié à Rioulf, vicomte de Bayeux. Ce dernier s'étant révolté,

ses terres revinrent d'abord au premier, puis par donation spéciale de Robert-le-Diable au Mont St-Michel. Vers 1041, Guillaume le Bâtard restitue les biens de ses ancêtres à Ranulph descendant de Rioulf et pour adoucir la déception du récent bénéficiaire, lui donne Serk et Aurigny en compensation. Mais le Mont n'était guère heureux avec les cadeaux de ses ducs, car l'année suivante il se voyait retirer cette nouvelle concession au profit de diverses communautés rivales, qui bientôt eurent le même sort : Guillaume, ayant besoin d'argent pour son expédition contre l'Angleterre, accepta les avances de Geoffroy de Montbray, évêque de Coutances qui se fit son banquier contre cession de toutes les terres duciales de l'archipel y compris les deux îles instables de Serk et Aureigny.

XII et XIII^e siècle

Au XII^e, le couvent de St-Magloire, jadis si florissant, était complètement déchu de sa splendeur morale et matérielle. Simple prieuré dépendant de l'abbaye de Montebourg, la charte de 1196, par laquelle Richard de Vernon, le successeur des Revier dans la possession de Serk, en confirma la donation à cette abbaye, nous permet de reconstituer son état : La chapelle était desservie par un seul moine, et le prévôt de l'île ou obschar dont la fonction normale consistait à porter les récoltes dans les granges seigneuriales, devait lui remettre tous les ans à Saint-Christophe, 30 sols de monnaie d'Anjou à prendre sur les 80 livres de revenu retiré par le donateur de l'ensemble de son domaine insulaire, plus dix sols pour le luminaire de St-Eustache et la paille nécessaire au chauffage du cénobite. Etaient en outre

reconnus au couvent les droits de paturage sur toute l'île et de reconstruction du moulin.

Robert de Barneville, entré à Montebourg, ajouta à ce maigre traitement 20 sols à prendre sur les cent que lui payait la famille de Vernon. Ces libéralités n'invitèrent aucun moine à tenir compagnie à ce malheureux solitaire, puisqu'en 1250, l'archevêque de Rouen, Eudes Rigaud, en tournée extraordinaire dans l'archipel constate qu'« in insulis est unus monachus solus : ordi-
« navimum ut detur ei socius vel revocetur ».

Quant à Serk elle-même, sa population, à la fin du XII^e, dépassait 400 habitants, si l'on se base sur les susdits revenus des Vernon. Elle formait une seule paroisse composant, avec les dix paroisses de Guernesey et celle d'Herm, une des sept doyennées de l'archidiaconnée de Beaupré, qui lui-même, constituait une des quatre divisions du diocèse de Coutances. Les deux tiers des dîmes prélevées dans l'île (environ 14 livres vers 1251) allaient à l'évêché d'Avranches, l'autre tiers au curé qui bénéficiait en outre de l'autelage d'une valeur approximative de quarante livres (1).

Jean sans Terre et Pierre des Préaux

Le 13 janvier 1200, Jean sans Terre nomma le mari de l'héritière des Vernon, Pierre des Préaux « dominus insularum ». Celui-ci modifia l'organisation judiciaire qu'avaient transformée déjà Geoffroy et Henri II, en substituant aux juges itinérants, des juges sédentaires

(1) De Serco patronus episcopus Constantiensis. Episcopus Abrincensis percipit ibi duas partes decimæ qua valet circiter XIII et rector percipit tertiam partem et altalegium et valet annis communibus XL libras.

Recueil des historiens de Gaule, tome XXIII, p. 519.

ayant sous leur juridiction un territoire limité : la « baille » ou « bailliage ». Au lieu du bailli de Guernesey et des trois de Jersey, des Préaux n'en établit plus que deux : un pour Jersey, assisté de dix jurés, un pour Guernesey, assisté de huit jurés et compétent sur Serk, Jethou, Herm et Auregny.

Survint la querelle entre Philippe Auguste et Jean sans Terre, déclaré coupable de félonie et déchu de ses fiefs lesquels « faisaient de droit retour à la couronne » et demeuraient acquis au roi de France, son seigneur « suzerain ». Celui-ci eut facilement raison de la Normandie, abandonnée par son duc, et Pierre des Préaux, après sa capitulation dans Rouen, obtint confirmation de ses possessions, titres et qualités, à condition de reconnaître les tenir du vainqueur ; mais dans cet aveu, intentionnellement ou non, il omit les îles de la Manche. Celles-ci échappaient ainsi à la France, bien que Jean sans Terre, dans la liste des biens des barons normands, dressée peu après, les oubliât pareillement.

Opérations militaires dans les Îles

Cette omission sur les parchemins ne leur assurait du reste pas dans la réalité les avantages de l'incognito. En 1204, les insulaires sont envahis par les Français que, deux ans plus tard, ils réussirent à chasser. Triomphe hélas ! de bien courte durée. En juillet de la même année 1206, Jean sans Terre envoyait les frères Wistace ravager l'archipel pourtant fidèle et leur en confiait la Seigneurie. En 1212, les Wistace, gagnés à la cause de Philippe Auguste, refont, pour le compte de leur nouveau maître leur précédente conquête ; Jersey et Guernesey s'en débarrassent l'année suivante. Mais les alliés

des Français tinrent plus longtemps à Serk et c'est seulement en 1214 que d'Aubigny réduisit à merci la petite garnison forte de 44 personnes, dont Wistace le Jeune, six chevaliers français et quatorze servants. En récompense, d'Aubigny reçut Serk en fief noble. Wistace aîné vengea son frère en reconquérant à son tour quelques mois après les terres dont il venait d'être chassé et dont il assura la possession à la France jusqu'en février 1218, époque à laquelle d'Aubigny reprit sa revanche, cette fois définitivement.

Chartes royales

Les îles avaient assuré leur indépendance contre l'étranger, elles entendaient également garantir leur nationalité normande vis-à-vis de l'Angleterre. Le roi Jean s'était bien occupé d'elles dans des chartes relatives à l'expulsion de malfaiteurs, à la levée d'une aide ou à l'organisation de la défense, mais elles se défiaient de ses intentions à leur égard, ayant gardé le souvenir de l'expédition inexplicable dirigée contre elles par les lieutenants du roi au lendemain de leur grand soulèvement de 1204. Aussi se refusèrent-elles à lui rendre hommage tant que par acte authentique il n'aurait pas reconnu leurs privilèges.

Le 20 mai 1226, Henri III proclame officiellement cette autonomie en prescrivant à Richard de Gray de « traiter les hommes loyaux de Jersey, Guernesey et « autres îles confiées à sa garde d'après les mêmes libertés et mêmes coutumes qu'ils étaient traités du « temps du roi Henri, notre grand-père, du roi Richard « notre oncle et du roi Jean, notre père ». En 1230, il leur accordait le droit d'importation et d'exportation

sans taxe. Serk y trouvait alors le plus de profit ; ses parages étaient en effet très fructueux pour la pêche, nota, celle des congres ; de nombreuses éperqueries se dressaient sur ses falaises (Le nom est resté à l'une des baies. Les congres, à l'aide d'une poulie, étaient hissés au haut d'une perche et se desséchaient au vent ; on les salait ensuite et on les exportait).

Sous Edouard I et Edouard II, les commissaires royaux, dans leurs enquêtes « *quo warranto* » essayent de restreindre les privilèges et d'uniformiser les coutumes des insulaires. Ceux-ci résistent victorieusement, appuyés sur une tradition ininterrompue et désormais, tous les souverains d'Angleterre, en dépit des révolutions et des changements de dynastie, se verront dans la nécessité dès leur avènement, de ratifier les chartes de leurs prédécesseurs confirmant les immunités de l'archipel dont Serk fait partie.

XIV^e Siècle

La guerre de Cent Ans permit aux îles de témoigner leur attachement à la cause anglaise. Prises en 1338, délivrées en 1340, reprises par Luïs de la Cerda, en 1343, débarrassées à nouveau de leurs envahisseurs en 1347, elles commencèrent à respirer après le très habile traité de Bretigny (1360) par lequel le roi d'Angleterre rendait au roi de France la Normandie « *cum insulis quas tenet in præsentia* ». Comme au temps de Philippe Auguste, les îles anglo-normandes réussissaient, par l'ambiguïté de textes diplomatiques, à séparer leurs destinées de celles de l'ancien duché de Normandie.

Serk avait été des premières à payer son tribut de fidélité à la métropole. En 1337, les Ecossais, nos alliés,

l'avaient ravagée au point de porter à sa prospérité un coup dont elle fut longtemps à se remettre. Les pillages recommencèrent en 1403 et 1404 avec les amiraux français et espagnols Penhouet et Pero Nino.

XV^e et XVI^e Siècles

La France, un moment, put espérer obtenir une possession moins précaire des îles, lorsqu'en 1461, Nanfant gouverneur de Montorgueil, remit ce fort au Français Pierre de Dreux Brezé, sur l'ordre de Marguerite, l'épouse d'Henri VI, et l'ennemie acharnée d'Edouard IV. Mais huit ans plus tard, les milices de Guernesey contribuèrent à chasser l'intrus qui s'intitulait pompeusement Seigneur des îles de Jersey, Guernesey, Aureney et autres adjacentes, conseiller et chambellan du roi de France.

Si dévoués qu'étaient les insulaires, ils n'oubliaient pas leurs intérêts matériels et, dès la fin du XIV^e, ils obtenaient le privilège de commercer librement, en dépit des hostilités. Louis XI renouvela avec Edouard IV cette convention, équivalente à une véritable déclaration de neutralité et le pape Sixte IV menaça d'excommunication ceux qui violeraient cet accord.

Premières Difficultés religieuses

Peu après, le Saint-Siège fut encore appelé à s'occuper des îles et en 1499, Alexandre VI transféra la juridiction ecclésiastique de Contances à Winchester. Mais cette bulle resta sans effet et les avances de Rome n'empêchèrent pas quelques années après, Henri VIII, de rompre avec elle, de confisquer les biens du clergé et

d'autoriser les prédicants français à commencer leur apostolat dans l'archipel. Chose curieuse, M. de Coutances conserva sa juridiction spirituelle et le gouvernement français, d'accord avec le Conseil privé, en 1547, lui enjoignit de l'exercer, non plus au nom de l'évêque de Rome « quem non nulli Papam vocant », mais au nom et sous l'autorité de S. M. le roi d'Angleterre.

A côté de l'église anglicane, qui se substituait sans grande secousse, à l'ancienne église catholique, apparaissaient déjà les dissidents et dès 1548, on relève à Guernesey sur les registres de la Cour Royale les actes de nomination et les appointements officiels de ministres d'origine française. Tout ce bouleversement religieux ne troublait guère notre petite île que ses habitants avaient fuie et qui servait d'asile à de rares pêcheurs et à de nombreux forbans.

Serk, repaire de pirates

Cet abandon devait coûter cher aux îles voisines. En 1549, 350 reîtres pillaient le Nord de la Bretagne. Pour en débarrasser le pays, leurs capitaines du Bruel et Buron les embarquèrent à St-Malo et les jetèrent sur Serk. Nos hommes, après avoir fortifié les positions importantes comme le Petit Serk, l'Eperquerie, le château de Quenevez, entreprirent de fructueuses expéditions contre Jersey et Guernesey. Du Bruel regagna la France, mais Buron, avec cent soudards, continua les brigandages. Jersiais et Guernesiais ne savaient plus à quel saint se vouer lorsqu'un capitaine hollandais offrit de déloger les bandits par l'emploi d'une ruse renouvelée de Troie. Il se présenta devant Serk, son pavillon en berne ; descendu à terre, il expliqua qu'un homme de son bord

venait de mourir et qu'avant de trépasser, il avait exprimé le désir de reposer en terre sainte. En conséquence, il suppliait ses hôtes d'accéder à ce vœu. Bons chrétiens, ceux-ci consentirent, à la condition que l'escorte accompagnant le cadavre serait désarmée. Ils la fouillèrent minutieusement, mais pour leur malheur, négligèrent d'inventorier le contenu du cercueil. Tandis que joyeusement, la nuit venue, les deux troupes s'étaient séparées dans l'attente de l'office du lendemain, après de copieuse libations à la mémoire du mort, les hollandais coururent au cercueil, y saisirent les armes qui y étaient cachées, et massacrèrent les français endormis. L'archipel était délivré du cauchemar qui l'oppressait depuis plus de quatre ans et Serk était libre. Le gouverneur de Guernesey, Chamberlain, s'empressa d'y envoyer des troupes et d'y raser les fortifications élevées par les aventuriers. Mais la preuve de l'importance stratégique de cette position était acquise et le souvenir de ces cent brigands tenant en échec toutes les forces militaires des îles contribua à orienter le nouvel avenir qui allait s'ouvrir pour Serk.

On autorisa d'abord le guernesiais français Glatigny à y tenter un essai de colonisation, essai bientôt interrompu par la déclaration de guerre. Serk allait, une fois encore demeurer abandonnée de sa population stable et à la merci d'un coup de main. Mais la Couronne veillait.

Héliet de Carteret et la Reine Elizabeth

En 1563, pendant l'enquête ordonnée par la Reine, Héliet de Carteret, seigneur de St-Ouen, à Jersey, dont les aïeux avaient contribué à chasser Pierre de Dreux Brezé, sollicita des commissaires la cession de Sercq.

Ceux-ci y consentirent en principe, sous réserve de la ratification du gouverneur de Guernesey. Deux ans après, le 6 août, Elizabeth, par lettres patentes, donnait à Héliet de Carteret, la seigneurie de ce qu'elle appelait elle-même un repaire de brigands. Celui-ci souscrivait à différentes obligations que nous étudierons plus tard et recevait pour la défense de l'île six pièces d'artillerie et deux couleuvrines avec leur attirail, la poudre et les balles, tout cela pris à la Tour de Londres. Conformément à ses Lettres Patentes, Héliet de Carteret amena dans sa nouvelle possession 42 familles dont cinq seulement étaient originaires de Guernesey et divisa le sol en autant de tènements. Cette charte de 1565 est à la base de la constitution qui régit encore aujourd'hui la petite île de Serk (1).

Le nouveau Seigneur et la grande majorité des habitants ainsi implantés, étant de nationalité jersiaise, devaient fatalement essayer de sortir de l'orbite de Guernesey et tenter de se rapprocher de leur patrie d'origine. De son côté, la cour royale de Guernesey ne pouvait admettre que Serk se sépara d'un bailliage dont elle avait toujours fait partie jusque là.

Le conflit était inévitable : il éclata lors de l'établissement par les premiers en 1579 d'une cour et juridiction en vue de garder et observer les us et coutumes de Jersey. La Cour de Guernesey, mécontente de cette organisation copiée sur celle de l'île voisine et rivale, nomma d'abord une commission pour s'assurer de la réalité des faits, puis fit citer devant elle le bailli Edouard de Carteret et deux des nouveaux jurés. Le premier fut jeté en prison, les seconds renvoyés dans leurs foyers « en

(1) Lettres patentes du 6 août 1565, cf. annexes, n° 54.

considération que la dite île de Serk était bien peu peuplée », mais ils furent sévèrement admonestés (1).

Presque en même temps, un autre conflit surgit sur le terrain financier. Le gouverneur de Guernesey, ayant la jouissance des revenus royaux du baillage, prétendait recevoir certaines redevances dues par le Seigneur de Serk à raison de son fief (2). Ces deux litiges furent solutionnés par l'ordre en conseil du 24 avril 1583 qui fixa de manière plus précise les bases de l'organisation judiciaire et administrative de notre île (3).

Elizabeth et la situation religieuse

Ce n'est pas seulement sur l'histoire civile de l'archipel et notamment de Serk que le règne d'Elizabeth laissa une empreinte ineffaçable, c'est encore sur son histoire religieuse.

La bulle d'Alexandre VI, transférant de France en Angleterre la juridiction spirituelles des îles, n'avait eu aucune suite, nous le savons. En avril 1565, l'évêque de Coutances avait obtenu de la Cour de Londres une lettre près du gouverneur, du bailli et jurés de Guernesey pour se faire remettre les redevances à lui dues comme évêque et abbé de Lessey. Assigné devant la Cour royale, le doyen Jean After, recteur des paroisses de Saint Martin et de Saint-Pierre du Bois, s'entendit qualifier d'intrus par le procureur de l'évêque pour n'avoir pas reçu de son mandant l'investiture ecclésiastique. Le doyen répliqua qu'il avait juré obéissance et fidélité, au

(1) Second report, n° 5725-5726..

(2) Second report, n° 5726-5728.

(3) Second report, n° 5730-5729.

spirituel comme au temporel, à la Reine d'Angleterre, qu'il avait abjuré le pouvoir papal et toute juridiction étrangère et que si l'évêque était disposé à prêter pareil serment il reconnaîtrait aussitôt son autorité.

L'affaire en resta là, mais la situation était trop paradoxale pour se prolonger plus longtemps ; une lettre d'Elizabeth du 15 mars 1568 y mit fin en déclarant les îles à jamais séparées de l'évêché de Coutances et rattachées à l'évêché de Winchester.

Influence religieuse de la France

La France voyait ainsi se rompre le dernier lien officiel qui l'unissait à ces dépendances du duché de Normandie. Pourtant son influence religieuse allait s'y maintenir et même s'y développer.

L'anglicanisme sans doute s'était substituée sans grands heurts au catholicisme. Nos normands insulaires, tièdes catholiques dans l'ensemble, mais très loyaux sujets avaient accepté sans enthousiasme comme sans protestation ce changement d'étiquette dans leurs convictions, et avaient continué de se rendre dans leurs églises devenues des temples et de payer la dîme à leurs curés changés en recteurs.

Mais certains étaient restés fidèles à la foi des ancêtres et ceux-là se tournaient toujours vers la France pour en attendre les directions.

D'autres en plus grand nombre entendaient véritablement se réformer et dans leur zèle de néophyte jugeaient l'anglicanisme une démarcation du papisme.

Ces ardents s'étaient adressés aux protestants de France et les prédicants de ce pays, que nous avons vu appointés officiellement dès 1548, avaient fait si bonne

besogne qu'à Guernesey l'anglicanisme était de jour en jour délaissé. En 1563, sir Francis Chamberlain, le gouverneur, avait autorisé la nomination d'anciens et de diacres et la tenue d'un consistoire tous les jeudis, auquel lui-même assistait avec le baillif et plusieurs jurés de la Cour Royale. Un ordre en conseil d'août 1565 permit de suivre la liturgie des églises françaises réformées dans la paroisse de Saint-Pierre et dans cette paroisse seule ; mais la loi était impuissante à endiguer l'opinion et cette liturgie bientôt fut suivie dans toutes les églises du bailliage. Ainsi devint générale l'organisation presbytérienne.

Presbytériens dans l'archipel et nota à Serk

Le colloque de Guernesey comprenait les dix paroisses de l'île, celle d'Auregny et la Congrégation de Serk. Car Serk avait participé au mouvement, elle était même au premier rang et passait pour modèle.

« Il n'y a Eglise en toutes les îles, ni ailleurs, mieux
« réformée, ni où le peuple est mieux gouverné et réglé
« en la crainte de Dieu qu'en celle de l'isle de Serk ; un
« ministre, vrai serviteur de Dieu haïssant vice et excel-
« lent tant en sa vie qu'en sa doctrine, ainsi qu'il fait
« connaître en ses sermons et en son consistoire ; car
« assurément, il n'y flatte, ni épargne personne, grands
« et petits en ses répréhensions » (1).

Les paroissiens parfaits de ce ministre idéal étaient pourtant de la même race que leurs compatriotes jersiais qu'ils avaient quittés trois ans plus tôt et dont les sentiments, à l'égard des dix ministres français débarqués au

(1) Eglises de refuge, T. II, p. 381 et s. ch. XVII.

milieu d'eux, étaient traduits si brutalement par cette lettre du lieutenant gouverneur Pawlet du 11 septembre 1568 « leur séjour ici sera profitable aux habitants pour « la location des maisons et la vente des denrées.

Mais sur cette terre si longtemps déserte et qu'il fallait défricher, sur ces champs sans cesse rasés par le vent du large et encore couverts de ruines, sur ces hautes falaises à la fois remparts et murs de prison du haut desquelles on ne découvrait que des écueils dangereux et la mer aux horizons infinis, les intelligences les moins portées aux abstractions, comme les cœurs les plus sceptiques se sentaient pris à la longue de je ne sais quelle inquiétude mystérieuse et quelle crainte de l'au delà. Passait un prédicant, habile à concrétiser dans une doctrine rigide toutes ces aspirations confuses : sa voix était assurée d'être comprise, parce qu'elle n'était que l'écho précisé de celles des ruines, du vent et des flots. Le milieu lui avait préparé des disciples attendant sa venue. Les réformés du XVI^e continuent la tradition des moines de Saint-Magloire.

Le colloque de Guernesey et celui de Jersey, pour triompher plus sûrement de leurs adversaires, avaient résolu de se réunir tous les ans en synode ; la réputation des Serquais leur valut l'honneur de recevoir le cinquième synode en 1570. Celui-ci continua l'œuvre confessionnelle des précédents. Alors que le deuxième avait prononcé des amendes et des châtimens corporels contre les infracteurs de ses ordres, et que le troisième moins intransigeant avait reconnu au magistrat laïc la priorité dans le droit de punir, le synode tenu à Serk décida qu'au cas de négligence de ce fonctionnaire ou d'indulgence exagérée de sa part, l'Eglise sévirait elle-

même contre les coupables. Ces principes une fois établis, il était facile d'en prévoir les conséquences et jusqu'à nos jours nous constaterons cette confusion perpétuelle entre les deux domaines, civil et religieux. Consistoires, colloques, synodes, cours royales, Etats rivaliseront de zèle pour obliger les habitants à assister aux prédications une ou deux fois la semaine, sous peine d'amende ou de confiscation au profit des diacres, à fermer les boutiques et à s'abstenir de tous jeux et délassements le jour où elles auront lieu, à faire leur testament en présence des ministres ou des anciens etc., etc. En 1576 « une police et discipline » sera établie officiellement par suite d'un accord entre les deux pouvoirs pour organiser la nouvelle Eglise réformée et résumer les droits et devoirs de chacun des trois ordres la composant : « le magistrat, ceux qui ont charge dans l'Eglise, le peuple ». Ces ministres dont Pawlet, huit ans plus tôt, parlait avec tant de dédain, avaient fini par imposer leur volonté.

Mais l'accord entre les deux grandes îles ne devait pas durer longtemps ; la brouille survint et lorsque Guernesey en 1597 fit les premières démarches en vue d'une réconciliation ce fut Serk qu'elle proposa pour le lieu de réunion du nouveau synode.

Serk en effet pouvait par les deux îles sœurs et ennemies être considérée comme territoire neutre ne relevant ni de l'une, ni de l'autre. Son ministre Cosme Brevin, d'un rare entêtement, avait réussi à lui garder une quasi indépendance ecclésiastique.

Né à Angerville en Calvados, pasteur des églises vauchoises de Fenestrel et Pinache qu'il avait du quitter, chassé par ses fidèles mécontents de ses « brocards, pa-

roles affectées et exclamations exagérées », il était venu échouer à Serk où ses défauts étaient interprétés comme qualités par ses paroissiens encore dans l'ardeur qui suit la conversion.

Mais si Cosmé Brevin était flatté des éloges que nous lui avons vu décerner et des réunions de ses confrères dans son île, il entendait poursuivre au point de vue religieux le même rêve que le Seigneur tentait sans succès de faire aboutir dans le domaine politique : détacher Serk de Guernesey en se rapprochant de Jersey et par une savante politique de bascule arriver à la complète indépendance. Pendant le dernier quart du XVI^e, alors qu'à ses côtés les jurés et bailli nommés imprudemment par ses concitoyens se voient emprisonnés et cassés de leurs charges, lui reste sourd à toutes les convocations de ses collègues de Guernesey.

On lui écrit de se rendre au colloque, il ne bouge pas ; on le supplie, il répond par de vagues excuses flatteuses et insinue que son consistoire et lui sont hésitants sur le choix du colloque auquel ils doivent se ranger ; on le menace, il répond une lettre « d'injures et de rebellion » (dec. 1589), puis se ravise et débarque enfin à Guernesey au printemps de 1590. Il y affirme sa parfaite union et obéissance, ce qui ne l'empêche pas de ne plus paraître avant 1597. Bref sur un espace de 30 ans, par cette politique de bras croisés, il réussit à ne se soumettre que deux fois au contrôle de ses coreligionnaires. Mais ce succès ne fut qu'éphémère : son humeur irritable qui lui avait joué de mauvais tours au début de sa carrière, lui fit perdre avec la confiance et l'appui de ses paroissiens tout le terrain qu'il avait cru gagner. Ceux-ci en effet fatigués de son despotisme en appelèrent au colloque de Guernesey qui eut ainsi à juger comme ac-

cusé celui qui si longtemps s'était refusé à y prendre part comme juge. En 1597, il est blâmé d'avoir dit en parlant de Thomas Raoul, ancien de Serk « qu'il ne pouvait l'approuver encore qu'il le souffrit ». En 1601, on lui écrit une lettre de censure sur la plainte de l'ancien de Serk « pour n'avoir pas voulu se ranger à la pluralité des voix de son consistoire ».

Ainsi la tentative de Brevin échouait, comme celle de Carteret ; mais cette fois c'étaient les habitants eux-mêmes de Serk qui, en abandonnant leur pasteur, s'étaient offerts à la tutelle de Guernesey. Lorsque Brevin vieilli fut incapable d'assurer l'exercice de son ministère à ses ouailles, celles-ci s'adressèrent aussitôt au colloque voisin qui leur envoya des pasteurs intérimaires et les autorisa même à lire les formules liturgiques, consacrées par la seule présence de leur vieux ministre. Lui mort le 30 avril 1605, Serk souffrit de la pénurie des predicants qui sévissait dans les autres îles depuis qu'Henri IV avait rappelé les émigrés français. Elle fut secourue par ceux de Jersey, Bandinel et Gruchy et par celui de Saint-Martin à Guernesey, le sieur Herne, dont l'accent anglais faisait le désespoir de ses auditeurs. En 1612, un nouveau pasteur y est à demeure : Elie Brevin (1).

XVII^e Siècle

Révolution d'Angleterre

Mais bientôt! des événements plus graves allaient reléguer au second plan ces querelles de clocher et ces discussions religieuses, lesquelles néanmoins expliquent

(1) Eglises de refuge, T. II, ch. XIX, p. 456 et s.

pour beaucoup le revirement brusque des îles dans leur attitude traditionnelle vis-à-vis de leur suzerain. Alors que d'après leur séculaire constitution, celles-ci regardaient le roi d'Angleterre comme le successeur des ducs de Normandie et par suite comme leur souverain légitime, elles n'hésitèrent pas à embrasser la cause du Parlement contre Charles I ; Serk et Aurigny peuplés d'antiépiscopaliens se distinguèrent par leur enthousiasme plus religieux que politique.

En 1643, G. de Carteret avait réussi à reprendre Jersey au nom du roi. Ses regards se portèrent naturellement vers le domaine familial et notamment vers Serk, dont son beau-frère et cousin Philippe était en droit le Seigneur et dont les revenus (environ 100 L. st.) venaient d'être confisqués par le comité de Guernesey dévoué au Parlement. Il organisa une petite expédition composée d'une pinasse à douze rames montée par Lane et quarante hommes, et d'un plus petit bâtiment portant Chamberlain et trente soldats. Le rendez-vous était fixé pour le 25 mai 1644 à l'Eperquerie. Lane, le premier arrivé, n'osa débarquer, une sentinelle ayant donné l'alarme, et regagna Jersey. Chamberlain, ignorant ce contre-temps, aborda dans la baie de Dicart, surprit au lit le commandant de la garnison et désarma les habitants. Ceux-ci bientôt s'aperçurent du petit nombre de leurs vainqueurs, et prévinrent par signaux la flotte parlementaire qui croisait au large : la frégate du capitaine Joseph Bransly mit à terre un détachement qui captura les envahisseurs de la veille. A la suite de l'échec de cet audacieux coup de main, Serk reçut, porteur des félicitations du Parlement, Pierre Carey de Guernesey qui avait reçu en outre mandat du comité de Londres de prendre sur les lieux toutes mesures convenables de dé-

fense pour l'avenir et de distribuer cent écus aux soldats restés fidèles. De leur côté, le 23 déc. de la même année, les Etats de Guernesey y envoyèrent des troupes.

Cette victoire sur leur suzerain devait d'ailleurs leur coûter cher. Philippe de Carteret, s'il avait échoué dans son expédition sur terre, promenait fièrement le pavillon royal dans les eaux de l'archipel et, devenu corsaire, donnait une chasse souvent fructueuse à tous les navires à destination des îles. La misère devint profonde, la famine menaçante. Les petites industries dont vivaient les insulaires, chômaient faute de transactions. A Serk, tout le monde travaillait aux tricots et aux bas de laines. A « ces ouvreurs et ouvreuses de retame », tout manquait : l'argent, le crédit, la matière première et les débouchés. Le Parlement anglais, pour diminuer cette détresse, décida d'envoyer tous les ans quatre livres de laine par tête d'habitant à Guernesey comme à Serk et les Etats décrétèrent que personne ne serait expropriée pour dettes.

Si la situation matérielle s'améliore lorsqu'en 1651 la cause royale fut définitivement perdue avec la reddition des châteaux Elizabeth et Cornet, il n'en fut pas de même de la situation politique. Les îles virent supprimer leurs antiques privilèges et rien ne les protégea plus contre les abus de la presse et les vexations des gouverneurs.

Aussi n'est-il pas étonnant de constater que si la plupart des habitants avaient accueilli chaleureusement la révolution, ils ne montrèrent pas moins d'enthousiasme à saluer la restauration monarchique.

Guernesey s'ingéniait par toutes sortes de flatteries à faire oublier au monarque les secours qu'elle avait

fournis aux révoltés contre son père et contre lui-même. Elle poussa même la peur des représailles si loin qu'elle faillit lui sacrifier ses libertés en sollicitant son incorporation pure et simple au royaume. Serk fut plus digne : elle se borna à recevoir sans protester son seigneur Philippe de Carteret réintégré dans ses fiefs par lettre du lieutenant gouverneur de Guernesey du 25 août 1660.

Charles II, d'ailleurs, entendait ne rien innover et, s'il voulait se souvenir du passé, c'était pour le restaurer dans la mesure où il servirait son intérêt. Il feignit d'ignorer l'imprudente supplique de Guernesey et, en 1668, à l'exemple de ses aïeux, lui confirma tous ses privilèges : notamment la liberté du commerce avec l'Angleterre et ses colonies, la connaissance de tous les procès civils et de tous les délits commis sur son territoire à l'exception de trois cas réservés. Il rappelait de plus que tout vaisseau marchand battant pavillon ami ou ennemi n'aurait rien à craindre en temps de paix comme en temps de guerre, ni pour son personnel, ni pour sa cargaison tant qu'il serait à la distance de l'horizon visuel de Guernesey (ce privilège fut révoqué par ordre en conseil du 8 août 1689 qui interdit toute importation de marchandises françaises à Jersey comme à Guernesey). Enfin, il accordait la libre exportation d'Angleterre à destination de l'île de 14.000 livres de laine, renouvelant ainsi la faveur votée par le Parlement la douzième année de son règne à l'effet d'envoyer 28.000 livres de laines à Guernesey, 2.800 à Serk et 5.600 à Auregny.

Mais si Charles II désirait se montrer bienveillant pour les îles et scrupuleux gardien de leurs privilèges, il se refusait à laisser aux religions dissidentes la liberté qui avait été si funeste à son prédécesseur.

Jersey depuis longtemps (1620) s'était rallié à l'anglicanisme et cette conversion n'était pas étrangère à sa fidélité relative à la cause royale. A Guernesey, le presbytérianisme était encore vivant. Pour lui porter le coup de grâce, Charles II décida que l'acte passé en Angleterre pour l'uniformité du culte public recevrait dans cette île son application et confirma, le 15 juillet 1662, la nomination comme doyen de Jean de Saumarez. Le nouveau doyen, dont la devise était « *restauratus restauro* », eût bientôt brisé les résistances des derniers opposants.

L'Eglise de Serk fut la dernière à se conformer. Elie Brevin, que nous avons vu en 1612 reprendre la place de son père, avait hérité de l'obstination paternelle. Ses paroissiens se solidarisèrent avec lui et, tant qu'il vécut, on n'osa pas toucher à l'indépendance religieuse fièrement revendiquée par la petite île et par elle seule. Il mourut en 1674 à l'âge de 87 ans ; aussitôt, on essaya d'amener les habitants à récipiscence ; on échoua. Alors on employa la violence, et le 19 mai 1675 un ordre en conseil substitua aux juges élus un sénéchal nommé par le Seigneur (1). Il était en effet impossible de trouver parmi les insulaires, pour exercer ces fonctions, cinq adultes communiant selon le rite de l'Eglise Anglicane. Pour parfaire l'œuvre, un dauphinois Moïse Benoît de Die fut nommé en 1677, comme prêtre anglican.

Mais Serk avait donné trop de gages à sa foi calviniste puisqu'elle lui sacrifiait ses privilèges, pour se rallier sincèrement à la religion officielle. Toujours elle conserva un fort noyau de dissidents dont les convictions se trouvaient fortifiées par leur ignorance de la langue

(1) Second report, n° 4856.

anglaise, et la présence de nombreux proscrits français réfugiés au milieu d'eux et y servant de ministres (1).

XVIII et XIX^e siècles

Serk et le méthodisme

Cet état d'esprit permit plus tard aux disciples de Wesley un moment empêchés par cette même question de langage, d'y prêcher avec succès la nouvelle doctrine qui allait devenir le méthodisme (2). Dès 1789, de Quetteville y commença ses prédications dans la chaumière de Thomas Mollet au Clos à Geon. Jean Vaudin de la Ville Roussel converti lui offrit bientôt sa maison et, bien qu'« illettré et croyant aux sorciers », devint lui-même conducteur de classe et prédicateur local. Sur le terrain qu'il céda, une chapelle appelée « Ebenhe-

(1) Parmi les réfugiés français à Serk, nous trouvons : 1671, H. Blondel de Guernesey, épouse Françoise Bourgeois de Normandie ; 1711, Baptême de Marie, fille de Jacques Pommeray, réfugié français ; 1718, Baptême de Simon, fils de La Cavée et de Jacqueline Le Pré, natifs d'Ourville en Normandie ; 1650, Sépulture de Marie, veuve de Thomas Roo, fille de Jean Quesle, chirurgien de Meaux et de Rémie du Puits, sage-femme parisienne, réfugiés en cette isle ; 1731, Sépulture de dame Magdelaine Rondel, native de Paris ; 1744, Firmin Balmier, Français protestant de naissance, natif d'Usès, âgé de 88 ans, décéda au Seigneur et fut enterré avec grand concours de peuple ; dame Catherine Balmier, sa veuve, native de Port Launay en Basse-Bretagne, âgée de 77 ans décéda le 28 janvier.

Parmi les ministres français de Serk nous trouvons : 1698-1721, Pierre de Camon ; 1722-1732, Elie de Fresne ; 1732-1751, Vital Privat ; 1754-1757, Pierre Levrier ; 1758-1794, Jacques Coyaud dit Deschamps. Eglises de refuge, T. II, p. 526.

(2) Wesley écrivait le 26 mars 1787 à Clarke, l'apôtre d'Auregny : « J'observe sur la carte le nom d'une autre île peu éloignée. Est-ce qu'il n'y a personne qui comprenne l'anglais dans l'île de Serk ? ». Et Clarke de répondre le 21 juillet : « Il n'y a pas une famille à Serk qui comprenne l'anglais. Si les habitants de cette île le comprenaient il y a longtemps que je les aurai visités ». (Mathieu Lelièvre, p. 245).

zer » fut construite en 1796 et les mémoires du temps rapportent que « chose rare et à l'honneur de Serk » elle était complètement payée lors de sa dédicace. Pourtant les adeptes étaient pauvres, car l'assemblée trimestrielle de Guernesey en 1797 prit à sa charge les dépenses des prédicateurs allant à Serk. Ceux-ci même devaient apporter avec eux leur nourriture à raison de la misère de leurs auditeurs. En 1820, le sieur Tourgis y passa huit mois et releva l'église en ruines. Enfin Serk eût l'honneur de fournir à la confession méthodiste un missionnaire Philippe Baker, qui mourut à Haiti en 1881, enlevé par la fièvre jaune.

Au cours du XIX^e siècle nous releverons d'autre part de significatives manifestations de défiance des chefs Plais à l'égard de la religion officielle, et d'hostilité de la population à l'égard de son vicaire.

Loyalisme politique

Mais s'il y a résistance à propos de l'unification religieuse, il n'y en a plus sur le terrain politique et c'est avec le plus parfait loyalisme que les îles saluent l'avènement des monarques qui se succèdent. Certains d'ailleurs comme Jacques II continuaient les anciennes faveurs en leur accordant une décharge des droits sur les laines jusqu'à concurrence de 4.000 balles pour Jersey, 2.000 pour Guernesey, 400 pour Alderney et 200 pour Serk. Sur les registres des greffes se retrouvent les copies des proclamations royales suivies des formules usuelles de soumission. Parfois, l'ardeur est si grande que certains des signataires ajoutent des déclarations de leur cru. Ainsi, le 21 juin 1727, nous trouvons à Serk dix-neuf signatures de tenants acclamants Georges II

« en obéissance à l'ordre express des seigneurs du très honorable Conseil » et les plus zélés ajoutent des professions de foi et des anathèmes du genre de celui-ci
« Moy A.-B jure que j'abhorre entièrement, déteste
« et abjure comme impie et hérétique cette damnable
« doctrine : que les princes excommuniés ou dépouil-
« lés entièrement par le pape peuvent être déposés ou
« mis à mort par leurs sujets et je déclare qu'il n'y a
« pas de princes étrangers, pas de prélats d'Etat ou po-
« tentats ou personne qui ayent ou doivent avoir au-
« cune juridiction, puissance, supériorité, prœémi-
« nence ou autorité ecclésiastique ou spirituelle dans
« ce Royaume. Ainsi Dieu m'aide - » (1).

L'exemple leur était du reste donné par les Etats de Guernesey qui en octobre 1715 protestaient de leur dévouement à Georges I « le monarque légitime qui était le vrai défenseur de la foi, de leur religion et de leur li-
« berté contre le pouvoir absolu, le papisme et la ser-
« vitude que le prétendant voudrait leur imposer ».

Ce Georges I était sans doute l'arrière petit-fils de Jacques I dont les insulaires avaient contribué à détroner le fils ; mais la passion religieuse, qui toujours avait été leur grand stimulant politique, avait contribué à effacer le passé.

Cette habitude d'affirmer son loyalisme sur les registres des greffes se continua et nous retrouvons les signatures de tenants de Serk à la suite des proclamations de Georges III le 19 nov. 1760 (2), de la reine Victoria le 5 juillet 1837 (3) et d'Edouard VII le 4 février 1901.

(1) Ser , I, 21 juin 1727, p. 94-98.

(2) Serk, I, p. 158.

(3) Serk, p. 254 (procl. de Georges IV, le 14 avril 1820 et de Guillaume IV, le 23 juillet 1830 (p. 219 à 223).

Serk et la politique internationale

Mais dès le XVIII^e le rôle de Serk dans l'histoire internationale va diminuant. En 1732, le mémoire de M. de Caux à la Cour de France sur les îles du Canal parle de Serk qui aurait d'après lui 5 à 600 habitants et dans laquelle on ne pouvait accéder que par un souterrain creusé dans le roc et fermé par une herse en fer. Des vigies comme à Herm, du haut de ses falaises, surveillaient le passage de la Déroute. En 1748, le rapport du marquis de Cressay à d'Argenson la mentionne comme renfermant 300 habitants, une paroisse, deux hameaux et un moulin à vent. Il y joint cette considération stratégique que quatre hommes armés de pierres défendraient aisément contre plusieurs centaines d'assaillants son seul point vulnérable, c'est-à-dire « le Creux ». Après, c'est le silence, et vers 1780 les mémoires de Dumourié, la Briche, Jean Pelletier, Thomas le jeune gardent sur son compte un mutisme prudent.

Ce n'est pas à dire que Serk n'eût plus rien à redouter des ambitions de ses voisins. Pendant les guerres de la Révolution et de l'Empire, les Serquais assurent eux-mêmes leur protection en organisant un service permanent de guetteurs. Ils s'associent aux alarmes et aux réjouissances de leur métropole. Avec compoction ils enregistrent les ordonnances de la Cour de Guernesey prescrivant presque tous les ans sur l'ordre de la couronne, soit un jour de jeûne et de prières publiques pour le succès des armes britanniques (1), soit un jour d'actions

(1) Jours de jeûnes : ordonnances enregistrées le 20 avril 1793 ; 19 février 1795 ; 6 mars 1797 ; 3 mars 1798 ; 20 mars 1800 ; 9 février 1801 ; 11 octobre 1803 ; 19 mai 1804 ; 4 février 1805 ; 23 février 1806 ; 20 février 1807 ; 18 février 1808 ; 6 février 1809 ; 22 février 1810 ; 16 mars 1811 ; 8 mars 1813. (Serk V., p. 23 à 108).

de grâces à la suite de traités de paix plus ou moins éphémères ou de défaites françaises (1). Ces jours là les cabarets sont fermés et il est interdit de travailler.

Sans récrimination, ils se soumettent à l'ordonnance de Guernesey du 13 déc. 1800 qui, d'accord avec la proclamation royale du 3 déc. 1799, recommande la plus grande économie et frugalité dans l'usage de toute espèce de grains, charge chacun des pères de famille de réduire au moins d'un tiers la consommation de son entourage et d'empêcher qu'elle ne dépasse un pain de 4 livres 5 onces par personne et par semaine, recommande enfin de s'abstenir de farine pour la pâtisserie et de diminuer la ration d'avoine des chevaux, surtout des chevaux de plaisir (2). Très gravement d'ailleurs, le cabinet anglais les avise par le même intermédiaire des traités qu'il vient de conclure et les prie de les ratifier en les enregistrant sur leurs records (3).

Les vicissitudes de notre propre politique intérieure ne les laissent pas davantage indifférents. Outre le lien commun du langage, ils ont celui plus fort de l'intérêt. N'ont-ils pas en effet placé partie de leurs économies en rente française ?

Aussi voyons-nous les Chefs Plaids du 6 oct. 1830 autoriser les fidei commissaires chargés du service de cette rente, à retirer les fonds au besoin « vu l'état « trouble où se trouve présentement la France et les

(1) Jours d'actions de grâce : ord. enregistrées à Serk, le 30 novembre 1798, le 28 mai 1802 : 29 novembre 1805 : 11 janvier 1814 ; 2 juillet 1814 ; 20 janvier 1816 (Serk V., p. 63 à 135).

(2) Serk V., 20 décembre 1800, p. 58.

(3) Serk V : 25 mai 1802, p. 63 (Traité de paix entre Georges et la République française) : 2 juillet 1814, p. 119 (Traité de paix avec la France du 30 mai) : 18 avril 1815, p. 125 (Traité avec Et.-Un. d'Amérique du 24 décembre 1814).

« changements politiques qui pourraient subitement s'y élever ». Plus tard, il leur fallut se préoccuper de nos conversions et combler le déficit qui en résulte.

Mais si, pendant les deux derniers siècles, dans les registres de son greffe, nous pouvons constater la répercussion de certains évènements historiques, c'est surtout la vie intime de ce petit peuple que nous pouvons suivre année par année. Ce sont ses changements de seigneur, ses démêlés avec Guernesey, avec son Lord, avec ses propres fonctionnaires, ses agitations politiques et religieuses, ses difficultés budgétaires, ses espérances de fortune à la suite de découvertes de mines ou de l'affluence des touristes, ses préoccupations d'ordre matériel comme d'ordre scolaire et moral, ses ambitions de tout genre, que les procès verbaux des Chefs Plaid et les ordonnances du Sénéchal vont nous permettre de ressusciter. Par eux, nous pourrons faire revivre la physiologie originale de ce minuscule Etat, en même temps que constater, peut-être la persistance du caractère féodal jusque dans ses institutions contemporaines.

CHAPITRE II

Le Seigneur

Le Seigneur de Serk : voilà le personnage caractéristique qui paraît à priori résumer et absorber toute la vie politique de notre petite île, puisqu'il est le vivant symbole de ce régime féodal sous lequel aujourd'hui encore elle s'organise. C'est donc lui qu'il convient d'étudier tout d'abord.

I

Seigneur et la Couronne

A. Charte d'Elizabeth (1565)

Comme toutes les institutions féodales, la concession de la seigneurie de Serk a une origine militaire. Place de guerre de premier ordre, il importait d'en assurer la possession définitive à des sujets britanniques et d'empêcher le retour des pirates ou des aventuriers français de néfaste mémoire. Seuls les liens, qui unissent un suzerain à son vassal, étaient assez forts pour fixer à demeure, sur ce lambeau de territoire perdu au milieu des

réels, une population suffisamment nombreuse et disciplinée pour réaliser ce dessein.

D'un autre côté, Serk laissée à l'abandon depuis de nombreuses années sans culture, ni industrie, constituait pour la Couronne un capital improductif. Un tel état de choses, en dehors même de tout intérêt de sécurité pour les îles voisines, choquait trop les habitudes positives des Anglo-Saxons pour pouvoir se prolonger.

Aussi, est-ce à raison de ces deux considérations dument énoncées et commentées, que la reine Elisabeth octroyait à un de ses sujets de Jersey les lettres patentes du 6 août 1565, qui constituent pour tous les seigneurs de Serk le code de leurs droits et obligations. Par cette charte officielle, Elisabeth donnait et concédait (suivant la formule usuelle de la pure donation « *dedi et concessi* ») à Hélier de Carteret, seigneur de Saint-Ouen, l'île de Serk avec toutes ses dépendances insulaires et sa mer territoriale ; elle détaillait ensuite dans une longue et fastidieuse énumération plusieurs fois répétée, tout ce qui devait être considéré comme compris dans cette libéralité, tant les biens corporels, meubles, fonds de terre ou bâtiments que les biens incorporels de toute nature attachés à la possession d'un fief ; elle déclarait enfin qu'en vue de la jouissance et de l'exercice de ces droits, Hélier de Carteret disposerait des mêmes prérogatives dont ses prédécesseurs, à quelque titre que ce fut dans la possession de Serk, avaient été gratifiés par suite d'une charte royale ou d'un usage incontesté.

En retour Hélier de Carteret devait tenir la dite île de Serk, « *in capite* » c'est-à-dire directement de la couronne, pour le vingtième d'un fief de haubert. Telle est en résumé la situation juridique du Seigneur de Serk.

B. *Obligations à raison de son fief*

Cette qualité de tenant in capite d'un fief de haubert lui impose certaines obligations soit à raison du droit commun, soit à raison de son contrat de fief.

Ces dernières au nombre de deux sont très précises. Elisabeth exige d'abord le paiement d'une rente annuelle de cinquante sous sterling payable à la Saint-Michel et portable à la recette de Guernesey. Quittance est même donnée pour la première annuité. Au cas de violation de cette clause, la charte ne prévoyant aucune sanction spéciale, le droit commun s'appliquerait.

La seconde obligation est plus développée parce que plus anormale : Helier de Carteret est tenu dans les deux ans qui suivent la date de ses Lettres Patentes, de peupler l'île d'au moins quarante hommes. Voudrait-il simuler au bon moment cette installation avec des figurants plus ou moins momades ? Cette fraude a été prévue et déjouée. Ces quarante colons en effet devront résider à Serk, comme le font dans leurs îles respectives les habitants de Jersey et Guernesey ; c'est dire qu'en réalité se trouve exigé un minimum de quarante familles. Passé le délai de deux ans sans exécution de cette obligation, le gouverneur de Guernesey, son lieutenant ou un officier spécialement désigné par la couronne pourront sans jugement, par simple mandat d'arrêt, saisir arrêter les biens, meubles et immeubles d'Helier de Carteret jusqu'à concurrence de la somme de 10 £. montant de l'amende prévue pour cette première infraction.

Si, dans les six mois qui suivent ce premier avertissement, ce chiffre de quarante hommes n'est pas atteint, une amende de 20 £. sera perçue suivant la même procé-

dure. A supposer cette seconde sanction sans effet et une nouvelle période équivalente écoulée sans résultat, la peine serait portée à 40 £.

Enfin, si Hélier de Carteret, en dépit de ces trois admonestations » à taux progressif, s'obstinait encore six mois dans sa négligence, sa charte de concession serait de droit abrogée et l'île de Serk avec tous ses droits et appartenances retournerait à la Couronne par le simple effet résolutoire de cette condition défailante. Les règles ordinaires en matière de fief de chevalerie auraient d'ailleurs permis au suzerain d'exercer bien plus rigoureusement ce droit de commise ou d'escheat. Le devoir militaire du Seigneur de Serk est d'assurer la défense de son île par la présence continuelle d'un nombre déterminé de chefs de famille rapidement mobilisables : se dérober à cette obligation constituerait de sa part une véritable félonie.

Quant aux autres charges que le droit commun impose aux possesseurs de ce genre de fiefs sous la forme de l'hommage et des droits d'aide, de première saisine, de relief et de mutation entre vifs, la charte de 1565 n'en fait pas mention et il ne paraît pas que le premier Lord de Serk y fut rigoureusement assujéti. Ses successeurs n'eurent pas le même privilège.

La concession de Serk en effet constitue un franc tènement, non pas établi seulement pour la vie du titulaire nommé dans l'acte mais bien transmissible à ses héritiers et ayant cause. En de nombreux passages les lettres patentes visent « les hoirs, successeurs et ayant cause » tant d'Helier de Carteret que de la reine Elisabeth et notamment elles spécifient que les premiers seront tenus vis à vis des seconds de la double et spéciale obligation que nous connaissons.

Ainsi le Seigneur actuel de Serk, ayant cause d'Héliier de Carteret, doit toujours payer annuellement à la Saint-Michel la somme de 50 s/. et s'exposerait aux amendes successives et à la confiscation de son fief, si, chose improbable, il laissait décroître la population résidente au-dessous du minimum indiqué. Pourtant, les nécessités militaires, invoquées tantôt, ont cessé depuis longtemps d'exister ; mais la nature de son droit de propriété n'en reste pas moins altérée par l'acte original de transmission à son lointain auteur

Quant aux effets communs à tout contrat d'inféodation, le successeur du premier Seigneur de Serk est tenu non seulement du serment de fidélité, mais encore de l'hommage. Mais à raison de ce fait que le suzerain auquel il doit foi et hommage est le roi d'Angleterre considéré comme duc de Normandie, la formalité de prestation de serment ne pourrait être exigée que dans les limites territoriales de ce duché, c'est-à-dire dans l'hypothèse d'un voyage royal aux îles du Canal (1). Aussi peut-on affirmer qu'elle est actuellement tombée en désuétude, sans que rien ne la remplace. En effet, si, à Jersey, les tenants de franc fiefs de haubert sont appelés par le bailli à rendre hommage à la Couronne lors des Chefs Plaids d'Héritage (2) et si à Guernesey les possesseurs de Seigneuries comme Anneville, Saumarez etc., qui sont tenues du Prince à foi et hommage, doivent répondre à ce titre aux trois Chefs Plaids annuels (3), il n'en est pas de même pour le Seigneur de Serk qui, par une disposition expresse de l'ordre en con-

(1) Laurent Carey, p. 78.

(2) Th. Le Cerf, ch. X, pp. 209 et suiv.

(3) Laurent Carey, p. 78.

seil de 1583, « n'est pas obligé à raison de sa tenure à « servir à la Cour des Chefs Plaids de Guernesey » (1).

Cette solution, indiscutable aujourd'hui, avait été au début sérieusement contestée. A la requête du procureur de S.M. un procès avait même été intenté à Pierre de Carteret, héritier de son père Hélier devant la Cour Royale de Guernesey. On reprochait au malchanceux Seigneur, inquiet déjà pour avoir institué de sa propre initiative une juridiction à Serk, « de n'avoir pas en- « core fait, ni offert de faire son devoir de foi et hom- « mage, ni payé les droits qui sont dus de ce chef au « gouvernement de S.M. en l'isle de Guernesey » alors que les lettres patentes d'Elizabeth lui en imposait, disaient-on, le devoir. La Cour avait accordé au requérant « possession et saisine » provisoire de l'isle de Serk (2) et cet arrêt avait été exécuté le 19 juin 1582 par le prévôt de S.M. sur « la dite île et ses appartenances, ainsi « que les fruits, rentes et revenus quelconques pouvant « en icelle appartenir à Pierre de Carteret » (3). La Cour n'eut pas à trancher définitivement le débat, ces messieurs du Conseil privé l'ayant solutionné quelques mois plus tard dans le sens indiqué ci-dessus.

Mais si le Seigneur de Serk obtenait gain de cause sur ce point, il était moins heureux à l'occasion du second grief relevé contre lui devant les Jurés de Guernesey ; à savoir : son refus de payer les droits habituels de transmission de fief par succession, soit le droit de relief, aggravé de celui de première saisine à raison de sa qua-

(1) Second report, n° 5729, § 9, f. annexes

(2) Second report n° 5726, f. annexes

(3) Second report n° 5726, f. annexes.

lité de tenant « in capite » (1). Bien qu'il arguât des Lettres patentes, exemptant son père de toute charge autre que la rente annuelle de 50 s/, le même Ordre en Conseil le condamnait à payer le relief et la première saisine en réduisant toutefois la somme sur ses instances à quarante £ sterling (2).

Quant aux aides à supposer qu'elles fussent exigibles de vassaux de la Couronne pour des tenures situées dans les bailliages de Jersey ou de Guernesey, il ne peut plus en être question maintenant qu'elles sont partout tombées en désuétude

Tels sont, en dehors du cas de mutation entre vifs, les principaux services féodaux que le Seigneur de Serk doit à S.M. le roi d'Angleterre son suzerain.

C. Transmission du fief

a) Par décès

Ce fief de hautbert, nous le savons, est transmissible soit pour cause de mort, soit entre vifs. Dans la première hypothèse, la transmission s'opère, sous la réserve des droits pécuniaires que nous connaissons, suivant des règles étrangères à l'acte de concession, mais édictées cinquante ans plus tard par Jacques I interprétant la charte primitive et l'ancien Coutumier de Normandie (3). Sans doute ces règles visent les tenures concédées par le Seigneur sans aucun caractère de terres nobles, mais elles doivent à fortiori s'étendre au fief lui-même de Serk, pour lequel modifiant le droit commun applicable aux tenures de chevalerie, elles présentent un intérêt spécial. En voici le résumé :

(1) Glasson, T. II, ch. 4, p. 215.

(2) Second report n° 5829, § 8 et pet. 1 f. annexes.

(3) Second report n° 5103, f. annexes.

Ce fief de hautbert est indivisible ; il passe tout entier au fils aîné du défunt ou à l'un de ses descendants par représentation ; à leur défaut aux autres fils du défunt par rang d'âge et sous la même condition de représentation ; enfin et c'est ici le point le plus original, à défaut des précédents héritiers, il se transmet aux filles du de cujus non pas indivisément, mais par ordre également de primogéniture. Au cas de succession en deshérence,, le droit d'escheat s'exercerait au bénéfice de la Couronne.

b. *Entre vifs, autorisation royale*

Quant à l'hypothèse de transmission entre vifs, la charte de 1565 plus prévoyante, en a posé les règles : Elle interdit à Hélier de Carteret et à ses successeurs ou ayant cause de donner, vendre ou aliéner toute l'île de Serk avec les droits et obligations qui sont attachés à sa possession, sans en avoir obtenu au préalable la permission expresse de la Reine et de ses héritiers. Mention n'est pas faite de droits pécuniaires de transmission à prélever à cette occasion. Mais étant donné les principes du droit féodal en pareille matière et les usages établis dans les îles voisines et dans Serk elle-même à l'occasion des tenures inférieures, il n'est pas téméraire de conclure que l'agrément préalable de S.M. en réalité sera octroyé moyennant finances. D'un autre côté, si le choix de son ayant-cause, hormis la question de nationalité, est en droit à l'entière discrétion du Seigneur, que n'arrêtera même pas la considération de son sexe, en fait la personnalité du nouvel acquéreur ne sera pas indifférente pour la fixation du prix d'achat de l'autorisation royale et même pour l'obtention de celle-ci. Toutefois, le Seigneur n'aura pas à amener et présenter de-

vant S.M. son successeur proposé (1), qui se trouve ainsi dispensé de l'hommage, comme nous le savons déjà et comme d'ailleurs il a toujours été usité pour les transmissions entre vifs à Guernesey. Cette permission de vendre présente en outre pour le Seigneur de Serk l'avantage de le décharger valablement de toute obligation féodale passée et future à l'occasion de son fief et de lui substituer complètement son acheteur dans ses devoirs vis à vis de son suzerain.

Les exemples abondent pour illustrer ces règles. Le représentant de la famille des Carteret, entre les mains de laquelle Serk était restée depuis Elizabeth, se trouvait au début du XVIII^e fort désargenté. Ses créanciers, sans grand respect pour sa parole de Lord exigeaient successivement l'enregistrement de leurs reconnaissances sur les livres du greffe (2). Charles de Carteret, aux abois, hypothéquait ses clos (3) et multipliait les ventes parcellaires des terres et maisons en sa possession. Sa libération restait problématique : aussi obtint-il de la Couronne la permission de vendre ses fiefs de St Ouen et de Serk. Cette autorisation ne fut utilisée que par son successeur Jean de Carteret qui après avoir, en quinze jours de temps aliéné la dernière série de ses clos (4) se

(1) Second report n° 5096.

(2) Serk, 22 août 1710, p. 58. Je Charles de Carteret, seigneur de St-Ouen et de Serk soussigné, reconnais devoir bien et justement à Phil. de Carteret et Ph. de la Mongneric la somme de 900 L. tournois, pour loyal prêt d'argent reçu à mon contentement... pour gage, plaige, usufruit et assurance de laquelle somme lui ai hypothéqué et par les présentes lui hypothèque le Grand Clos du Cerf à Serk.

En 1715, Ch. de Carteret reconnaît devoir à Bourdon de St-Pierre (Guernesey) 6.300 L. tourn. ; à Dobvée (Guernesey), 1.456 L. tourn

(3) annexes n° 33.

(4) annexes n° 34.

résigna à se défaire de la Seigneurie elle-même. Il chargea de ce soin un sieur Payne, qui une fois l'amateur trouvé et l'acte de vente régularisé le 3 sept. 1720 se substitua à son tour comme procureur Samuel le Coq « pour mettre en possession de l'île de Serk et de toutes « les dépendances d'icelle » le nouveau Seigneur, le très honorable colonel Jean Johson (1). Ce dernier passa bientôt la main à un sieur James Milner qui décéda peu après, laissant comme exécuteur testamentaire et propriétaires de Serk l'évêque de Gloncesetr (2).

Ce troisième Seigneur ne témoigna pour sa nouvelle possession qu'un attachement très relatif, puisque, sept ans après, il la vendait à Suzanne Le Gros dont le fils Nicolas le Pelley lui succéda bientôt en 1733 (3).

La famille le Pelley, originaire de l'île et y habitant, se montra de goûts moins versatiles et plus d'un siècle s'écoula avant qu'un de ses membres Pierre Carey le Pelley en 1852 consentit à traiter avec un nouvel amateur. Quelques années plus tôt, son aïeul du même nom avait mobilisé une partie de sa fortune, en acceptant les propositions de tenants, relatives au rachat des rentes existant sur leurs terres et avait consolidé les dettes contractées par plusieurs d'entre eux à son égard, en leur donnant date certaine par une inscription au greffe (4).

(1) Serk, I, 29 septembre 1720, p. 88.

(2) Serk, I, 1 mai 1723, p. 90.

(3) Serk, I, 5 mai 1831, p. 100.

(4) P. Le Pelley fait enregistrer des obligations souscrites le 10 octobre 1834, par lesquelles reconnaissent lui devoir à 4 % Ph. de Carteret 101 £ ; P. Maugeur 53 £ ; Ph. Baker 78 L. ; S. Hamon, 114 £ (6 février 1835 Serk V pp. 273 à 277).

Le 4 février 1835, ont reconnu devoir bien et justement à P. le

Mais ces expédients n'empêchèrent pas son successeur Ernest le Pelley de recourir à l'emprunt : la banque Prioux le Marchant et Cie lui prêta 1.000 £ st. (1) qu'il remboursa en 1844 en obtenant une avance de 4000 £ de Jean Allaire, auquel « avec la permission de « S.M. du 24 février 1844 », il hypothèque le 30 mai de la même année sa Seigneurie, maisons, terres, rentes redevances, droits seigneuriaux, etc..., (2). Cette situation obérée força la main à Pierre le Pelley qui trouva un acquéreur en la personne de l'ayant cause du créancier hypothécaire de son père : dame Allaire, veuve de Thomas Collings, dont le descendant William Fred. Collings est actuellement le Seigneur incontesté de Serk (3)

Dans ce dernier acte de vente enregistré, Pierre le Pelley déclare avoir vendu, aliéné et totalement transporté à son acheteur, pour lui et ses hoirs à jamais, l'avant dite île de Serk et la Seigneurie d'icelle, y compris l'île de Brechou ou des marchands, l'îlot l'Etat, les Moyes et rochers près de la côte, qui sont considérés comme ses appartenances régulières ; il énumère ensuite, conformément aux Patentes d'Elizabeth, tous les biens corporels et incorporels, tous les services féodaux et privilèges attachés à la possession de ce fief depuis les temps les plus reculés sans aucune exception, ni réserve.

Moyennant quoi, son contractant la dame Allaire lui verse comptant la somme de 6.000 £, soit environ cent cinquante mille francs de notre monnaie et s'oblige, elle

Pelley à 4 %. Ph. Fauquerel, 152 £. ou 2128 L. tournois ; W. Fauquerel, 129 £ ; Th. Godfray, 91 £ ou 1274 L. tournois ; le Masurier, 105 £ ou 1474 L. tournois ; R. le Masurier, 92 £. Le 11 février 1835, J. Guille 36 £. 4 et 11 février 1835, Serk pp. 267 à 271.

(1) Serk, V, 17 juillet 1840, p. 317.

(2) Serk, VI, 30 mai 1844, p. 13.

(3) Serk, VI, 20 décembre 1852, f. annexes n° 39.

et ses hoirs, à payer annuellement à l'acquit et décharge de son vendeur la somme de 50 sch. st. à la recette de S.M. en Guernesey ainsi qu'à assurer le paiement des charges incombant au propriétaire de l'île pour l'Eglise, l'Ecole et les pauvres.

Quant aux autorisations royales, nous en retrouvons trace à propos de trois de ces transmissions : La première est une patente de S.M. « sous le grand sceau en « cire jaune de Grande Bretagne » permettant à Charles de Carteret de vendre et aliéner les fiefs de St-Ouen et de Serk, le 17 avril 1714 (1), à une époque donc où l'acheteur était encore éventuel ; la seconde est mentionnée dans le contrat entre l'évêque de Gloucester et Suzanne le Gros de mars 1731 enregistré le 5 mai ; la troisième figure également sous la forme d'une simple mention de rappel d'un ordre de S.M. du 10 nov. 1852 autorisant l'aliénation, devenue définitive un mois plus tard

D. Location de Seigneurie

Si le Lord de Serk peut avec le consentement royal vendre sa Seigneurie elle-même, il semble plus libre pour la donner en location. Toute intervention étrangère et préalable est ici superflue mais le preneur ne jouira que des revenus, rentes et dîmes que le bailleur énumère et dont il précise la quotité. Certains droits proprement seigneuriaux comme celui d'aller et venir partout, sont même concédés temporairement au locataire. C'est ce qui résulte du contrat passé entre Philippe de Carteret et Daniel Valpy, en nov. 1694 pour

(1) Livre du Sénéchal 17 avril 1714.

trois ans au prix de 3.000 L. tournois payables d'avance et de 1.100 L. tournois exigibles chaque année (1).

II

SEIGNEURS ET TENANTS

A. Concession des terres de la Seigneurie

1). Indivisibilité des tenures et droit d'aînesse

Les lettres patentes d'Elizabeth prescrivait « une licence expresse » et spéciale de l'autorité royale pour chaque cas de transmission entre vifs de la « propriété entière » ; mais, pour les transmissions partielles, elles laissaient au Seigneur toute latitude. Il était en effet permis à ce dernier à son bon plaisir « d'affermir, bailler et céder des parts ou parcelles de la dite « île par contrat écrit » pour des termes annuels ou viagers ou pour toujours. La reine se bornait à renvoyer aux usages des îles voisines Jersey ou Guernesey, relatifs à la concession en tenures simples de parties d'héritages tenus, comme Serk, « in capite » de la Couronne à titre de fiefs de chevalerie (2). Mais, l'acte de Jacques I qui, nous le savons, a tiré des premisses posées par son illustre prédécesseur des conclusions autrement strictes et précises, a singulièrement modifié la portée de cette règle.

La reine Elisabeth, sous de multiples sanctions, avait obligé Helier de Carteret à assurer dans l'île la présence effective et continuelle d'un minimum de quarante hom-

(1) f. annexes n° 40.

(2) f. annexes n° 54.

mes. Déférant à cet ordre et soucieux de s'éviter les pénalités stipulées, il s'était empressé de transplanter plusieurs familles de ses domaines héréditaires de St-Ouen, en nombre un peu supérieur à celui prévu dans sa charte. Pour mieux les y fixer, il avait utilisé les dernières clauses de cette charte lui permettant de morceler et avait concédé à chacune de ces familles immigrées des parts et parcelles de son île. Ces concessions avaient été faites sous la forme de teneur de rente simple « par laquelle le vassal tenant du Seigneur le fonds de l'héritage et ce roturièrement (1) n'a de rapports qu'avec ce Seigneur immédiat (2) ». Ce bail à fin et perpétuité d'héritage était accordé moyennant le paiement d'une rente annuelle dont les arrérages se prescrivaient par six ans et qui était fixée lors du contrat. Aucun hommage n'était exigé, mais réserve était faite de tous autres droits et devoirs seigneuriaux. Enfin, les Carteret prirent soin de stipuler la nécessité pour leurs nouveaux vassaux d'être toujours prêts à participer à la défense de l'île.

Mais Helier et ses successeurs avaient loti de chacun de ces tènements quarante-cinq ou quarante-six familles au lieu des quarante prévues par Elizabeth ; ils s'étaient réservés d'autre part quelques parties de terre qu'ils entendaient bien morceller et distribuer au fur et à mesure de leurs besoins pécuniaires ; d'un autre côté leurs tenanciers s'inspirant des coutumes de leur patrie d'origine, Jersey, n'avaient pas manqué à leur tour de vendre partie de leur fonds moyennant le même système de rente foncière, et prétendaient appliquer à l'ensemble de leur succession tant immobilière que mobilière.

(1) Laurent Carey, p. 105.

(2) Lecerf, ch. XII, p. 231.

re les principes du partage entre co-héritiers, sous la réserve des privilèges du fils aîné sur la maison d'habitation et du vol du chapon constituant son præciput.

Ce sont des abus, nés de traditions invétérées, que Jacques I voulut déraciner par son ordonnance datée de la IX^e année de son règne, en 1612 (1). Il y voyait un danger pour l'avenir de l'île dont les habitants, appauvris par ces divisions successives et écrasés sous les nouvelles rentes qui en étaient le résultat, se seraient bientôt trouvés dans l'impossibilité de remplir efficacement leurs devoirs militaires et pécuniaires à l'égard de leur Seigneur, et par là indirectement à l'égard de la Couronne. Aussi décida-t-il qu'aucun « tènement situé « dans l'île de Serk ou dans partie d'icelle ne serait « partable ou partagé entre aucun des fils, ou entre les « fils et les filles ensemble » par suite de succession, mais qu'il devrait échoir entièrement et directement au fils aîné ou à ses héritiers. De plus, il faisait défense à tous et chacun des tenants fermiers ou occupants de Serk de grever leurs terres de charges, rentes ou services autres que ceux déjà existant au profit du Seigneur.

Ces règles interprétatives de la volonté du suzerain originaire et favorables aux intérêts bien compris du Lord de Serk, Philippe de Carteret s'empressa de les appliquer, ainsi qu'il est aisé de le constater d'après les termes d'un contrat du 25 décembre 1612. Il y affirme avoir baillé, cédé et délaissé à fin et perpétuité d'héritage de lui et de ses hoirs à Pierre le Couteur et après son trépas à Sara sa fille et à quiconque son hoir plus prochain et habile à lui succéder une certaine pièce de

(1) Second report n° 5103 f. annexes.

terre au grand Fort avec une maison, moyennant une rente annuelle, payable le 30 septembre, de trois quartiers sept cabots et un sistonnier de froment pur et sans déchets, ainsi que d'un couple de chapons, sans oublier un cabot de froment de rente pour l'entretien d'un maître d'école. Il exige en outre que la maison soit entretenue « en bonne et suffisante réparation » et qu'un homme valide y demeure « avec un mousquet, des munitions et provisions en bonne et due suffisance pour la défense de l'île ». Il rappelle ensuite que ladite maison et la dite terre doivent demeurer impartables au cas de succession et revenir entièrement à l'héritier le plus proche. Il stipule enfin que son nouveau tenant ne pourra vendre, bailler, ni disposer de tout ou partie de son héritage sans le congé et licence expresse de lui Seigneur ou de ses hoirs (1).

Il ne s'agit pas là de clauses de style, mais bien de conditions dont la violation pouvait entraîner la reprise de la tenure par le concédant. Toutefois, il n'apparaît pas que le contrôle fut bien strict à l'origine : dans la pratique, les tenants dans leurs rapports entre eux méconnaissent totalement les prescriptions de Jacques I. Le mal empira pendant la minorité du nouveau seigneur, Philippe de Carteret, qui, pour y remédier, à sa majorité dut employer des remèdes énergiques. Les dangers prévus par le roi s'étaient en partie réalisés ; certains, en dépit de la prohibition, avaient démembré leurs héritages par la vente de pièces considérables de terres qui en dépendaient, ou les avaient chargées de rentes à fin d'hypothèque, de telle sorte qu'ayant vendu le net et le quitte de leurs héritages, mais étant demeurés chargés de payer les rentes foncières du seigneur, ils se trou-

(1) f. annexes n° 49.

vaient réduits à la plus grande pauvreté. Philippe de Carteret s'adressa d'abord à la Cour de Guernesey, en lui remontrant très habilement que cet état de pauvreté de certains de ses vassaux était préjudiciable à lui-même et à leur propre famille mais encore et surtout au service du roi et à la sûreté de l'île. La Cour, heureuse de s'immiscer dans les affaires de ce petit Etat voisin qui visait à l'indépendance, et rendue vigilante par le rappel d'une menace possible pour son propre territoire au cas d'affaiblissement de ce poste avancé, s'empressa de nommer trois enquêteurs avec mission de relever les contraventions commises, après comparution personnelle des parties, interrogatoire sous serment, examen de leurs actes, et « d'en dresser bon et fidèle rapport pour « ensuite y être procédé selon droit et justice » (1).

Cette enquête démontra que le Seigneur n'avait pas exagéré le nombre et la gravité des infractions à l'ordonnance royale. Aussi la Cour, deux ans plus tard, ordonna-t-elle que dans l'an et jour qui suivrait la publication et l'enregistrement de son ordonnance à Serk, ceux qui auraient commis les dites infractions « par l'aliénation « de partie de leurs héritages ou par aucunes charges « imposées sur iceux », devraient les recevoir et rétablir en leur légitime état et en la possession de qui « il appartient » (2). Comme sanction du défaut d'exécution dans ce délai, elle prévoyait contre les coupables « telle voie de commis ou autres rigueurs qu'il pourrait « appartenir en tel cas ». C'était la confirmation pure et simple de la requête du Seigneur.

Le délai ainsi fixé étant expiré, celui-ci traduisit les contrevenants devant son sénéchal compétent en vertu

(1) 20 oct. 1677, f. annexes, n° 41.

(2) 27 oct. 1679 f. annexes, n° 42.

des principes du droit commun sur les justices seigneuriales (1). Toutefois, par surcroît de précaution, il fit confirmer cette procédure par la Cour de Guernesey qui, interprétant sa précédente ordonnance, décida que le dit Messire Philippe de Carteret fera convenir devant le Seneschal de « l'île de Serk les personnes qui ont consenti à leur droit » en réservant « à la partie lésée » la faculté d'en appeler à elle-même (2). Dans le courant du seul mois de juillet 1681, huit instances furent ainsi engagées (3).

Aucune solution judiciaire ne paraît pourtant être intervenue, les tenants s'étant inclinés devant les assignations ou devant la menace de poursuites et ayant procédé par voie de contrat transactionnel à la réunion des tenures démembrées (4). Toutefois Charles de Jersey, procureur du roi, dans sa consultation du 1 mai 1837, cite un acte de la Cour de Serk de 1703 confirmé en appel, par lequel le Seigneur fut autorisé à se saisir d'un tènement ainsi démembré illégalement (5).

Entre temps, Philippe de Carteret avait d'ailleurs pris soin de faire enregistrer aux Chefs Plaids de 1679 les fameuses Lettres Patentes de Jacques I (6), cause de cette petite révolution foncière et encore inédites à Serk.

Ces incidents inspirèrent aux habitants une crainte salutaire, plus efficace que l'exemple donné antérieurement par leur propre Seigneur. Dès le mois de mai

(1) Serk, 8 juillet 1681, f. annexes n° 44.

(2) Guernesey, juillet 1681, f. annexes, n° 43.

(3) Serk, I, pp. 18 à 20.

(4) Serk, 1 juillet 1681, f. annexes. n° 45.

(5) Manuscrit du Senéchal.

(6) Second report n° 5103, f. annexes.

1685, dans un contrat de vente d'une tenure au petit Serk entre les sieurs Hotton et Guille, mention spéciale est faite des prescriptions royales si longtemps méconnues (1). La clause rappelant la prohibition de membrer et de partager les héritages se retrouve dans bon nombre de contrats postérieurs (2) et si elle n'est pas devenue de style dans tous ceux qui ont été enregistrés depuis lors (3), elle n'en est pas moins aujourd'hui incontestée. M. Le Masurier, dans son manuscrit note, à propos des partages de succession comme un point définitivement acquis « que les héritages ne doivent pas « être morcelés ni encombrés de nouvelles rentes, ce « qui serait contraire à notre Patente » et les Chefs Plaidz eux-mêmes, à propos d'une récente acquisition foncière, ont nommé des commissaires pour « obtenir « permission de S. M. en Conseil de membrer ladite « pièce de terre du tènement de la Ville Roussel » (4).

Il ne faudrait pas toutefois exagérer la rigoureuse application de ces règles et croire que l'île est exclusivement divisée en quarante héritages. Comme l'a commenté M. le Pelley devant les commissaires de 1846, les concessions antérieures au début du règne de Jacques I^{er} n'ont pas été révoquées, de sorte qu'en fait il existe aujourd'hui 45 à 46 tenements (5), auxquels il faudrait ajouter un très-petit nombre de pièces de terre de peu d'importance que le Seigneur n'avait pas comprises dans le lotissement originaire et qu'il s'était réservées

(1) Serk T, mai 1685, p. 35.

(2) Serk, 6 déc. 1792 ; 22 sept. 1908¹, f. annexes, n° 48 et 47.

(3) Serk, 2 janv. 1794, V, pp. 37 et s.

(4) Serk, 14 avril 1909, f. annexes, n° 46.

(5) Second report n° 5096, f. annexes.

indépendamment de ses propres tènements. A l'occasion, il les aliène comme telles. C'est ainsi qu'à la veille de vendre l'ensemble de sa Seigneurie, Jean de Cartaret a procédé à la vente en détail d'une partie de ses biens immobiliers composés de cette sorte (1). Plus récemment, sans que l'on puisse arguer d'une violation des prescriptions royales, nous voyons M. Collings vendre pour 84 l. tournois comptant une « pièce de terre de six perches pour bâtir une maison » (2).

Mais aux uns comme aux autres de ces héritages fonciers une fois constitués, s'applique uniformément le principe de l'indivisibilité au cas de mutation entre vifs ou par décès. L'unique différence consiste en ce que quarante seulement de ces tènements constituent, depuis un temps immémorial, les tenures à la possession desquelles sont attachés la qualité proprement dite de tenants et le droit de voter aux Chefs Plaids (3). Rien n'empêche d'ailleurs un individu, et les exemples abondent, d'être propriétaire de plusieurs de ces tenures qui, réunies dans le même patrimoine, n'en conservent pas moins leur individualité propre (4), mais assurent à leur détenteur un nombre de voix proportionnel dans l'assemblée législative.

2) *Autres charges de la propriété foncière*

Impossibilité d'aliéner partiellement sa tenure, de la partager, de la grever de nouvelles charges : là ne se bornent point les obligations imposées par le Seigneur

(1) f. annexes 1717 à 1719, n° 33 et 34.

(2) 14 août 1885 Serk VI, p. 170.

(3) Second report, n° 5096.

(4) f. annexes, n° 1 ; f. ci-dessous p.

à son tenant lors de l'acte de concession de sa terre. Ces obligations se trouvent fidèlement reproduites dans les contrats postérieurs de transmission de la tenure et s'imposent au nouvel acquéreur avec la même force qu'au concessionnaire primitif. Elles sont sanctionnées par le droit pour le Seigneur de demander à la Justice la reprise de l'héritage.

a) *Entretien de la maison et d'un homme ménager.*

Parmi ces charges de la propriété à Serk, nous trouvons celles quelque peu désuètes, mais toujours pieusement mentionnées, qui ont pour but d'assurer la réalisation des désirs royaux touchant le peuplement et la défense de l'île. Dans chaque tenure, doit se rencontrer une maison habitable. Le tenant, s'il n'est pas obligé d'y résider lui-même, doit « l'entretenir en bonne et « suffisante réparation » et y loger « un homme « ménager, soit lui, soit un autre avec un bon mousquet et munitions, le tout bon et suffisant pour la « sauvegarde de l'île » (1). Charles de Jersey rappelle qu'en 1618 le Seigneur donna congé à Jean Vibert de réédifier une maison de quarantaine au Clos Bourel (2).

b) *Paiement des rentes.*

La charge la plus lourde et la plus effective consiste dans le paiement des anciennes rentes dont la tenure est grevée. Toutes les tenures de Serk doivent d'abord

(1) Contrats : 1612 ; 1792 ; 1908, f. annexes, n° 47, 48 et 49.

(2) Manuscrit du Senechal : consultation de Ch. de Jersey.

chacune un cabot de froment de rente annuelle pour l'entretien du maître d'école.

Le Seigneur, estimant indispensable une école primaire pour attirer dans l'île les familles et y retenir les jeunes générations, avait pris soin dès la première charte de concession, de stipuler de chaque tenant une rente spéciale affectée à cet usage. Elle subsiste encore aujourd'hui et la clause la mentionnant est devenue de style (1). En sont seuls exempts les tènements de peu de valeur non compris dans ceux de la quarantaine (2).

Une rente moins universelle existe sur certains héritages, soit au profit des pauvres, sous la forme de quartiers et cabots ou de froment ou d'orge (3), soit au profit d'anciens propriétaires qui ont aliéné leurs tenures entières moyennant une rente perpétuelle et foncière dont la légalité est d'ailleurs des plus douteuses (4). N'est-ce pas en effet violer la loi de Jacques I^{er} interdisant de grever les terres de nouvelles charges autres que celles existant d'ancienne date ? N'est-ce pas en retenant sur elle un droit réel, membrer en réalité son héritage ?

Cette question ne se pose pas pour la rente que le Seigneur s'était réservée à son profit sur toutes les terres qu'il concédait. Sans doute cette rente était l'équivalent des revenus d'un capital argent que les premiers colons de Serk auraient été dans l'impossibilité de payer comptant en échange du sol obtenu. Mais elle était aussi l'indice et la reconnaissance du domaine

(1) f. annexes, n° 47, 49, 36, 32.

(2) f. annexes, n° 33, 34, 35, 32.

(3) 10 février 1835 ; 21 mars 1907, f. annexes, n° 36 et 32.

(4) 10 février 1835 ; 19 mars et 23 mai 1907, f. annexes, n° 3» et 32.

éminent, droit supérieur plus théorique que pratique que le concédant conservait sur ces héritages. Cette redevance pèse à l'origine et pendant longtemps sur tous les tènements sans exception. Elle est d'abord exclusivement en nature, à raison du peu de ressources des occupants, et consiste en quartiers, cabots et sixtonniers de froment « pur et sans déchet », en poules, en couple de chapons, ou en douzaines d'œufs (1) à fournir annuellement au Seigneur. Mais bientôt aux redevances en nature s'adjoignent des rentes en argent, calculées en livres tournois ; puis, tandis que pour les premières l'usage se maintiendra de les stipuler lors d'une concession nouvelle pour lui conserver par un signe extérieur l'empreinte féodale, les secondes se verront souvent préférer une certaine somme « de bourse déliée » (2). Parfois même une solution intermédiaire est employée ; le Seigneur dans la « baille » fixe la quotité des redevances en nature dont le rachat pourra lui être imposé et le taux auquel s'effectuera ce rachat (3). Le tenant peut ainsi libérer son bien pour partie.

Telle se présente l'évolution des procédés de constitution des rentes foncières dûes au Seigneur. Mais une fois constituées, le même sort ne leur fut pas réservé. Les embarras financiers, qui avaient poussé J. de Carteret à liquider au XVIII^e portion du patrimoine ancestral, obligèrent Pierre le Pelley à vendre partie des rentes qu'il possédait sur les héritages de Serk. Onze fois en l'espace de deux mois en 1835, il signe au greffe

(1) Annexes n° 49 ; n° 38, 35, 33, 32.

(2) Contrats 1717 ; avril 1852, f. annexes, n° 47, 35.

(3) Contrats août 1710 (§ 3) (f. annexes, n° 33).

la même déclaration par laquelle il affirme « avoir
« vendu, aliéné et totalement transporté de lui et de
« ses hoirs à fin et perpétuité d'heritage au sieur
« propriétaire du tenement , la somme
« de cabots de froment, de couple de chapons,
« de livres et sous tournois que le dit sieur lui doit sur
« la dite maison et terre ainsi qu'il paraît par le bail
« à rente fait par Ph. de Carteret, Seigneur à
« par lettres sous son sceau »

Il déclare en outre que cette rente demeurera « pour
« jamais amortie entre les mains dudit acquéreur et
« de ses hoirs ». Enfin, quittance est donnée du prix
payé comptant « de la présente vente et amortisse-
« ment » (1). La forme extérieure de cet acte est tou-
jours celle d'une concession seigneuriale. Mais, en fait,
il s'agit d'un véritable contrat de vente dans lequel les
parties ont librement débattu les prix. Le temps n'est
plus où le suzerain concédait à son vassal un droit par-
tiel de rachat dont le taux était fixé à son bon plaisir.
Ici, le suzerain a sollicité son vassal de racheter la
charge annuelle grevant sa tenure et de se libérer ainsi
complètement pour l'avenir.

Les Collings ont suivi l'exemple de leur prédéces-
seur (2), de sorte qu'aujourd'hui bon nombre de tenu-
res n'ont plus à payer au Seigneur la rente foncière pri-
mitive (3). Il est à remarquer que dans tous ces con-
trats de rachats le Seigneur traitait avec le propriétaire
du fonds grevé et que, à aucun moment, il n'a essayé de

(1) janvier et février 1835, f. annexes, n° 37 et 38.

(2) Contrats 1855 à 1890, f. annexes, n° 38.

(3) Contrats ; 15 nov. 1900 ; 2 mai 1901 ; 16 oct. 1901 ; 19 mars
1907 ; 21 mars 1907 ; 23 mai 1907, f. annexes, n° 32.

vendre ces créances à des tiers qui se seraient substitués à lui pour la perception de ces revenus réguliers.

Le taux de ces rachats, bien que débattu librement, ne paraît pas avoir été soumis à d'importantes fluctuations ; il oscille entre 54 et 52 L. tournois ou 4 £ 6/ et 3 £ 8 pour un cabot de froment (le prix est descendu une fois à 46 L. tournois, en 1850) ; il atteint 80 L. tournois pour un couple de chapon et un peu plus de 23 L. tournois pour une L. tournois de rente.

c) Congé du Seigneur pour vendre

La dernière charge, qui pèse sur les propriétés foncières de Serk, à raison de la concession primitive qu'en a faite le Seigneur est l'obligation d'obtenir de ce dernier « un congé et une licence expresse » pour vendre, bailler ou disposer » desdites maisons et terres ou « pour lever aucune rente sur ces biens hors de la « dite île ». Ainsi s'expriment toutes les chartes primitives (1) comme tous les contrats postérieurs passés entre les tenants (2). Ceux-ci ont donc la faculté d'aliéner leurs héritages sans les morceller, à condition d'obtenir le consentement préalable de leur suzerain. En fait, ce consentement ne leur est jamais refusé, mais il est monnayé. Le vendeur doit lui payer le treizième du prix versé comptant par l'acheteur et quittance de la dite somme est libellée dans l'acte passé entre les parties (3).

(1) Contrat 1612, f. annexes, n° 49.

(2) Contrats 1792 ; 1908 f. annexes, n° 48 ; 47.

(3) Second report, n° 5729, § 11.

Ce droit fixe du treizième n'est pas dû pour la transmission entre vifs qui en suit une autre à moins d'un an et un jour (1). Sous le bénéfice de cette réserve, il représente une source appréciable de revenus pour le Seigneur, comme il est aisé de le constater (2) d'après le relevé des mutations de propriétés au cours des cinquante dernières années. Il frappe d'ailleurs également les rachats de rente foncière même lorsque le Seigneur en est le vendeur (3).

Cette nécessité d'obtenir l'autorisation seigneuriale, outre l'intérêt pécuniaire qu'elle présente, rappelle le principe de la décomposition théorique de la propriété et surtout assure aux prescriptions royales une efficacité plus absolue. Toutefois, si le Seigneur a fidèlement suivi ces dernières en refusant son consentement aux projets de morcellement de tenures par aliénations entre vifs, il s'est montré moins scrupuleux vis-à-vis de la prohibition d'imposer de nouvelles charges. Tant que ces dernières ne sont pas stipulées au profit d'un étranger à l'île de Serk, il a fait preuve d'un extrême tolérance, au moins à l'origine, ce qui explique la présence de ces rentes illégales dont nous avons relevé l'existence au profit de certains particuliers. Celles-ci, d'ailleurs peu nombreuses, ont tendance à disparaître depuis que les Chefs Plaids de Serk ont décidé qu'aurait force de loi dans leur île l'ordonnance de Guernesey, permettant de racheter toute rente au-dessous de 2 *g.* au prix de 25 £. le quartier (4).

(1) Contrats 20 déc. 1883 ; 2 mai 1901, f. annexes, n° 32.

(2) f. annexes, n° 32.

(3) Contrats 27 janv. 1865 ; 1 nov. 1875 ; 22 oct. 1884 ; 15 sept. 1899 ; 31 janv. 1835, annexes n° 32, 38, 38.

(4) Serk, VI, 3 oct. 1866, p. 80.

De plus, les tenants dans leurs rapports entre eux ont toujours préféré l'argent comptant à des redevances perpétuelles. Les procédés que nous avons vu employés par le Seigneur à cette fin, ils les ont tantôt suivis, tantôt devancés. Ainsi en 1741, Th. le Masurier baille à Elie le Masurier le tenement de Beauregard moyennant 8 q. 6 c. de froment de rente à payer à son acquit à diverses personnes, mais cinq de ces quartiers sont aussitôt rachetés pour le prix de 1.200 L. tournois payées comptant. Par contre, dès 1685, il est fait mention sans employer ce détour d'un paiement immédiat de 150 L. tournois pour une tenure au Petit Serk. Aujourd'hui, les vendeurs ont une préférence marquée pour le second procédé (1), bien que le premier ne soit pas complètement abandonné (2).

Pour ce qui est de la location de leurs tenures, les habitants ne subissent aucune entrave. Ils peuvent les louer pour la totalité ou pour partie, aux conditions qui leur plaisent, sans agrément préalable du Seigneur. Le lien qui se crée en effet entre le preneur et le bailleur est purement personnel, et n'affecte en rien le caractère féodal de l'héritage. Un type de contrat de ce genre a été passé tout dernièrement entre dame Julia Washurst et Adolphe Turner, le très sympathique attorney général de Jersey. Amateur passionné des beautés de la petite île, il a loué pour 21 ans et 6 mois avec faculté pour lui de prolonger pour dix ans et de sous-louer avec le congé du propriétaire, quatre clos de terre au Petit Serk. Le loyer, de deux £ 10 s/ par an, n'a été accordé à un taux si minime qu'à raison de l'obliga-

(1) f. annexes, n° 32.

(2) Contrats 29 oct. 1900 ; 15 nov. 1900, f. annexes, n° 32.

tion souscrite par M. Turner d'y construire dans le délai de deux ans une maison d'au moins 1000 £, qu'il doit garder en bon état et assurer pour ladite somme jusqu'à l'expiration de son bail. A cette époque, le propriétaire du terrain reprendra la maison sans indemnité (1).

De telles stipulations sont intéressantes à noter, alors que le mouvement des touristes résidents à Serk va s'accroissant chaque année, et que l'intervention du Seigneur pour régulariser l'acte est ici superflue.

3) *Forme extérieure des contrats de transmission.*

Si nous comparons maintenant la forme extérieure des contrats passés par le Seigneur et de ceux passés par les particuliers, lorsqu'il s'agit de transmission de propriété foncière, nous constatons qu'elle diffère profondément, les premiers étant de simples déclarations unilatérales constituant de véritables chartes avec la formule traditionnelle. « A tous ceux à qui ces présentes parviendront . . . salut . . . Sachent tous que « . . . ». Mais les uns comme les autres sont enregistrés sur les mêmes livres du greffe. Cette dernière formalité en général a été bien observée à raison de l'intérêt qu'elle présente pour faire courir les délais de quarante jours ou d'un an et jour, pendant lesquels, suivant la proximité du degré de parenté, le retrait lignager pourra être exercé (2). Le sort de l'acheteur évincé est en effet des moins enviables à Serk. Il reçoit seulement le remboursement de son prix et des frais par

(1) Serk VI, 26 mai 1908, p. 274.

(2) 15 nov. 1900, f. annexes, n° 32.

lui exposés, alors qu'à Guernesey il perceit en plus pour ses peines 5 %.

Quant au retrait féodal, bien que figurant dans l'énumération des prérogatives seigneuriales dans la Patente d'Elisabeth, il paraît être tombé en désuétude. Quand le Seigneur, au cours du XIX^e, a voulu reconstituer dans une certaine mesure le patrimoine de ses aïeux, il s'est porté acheteur des terres convoitées, suivant les procédés ordinaires (1). Les rentes, qui lui étaient dues d'ancienne date sur ces fonds, s'éteignent par confusion, mais il devient débiteur de celles constituées au profit des pauvres, du maître d'école ou de certains particuliers. C'est ainsi qu'il a réussi aujourd'hui à redevenir le principal propriétaire foncier de l'île puisqu'il possède à lui seul quatre tenures.

4) *Résumé de la condition des terres à Serk.*

Il est temps de résumer ces longues explications sur l'état de la propriété à Serk. Il existe actuellement dans notre île un nombre déterminé de tènements ne dépassant pas cinquante. Ce nombre est fixe, et nul, hormis le roi, ne peut aujourd'hui l'augmenter. Quarante de ces tènements constituent à proprement parler les tenures conférant à leurs possesseurs le droit de siéger aux Chefs Plaids.

Ces tènements sont possédés par le Seigneur ou par des particuliers. Dans le second cas, l'originale de la propriété est toujours une concession du Lord de Serk. Les baux ainsi faits par les Seigneurs ne sont pas des louages perpétuels, mais des baux à rente véritables,

(1) Contrats 10 févr. 1835 ; 9 nov. 1854, f. annexes, n° 36.

ressemblant à ceux de Guernesey, de sorte que comme ceux-ci, les tenants de Serk sont propriétaires de leurs héritages. La patente de Jacques I^{er} les porte en effet comme « saisis de leurs héritages ». Mais il subsiste au profit du Seigneur un certain nombre d'obligations grevant les terres ainsi par lui concédées et dont la violation pourrait entraîner la forfaiture desdites tenures : notamment l'entretien des maisons de quarantaine en bon état, la présence d'un homme ménager armé, le paiement des rentes stipulées, la nécessité d'obtenir le consentement seigneurial pour les mutations entre vifs, moyennant le versement du treizième sans autre droit de relief.

Ces restrictions au droit de propriété, constituant au profit du Seigneur une sorte de domaine-éminent sur l'île entière, sont inscrites dans les chartes de concession ; d'autres ont leur origine dans des ordonnances royales : comme l'impossibilité de membrer ses tènements, soit par des partages, soit par des aliénations, la défense de les grever de nouvelles charges réelles, la nécessité de laisser à l'aîné toute la succession immobilière même composée de plusieurs tenures différentes. Par contre, sont inconnus les droits de mutation pour cause de mort. Les dernières enfin rentrent dans les droits seigneuriaux que nous allons maintenant étudier.

B) *Droits seigneuriaux relatifs aux immeubles.*

Dans tous les contrats que nous avons examinés jusqu'ici, « le bailleur promet et s'oblige de fournir et « garantir le bail au preneur, quitte et exempt de toutes autres rentes et redevances que celles mention-

« nées dans l'acte sauf et excepté les droits et devoirs « seigneuriaux » (1). La formule ne varie guère.

Quels sont ces droits dont le Seigneur est titulaire ? La Patente d'Elisabeth en donne à plusieurs reprises l'énumération, mais certains de ceux qui y figurent semblent n'avoir jamais reçu à Serk d'application pratique : ainsi, les droits de garde, de mariage, de relief, de première saisine, d'heriot. La formalité de l'hommage n'a jamais été exigée des premiers tenants et à fortiori de leurs héritiers.

1) *La dîme*

Parmi les autres droits encore en usage, nous rencontrons la dîme qui est payée directement au Seigneur par chaque habitant. Cette charge assez lourde comprend le dixième de tous les grains, laines, agneaux et pommes; il faut y ajouter les porcs. Il suffit de le prévenir 24 heures avant d'engranger ; c'est à lui d'envoyer son intendant contrôler les prélèvements et assurer le transport au manoir. Les ressources, qu'il en retire, sont employées à sa discrétion ; elles sont toutefois plus spécialement affectées à l'entretien du vicaire. Cette redevance vient s'ajouter aux rentes qui grèvent déjà les tenures.

2) *Droit d'aller et venir et droit de chasse.*

Le Seigneur possède encore le droit d'aller et venir dans toute l'étendue de l'île « sans qu'aucun habitant le puisse questionner, ni inquiéter » (2) ainsi que le

(1) Contrat 22 sept. 1908, f. annexes, n° 47.

7 nov. 1694, f. annexes, n° 40.

droit de chasser sur toutes les terres de ses tenants. Si, à l'origine, cette prérogative fut scrupuleusement observée, puisqu'il était défendu de chasser avec des chiens, de tirer ou de garder des furets sans sa permission (1), elle se trouve aujourd'hui sérieusement battue en brèche. On lui conteste le droit de chasser avec des furets sur les héritages ne lui appartenant pas en propre et en 1885 le Seigneur lui-même a sollicité des Chefs Plaids la permission de mettre dans l'île des perdrix. Les mœurs ont donc singulièrement adouci les prescriptions royales lui réservant le droit de garenne (2). Toutefois, c'est peut-être en survivance de ces principes, que les particuliers s'adressent fréquemment au Sénéchal qui tient de lui ses pouvoirs judiciaires, afin d'obtenir permission « de faire défense à « toute personne de n'avoir à passer, chasser, ni tirer « par dessus aucune partie de leurs terres sur peine de « payer 3 Liv. tournois d'amende applicables à leur « profit » (3). Quant à ce droit d'aller et venir sur les fonds étrangers, il ne lui confère pas celui d'y faire du tapage ou d'y causer des dégâts. En pareil cas, ses vassaux ne se gênent pas pour le traduire devant son propre Sénéchal et l'y faire condamner (4).

3) *Trésor et Mines.*

Les trésors, même découverts en dehors de ses propriétés, appartiennent au Seigneur pour le tout ; c'est du moins ce qui fut décidé en 1718 (5). La question

(1) Serk, 24 mai 1680, I, p. 15.

(2) Patentes d'Elizabeth, f. annexes, n° 54.

(3) 24 déc. 1853, f. annexes, n° 18.

(4) 7 juillet 1897, 16 juin 1892, f. annexes, n° 22 et 29.

(5) Manuscrit le Masurier, p. 74.

était plus délicate en ce qui concerne les mines. Un peu avant 1840, des rêves grandioses agitèrent la population serquaise. On croyait avoir découvert au petit Serk des filons exploitables d'argent, de cuivre et de plomb. Une Société se formait, qui commençait à creuser des puits et à aménager un petit Havre baptisé aussitôt Port-Gorey. C'était la fortune, disait-on, à brève échéance. Mais un gros point noir avait surgi. A qui appartenaient ces mines et leurs produits futurs ? Au Seigneur ou au possesseur de la surface ? Tel était le problème dont la solution était indispensable avant toute exploitation.

Les parties fort ignorantes de leurs droits respectifs en pareille matière, et pour cause, s'adressèrent alors à Charles de Jersey et Robert Mac-Culloch, le premier procureur du roi, le second avocat à la Cour de Guernesey. Ces doctes personnages rédigèrent une savante consultation en date du 1 mai 1837 (1), dans laquelle, après avoir rappelé les lettres patentes du 5 août 1565 qui concèdent expressément au Seigneur les mines et carrières, et celles du 12 avril 1610, ils résumaient sous une forme interrogative et très précise les différents points en litige : Les mines de cuivre appartiennent-elles à le Pelley en vertu de sa patente . — A-t-il le droit de fouille ? — Quid au cas de dommage ? Nos jurisconsultes posaient alors ce principe que nous connaissons déjà, à savoir que les baux passés par les Seigneurs étant de véritables baux à rente, les tenants de Serk sont propriétaires de leurs héritages. Or, si d'après les anciennes lois anglaises et françaises et d'après Terrien (f° 93) les mines d'or et d'argent appartiennent au roi pour battre monnaie, les autres mines ne font

(1) Manuscrit le Masurier, pp. 71 à 80.

pas nécessairement partie du domaine royal, mais bien au contraire appartiennent au propriétaire du sol. La conclusion était donc évidente et seuls les tenants pouvaient espérer voir se réaliser leurs rêves d'opulence. Toutefois, nos savants n'osaient préconiser une solution si absolue, car des scrupules leur étaient venus d'une ordonnance de Charles VI du 30 mai 1413 assurant au roi le dixième de tout métal purifié, ainsi que des échos d'usages français ne permettant pas au propriétaire de fouiller si son terrain n'avait pas une grandeur suffisante. Aussi croyaient-ils qu'à Serk, les propriétés étant trop peu considérables, le seigneur d'une part pourrait s'opposer à toute fouille sans que pour cela mines et métaux lui appartiennent, et d'autre part ne pourrait fouiller lui-même sans la permission du propriétaire. Pour sortir de cette impasse, sans procès long et coûteux, le mieux serait d'après eux un accord général entre le Seigneur et tous les propriétaires.

Quant à la réparation des dommages causés à la surface, ils estimaient « qu'ils seraient payés au double de « leur juste évaluation ». Nos juristes payaient également leur tribut aux illusions dorées de la foulé.

Ces conclusions furent adoptées sans grandes difficultés par les parties, et s'il n'y eut pas d'accord général entre le Seigneur d'une part, et l'ensemble des tenants intéressés d'autre part, des contrats individuels furent passés par lesquels le propriétaire de la surface autorisait le Seigneur ou ses ayants-cause, en l'espèce la « Sark Mining Company » à exploiter les veines métalliques situées sous son héritage, à foncer des puits et à établir un treuil. L'emplacement de ces puits et treuils était strictement délimité par avance : car il constituait la seule gêne qui devait atteindre la surface du

terrain. Le Seigneur s'engageait de son côté à verser une rente annuelle qui grossirait au fur et à mesure des progrès de l'exploitation jusqu'à un maximum fixé d'avance, ainsi qu'à abandonner 3 % des redevances qu'il recevrait de ses concessionnaires sur tout minerai tiré sous le tènement. Au cas où les veines seraient stériles, M. le Pelley était tenu de combler les puits. Enfin, les différends seraient soumis non pas à la juridiction ordinaire et féodale du sénéchal, mais à trois arbitres jugeant sans appel (1).-

Ainsi aucun lien de droit ne se crée entre les tenants et la Société d'exploitation. Ceux-là et celle-ci n'ont affaire directement qu'avec le Seigneur qui promet aux uns des redevances tantôt fixes, tantôt proportionnelles et concède à l'autre le monopole de l'extraction. Ici donc, sous la réserve de la permission à obtenir du propriétaire de la surface, le domaine théorique éminent du Lord de Serk se double d'un réel domaine utile, puisque sa qualité de concédant lui assure un prorata dans les bénéfices de la Société.

Hélas ! toutes les espérances échafaudées s'effondrèrent bientôt et ces contrats si minutieusement préparés présentèrent pour leurs signataires le même intérêt que les titres bariolés de la « Sark Mining Company » pour ses actionnaires. Toutefois la croyance au Pactole a la vie dure, et, dans bon nombre de transmissions d'héritages postérieures, se retrouve illusoire et décevante, la clause interdisant d'ouvrir ou d'exploiter aucune mine sans le congé exprès du Seigneur et réservant au propriétaire 2 % sur tout minerai tiré de son terrain (2). Ce

(1) Contrat déc. 1837 et février 1838, f. annexes, n° 51.

(2) Contrat 20 juillet 1857, f. annexes, n° 51.

système diffère quelque peu du précédent, en limitant le rôle du Seigneur, qui paraît l'avoir accepté puisque le contrat de vente est revêtu de son congé. Il est d'ailleurs demeuré tout aussi théorique.

4) Moulin

Une autre restriction au droit d'user de sa chose entrave les propriétaires fonciers de Serk. Au centre de l'île sur le point le plus élevé se dresse superbe un gigantesque moulin à vent dont les bras sans toile sont garnis de longues palettes de bois rectangulaires parallèles les unes aux autres, disposées comme les lamelles d'une jalousie. C'est le moulin seigneurial, qui jouit longtemps d'un monopole de droit. Il était interdit à tout tenant d'en construire un semblable sur son héritage. Mais en 1797 à la suite d'un long procès, entre le Pelley et de Carteret, tenant de la Forge, la Cour décida que ce dernier avait le droit de posséder un moulin pour son usage personnel sans l'autorisation du Seigneur, à condition de n'en faire profiter aucun habitant de l'île. Il ne paraît pas que l'exemple de cet insulaire entêté fut suivi, étant données les restrictions dont cette atteinte à un privilège seigneurial était entourée ; car aujourd'hui sur le plateau perpétuellement éventé, seules tournent à la brise les grandes ailes de l'édifice seigneurial. Se trouvent donc dans la nécessité de fait comme de droit d'y apporter leurs grains les habitants, qui ne préfèrent pas les moudre à la main chez eux ou les envoyer à Guernesey. Ce dernier procédé n'a jamais soulevé de protestations officielles de la part du Seigneur, bien qu'il le frustra d'un de ses revenus. Le meunier est en effet un de ses préposés à

gages, qui doit lui tenir compte des sommes versées par ses clients suivant un tarif officiel. Il est à présumer que les ressources ainsi obtenues n'étaient pas négligeables puisque à défaut d'indication dans les patentes d'Elisabeth il est fait mention des droits de moulin dans l'acte de location (1) et de vente de la Seigneurie (2). En dehors de cette rétribution pécuniaire légitimement due en échange du service fourni, les tenants se sont toujours refusés à « produire aucun servage, ni fournitures au moulin, vu, disaient-ils, qu'ils paient la mouture du grain qu'ils y portent à moudre (3) ».

D'ailleurs, bien que le meunier soit l'homme du Seigneur, les Chefs Plaids ne se désintéressent pas de la façon dont il remplit ses fonctions : ils ont fait défense notamment de lui porter de l'eau-de-vie et à deux reprises lui ont ordonné « de moudre chacun des habitants à leur tour » (4). Quant à un monopole de four, il n'en a jamais été question. Aujourd'hui du reste, la boulangerie comme la meunerie indigène végètent, la majeure partie du pain consommé dans Serk, est importé de Guernesey.

5. *Constructions et démolitions*

S'il est prohibé d'ériger sur son fonds un moulin destiné au public, il serait également imprudent de méconnaître les prérogatives seigneuriales, lorsqu'il s'agit de construire ou de démolir un bâtiment quelconque. Pour les maisons de la quarantaine, nous savons que

(1) Contrat 7 nov. 1694, f. annexes, n° 40.

(2) Contrat 20 déc. 1852, f. annexes, n° 39.

(3) Serk, 3 mai 1797, V, p. 41.

(4) Serk, I, 26 oct. 1689, p. 35 ; id. en 1762.

les tenants sont obligés à raison même de leur acte de concession de les entretenir en bon état : à fortiori démolir sans permission les exposerait aux sanctions prévues au cas de forfaiture. Mais en dehors de ces édifices protégés contre la pioche des démolisseurs, il en est d'autres dont la construction est entravée. Ce sont ceux en bordure des chemins royaux. Les Chefs Plaids eux-mêmes ont rappelé le principe au début du dernier siècle : « il est défendu d'ériger aucun bâtiment, fossé ou « muraille aboutissant aux rues et chemins publics, ni « d'en démolir aucun avec intention de réédifier sans « en avertir le Seigneur, le Sénéchal et les connétables « et sans qu'ils aient été borner la terre, et ce à peine « d'amende et de démolition » (1).

Cette décision rappelle en réalité le respect du plan d'alignement dressé à l'origine le 1 oct. 1585, mais enregistré seulement plus de 150 ans après. Il y était dit que « les douze sermentés ci-devant nommés ayant fait « leur devoir touchant le bornement des chemins avaient rapporté » les dimensions normales des différents chemins royaux (24 ; 18 ou 12 pieds) et que défense était faite « à aucuns d'avoir à réparer aucun fossés ou levées les joignant sans l'avis du Seigneur et de Justice » (2). Aussi voyons-nous le Lord de Serk autoriser parfois dans l'acte de concession, l'érection d'un bâtiment sur le bord de la rue (3), et en vertu de ces principes et de son droit plus général sur l'ensemble de son île procéder conjointement avec la Cour et les connétables au bornement des terres d'un de ses tenants (4).

(1) Serk, 4 oct. 1809, V, p. 99.

(2) Serk, 10 janv. 1748, I, p. 136.

(3) Serk, 4 sept. 1719, f. annexes, n° 34.

(4) Serk, 24 oct. 1860, f. annexes, n° 11.

6) *Droit d'escheat*

Enfin, au cas où le propriétaire d'un tènement décèderait sans laisser d'héritiers, comme le fait s'est présenté en 1710 (1), toute la succession immobilière sise à Serk et dont le cujus ne peut valablement disposer par testament, retourne au Seigneur en vertu du droit d'escheat que lui ont conféré les patentes d'Elisabeth. C'est l'ultime manifestation de l'emprise du Seigneur sur les terres de son île.

C. Droits seigneuriaux sur les biens meubles et les personnes

Cette emprise ne borne pas là ses effets : elle s'étend aux choses mobilières et aux personnes qu'un lien quelconque ratache au sol de Serk.

1) *Biens meubles*

Ainsi appartiennent au Seigneur les biens et effets abandonnés ou possédés par des félons, des fugitifs, des pirates et des proscrits (2) ; de même les épaves de navire ; aussi les capitaines naufragés doivent-ils demander à son Sénéchal l'autorisation de procéder à la vente des débris de leur cargaison et de leurs bâtiments (3) ; de même enfin le vrech de la mer, sur lequel à deux reprises on proclama son droit de propriété (4). Mais en fait, il en laisse l'exercice aux habitants de Serk qui défendent comme leur cette prérogative très précieuse,

(1) Serk, août 1710, f. annexes, n° 33.

(2) Patentes d'Elisabeth, f. annexes, n° 54.

(3) Patentes d'Elisabeth ; Serk, 5 déc. 1863 (annexes n° 13).

(4) Patentes d'Elisabeth ; Seconds reports n° 5729, § 10.

Contrat 20 décembre 1852, f. annexes, n° 39.

alors surtout qu'en vertu de longs usages, elle s'étend jusqu'à certains rivages des îles voisines d'Herm et Jethon. Le Seigneur n'intervient plus que comme mandataire de ses tenants réunis en Chefs Plaids, dans les innombrables procès intentés ou soutenus par ceux-ci pour le maintien de ce privilège (1).

Pain, vin et bière

Quant au pain, au vin et à la bière qui se consomment dans l'île, les lettres patentes d'Elisabeth donnent au Seigneur pouvoir de les taxer et de les contrôler (2). Cette redoutable faculté n'est pas exercée par son titulaire véritable, elle se trouve répartie, comme nous le verrons, entre les mains du Sénéchal, des officiers de justice et connétables, enfin des Chefs Plaids.

Le Seigneur a conservé toutefois le droit de conférer les licences aux cabaretiers. A maintes reprises, défense est rappelée « de tenir taverne » sans son congé (3) ou « de vendre du cidre sans sa licence bien en-« tendu toutefois que tout habitant aura le droit de dé-« biter le cidre de son propre cru chez lui » (4).

La sanction est une pénalité de 50 L. tournois frappant les contravenants, ainsi qu'il appert des condamnations prononcées de ce chef (5). Un quart est appliqué au Roi, un quart au Seigneur l'autre moitié aux pauvres de l'île (6).

(1) Serk, 22 oct. 1777 ; 4 oct. 1826 ; 4 fév. 1822, f. ci-dessous, p.

(2) Patente d'Elisabeth, f. annexes.

(3) 2 janvier 1606 ; déc. 1636 ; 20 oct. 1779 (livre du Senechal), second report n° 5095.

(4) Serk, 3 oct. 1827, V, p. 207.

(5) Serk, IV, 28 déc. 1869 ; août 1905.

(6) Second report, n° 5095 f. annexes.

Ainsi le Seigneur partage avec les Chefs Plaids le pouvoir disciplinaire sur cette catégorie de commerçants. Car à ceux dont la conduite à ses yeux laisserait à désirer, il peut refuser la licence qui est devenue annuelle sur la demande même des tenants en 1827 (1). Parfois même de sa seule autorité, il autorisera son sénéchal d'ordonner la fermeture de ces établissements un jour de deuil public comme celui des obsèques de la reine (2). Et s'il arrive aux Chefs Plaids de choisir un de leurs membres pour « garder cabaret », le principe de l'agrément seigneurial est toujours réservé (3).

Douanes

Pour les droits sur les marchandises importées dans l'île et sur les navires y accostant, alors que la patente originaire paraissait les lui accorder, les commissaires royaux de 1583 lui en ont retiré le profit pour les réserver sous le nom de douanes et d'ancrage à Sa Majesté (4). Toutefois, nous verrons qu'à défaut de son Seigneur et sous certaines conditions, l'île a été plus tard autorisée à se les attribuer.

2). Personnes : Etrangers

Vis-à-vis des étrangers qui abordent à Serk, les pouvoirs du Lord sont comme pour les cabaretiers parallèles à ceux des Chefs-Plaids. L'ordonnance de Jacques I se termine en effet par la défense adressée à tout individu né hors de l'île, d'y résider plus de six semaines

(1) Second report n° 5095, f. annexes.

(2) 31 janv. 1901, f. annexes, n° 9.

(3) 5 mai 1725 ; 7 oct. 1696, f. ci-dessous.

(4) Second report, n° 5729, § 13, f. annexes.

sans avoir prêté à la Couronne entre les mains du Sénéchal le serment d'allégeance ou sans avoir obtenu la permission et le consentement du Seigneur (1). Ce pouvoir discrétionnaire n'est pas entre ses mains une arme vaine, puisqu'en dépit des protestations de l'opinion publique il en a encore été fait en usage en 1889 contre un Jersiais établi à Serk (2). Les habitants d'autre part sont avertis sous peine d'encourir l'indignation et le « déplaisir royal », de ne recevoir chez eux, à quelque titre que ce soit, aucun étranger qui contreviendrait à ces prescriptions. Celles-ci d'ailleurs correspondaient toujours à cette crainte d'une surprise possible de l'ennemi, favorisée par des intelligences à l'intérieur. Elles se retrouvaient à Guernesey où dès 1534 il était interdit de loger des étrangers si ce n'est comme domestiques, et dès 1581 les étrangers devaient pour demeurer produire un Congé du receveur et dans les six mois faire profession de religion. La même année, pour bien leur témoigner l'antipathie qu'ils inspiraient, les portefaix de Saint-Pierre étaient invités à servir les natifs avant eux. Enfin en 1802 on prescrivait à tout étranger passager de comparaître le lendemain de son arrivée au quartier général, de ne pas se promener à la campagne sans être accompagné d'un habitant ou porteur d'une permission spéciale du lieutenant gouverneur ; enfin de ne pas quitter l'île sans passeport (3).

De plus, en vertu des usages et traditions, le Seigneur ne pourrait vendre à aucun d'entre eux à moins qu'il ne soit sujet anglais, ni sa Seigneurie, ni même

(1) Second report n° 5092 ; n° 5103, f. annexes.

(2) Boland, p. 239.

(3) Reg. Guernesey, I.

une tenure (1). Il ne pourrait pas davantage les appeler à une fonction officielle dans son petit Etat (2). Mais en dépit de ces prohibitions, les étrangers n'ont pas craint de se fixer dans cette île en principe inhospitalière, en réalité très accueillante, si l'on en croit les recensements (3) et si l'on en juge par les dispositions actuelles des habitants.

Services Militaires

A lire d'autre part les actes de transmission d'héritage dans lesquels les preneurs s'engagent à entretenir un homme ménager armé d'un mousquet, on pourrait croire que le Seigneur, considéré comme suzerain, peut exiger de ses tenants des services militaires. Il n'en est rien. Les commissaires de 1583 ont placé la juridiction militaire de Serk entre les mains du gouverneur de Guernesey qui peut la déléguer à sa discrétion. Les desiderata exprimés à ce sujet par le Seigneur n'ont pas reçu satisfaction (4). Aussi en 1644 les Etats de Guernesey ordonnent-ils « qu'il sera pouvu au plus tôt
« par les voyes qui seront jugées les plus raisonnables
« au maintien des soldats de la garnison de l'isle de
« Serk et ce tant par l'advis de M. le lieutenant gouverneur que par celui de MM. de Justice et de l'Estat
« eu égard à l'importance de la conservation de la dite
« Isle laquelle importe beaucoup à cet Estat » (5). Trois

(1) Second report, n° 5096, f. annexes. j

(2) — n° 5729, § 3, 4, 5, 6; f. annexes.

(3) — n° 5093, f. annexes.

(4) Second report, n° 5729, § 1 ; Pet. 2 et ref. 2, f. annexes.

(5) Acte des Etats de Guernesey, 25 nov. 1644, p. 246.

ans plus tard en 1647 (1), le lieutenant gouverneur Russell correspond longuement avec le ministre Osbourne sur le choix d'un commandant de cette garnison. Mais bientôt celle-ci disparut pour être remplacée par une milice, fortement hiérarchisée du reste, puisqu'en 1727 on parle d'un certain Robert Slowley commandant en chef et d'un sieur Thomas Framalier, capitaine d'une compagnie et qu'en 1777 des pénalités sont prononcées contre un certain nombre d'officiers et gradés subalternes.

Cette organisation de la milice est d'abord inséparable de celle des tenures. C'est à raison de la nature de celles-ci, que les tenants en font partie c'est-à-dire sont « obligés de se trouver personnellement sous leurs armes ou d'envoyer quelqu'un à leur place avec les armes et accoutrements accoutumés au lieu et à l'heure qui leur seront ordonnées par l'officier commandant ladite milice » et ce « sur peine aux contrevenants d'une amende de 7 Liv. tournois pour chaque officier ayant commission ; de 4 L. tournois pour chaque sergent, tambour ou officier inférieur, enfin de 3 L. tournois pour chaque soldat » (2).

Ainsi s'exprime la Cour de Guernesey dans son ordonnance de 1777. Mais les membres des Chefs Plaids de Serk, lorsqu'il s'agissait de charges à supporter, étaient de trop chauds partisans de l'égalité pour se réserver le privilège de porter les armes. Ils avaient déjà décidé le 24 oct. 1676 que les locataires feraient le guet comme les tenants de quarantaine et en 1744 que tous les habitants de 16 à 60 ans doivent faire « get et garde » (3). Ils s'empressèrent de proclamer à nouveau le principe

(1) Id. 20 août 1647 (pp. 297 et suiv.).

(2) Guernesey, 7 juin 1777. T. I., p. 300.

(3) Serk. 26 avril 1744, I, p. 129.

du service militaire personnel obligatoire et universel en oct. 1795, alors que les nécessités de la guerre les forçaient de 1793 à 1800 à assurer le service de garde chaque nuit par quatre des leurs et à s'imposer des taxes pour acheter le charbon et l'huile distribués aux guetteurs (1).

La paix ne les détourna pas de ces préoccupations belliqueuses. Le 5 oct. 1853, ils appointaient à raison de 30 frs l'an, un sieur Godfray pour garder les munitions de la milice et enregistraient sans protestation les ordonnances successives de la Cour de Guernesey relatives à l'organisation, à l'équipement et à la discipline de la milice (2).

Le Seigneur n'a été placé à la tête de celle-ci qu'à partir du jour où il fut établi à demeure dans l'île c'est-à-dire à l'avènement des Le Pelley ; mais ce rôle ne lui incombe pas de droit et il se trouve toujours sous la dépendance du gouverneur de l'Etat voisin. Le premier des Collings prit à cœur sa fonction et appliqua rigoureusement les susdites ordonnances. Aujourd'hui, cette ardeur militariste a disparu chez son successeur, auquel le titre et la charge ont pourtant été conservés, et le Seigneur actuel ne mobilise plus guère ses miliciens. Les mousquets servent de fusils de chasse et les quelques vieux canons qui composent toute l'artillerie de l'île et en vue desquels en 1854 des projets de loi concernant la réquisition des chevaux avaient été votés, dorment maintenant inoffensifs sous les hautes herbes des falaises.

(1) Serk, 2 oct. 1793 et s., V, p. 26 à 57.

(2) Serk, 30 sept. 1857, VI, pp. 43 à 45 ; 12 janv. 1875, p. 124 ; 3 oct. 1877, p. 135.

Corvées

Les mêmes conclusions ne seraient pas de mise pour d'autres services personnels que le Seigneur peut exiger de ses tenants à raison de leurs tenures : les corvées pour les travaux du Havre et l'entretien des routes subsistent toujours. Mais, depuis un temps immémorial, il a délégué ses pouvoirs à cet égard aux Chefs Plaid, qui ont étendu cette charge à tous les habitants de l'île. Les récriminations que soulève cette survivance du passé ne l'atteignent donc pas. Le seul conflit où il fut mêlé, regardait la Coupée à laquelle les insulaires contestaient le caractère de chemin royal, ce qui les aurait exempté de tout servage. Une transaction, après jugement et sur menace d'appel à S.M. en son conseil, y mit fin. Les habitants s'engageaient à travailler à cette route chacun au maximum deux jours par an, le Seigneur supporterait le surplus des réparations et réfections (1). Cet arrangement forfaitaire avait d'autant plus d'importance que la Coupée, sans cesse battue par le vent et les flots exigeant par suite une surveillance constante, est le seul lien qui réunit le petit Serk au grand Serk. C'est ainsi que, son entretien laissant à désirer, les intéressés peuvent et doivent assigner en même temps les connétables représentant les habitants et le Seigneur, tous deux parties au contrat (2).

Telles sont les prérogatives dont disposent le Seigneur à l'égard des biens et des personnes de ses vassaux à raison de son droit de propriété sur l'île entière. Mais n'a-t-il pas au même titre la faculté d'intervenir dans la vie publique de celle-ci ?

(1) Serk, V, 30 sept. 1812. p. 106.

(2) Serk, VI, 14 juin 1884.

III

Le Seigneur et la vie publique de son île

A) Droit de juridiction

La reine Elisabeth lui conférait expressément le droit de juridiction à Serk. Ce point est hors de doute et il a été rappelé et confirmé, preuves en mains, devant la Cour de Guernesey lors d'un procès de principes contre certains tenants révolutionnaires en 1803 (1). Mais Helier de Carteret, qui se souciait peu de résider dans sa nouvelle possession et qui d'autre part désirait y instaurer les coutumes de son domaine héréditaire de St-Ouen à Jersey, délégua à son fils Philippe tout pouvoir pour établir à Serk avec le concours des nouveaux colons une Cour de Justice composée de nombreux jurés et officiers choisis par la collectivité (2). Cette première délégation fut éphémère, la Cour de Guernesey ayant cassé les élections et emprisonné certains des élus. A supposer qu'alors le besoin d'un juge se soit fait sentir, le Lord dut agir personnellement comme tel. Mais cette situation ne se prolongea pas plus d'une année. En 1583 bien loin de se voir confirmer cette fonction comme l'a prétendu M. Mac Culloch, pourtant très fier de son érudition (3), il en fut définitivement écarté non plus de sa propre volonté, mais sur l'ordre des commissaires royaux. Les jurés qui rendront la justice seront choisis par les habitants, de même que le clerc de la Cour et le Prévôt qui les assisteront. Mais, tandis que pour ces

(1) Serk, V, 19 nov. 1803, pp. 70 à 75.

(2) f. ci-dessous.

(3) Second report, n° 4870, f. annexes.

derniers réserve est faite du consentement seigneurial, pour les premiers il ne paraît pas en être question (1).

Le Seigneur devait plus tard prendre sa revanche. Lorsque les presbytériens furent partout traqués et dépossédés de leurs charges, il s'empressa de signaler à la vindicte royale l'obstination factieuse de la population serquaise à rester fidèle à sa religion. Il ne se borna pas à dénoncer les jurés en place, mais insinua que seule une réforme constitutionnelle mettrait fin à cet ordre de choses, que le procédé de l'élection menaçait d'éterniser. La Couronne lui donna raison en remplaçant les jurés et leurs acolytes par un sénéchal et des officiers dont la nomination lui était exclusivement réservée (2).

Celui-ci désigne donc à sa discrétion les fonctionnaires chargés de l'administration judiciaire à Serk c'est-à-dire ; le sénéchal, le greffier, le prévôt (3).

La seule règle qui limite son libre arbitre est l'obligation de les prendre parmi les natifs de l'île (4). Le candidat de son choix une fois nommé et sermenté, le Seigneur n'a plus sur lui aucun pouvoir. Il ne peut le révoquer, ni refuser sa démission et ne conserve qu'un droit théorique de plainte devant la Cour de Guernesey (5). Comme un simple particulier, il devient le justiciable de son sénéchal au civil comme au criminel et innombrables sont les procès que soutiennent contre lui ses vassaux sur ce double terrain, soit comme demandeurs, soit comme défendeurs. Citons au hasard dans ses dernières années les instances dirigées par Collings

(1) Second report, n° 5729, f. ci-dessous.

(2) Second report n° 4856.

(3) — n°s 4855, 4861, 4863, 5088.

(4) — n° 5729, §§ 4 et 5.

(5) — n°s 4865, 5088, f. ci-dessous.

contre des braconniers tuant les lapins de ses domaines, pour les faire condamner à l'amende (1) ou entendre confirmer l'arrêt qu'il a fait du fusil du délinquant en vue de parvenir au paiement de la condamnation prononcée (2). Ailleurs, il sollicite l'autorisation du Sénéchal pour expulser un locataire d'un de ses héritages (3) ou encore une sévère punition contre un de ses tenants inculpé de l'avoir injurié et menacé sur la voie publique (4). Par contre, lui-même se voit traduit devant sa propre Cour de Serk pour coups, blessures, menaces, injures, tapage nocturne, violation de domicile, etc. (5), et condamné sans aucun souci de son éminente dignité. Prévôt et connétables vont même jusqu'à lui mettre la main au collet et, s'ils ne l'enferment pas dans la prison publique, ils le maintiennent en état de liberté surveillée jusqu'à sa comparution devant la Cour de Guernesey. Celle-ci ne lui ménage pas davantage les avertissements sous la forme de cautions à verser et d'amende à payer sans parler des quatre semaines de prison qu'elle lui inflige au cas où les premières peines ne seraient pas exécutées (6).

Dans notre petite île féodale, le Seigneur en qui réside le principe de la juridiction tant civile que pénale et qui la délègue à un Sénéchal et des officiers de son choix, doit, comme les plus humbles de ses vassaux s'incliner devant leurs injonctions et se soumettre à leur jus-

(1) Reg. Serk 13 février 1893.

(2) — 22 février 1893.

(3) — 7 avril 1894, f. annexes, n° 16.

(4) — 9 déc. 1865, f. annexes, n° 23.

(5) Annexes n° 22, 24, 28, 29, 30 et 31.

(6) 27 juillet 1893 ; 27 juillet 1894, f. annexes, n° 30 et 31.

tice. Les temps sont loin où la loi du plus fort était toujours la meilleure et où plaider contre son suzerain était un cas de forfaiture.

Depuis le début du XIX^e, le lord de Serk désigné également « un député sénéchal » pour suppléer le sénéchal au besoin dans une quelconque de ses attributions (1). Or, il s'est présenté que le Seigneur se choisissant lui-même parfois pour remplir ce poste, doit prêter serment entre les mains de ce dernier (2).

Si effacé que paraisse son droit de juridiction par suite de la délégation permanente et définitive qu'il est tenu de faire à un tiers, il n'en reste pas moins le véritable titulaire. Nous voyons ce droit figurer au nombre de ceux qu'il est autorisé à transmettre avec sa Seigneurie (3), et lorsqu'il se borne à donner en location certains de ses revenus seigneuriaux, il se reconnaît obligé « de faire tenir la Cour à ses frais quatre fois l'an s'il est requis »(4). Les frais sont d'ailleurs minimes, sinon nuls, puisqu'ils n'existe ni palais de justice, ni traitement fixe alloué aux membres de cette Cour dont les rares émoluments sont à la charge des plaideurs.

B. Nomination d'autres fonctionnaires

Quant aux autres fonctionnaires, tels que connétables, douzainiers et collecteurs des pauvres qui sont élus par les Chefs Plaids (5) et qui remplissent vis à vis de lui leur mandat avec impartialité, il contribue par les

(1) Second report, n° 5734, f. annexes.

(2) Reg. Serk, 2 juin 1878.

(3) Reg. Serk, 20 déc. 1852, f. annexes, n° 39.

(4) Reg. Serk, 7 nov. 1694, f. annexes, n° 40.

(5) Second report, n°s 4861 ; 4864 ; 5088.

voix dont il dispose comme tenant à leur nomination, et ne pourrait empêcher celle-ci une fois acquise qu'en opposant formellement le veto dont il est armé contre toutes les décisions de cette assemblée.

Quant au géolier qui, d'après l'ordonnance de la Cour de Guernesey de 1597 devait être « eslu, pozé, continué et entretenu » par Philippe de Carteret et ses successeurs pour la garde des prisonniers, jamais, à aucun moment, le Seigneur ne s'est soucié de nommer un tel fonctionnaire dont le traitement, assuré en droit par les cotisations des détenus, en fait, lui aurait incombé pour la plus grosse part (1). Aussi le prévôt, chargé presque gratuitement de ce rôle, s'en plaint-il amèrement (2).

Nous ne constatons pas la même insouciance en matière religieuse. Serk qui, au point de vue ecclésiastique, relève de l'évêché de Winchester (3), ne possède pas un recteur, mais un simple vicaire. Aussi la nomination de ce dernier est-elle à la discrétion du Seigneur. Au temps héroïque des presbytériens, la première discipline posait le principe que les ministres seraient examinés par leurs collègues et les anciens réunis en colloque, puis nommés par MM. les Gouverneurs, mais que cette nomination ne deviendrait définitive que si elle était ratifiée par le « troupeau » après avoir entendu l'élu prêcher deux à trois fois. La seconde discipline supprime la prérogative du « troupeau », confie l'élection aux seuls ministres et anciens et ne réserve aux gouverneurs qu'un droit de veto. C'est en conformité

(1) Second report, n° 5731, f. annexes.

(2) — n° 5099, f. annexes.

(3) — n° 5729, f. annexes.

avec la première de ces règles que Philippe de Carteret requit des ministres de Guernesey l'ordination du fameux Elie Brevin, en janvier 1611. L'année précédente il avait passé, avec ce dernier, un contrat assez original. Ledit Brevin s'obligeait « à servir au Saint Ministère « de l'Evangile en l'île de Serk quand il sera trouvé « capable de le faire » et, à cet effet, le Seigneur s'engageait à « l'entretenir l'espace d'un an à l'université de « Saumur lui baillant pour sa pension 200 L. tournois « rendues audit lieu. » Il lui promettait, en outre, lorsqu'il serait installé ministre, 80 écus de 60 sous par écu, cinq quartiers de froment et autant d'orge à la St-Michel, plus une maison de « 30 pieds de long et « 18 de large, de hauteur compétente avec de la terre « pour faire un jardin et nourrir deux vaches » (1). La prébende n'était pas à dédaigner, alors surtout que s'y ajoutait « la disme de poisson et de lin et de chanvre « à recevoir sur les habitants suivant l'us et coutume » et l'on comprend que le candidat, pour en jouir plus tôt, soit à peine resté six mois dans son université du continent.

Avec le monopole triomphant de l'Eglise anglicane, le Seigneur reprend sa liberté d'action. Il présente qui il veut à l'évêque de Vinchester, mais le titulaire une fois nommé et consacré par celui-ci, il ne peut plus le révoquer. Il se trouve donc impuissant vis-à-vis de son Vicaire comme vis-à-vis de son Sénéchal. Il l'appointe à sa fantaisie, sans être lié en quoi que ce soit par la valeur des dîmes qu'il perçoit lui-même à cet effet.

C'est ainsi que le titulaire actuel de cet emploi est un Français, (M. Seichan) et reçoit, outre le logement dans

(1) 2 juillet 1610. Livre du Senechal.

l'ancienne Seigneurie, un traitement annuel de 100 £, alors que son prédécesseur n'en touchait que 60. L'entretien de l'Eglise comme les frais de culte incombent au Seigneur, qui essaie parfois de s'en décharger sur ses tenants. Il se fait ainsi rembourser par les Chefs Plaids la somme de 150/8 d. pour acheter le pain et le vin nécessaires à la communion (1). Il les décide pareillement à choisir un lecteur et à engager moyennant 3 sous et demi par an à la charge de chaque tenant et la moitié de cette somme à celle de chaque locataire, les services d'un chantré pour réciter les psaumes et « apprendre les jeunes le mieux qu'il lui sera possible » (2). Ailleurs il vend (3), contre paiement comptant d'une somme variant de 15 £ à 5 £, trente six bancs dans l'église, qui seront chacun attaché à un tènement à jamais, sans pouvoir en être détaché en tout ou en partie de quelque manière que ce soit. Un certain prosélytisme ne lui est d'ailleurs pas étranger. Il stipule que la maîtresse de l'école des filles doit appartenir à la religion anglicane, et tente, mais en vain, par l'offre d'un terrain de faire décider par les Chefs Plaids que l'instituteur public des garçons sera désormais « bona fide membre de la même confession ».

Ce zèle méritoire n'empêche pas les conflits de surgir. Le Vicaire comme le Sénéchal n'a pas le moindre respect pour celui qui l'a présenté et qui est désarmé à son égard. Il traîne son Seigneur devant la justice pénale et civile. Dans ses dernières années, les démêlés de Seichan et de Collings ont maintes fois défrayé la

(1) Serk, VI, 28 avril 1886, p. 180.

(2) Serk, 2 oct. 1816, V.

(3) 10 mars 1823, Serk V, p. 153 à 157.

chronique judiciaire de la petite île. Les procédés du second rappelle d'ailleurs un peu la brutalité de ses ancêtres féodaux. C'est ainsi que s'entend condamner à l'amende et à « prêter serment de garder à l'avenir la paix », M. Collings, pour être entré dans la maison du Vicaire armé de son fusil et avoir refusé d'en sortir (1) ; ou pour avoir poussé son cheval contre le même M. Seichan et l'avoir frappé à coups de bâton ou enfin pour avoir menacé et injurié la femme de celui-ci, l'effrayant à ce point qu'elle dut se réfugier à l'Hôtel Bel-Air et y passer la nuit (2). Parfois, il se contente d'écrire à l'évêque de Winchester une lettre de protestation contre son subordonné qui s'empresse de le poursuivre pour calomnie et diffamation (3). La situation d'un seigneur féodal au début du XX^e siècle n'est donc guère enviable, puisque ses vassaux l'obligent à répondre de ses fantaisies devant les tribunaux.

A propos de l'école des filles, le Vicaire défend ses prétendues prérogatives aussi énergiquement que son domicile et son honneur professionnel ou conjugal. Il actionne son Seigneur pour restituer au fonds de la dite école 2 £ dépensées en réparations et en leçons de chant sans qu'il ait été consulté, et pour le « faire se départir « à l'avenir de faire passer des examens aux filles de « l'école, de donner des ordres à la maîtresse, des « congés aux élèves et de rédiger des règlements sans « prendre avis de Seichan, contrairement au contrat « du 11 avril 1840 » (4).

(1) Reg. Serk, IV, 14 juin 1901.

(2) — — 3 et 29 oct. 1903, f. annexes, n° 24.

(3) — — 21 mars 1902.

(4) — — 19 déc. 1904.

De tout ceci, nous pouvons conclure que le Seigneur possède le droit de pourvoir les principales fonctions judiciaires et administratives de son île, de titulaires de son choix vis-à-vis desquels il se trouve indéfiniment lié, ne pouvant ni les suspendre, ni les révoquer. Nous pouvons en conclure également que ni en principe, ni en fait, il ne peut à raison de son droit initial de nomination, s'immiscer dans la gestion de ces charges, s'arroger quelques-unes de leurs attributions ou se soustraire à la compétence spéciale de ces divers fonctionnaires.

C) *Attributions législatives*

Dans le domaine législatif, ses prérogatives, qui sont importantes, sont pareillement délimitées de manière très nette, à la suite d'un conflit avec son Sénéchal à leur sujet (1). Les Chefs Plaids sont, en vertu de la constitution même de l'île, la seule autorité, ayant pouvoir de voter des ordonnances exécutoires sur toute l'étendue du territoire de Serk.

1) *Rôle théorique, droit de vote comme tenant, présidence*

Le Seigneur, à raison des tenures de quarantaine qu'il possède, en est membre au même titre que les autres tenants et dispose d'un nombre de voix égal à celui de ses héritages. Disposant actuellement de quatre voix, et votant le premier, il y joue un rôle déjà important, puisque les décisions sont prises à la majorité des suffrages des tenants en séance. Mais là ne se borne pas son rôle. En sa qualité de Lord de Serk, sa

(1) 24 mars 1827, f. annexes, n° 3.

présence ou celle d'un « autorisé à le représenter » est indispensable à la régularité des réunions. De plus, la loi votée n'est parfaite que s'il lui donne son consentement, sollicité aussitôt par le Sénéchal. Une fois donné, ce consentement, qui est absolument distinct du vote émis par lui comme tenant, le Seigneur, pas plus que qui que ce soit, ne pourra empêcher l'enregistrement de l'ordonnance sur le livre des records et son exécution. Il collaborera seulement avec le Sénéchal et le greffier à sa rédaction définitive.

Si, au contraire ce consentement est refusé, l'enregistrement ne peut avoir lieu et la décision devient caduque. Toutefois, si conformément aux principes et aux textes ce veto paraît absolu, il faut remarquer que la Cour de Guernesey a réservé « le droit de représentation des parties aux autorités supérieures », en l'espèce à elle-même ou mieux, au Conseil privé. Le Seigneur s'est très rarement servi de son droit de veto.

La seule question longtemps épineuse fut celle de la présidence. Elle est aujourd'hui solutionnée au profit du Sénéchal. La thèse de ce dernier était bien faite pour séduire ceux auxquels sa requête la développant s'adressait. Très habilement, sinon très justement, il assimilait à la Cour des Chefs-Plaids de Guernesey, les Chefs-Plaids de Serk qu'il qualifiait même de « Cour » ; il rapprochait les rôles qu'aspiraient à jouer dans cette seconde assemblée, le Seigneur et lui-même, de ceux tenus dans la première par le Gouverneur et la Cour Royale, tous deux indispensables, puisque l'un y représentait S. M. et que l'autre y figurait comme élément essentiel et fondamental de sa composition. Il concluait que les mêmes analogies devaient se rencontrer dans la question de la présidence et qu'ainsi celle-ci devait

lui revenir comme « président de la juridiction », au même titre qu'elle incombait au bailli de Guernesey. Les jurés de cette île, destinataires de la dite supplique, ne pouvaient être que flattés par ce discret rappel des privilèges de leur corps judiciaire et de la préséance de la robe sur l'épée. Ils donnèrent raison au requérant (1).

En résumé, si le Seigneur ne préside pas les Chefs Plaids, il y tient pourtant une place spéciale et prépondérante puisqu'en s'abstenant de paraître à leurs réunions ou d'y envoyer son représentant, il les empêcherait de délibérer valablement et que, d'autre part, il jouit d'un droit de veto arbitraire, au moins susceptible de suspendre l'exécution de leurs décisions.

2) *Participation à l'œuvre législative*

D'ailleurs, depuis les Chefs Plaids d'octobre 1733, où pour la première fois avec Nicolas le Pelley, un Lord de Serk, assistait en personne à la session, le Seigneur n'a cessé de s'intéresser à leurs discussions et de prendre une part active à leur œuvre législative et réglementaire. Cette collaboration trop zélée a même été cause des conflits déjà signalés. Les exemples ne manquent pas, notamment au cours du XIX^e pour établir l'étendue de ce travail en commun, dont les manifestations sont aussi multiples que diverses, et accusent parfois une réelle réciprocité de services.

A maintes reprises par les Chefs-Plaids, le Seigneur fait rappeler ses privilèges constitutionnels et ses prérogatives personnelles : sans sa licence, pas d'ouverture régulière de débits de boissons (2), sans son con-

(1) 24 mars 1827, f. annexes, n° 3.

(2) f. ci-dessous.

seulement aussi nécessaire que celui de la majorité des tenants, ni les collecteurs ne peuvent valablement prendre en charge de nouveaux pauvres (1), ni les connétables soutenir des procès collectifs (2).

Ailleurs, c'est au contraire un désaccord au sujet de bâtiments publics ou d'entretien des routes (3), qu'il s'agit de terminer

Une vieille ordonnance de novembre 1597, postérieure à l'établissement de la Juridiction Royale à Serk, avait voulu réparer, dans les ordres posés par les Seigneurs du Conseil Privé, l'oubli relatif à « la seure garde et détention de telles personnes qui « pour aucune cause civile ou criminelle auroyent « encouru et mérité punition d'emprisonnement corporell ». Aussi avait-elle décidé qu'au plus brief que « faire se pourra, un certain lieu clos ou maison « de capacité et force suffisante pour une prison sera « à cette fin appointée ou « sy besoin est) nouvellement « bastie en ladite Isle de Serk aux communs frais d'icelle » (4). Il est probable que cette prescription fut plus fidèlement exécutée que les suivantes relatives à la nomination du geôlier. Toujours est-il que trois siècles plus tard, la Cour de Guernesey enjoignit à nouveau aux habitants de bâtir une prison à leurs frais (5). Aussitôt grand émoi, les Chefs-Plaids se réunissent d'urgence et refusent d'obtempérer à cet ordre, se réservant de donner leurs raisons devant la Cour. Le Seigneur tente de ramener à la raison nos récalcitrants en offrant

(1) 10 sept. 1835, f. ci-dessous.

(2) 3 oct. 1832.

(3) f. ci-dessus.

(4) Second report n° 5731, f. annexes.

(5) Serk, 3 mai 1832 (ord. du 30 avril 1832). V, p. 241 à 242.

à l'île « par une donation pure et gratuite » un morceau de terre à condition qu'une prison y soit érigée, et d'accord avec le Sénéchal, sans plus attendre, commence les travaux (1). L'année suivante, celui-ci présente à l'Assemblée le compte des frais de construction. La majorité que la libéralité précédente n'a pas amadouée, ne veut rien entendre et déclare que c'est au Seigneur à lui fournir cet édifice. Ce dernier, pour ne pas envenimer le conflit, en discutant plus longuement lui-même, refusa son consentement à l'acte précité, « vu qu'il y était personnellement intéressé », mais déclara en même temps qu'il laissait les habitants faire à leur volonté (2). Ceux-ci en profitèrent aussitôt pour nommer deux des leurs chargés de défendre leur cause devant la Cour de Guernesey qui, naturellement ne modifia pas ses précédentes ordonnances et les condamna à payer les frais. C'est avec celui de 1805, relatif aux corvées, le seul cas de veto seigneurial que nous connaissions dans l'histoire de Serk. Il s'explique d'autant plus facilement qu'en l'espèce, en n'usant pas de ce droit, le Seigneur aurait tacitement accepté les prétentions de ses adversaires et se serait forcé lui-même devant la Cour. Il est à remarquer d'autre part qu'il en a tempéré très habilement les effets, en permettant aux Chefs Plaids de délibérer valablement en dépit de son abstention sur l'opportunité d'un procès qui mettrait honorablement fin au conflit. La leçon profita et en 1855, les Chefs Plaids ne firent plus aucune difficulté pour démolir la prison et la reconstruire aux frais de la taxe (3).

(1) Serk, 27 août 1832.

(2) Serk, 17 avril 1833, p. 246 (f. ci-dessous).

(3) Serk, 3 oct. 1855, VI, p. 38.

En d'autres hypothèses, ceux-ci par contre ne lui ménagent pas leur confiance.

Longtemps, il figure parmi les fidei-commissaires de la rente française achetée pour placer les économies de l'île, et se voit choisi comme dépositaire des deniers de l'Impôt. Souvent, il est chargé de négociier soit seul, soit avec le Sénéchal, soit avec une Commission spéciale, en vue d'obtenir de Guernesey une part proportionnelle des taxes sur les spiritueux, le vin, la bière, le tabac et le charbon, ou du Conseil privé l'autorisation de procéder à un emprunt et de frapper de certains droits les vapeurs et leurs passagers débarquant dans l'île. Comme les autres habitants, il gage ses biens meubles et immeubles en garantie desdits emprunts.

Il fait partie des Comités du Havre et d'Education.

Dans ce dernier ordre d'idées, son activité fut particulièrement incessante. Il réussit à secouer l'apathie de ses tenants et leur esprit d'économie pour remettre le bâtiment de l'école en bon état en négociant un prêt des Etats de Guernesey (1) et en s'engageant à 25 £ si les habitants de leur côté mettent pareille somme à lever par voie de taxe, dont bien entendu il sera exempt (2). Il traite directement avec la « National School Society » qui lui promet son concours à condition que l'enseignement reçu dans l'école sera conforme au « Bill's system » et que les livres en usage seront ceux adoptés par la dite Société. Il obtient alors que les Chefs-Plaids se substituent à lui dans l'exécution de ces obligations, moyennant quoi il cède gratuitement à Nicolas le Prevot le Masurier, leur autorisé à cet effet,

(1) Ser'k V, 5 avril 1826, f. ci-dessous.

(2) Ser'k V, 18 avril 1827, p. 209.

une pièce de terre pour y bâtir une école convenable, qui sera désormais entretenue aux frais publics de l'île (1). Plus tard il offrira encore le terrain pour construire la maison du maître, mais la condition qu'il stipulait, à savoir la profession de religion anglicane de la part de celui-ci et de ses successeurs, fit repousser son offre de donation (2). C'est encore à lui qu'est due la création de classes supplémentaires consacrées à l'enseignement de l'anglais. Enfin il fut choisi avec le vicaire et un sieur P. de Jersey, par un généreux testateur qui leur légua 1000 £ pour fonder et entretenir une école spéciale de filles. Cette fondation fut réalisée à la suite d'un accord avec un certain nombre de tenants, le testateur ayant exigé un minimum de 30 élèves lors de l'ouverture de l'institution (3) : Les tenants renoncent pour eux et leurs hoirs à leur droit d'envoyer leurs filles à l'école des garçons. Les trois fidei-commisaires assureront la construction des bâtiments nécessaires avec la somme de 200 £. Le surplus du legs sera placé et les intérêts couvriront les dépenses d'entretien de la maîtresse qui sera nommée par eux. Celle-ci ne pourra être choisie ni en dehors des membres de l'Eglise Unie d'Angleterre et d'Irlande, ni parmi les natives de l'île. Enfin « elle donnera l'instruction dans les langues « anglaises et françaises, enseignera la lecture, l'écriture, l'arithmétique, le travail à l'aiguille et autres « occupations utiles qui conviennent à des filles et sur- « tout les instruira dans les principes de la religion et « veillera sur leurs mœurs ».

(1) Serk V, 28 oct. 1829, p. 236 à 238.

(2) Serk VI, 5 oct. 1864, p. 70.

(3) Testament 18 avril 1837. Contrat 11 avril 1841, pp. 319 à 324.

Telle est l'œuvre scolaire du Seigneur. Mais ses libéralités ne se bornent point là. Il fait don à l'île d'une pièce de terre considérable pour servir de lieu de sépulture qui, par ses soins et à ses frais fut consacrée et « arrangée proprement ». Les Chefs-Plaiz s'en remercièrent et pour témoigner de leur gratitude en connaissance de cause, ils prirent soin de noter que ces frais d'aménagement s'élevaient à eux seuls à plus de 40 £ (1). Ils firent mieux, ils élaborèrent peu après un règlement qui confiait la surveillance du cimetière au Seigneur et lui abandonnait l'herbe qui y pousserait (2). Mais ils n'avaient pas prévu les difficultés futures. A raison de la consécration qui en avait été faite, le Vicaire prétendit que cette surveillance lui appartenait, au moins de concert avec son titulaire officiel. Lorsque tout récemment, en 1908, un tenant du nom de Baker s'avisa de déplacer de sa seule autorité une pierre tumulaire placée sur la tombe de son père, le Vicaire s'empressa de le traduire devant le Sénéchal pour avoir à remettre les lieux en état et recevoir « avis par la Cour « d'avoir à s'abstenir désormais de creuser aucune fosse dans le cimetière sans la permission de Seichan, « qui, en sa qualité de vicaire de l'Eglise a la possession et l'usufruit dudit cimetière. » Le défendeur se retrancha derrière l'autorité du Seigneur qui possède le droit de surveillance sur ce terrain, et des habitants tenants, donataires authentiques de cet héritage (3).

Le premier fut appelé en cause, les seconds se solidarisèrent avec leur fossoyeur attitré. Toutes les res-

(1) Serk, 1 oct. 1856, VI, p. 42.

(2) Serk, 30 sept. 1857, VI, pp. 46 à 48.

(3) Serk IV, 19 sept. 1907 ; 2, 11, 25 avril, 22 juillet 1908, etc.

sources de la procédure furent mises en œuvre, pour multiplier les jugements interlocutoires infirmés les uns après les autres par la Cour de Guernesey jusqu'au jour où le Vicaire obtint définitivement gain de cause. Ces longs débats avaient considérablement accru la note des frais. Aussi, en dépit de l'intérêt attaché à la solution du problème relatif aux effets juridiques de la consécration par l'autorité religieuse de biens jusque là profanes, en dépit de l'animosité professée à l'égard du demandeur triomphant par la population, les Chefs-Plaid s'inclinèrent en maugréant. Ils se désistèrent de leur recours devant le Conseil Privé et soldèrent le compte des dépens.

Telle apparaît dans ses grandes lignes la collaboration théorique et pratique du Seigneur aux travaux de l'assemblée qui légifère en même temps qu'elle administre Serk. Mais aujourd'hui entre ces deux autorités, il n'y a plus de véritable confiance réciproque. Depuis que les réunions ont cessé de se tenir au manoir, c'est-à-dire depuis une quinzaine d'années, les rapports entre les tenants et leur Seigneur ne conservent plus que leur caractère strictement officiel. La vieille intimité de jadis a disparu ; un sentiment de défiance naît et se propage, au point que les réunions de comités, dont M. Collings fait quasi de droit partie, sont « haclées » pour être terminées avant son arrivée toujours tardive. Il est vrai que les scandales de sa conduite à l'intérieur comme au dehors de l'île sont pour beaucoup dans cette désaffection et ce mépris qu'on lui témoigne. Et pourtant cette collaboration dans le passé avait été féconde ; car le Seigneur, plus instruit que ses vassaux, avait maintes fois fait preuve d'initiative. Il était un

agent de progrès comme en matière d'instruction, d'impôts indirects, de travaux publics, en même temps qu'il était le meilleur gardien des privilèges séculaires de l'île, étant l'intermédiaire le plus autorisé et le mieux écouté auprès des autorités voisines et de la Couronne. Il est à craindre que cette scission se prolongeant, la fière indépendance de la petite île n'ait bientôt vécu.

CHAPITRE III

Le Sénéchal

I. *Aperçu historique*

Pour bien comprendre le rôle du Sénéchal et l'étendue de ses fonctions à Serk, il importe de se rappeler à la suite de quels événements historiques ce poste fut créé.

A. *Initiative des habitants*

Lorsque le seigneur de St-Ouen, Helier de Carteret eut reçu de la reine Elisabeth l'investiture de son nouveau domaine insulaire et y eut transporté une première colonie d'habitants pris parmi ses vassaux de Jersey, il entreprit d'organiser sa récente possession sur le modèle de celles qui, d'ancienne date, appartenaient à sa famille.

A cet effet, son fils, Philippe, auquel il avait confié ses pouvoirs, réunit « tous les manants et habitants de l'île de Serk. Tous, « d'un consentement uniforme », furent d'avis d'établir en la dite île une Cour et Jurisdiction. Avec le zèle commun aux néophytes, on voulut faire vite et grand. Sans en référer à personne, seigneur et habitants nommèrent aussitôt un bailli Edouard de Carteret et dix ou douze jurés auxquels on adjoignit un Procureur de S. M. la Reine, un sergent de l'Epée, un sergent ordinaire, un connétable, un centenier, deux vingteniers et deux suppléants. Ces vingt-deux personnages, qui composaient presque la majorité mâle et adulte de la population, furent sermentés sur le champ et entrèrent sans tarder en fonctions. Acte en

fut dressé le même jour à la date du 27 octobre 1579 (1).

B. Intervention de la Cour de Guernesey et du pouvoir royal

Cette initiative hardie et cette surabondance de dignitaires ne furent pas du goût des Chefs Plaids et de la Cour Royale de Guernesey. Après deux ans de sage réflexion, après une enquête menée sur les lieux, après la comparution personnelle de deux des jurés coupables et l'emprisonnement du bailli Edouard de Carteret, la Cour Royale de Guernesey déclara nulles et non avenues les dites élections (2) et enregistra avec une satisfaction quelque peu mélangée de dépit un ordre en Conseil du 24 Avril 1583 qui, tout en ratifiant les mesures de répression précédentes, organisait définitivement la juridiction civile de Serk, les juridictions militaires et ecclésiastiques étant exceptées (3). Cinq jurés au minimum, sept au maximum si l'augmentation de la population en faisait sentir le besoin et si Sa Majesté le permettait, seraient choisis par les habitants pour connaître de toutes les causes civiles, sous réserve d'ap-

(1) Dans le second report des commissaires royaux de 1846, n° 4870, M. Mac-Culloch, dans la louable intention de dissiper les équivoques qu'il craignait de voir naître dans l'esprit des enquêteurs au sujet du rôle du Sénéchal, a rappelé à peu près les mêmes faits. Toutefois, il ne parle que de six jurés et place leur élection en 1582. Il semble que Mac-Culloch ait fait erreur, puisque nous trouvons un peu plus loin dans le même report, au n° 5725, une ordonnance des Chefs Plaids de Guernesey en date de 1581 relative à cet excès de pouvoir du Seigneur et des habitants de Serk, et une de la Cour de 1582 parlant d'un bailli et de douze jurés, élus le 27 oct. 1579 (f. annexes).

(2) Second report, n°s 5724, 5725, 5726.

(3) — n° 5729.

pel à Guernesey ; le plus âgé des cinq jurés prononcerait les sentences, comme il était d'usage à Auregny.

L'existence d'une Cour indépendante à Serk étant ainsi reconnue légalement et les grandes lignes de son organisation étant fixées théoriquement, il restait à la constituer. A une date qu'il est difficile de préciser (1589 à 1594), leurs puissants et ombrageux voisins se transportèrent chez les Serquais. Sans parler du procureur, du prévôt et du clerc de la Cour Royale de Guernesey, cinq jurés, le lieutenant baillif et jusqu'au gouverneur général Thomas Leygton s'étaient dérangés pour procéder à cet établissement. Ils instituèrent et sermentèrent « à la charge et office de Jurez et Justiciers de la diste Cour en la diste île de Serk » les sieurs Slowley, H. et J. de Carteret, Th. Roo et le Masurier après qu'ils eurent été « choisis et approuvés par la généralité des habitants ». Slowley fut chargé de « présider comme juge » à raison non pas de son âge, mais de son rang d'élection, ayant obtenu le plus de voix. Des officiers de justice leur furent adjoints suivant le même cérémonial (1).

Non contente de leur avoir donné l'investiture, la Cour Royale de Guernesey leur fixa à tous, les devoirs de leurs charges dans un règlement annexe :

Trois fois l'an et à date fixe, ces jurés et officiers se réuniront pour tenir leurs Chefs-Plaids dans lesquels « par le consentement du seigneur de l'île et de la généralités des habitants » ils passeront les ordonnances qu'ils jugeront nécessaires pour la police de ladite île. Aux cinq jurés, est confirmé le droit de connaître toutes les causes civiles tant en matière de meubles que

(1) Second report, n° 5730.

d'héritages. Pour les premières, l'appel est possible à Guernesey si l'intérêt en litige dépasse 10 L. tourn. ; pour les secondes, il est permis en toute hypothèse.

On leur donne même le pouvoir de prononcer pour les petites infractions des amendes n'excédant pas la somme de 60 sols et un denier tournois, ainsi que des peines d'emprisonnement dont la durée n'est pas précisée. Pour les crimes, ils doivent se déclarer incompétents. Enfin, dans toutes ces matières, il est bien stipulé qu'ils devront s'inspirer de la coutume de Normandie et des coutumes locales approuvées de Guernesey.

En dehors de ces attributions législatives et judiciaires, on permet de passer devant eux les marchés et contrats en héritage, mais l'authenticité ne sera attachée à ces actes que si les minutes portant « leurs signes » sont revêtues du sceau de la baillie de Guernesey.

Enfin, le règlement, en ce qui les concerne, se termine par le tarif des émoluments auxquels ils auront droit « pour leurs devoirs ».

C. Suppression des jurés. Le Sénéchal

Cette Cour ainsi composée se maintint près d'un siècle, sans subir le contre-coup des révolutions politiques qui bouleversaient la Grande-Bretagne ; mais elle ne pouvait résister aux mesures de réaction religieuse qui marquèrent l'avènement de la restauration royale. Tous les jurés de Serk, étant presbytériens, refusèrent de prêter le serment d'allégeance et de suprématie à l'Eglise anglicane et de recevoir le Sacrement de la Cène suivant le rite de cette Eglise. Un ordre en Conseil du 23 août 1672 les révoqua (1). Mais

on ne pouvait espérer trouver parmi les habitants de Serk cinq personnes suffisamment instruites qui accepteraient au prix d'une abjuration de remplir à l'avenir ces fonctions. Aussi, soit après avoir laissé vacante l'administration de la justice civile de la petite île, disent les uns (2), soit après l'avoir confiée provisoirement à la Cour Royale de Guernesey par l'intermédiaire d'un fonctionnaire par elle nommé, disent les autres (3), un ordre de Conseil du 19 mai 1675 sous le règne de Charles II, abolit définitivement l'ancien état de choses et substitua aux cinq jurés élus par les habitants un magistrat unique nommé par le Seigneur et sermenté par la Cour Royale. Ce fut le Sénéchal (2) et le 15 juillet 1675, conformément à ces prescriptions, Philippe de Carteret, baronnet, seigneur de St-Ouen et de Serk présentait à Guernesey le sieur Pirre Gibaut « pour estre sénéchal en « la dite île ». Il fut aussitôt « juré et sermenté à la dite place » et le rédacteur du procès-verbal prit soin d'ajouter qu'il exercera sa charge à l'avenir avec « le même pouvoir et la même autorité de juridiction que les naguère juge et jurez de la dite île » et jouira des mêmes droits, avantages, profits et émoluments que ceux-ci « ont joui et possédé » (4).

II. *Le Sénéchal*

Depuis lors, aucune modification fondamentale n'a été apportée à l'organisation de cette charge, et le séné-

(1) Second report n° 4856, v. annexes.

(2) — n° 4856 —

(3) — n° 4855 —

(4) — n° 5733 —

chal actuel peut invoquer les mêmes droits et se réclamer de la même filiation que son ancêtre du XVII^e siècle. Au cas de difficultés, ce sera toujours aux ordonnances de 1583 organisant les jurés, qu'il faudra se reporter.

Il est pourtant un point, et non des moindres, à propos duquel ce court exposé historique permet de signaler une différence caractéristique entre les jurés et le Sénéchal. C'est la nomination.

A. Nomination

Les douze jurés originaires ont été choisis d'un commun accord par le Seigneur et les habitants ; les cinq jurés qui les remplacèrent furent élus par les habitants et dans les documents émanant du Conseil privé de la Cour Royale, rien n'indique que le Seigneur, ait conservé une prérogative spéciale à l'occasion de ces élections ; au contraire, le Sénéchal, depuis 1675, est l'homme du Seigneur, son choix dépend exclusivement de ce dernier et les habitants ne sont même pas consultés. Seule de l'ancienne procédure subsiste la formalité du serment prêté en séance solennelle de la Cour Royale de Guernesey (1).

Nommé par le Seigneur et sermenté par la Cour Royale, le Sénéchal est inamovible ; mais il ne l'est pas serf de sa fonction. S'il ne peut être révoqué par celui qui l'a choisi et qui, une fois la cérémonie de la prestation du serment terminée, ne conserve plus

(1) f. second report, n^{os} 4855, 4856, 4864, 5733.

Le Senechal actuel Thomas Godfray a prêté serment à Guernesey à la place d'Abraham Baker, décédé le 19 nov. 1891 (Ordonn. de la Cour de Guernesey, T. IV, p. 313).

qu'un vague et théorique droit de plainte à la Cour de Guernesey (1), il peut librement se démettre de sa charge, sans avoir à attendre du Seigneur une acceptation quelconque de sa démission. C'est ainsi que nous voyons en 1876 Th. Godfray résigner ses fonctions et W. de Carteret prendre sa place (2).

Nous ne croyons pas davantage que la Cour de Guernesey jouisse à son égard du même droit de destitution que M. Robinet de Cléry reconnaît à cette Cour à l'égard des six jurés d'Aurigny (1). Si les juge et jurés que le Sénéchal de Serk a remplacés avec les « mêmes pouvoirs et émoluments » (4), sont assimilés à certains égards à leurs collègues d'Aurigny (5), ils ne paraissent pas l'avoir été en ce qui concerne l'entrée et la sortie de leurs charges. Sans doute, ils ont été destitués en 1672 par la Cour Royale, mais il s'agissait d'appliquer non pas les vieux usages, mais une loi nouvelle d'ordre public intéressant tout le royaume. Ce précédent exceptionnel ne saurait donc être invoqué contre leur héritier direct, le Sénéchal, qui, jusqu'à présent, n'a jamais été inquiété.

Cette inamovibilité, en même temps qu'elle assure l'impartialité du sénéchal magistrat judiciaire, explique pour beaucoup son influence prépondérante dans la vie économique et administrative de la petite île. Mais avant de l'étudier dans ce rôle accessoire, il importe de connaître sa fonction essentielle et primordiale : l'administration de la justice tant civile que pénale.

(1) Second report n° 5088, f. annexes. ¹ ,

(2) Serk, IV, 14 sept. 1876.

(3) Bull. de la Soc. de législ. comparée, XIX, p. 193.

(4) Second report, n° 4867 et 5733, f. annexes.

(5) Second report n° 5729, § 2 et 3.

B. Attributions judiciaires

Le Sénéchal compose à lui seul la Cour de Serk. Il est juge et juge unique. Les textes déjà cités en sont la preuve péremptoire (1). Certains même y voient plus que le principal officier de Serk, ils le regardent comme la seule autorité de l'Île (2). Ce caractère de juge unique il entend le maintenir envers et contre tous. Lorsqu'au début de 1907, un projet de loi était à l'étude à Guernesey au sujet des accidents du travail, les rédacteurs y avaient inséré certaines clauses relatives à Serk. L'une d'elles autorisait le sénéchal et ses assesseurs à nommer un médecin comme arbitre ; aussitôt le sénéchal fit insérer, dans la pétition rédigée par les Chefs Plaids de Serk à cette occasion, une énergique protestation. « La Cour de Serk, y est-il dit, n'est composée que du sénéchal d'après l'ordre en conseil du 19 mai 1675 avec les mêmes pouvoirs que les cinq jurés établis par l'ordre en conseil du 24 avril 1583 ; les dits à tort dénommés assesseurs sont officiers de la Couronne, l'un le Prévôt, l'autre le greffier . . . » (3).

Néanmoins, il tient à conserver à son tribunal le titre de Cour et c'est sous cette dénomination que les documents officiels le désignent le plus souvent et que lui-même toujours rend et rédige ses ordonnances.

1) Matière civile : a) Compétence

En matière civile, sa compétence est territoriale et universelle (4). Il connaît de tout litige mobilier ou im-

(1) Second reports, n^{os} 4855 à 4858, 4870, 5733, f. annexes.

(2) Second report n^o 4852. f. annexes.

(3) Serk, VI, 6 mars 1907, p. 295.

(4) Second report n^o 4857 ; 5100, f. annexe.

mobilier. L'ordre en conseil de 1583, tout en reconnaissant cette compétence aux cinq jurés, se bornait à renvoyer aux usages d'Auregny en ce qui concerne l'appel (1). Le règlement subséquent de la Cour de Guernesey précisa ce point en y dérogeant, et encore aujourd'hui les décisions du sénéchal sont en premier ressort dans tous les procès d'héritage et dans les instances mobilières dont l'intérêt en jeu excède dix L. tournois (2). Quelle que soit donc la somme réclamée, il ne peut se refuser à statuer et nous voyons ce principe rappelé dans une instance récente.

John Halse réclamait à Godfray 25 £ de dommages-intérêts pour l'avoir fait arrêter et détenir mal à propos le 26 et 27 nov. 1883 en vertu d'une permission d'arrêt signée de M. le Sénéchal de Serk. Godfray, entre autres moyens de défense, prétendait que « la somme exigée » par le demandeur était au dessus du pouvoir de la « Cour de Serk » ; celle-ci lui donna raison et renvoya, sans statuer au fond, les parties devant la Cour Royale de Guernesey (26 août 1884). L'arrêt de la juridiction supérieure fut tout différent, et le dossier fut retourné à Serk « étant, dit l'arrêt, du devoir de la « Cour de Serk de procéder au jugement et à l'audition « de la dite cause en première instance et ce vu que le « défendeur est domicilié à Serq » (29 nov. 1884) (3). C'était bien là affirmer le pouvoir illimité du Sénéchal en première instance et la détermination de sa compétence d'après le domicile du défendeur. Toutefois, il est

(1) Second report n° 5829, § 3.

(2) Second report n° 5730. C'est donc à fort que MM. Robinet de Cléry, op. cit. p. 193, et Glasson, tome VI, parlent d'un appel possible à Guernesey dans tous les cas.

(3) Recueil de Jugements, 1886. Guernesey, p. 486 à 520.

admis là comme partout que le plaideur n'est pas tenu d'accepter sans recours un juge dont il suspecte l'impartialité et que le juge lui-même peut d'office se refuser à entendre une affaire dans laquelle il aurait quelque intérêt personnel. C'est ainsi que dans ces dernières années, à l'occasion des démêlés renouvelés du « Lutrin » entre le vicaire et ses ouailles, la question s'est posée. En décembre 1903, M. Seichan, le susdit vicaire, se voyait actionné par Madame Collings en restitution d'un piano appartenant au comité de l'école des filles (1) ; un an plus tard, il actionnait à son tour son seigneur et maître M. Collings au sujet de l'intervention de ce dernier dans l'administration de la même école (2). Les deux fois, le sénéchal se récusa comme intéressé. En 1907, nouveau procès entre Seichan et le fossoyeur Baker. Le sénéchal ne fut pas cette fois d'aussi bonne composition et rejeta l'exception du demandeur tendant à le récuser « pour cause de suspicion légitime, l'hostilité dudit sénéchal à son égard étant notoire » (3). La Cour de Guernesey confirma le jugement.

En dehors de ces cas dont le simple équité dicte la solution, le défendeur à une action mobilière qui, d'après les textes cités et interprétés par l'arrêt de Guernesey de 1884, ne peut pas arguer du chiffre élevé ou même indéterminé (4) de la demande pour se dérober à la juridiction de la Cour de Serk, peut-il invoquer dans le même but soit une qualité attachée à sa personne, soit le caractère même de l'instance, étranger au droit

(1) 20 déc. 1903. Serk IV.

(2) 19 déc. 1904. Serk IV.

(3) 19 sept. 1907. Serk IV.

(4) 7 janvier 1882. Serk, f. annexes, n° 15.

civil ? En d'autres termes, peut-il soulever une exception d'incompétence ratione personæ ou ratione materiæ ?

En ce qui concerne la première, l'arrêt de 1884 nous fournit la réponse au moins partielle. Il faut et il suffit pour être justiciable du Sénéchal, qu'on soit domicilié dans l'île. Le Manuscrit de M. le Masurier ajoute « que le Guernesiais ou le Jersiais débiteur à Serk peut « y être actionné tant qu'il y est domicilié ; une fois hors « de Serk, on ne pourra que lui placer un atourné par « justice, s'il a quelque bien dans l'île sur quoi faire ar- « rêt ». Cette solution s'applique à fortiori à l'étranger qui se trouverait dans la même situation. Elle nous permet de plus d'ajouter que la présence réelle d'un bien quelconque du débiteur à Serk suppléera au point de vue de la compétence à la condition défaillante du domicile et qu'ainsi le créancier serquiais obtiendra, dans la personne de l'atourné nommé par justice, condamnation de son débiteur même habitant hors de l'île.

Mais le défendeur, domicilié ou possesseur dans l'île ne pourra-t-il pas exciper de sa qualité d'habitant privilégié, Seigneur, vicaire, fonctionnaire par ex..... ?— Nous avons vu à propos du Seigneur et nous reverrons à propos de la juridiction pénale, que celui-ci ne peut arguer de son titre pour se soustraire à la justice du subordonné qu'il a lui-même nommé. Il en est de même du vicaire. Tous deux d'ailleurs sont devenus des habitués de ce petit prétoire. Une espèce démontrera mieux la volonté très arrêtée de la Cour de Serk de ne laisser restreindre sa compétence en quelque manière que ce soit. En 1902, Seichan actionnait Collings en 140 £. de dommages-intérêts pour l'avoir diffamé dans une lettre confidentielle à l'évêque de Winchester, son su-

périeur hiérarchique. Collings souleva l'exception d'incompétence, sous le prétexte que la lettre était privilégiée puisqu'elle était adressée à un chef de l'église anglicane, qu'elle avait trait à des questions de discipline ecclésiastique et qu'elle émanait de lui Collings seigneur de l'île et comme tel membre de l'église de Serk et patron de la cure. Le Sénéchal passa outre ces raisons et se déclara compétent (1).

Si le Seigneur et le Vicaire ne réussissent pas à se dérober à l'emprise de la Cour, il est dans la logique des choses que les simples fonctionnaires tels que connétables, prévôts et autres n'aient pas meilleure fortune même pour les contestations nées de l'exercice de leurs fonctions. Nous sommes ainsi amenés à envisager notre seconde question : Y a-t-il possibilité d'une incompétence *ratione materie* ?

En dehors de tout rappel des principes de la justice normande et britannique, le simple examen des faits nous permet de répondre catégoriquement par la négative. Matières féodales d'abord : Le roi Jacques I, confirmant les lettres patentes d'Elisabeth avait interdit de morceler et démembrer les tenures de Serk à raison de leur caractère indivisible (2). En exécution de cet ordre et après une enquête commencée en 1677 (3), le Seigneur avait obtenu de la Cour Royale de Guernesey une ordonnance prescrivant de réunir les tènements irrégulièrement démembrés, et à défaut de ce faire dans l'an et jour, lui permettant de « convenir devant le Sénéchal

(1) Serk. 21 mars 1902, IV.

(2) I. second report n° 5103, annexes, n° 41.

(3) I. Guernesey T. I, p. 395 à 397, f. annexes.

les contrevenants » (1). Aussi, voyons-nous le Sénéchal appelé dès le mois de juillet 1681 à statuer sur ces infractions aux services féodaux et prononcer contre leurs auteurs des condamnations, susceptibles toutefois d'appel. Dans le courant de ce seul mois, huit instances de ce genre se trouvaient ainsi engagées (2).

A la même époque, le Sénéchal était saisi, également par le Seigneur, de vingt-quatre demandes en paiement de cabots de froment de rente annuelle dûs par les tenants à raison de leurs tenures (2).

En 1797, nous le voyons appelé à départager le Seigneur le Pelley et le sieur de Carteret, tenant de la Forge, à l'occasion d'un moulin à vent que celui-ci avait construit sur son héritage, contrairement aux privilèges seigneuriaux. En mai de la même année, les habitants décidaient de soutenir devant cette juridiction un procès contre leur Seigneur pour faire établir leur droit de « ne produire aucun servage, fourniture au moulin « vu qu'ils paient la mouture du grain qu'ils y portent « à moudre » (3).

C'est encore le Sénéchal qui fut chargé en premier ressort de solutionner les litiges très délicats survenus entre le Seigneur et les habitants du grand et du petit Serk en 1811 et en 1884 au sujet des corvées pour l'entretien des routes (4). Enfin, tout dernièrement en 1908, était porté devant lui le procès Seichan contre Baker, dans lequel à l'occasion d'une tombe les principes du

(1) I. second report, p. 397, I. annexes, n° 42 et 43.

(2) Serk, I, p. 18 à 20, f. annexes, n° 44.

(3) Serk, V, p. 41.

(4) Serk, 25 mars 1811, 14 juin 1884.

droit laïc féodal et ceux du droit religieux se trouvaient en conflit (1).

Si la compétence du Sénéchal en pareille matière n'est pas contestée, elle ne l'est pas davantage en matière administrative contentieuse. S'agit-il de condamner à l'amende un tenant qui ne s'est pas présenté à une réunion des Chefs Plaids (2) ; s'agit-il d'obliger un officier de justice à remplir ses fonctions (3) ou d'apprécier la sincérité des déclarations d'un contribuable qui conteste l'évaluation du connétable (4) ; s'agit-il de contraindre ce dernier à convoquer les habitants pour entretenir les routes ou le Havre et d'examiner les raisons que donnent ceux-ci de leur refus d'obéir à cette convocation (5) c'est toujours au Sénéchal et au Sénéchal seul qu'on a recours, c'est lui qui juge ces litiges étrangers au droit civil, et personne ne songe à s'en étonner.

Nous pouvons donc en conclure qu'aucune exception d'incompétence n'a de chance d'être accueillie, sauf en ce qui concerne la question du défendeur qui ne serait ni domicilié, ni propriétaire dans l'île.

b) *Procédure*

Quant à la procédure à suivre pour porter valablement une instance devant la Cour de Serk, elle est des plus simples. Le sénéchal est saisi par un ajour du Prévôt, à la requête du demandeur. Il n'est pas nécessaire de

(1) Serk, IV, 23 avril 1908.

(2) Guernesey, T. II, p. 144, f. annexes, n° 5.

(3) Serk, 5 mars 1863, f. annexes, n° 21.

(4) Serk, 8 mars 1866, f. annexes, n° 19.

(5) Serk, 25 mars 1811, III, p. 103 ; 14 juin 1884, IV.

« lui demander permission d'ajourner, mais seulement « sa commodité du jour ». Si pour y avoir manqué, il refusait d'entendre la cause, il faudrait en référer au Procureur du Roi à Guernesey (1). Mais en fait les plaideurs se conforment toujours à cette règle de bienséance. Le sénéchal siège donc quand il lui plaît, au jour et à l'heure qui lui conviennent ; même où il veut. Il n'y a ni jour d'audience déterminé ni local fixe. L'assistance du greffier pour acter les débats et la sentence est seule requise.

Les parties comparaissent en personne ou représentées par un mandataire. Si leurs explications ne lui semblent pas suffisantes, il peut ordonner toutes les mesures d'instruction qu'il juge utiles, comme une descente sur les lieux (spécialement dans les procès en bornage, en mitoyenneté ou en clameur de Haro) ou l'audition de témoins (2). Mais si les Serquais, cités à comparaître comme tels devant lui, sont tenus de déférer à cette injonction, il n'en est pas de même des habitants de Guernesey ou de Jersey qui restent libres de s'y dérober (3).

Enfin, il peut à son choix rendre séparément des jugements avant faire droit et des jugements définitifs, ou statuer sur les exceptions et sur le fond par une seule et même sentence. Aussitôt l'arrêt rendu, les parties peuvent faire appel de la décision, et dans le libellé de celle-ci, tel qu'il figure sur les registres du greffe, il sera fait mention de cette prompte détermination (4).

(1) Manuscrit le Masurier.

(2) 17 mars 1858, Serk, f. annexes, n° 11 ; 14 ; 15.

(3) Manuscrit le Masurier, 1832.

(4) Serk, f. annexes, n° 14, 15.

C'est encore à lui que devra s'adresser tout propriétaire ou tout créancier, fut-il le Seigneur lui-même, à fin d'obtenir la permission de se servir, soit du ministère des connétables pour expulser des lieux loués un locataire récalcitrant (1), soit du ministère du Prévôt pour faire arrêter de la personne ou des biens du débiteur et aboutir à la vente.

On peut prendre arrêt de la personne pour une dette supérieure à cinq £ ; mais on ne pourra saisir en même temps les effets du débiteur. Il faut nécessairement opter pour l'une ou l'autre de ces voies d'exécution. S'il se décide pour la première, plus rigoureuse, le créancier doit affirmer sous serment la réalité de sa créance devant le Sénéchal, qui signera aussitôt après la permission d'arrêt. Mais le débiteur, objet de cette mesure, peut, pour s'y soustraire, fournir une caution qui garantira sa présence jusqu'à la fin du procès. Une simple déclaration suffira pour obtenir du Sénéchal l'autorisation de saisir les biens meubles et effets du débiteur. Dans les deux cas, une instance régulière suivra nécessairement pour faire confirmer l'arrêt par un véritable jugement. Si le propriétaire des effets saisis est absent, il faut un nouveau permis du sénéchal pour faire évoquer par trois dimanches consécutifs à l'issue des prêches le défaillant, après quoi un attourné lui sera mis par justice et le procès en confirmation suivra son cours. La victime d'un délit, désireuse d'en obtenir une réparation à la fois pénale et civile, emploiera la même procédure, précédée de la même formalité du serment, pour s'assurer, par l'arrêt de la personne du délinquant, à

(1) Serk. I. annexes, n° 16.

défaut de caution suffisante, de sa comparution jusqu'au prononcé de la sentence (1).

Cette prérogative du Sénéchal a donné lieu à maints conflits, mais elle a fini par être confirmée par la Cour de Guernesey elle-même.

En 1827, M. le Pelley avait remis au prévôt de l'île de Serk un arrêté signé de deux jurés de la Cour Royale avec ordre de l'exécuter à Serk sur un navire appartenant au sieur Hamon. Le navire fut saisi et amené à Guernesey, sans que le sénéchal en eût été avisé. Aussi dans une humble mais très ferme requête que ce dernier adressait à M. le Baillif de Guernesey, à l'occasion des différends survenus entre lui et le Seigneur, ce grief ne fut pas omis. Le Sénéchal rappelait ce principe « qu'au-
« cun arrêt introductif d'instance ne peut être exécuté
« en l'île de Serk à moins qu'il ne soit revêtu de la si-
« gnature du Sénéchal » et il en justifiait la légitimité par un argument tiré de sa propre compétence exclusive et territoriale de juge du premier degré : Si la légalité de tels arrêts, simplement apostillés par des jurés d'une île voisine, était reconnue, seule la Cour à laquelle appartiennent ces jurés, pourrait les confirmer. Et, ajoute-t-il, « si la Cour Royale qui est
« la cour supérieure et d'appel peut en juger en pre-
« mière instance, c'est priver l'habitant de Serk de sa
« juridiction naturelle ».

Ce raisonnement était trop conforme aux précédents constitutionnels, touchant l'organisation judiciaire de

(1) Formule du permis d'arrêt :

Je soussigné, permet à X... de faire arrêt de tous les biens meubles et effets de Z... pour parvenir au paiement de la somme de.... suivant compte, ainsi qu'il prétend lui être due... et à défaut du

notre petite île, pour ne pas convaincre ceux auxquels il s'adressait (1). Aussi dans son ordonnance du 5 Mai 1827 rendue sur cette requête, la Cour de Guernesey lui donna-t-elle pleine satisfaction (2). Il est défendu dorénavant au prévôt d'exécuter aucun arrêt qui ne soit signé du sénéchal ou à son défaut du député sénéchal. S'ils étaient tous les deux absents de Serk ou si l'arrêt était dirigé contre celui des deux qui y serait resté, la signature du Baillif, du lieutenant baillif ou des jurés de la Cour Royale, donnée après serment du demandeur, suffirait pour rendre l'acte exécutoire à Serk.

Si nette que semble la règle ainsi établie par cette ordonnance, elle n'en a pas moins été violée quelquefois par ceux même qui l'avaient posée. Ainsi en 1902 les Chefs Plaids de Serk décident de faire supporter par le budget de l'île, les frais d'une pétition dont le sénéchal avait pris l'initiative. Ce dernier en effet avait protesté

Prévot, le Député Prévot exécutera cet arrêt.

Serk, le.... jour du mois de.... l'an....

Signé : le Sénéchal.

Autre formule :

X... a déclaré par serment que dimanche dernier, il reçut des maltraitements de parole et de fait de la part de Z...

Sermenté à Serk, le..... par moi,

Signé : le Sénéchal.

En conséquence du serment ci-dessus, je permets au dit X... de faire arrêt de la personne du dit Z..., pour l'obliger à lui donner caution de 100 L. tournois qu'il répondra jusqu'à la fin de Plaids et du Jugé en la cause que le dit X... se propose d'intenter contre lui à ouïr sa plainte et déclaration d'avoir été ledit X... atrocement injurié, calomnié, battu et maltraité par le dit Z..., le.... proche le.... et ce à la grande douleur du dit X... contre son honneur et réputation, et lui voir obtenir la jonction des officiers du roi pour en avoir réparation.

Serk, le

Signé : le Sénéchal.

(1) Guernesey II, p. 341, annexes n° 3.

(2) Guernesey, II, p. 344, f., second report n° 5734.

auprès de la Cour de Guernesey contre une permission qu'elle avait donnée de vendre des effets arrêtés par le prévôt de l'île de Serk (1).

Les textes les plus précis ne sont donc qu'une sauvegarde très précaire des privilèges juridictionnels du Sénéchal. Seule une vigilance constante réussit à les maintenir.

C. *Jurisdiction gracieuse*

A côté de ces attributions contentieuses, il en est d'autres qui relèvent plutôt de sa juridiction gracieuse ou de sa qualité de mandataire du Seigneur.

C'est ainsi qu'il autorise l'enregistrement d'une clameur de Haro, interjetée dans les délais et formes légales (2) ; ou qu'il permet au capitaine d'un navire naufragé sur les côtes de l'île de faire vendre aux enchères les marchandises de la cargaison et les épaves du bâtiment qu'il sera possible de sauver (3). Il faut solliciter son intervention pour donner effet dans Serk à un brevet d'invention octroyé par Lettres Patentes sous le sceau du bureau compétent de Londres (4).

C'est encore lui et lui seul qui a qualité pour recevoir le serment d'allégeance des étrangers désireux de résider dans l'île, conformément aux lettres Patentes de Jacques I (5) ; et pour sermenter tout individu nommé par le Seigneur ou élu par les Chefs Plaids à une fonction quelconque : prévôt (6), connétables, (6), greffier (6), collec-

(1) 22 janv. 1902, Serk, VI. p. 249.

(2) Serk, 27 février 1858, f. annexes, n° 12.

(3) Serk, 5 déc. 1863, f. annexes, n° 13.

(4) Serk. 1^{er} avril 1903, f. annexes, n° 17.

(5) Second report n° 5103.

(6) Second report n° 5088, f. annexes.

teur des pauvres, membres de la douzaine (1), et même le député sénéchal appelé à le remplacer extraordinairement, ce dernier serait-il le Seigneur lui-même (2).

Mais là s'arrêtent les prérogatives du sénéchal ; il ne peut que contrôler la régularité de la nomination ou de l'élection ; il n'a pas de veto à opposer, si la personne du nouveau titulaire lui déplaît. Comme nous le verrons, une tentative de ce genre a échoué piteusement en 1812.

Enfin depuis qu'il a été déclaré officiellement que : « tout contrat d'héritage passé sous le sceau du Seigneur de St-Ouen ou de Serk sera aussi bon et valable en droit, comme sont contrats passés sous les sceaux des îles de Guernesey et Jersey » (3), c'est au Sénéchal qu'a été confiée la garde de ce sceau seigneurial. Ainsi sont enregistrés au greffe tous les actes importants qu'il émanent du Lord ou de particuliers, qu'ils constatent des conventions d'échange, de vente, de bail et de rachat de rente, des reconnaissances de dettes ; ou des partages de succession. Dans la plupart des formules, une mention visant soit la présence du Magistrat, soit son autorisation de transcrire la pièce sur les registres, consacre d'une façon matérielle cette dernière, prérogative du Sénéchal, qui l'initie à tous les secrets de fortune et à toutes les modifications du patrimoine des familles insulaires (4).

2) *Matière pénale* — a) *Compétence*

Le Sénéchal n'est pas seulement juge civil il possède encore une certaine juridiction pénale. Devant la com-

(1) Serk, VI, 20 oct. 1878.

(2) Serk, IV, 2 juin 1878.

(3) 12 août 1661, Second report, n° 5732, f. annexes.

(4) Annexes n° 47 et 48.

mission d'enquête, M. Mac Culloch lui avait reconnu le droit d'infliger pour les petites infractions une amende de 3 L. tournois et un emprisonnement n'excédant pas vingt heures (1). Cette opinion était erronée ; elle fut corrigée quelques jours plus tard. Le Sénéchal peut condamner au maximum à trois fois vingt quatre heures de prison (1).

L'ordre royal de 1583 avait passé sous silence la juridiction criminelle des cinq jurés institués pour entendre les procès civils (2). Le règlement postérieur œuvre de la Cour de Guernesey, répara cette omission et décida que ces jurés connaîtraient « de toutes matières et actions de forfaits, excès et injures par emprisonnement ou injures n'excédant pas la somme de 60 sols et un dernier tournois, pourvu qu'il n'y ait pas matière de crimes » (3). L'ordre en conseil de 1675, qui substitue le sénéchal aux jurés révoqués, ne vise également que « l'administration de la justice civile » (4) ; mais la Cour de Guernesey, en sermentant le nouveau magistrat, se garda bien d'employer la formule royale et reconnut au sénéchal le même pouvoir et autorité de juridiction que par une interprétation large de la volonté du souverain, elle avait naguère accordé aux anciens juges et jurés (5).

Le droit pour le Sénéchal de connaître des petites infractions en premier ressort (l'appel étant toujours ré-

1) Second report : 4858 et 5097. f. annexes.

(2) — — : 5729, § 2 et 3, f. annexes.

(3) — — : n° 5730 f. annexes.

(4) — — : n° 4856, f. annexes.

(5) — — : n° 5733, f. annexes.

servé) et de les punir d'une peine d'amende n'excédant pas 3 livres et un dernier tournois n'a d'ailleurs jamais été discuté. Mais son droit d'infliger une peine de prison est moins incontestable.

C'est l'usage qui fixa longtemps cette limite de trois fois vingt quatre heures. Mais rarement, l'occasion se présentait d'élever la condamnation à ce taux, la Cour de Serk préférant pour les délits relativement graves passer la main à la Cour supérieure. Aussi vint une époque où le Sénéchal douta de son pouvoir et sentit le besoin de le faire confirmer. La Cour de Guernesey déféra à ce désir et dans une ordonnance du 30 avril 1832 (1) relative à la construction d'une prison déclara « qu'au-
« cun emprisonnement par voie de punition ne doit
« excéder 3 fois vingt quatre heures ; dans tous les cas
« qui seraient d'une gravité telle à requérir au delà de
« trois jours, le dit Sénéchal sera tenu d'envoyer les
« accusés par la première occasion à Guernesey, afin
« d'être produits devant la Cour Royale et qu'elle en
« ordonne ». Désormais, toute discussion était impossible et les enquêteurs de 1846 n'avaient plus sur ce point qu'à enregistrer l'usage ainsi sanctionné.

Mais ce texte de 1832, s'il parait définir d'une façon très nette les pouvoirs du sénéchal comme juge prononçant des peines, nous apprend par ailleurs que le sénéchal dispose encore du droit de mettre en état d'arrestation les prévenus d'infraction dépassant sa compétence et de les retenir en prison jusqu'à leur envoi à Guernesey.

Il semble donc que notre sénéchal ait en matière criminelle la possibilité d'agir tantôt comme juge, tantôt

(1) Guernesey, II. p. 409. Second report n° 5735, f. annexes.

comme officier de police judiciaire selon la gravité des cas et que ces deux attributions soient bien distinctes l'une de l'autre et ne courent aucun risque de se confondre. Mais comment apprécier cette gravité qui marquera la ligne séparative ? D'après le taux de la pénalité, nous répond la Cour. Mais est-ce bien là un criterium qui rend impossible toute discussion et interdit au sénéchal toute tentative d'excès de pouvoir ? Il ne le semble pas. En effet, il n'existe aucune échelle de peine, aucun code Pénal. Suivant le passage de Terrien, rappelé par Le Cerf, tout est laissé à l'arbitraire du juge, et celui-ci peut avec connaissance de cause augmenter ou diminuer la condamnation selon les circonstances « c'est à savoir selon l'honnêteté ou vilité des personnes « selon leur âge, selon les mérites de la vie précédente, « selon le dol et la malice des délinquants ou pour autre « cause raisonnable ». — (1) Sans doute des ordres en conseil et des ordonnances de la Cour de Guernesey punissent certaines infractions de peines fixes ; mais le principe précédent n'a pas été abrogé, et de plus, l'on est en droit de se demander si ces lois doivent recevoir leur application à Serk. Sans doute, nous trouvons dans le manuscrit d'Elie le Masurier un tarif en usage dans cette petite île à son époque ; mais ce sont encore là de simples indications qui ne lient pas le juge (2). En réali-

(1) Terrien Liv. XII. ch. 39 : Th. Le Cerf, p. 294 et suiv.

(1) Coup de paume sans matière de sang	5 sous
Coup de poing sans matière de sang	10 sous
Bature à terre qui s'appelle « accabler »	1 sch.
Plaies à sang	36 sous
Cracher au visage, arracher le chapeau	5 sous
Tirer sans matière de sang	5 —
Tirer avec matière de sang	10 —
Prise gorge avec une main	5 —
Prise gorge avec deux mains	10 —

té, le critérium donné par la Cour de Guernesey n'a aucune valeur objective ; tout dépend de l'appréciation du Sénéchal. C'est lui-même qui librement déterminera sa propre compétence et décidera à raison des circonstances de chaque infraction s'il entend jouer le rôle de juridiction de jugement ou celui d'officier de police procédant à l'arrestation et à l'incarcération du coupable. Aussi les commissaires de 1846 se sont-ils bien gardés de définir nettement ces deux aspects du pouvoir du Sénéchal en matière de répression et se sont-ils contentés de reproduire la formule plus vague mais plus exacte employée par la Cour lors de l'établissement des jurés au XVI^e siècle (1) « les Jurés connaîtront de toutes matières et actions de forfaits, excès et injures.... » *pourvu qu'il n'y ait matière de crimes* auquel cas ils « seront tenus envoyer leur corps avec la cause à la justice de l'île de Guernesey ».

En pareille matière en effet, notamment au cas de violences graves ou de félonie (*meurtre*, viol, rapt avec éfraction etc.), l'incompétence du sénéchal comme juge paraît incontestable. C'est ainsi qu'il renvoie à Guernesey G. de C..., inculpé du crime d'inceste avec sa fille mineure (2). W. C..., auteur de coups et blessures graves (3), Margueret H..., qui avait « cruellement battu

Coups de pied	10 —
Coups de baton sans matière de sang	10 —
Coups de baton avec matière de sang	1 sch.
Larrons commettant larcins par 3 fois doivent être pendus comme incorrigibles ; larron dérobant son maître doit l'être au 1 ^{er} abord (Manuscrit le Masurier, 1832).	

(1) Second report : 4858 et 4859 ; n° 5090 ; f. annexes.

(2) Second report n° 5102 (19 oct. 1842), f. annexes.

(3) 11 oct. 1904, Serk, IV.

« et frappé avec une hache jusqu'à effusion de sang
« son fils Thomas » (1). Même solution à l'égard de
ceux qui refusent de se présenter « en Cour » pour ré-
pondre d'un délit après avoir été régulièrement cités ou
qui comparaissait « quittant la Cour en mépris ». Peut-
être la qualité des inculpés n'était-elle pas étrangère à
cette décision : il s'agissait en effet dans le premier cas
du connétable et du vingtenier (2), dans les deux cas
du Seigneur lui-même (3).

En dehors de ces hypothèses, la jurisprudence du Sé-
néchal est flottante. Il se décide, avec peine, à renvoyer
à Guernesey l'auteur d'un vol par effraction, lequel
« s'était introduit par une fenêtre dans la maison de Ha-
« mon, la porte étant fermée à clef et y avait pris une
« bouteille de liqueur ».. et pourtant l'inculpé avouait
(4). Au contraire, nous le voyons statuer sur un vol
domestique commis par une fille mineure au préjudice
de ses maîtresses, bien que l'arrêt prenne soin de dé-
clarer l'accusée coupable d'un crime au-delà de sa com-
pétence. « Mais vu son âge, sa contrition et soumission
« aux demoiselles V., ses maîtresses, auxquelles elle a
« publiquement demandé pardon, pour éviter une plus
« longue exposition publique ruineuse à son caractère
« et dans l'espoir que la sentence limitée de cette Cour
« suffira pour la mettre sur ses gardes et la rappeler
« dans les bornes de son devoir, l'a condamnée à trois
« fois 24 heures de prison au pain et à l'eau (5) ». Il

(1) 28 mai 1850, Serk, f. annexes, n° 25.

(2) 5 mars 1863, Serk, f. annexes, n° 21.

(3) 26 juillet 1893, Serk, f. annexes, n° 30.

(4) 28 août 1857, Serk, I, f. annexes, n° 28.

(5) 14 août 1841, Second report, n° 5100, f. annexes.

juge et condamne les auteurs d'un vol d'une veste (1), de prunes (2), et d'une chemise (3) respectivement à 48, 24 et 30 heures de prison.

Même flottement en ce qui concerne les refus d'obéissance, les coups, les menaces ou les insultes à des officiers publics. En 1894, le Seigneur est poursuivi pour avoir menacé Robin connétable de l'île, lui avoir jeté son chapeau par terre et l'avoir poursuivi d'épithètes outrageantes (4). Le Sénéchal se déclare incompétent, alors qu'il inflige quatre heures de prison à Le Masurier pour avoir cherché dispute et désobéi au vingtenier qui lui commandait la paix (5) ; 2 fois 24 heures à un ivrogne qui avait grossièrement insulté le connétable (6) ; 1 L. tournois d'amende à un prévenu d'un délit analogue (7) et 3 L. tournois à un tenant qui avait mis dehors chez lui sans raison le même fonctionnaire (7).

Quant aux menues contraventions (injures, coups, dispute, tapage, ivresse), le Sénéchal n'a plus aucune hésitation et leur applique le tarif de l'amende depuis 1 L. tournois jusqu'à trois, le maximum à sa discrétion. Les petites infractions composent d'ailleurs à elles-seules la presque totalité des cas, qui ont nécessité l'intervention judiciaire du Sénéchal.

Cette revue rapide de la jurisprudence confirme donc l'opinion théorique exposée plus haut et basée sur les principes de la législation pénale insulaire, d'après la

(1) 16 juillet 1851, Serk, IV.

(2) 26 août 1857, Serk, IV.

(3) 27 janv. 1873, Serk, IV.

(4) 27 juillet 1894, Serk, f. annexes, n° 31.

(5) 27 déc. 1825, livre du Sénéchal.

(6) 19 déc. 1866, Serk, IV.

(7) 12 oct. 1903, Serk, IV.

quelle les limites, gravement imposées à la compétence du Sénéchal en matière criminelle, ne valaient, malgré leur précision apparente qu'à titre de simples indications et se trouvaient en réalité abandonnées à l'appréciation parfois arbitraire de l'intéressé lui-même. Nous pouvons même nous demander ce qu'il en subsiste, lorsque nous voyons ce magistrat, soit les violer ostensiblement au moins en ce qui concerne les peines pécuniaires, soit appliquer des pénalités sortant du cadre prévu et présentant une gravité exceptionnelle.

C'est ainsi que nous relevons sur les registres à deux reprises différentes (1) une condamnation à 50 L. tournois d'amende pour avoir vendu des liqueurs sans licence du Seigneur. Les Chefs Plaids eux-mêmes, qui, dans leurs ordonnances de police, avaient sanctionné jusqu'à présent leurs prescriptions d'une peine proportionnée aux pouvoirs du juge appelé à la prononcer, ont parfois dérogé à cet usage et ont édicté une amende de 2 £ contre ceux qui donneraient à boire à des mineurs de seize ans et à toute personne entre 10 h. du soir et 6 h. du matin (2). Il serait mal aisé de prétendre qu'à raison de ce taux, le sénéchal ne pourrait connaître de cette infraction ni prononcer le maximum de la peine, puisque dans les deux hypothèses précédentes, il appliquait sans protestation une ancienne ordonnance des mêmes Chefs Plaids (de 1779).

A côté de ces faits qui, si exceptionnels qu'ils soient encore, ont néanmoins dans un pays de coutumes la valeur de précédents, il en est d'autres qui se répétant

(1) 27 déc. 1869 ; août 1905, Serk IV.

(2) 26 avril 1905, Serk VI, p. 260.

sans soulever la moindre émotion sont désormais acquis au profit de la compétence illimitée du Sénéchal. Il s'agit des condamnations par lui prononcées en dehors de l'amende et de la prison.

Signalons d'abord, sans y attacher plus d'importance qu'elle n'en mérite, une espèce au moins curieuse. Des enfants avaient été convaincus de vol ; les deux plus coupables furent condamnés à être fouettés par leurs pères à l'école publique en présence de leurs camarades ; quant au troisième, moins responsable, il a été recommandé à son père de le châtier sévèrement à domicile : l'arrêt ajoute « lesquels dits pères y ont consenti » (1) Mais là n'est pas la démonstration de ce que nous avançons.

Lorsque la Cour de Serk estime que la connaissance d'un délit quelconque entre dans ses attributions, elle n'est pas tenue ou d'acquitter ou de prononcer l'une des deux peines visées par les ordonnances précitées. Elle peut exiger de l'inculpé une promesse ou un serment de se bien conduire à l'avenir. Cet engagement est au gré de la Cour, accompagné ou non d'une caution ; tantôt il aggrave en s'y ajoutant, la pénalité, tantôt il la remplace et constitue à lui seul la condamnation. En juin 1905, une demoiselle H... et un sieur H. G..., poursuivis pour injures publiques, sont condamnés à prendre serment qu'ils garderont la paix l'un pendant un an, l'autre pendant six mois, et aux frais (2). En 1903, le Seigneur Collings est l'objet d'une plainte de M. Seichan, qui avait été bousculé par son cheval et frappé d'un coup de bâton, et de Madame Seichan, pour injures et me-

(1) 25 mars 1826 : aff. Y. Vaudin, P. Guille et X...

(2) Juin 1905. Serk IV.

naces (1) ; il doit payer 3 Liv. tournois d'amende et prêter serment de garder la paix un an envers les époux Seichan et tout sujet britannique.

Dans les espèces suivantes nous voyons apparaître les cautions : En 1865 un des vassaux du Seigneur s'est permis de « crier après lui » et de le menacer. La Cour le condamne à 3 L. tournois d'amende et à trouver une caution de 3 £. de sa bonne conduite pendant un an, sinon de subir trois jours de prison (2). En 1827, condamnation de Hotton, pour avoir maltraité sa famille et troublé la paix publique, à trouver une caution de 20 £. de son bon comportement à l'avenir, sinon de vider l'île dans les huit jours. De plus, défense est faite aux cabaretiers de lui donner à boire (3). En 1811, Philippe de Carteret se plaint au connétable qu'un autre de Carteret « l'avait menacé de le tuer dans peu de « jours et l'avait insulté de la manière la plus menaçante » ; saisi par le connétable, le prévenu est produit devant le sénéchal qui « l'oblige à donner caution de 100 £ st. de son bon et paisible comport à l'envers de Philippe » (4).

Sans doute dans un de ces cas, le Sénéchal a prévu l'hypothèse où le condamné ne trouverait pas la caution requise et il a renforcé l'obligation principale et immédiate de la caution, par une condamnation subsidiaire et conditionnelle à trois jours de prison, ce qui ne dépasse pas sa compétence. Mais dans les autres cas qu'arrivera-t-il si, ayant fourni la caution, le délinquant manque à sa promesse de garder la paix ? Ces trois, vingt

(1) 3 et 29 oct. 1903, Serk, f. annexes, n^o 24.

(2) 9 déc. 1865, Serk, f. annexes, n^o 23.

(3) 1827. Livre du Sénéchal.

(4) 12 mars 1811, Livre du Sénéchal.

et même cent £ ne seront-elles pas acquises au Trésor à titre d'amende ? N'est-ce pas là permettre au Sénéchal, indirectement sans doute, d'infliger des amendes infiniment supérieures aux trois modestes L. tournois auxquelles avait réduit sa compétence, la soupçonneuse Cour de Guernesey.

Enfin, il importe de noter la prérogative redoutable que s'arroge le sénéchal en plaçant un des ci-devant prévenus dans l'alternative ou de fournir une caution de 20 £ ou de quitter l'île dans les huit jours. Bien mieux, quelques années plus tard, en 1852, il ne subordonne plus l'exécution de la seconde condamnation à la non exécution de la première ; il ordonne purement et simplement de vider l'île dans huit jours à un habitant accusé « d'avoir entretenu Fanny S.... « sur la voie publique à des choses indécentes et suspectes de moralité...et d'aller troubler certaines « maisons... et d'être en nuisance au public » (1).

De pareils jugements démontrent, de façon indiscutable, la valeur toute relative qu'il faut attacher aux règles de compétence criminelle que nous indiquons. L'interprétation théorique et littérale du texte, séparée de l'examen des faits qui, eux aussi, l'ont commenté à leur manière, aboutirait donc à la plus grosse méprise.

b) *Procédure*

Que le Sénéchal entende jouer le rôle de juge ou d'officier de police judiciaire, dans la plupart des cas il serait saisi de l'affaire suivant les mêmes formes. Soit sur la plainte de la victime, soit d'office, l'inculpé sera produit en justice par le ministère des connétables. S'il re-

(1) 29 juin 1852, Serk, f. annexes. n° 20.

fuse de se présenter, fut-il le Seigneur lui-même (bien qu'on ait hésité à son égard) (1) la Cour ordonne au Prévôt de se saisir du défaillant et de l'amener bon gré, mal gré (2). S'il nie, la Cour peut remettre la cause à une audience ultérieure pour appeler des témoins (3) ou procéder immédiatement à leur audition. S'il avoue, cette audition peut devenir superflue, mais elle reste à la discrétion de la Cour. C'est seulement après ces mesures préliminaires d'instruction, que la Cour rendra sa sentence soit d'acquittement, soit de condamnation, soit de renvoi. Parfois même dans les cas qui la font douter de sa compétence, elle diffèrera de statuer « jusqu'à ce d'avoir l'avis de M. le Procureur de « la Reine à Guernesey » (4).

Si le prévenu est acquitté, elle le renvoie sans peine, ni dépens. Ceux-ci seront supportés par la partie plaignante ou par les connétables. Toutefois, il arrive que la Cour ajoute à sa sentence une admonestation ou une prohibition, étrangère à l'office du juge. En 1897, le Seigneur, poursuivi « pour avoir de propos « délibéré la nuit tirer des coups de fusil proche la mai- « son dit Beauvoir de manière à effrayer les occupants « et voisins », est acquitté, « vu qu'il n'y a pas d'ordon- « nances défendant de tirer dans les routes publiques ». Mais le Sénéchal qui constate ainsi dans l'arrêt même l'absence de disposition législative, s'empresse de réparer de sa propre autorité cette lacune et d'ajouter « La « Cour lui a défendu de ne plus tirer dans les routes « publiques, ni de causer aucun trouble à l'avenir » (5).

(1) 24 juillet 1893, Serk, f. annexes n° 30.

(2) 5 mars 2863, Serk, f. annexes n° 21.

(3) 16 juin 1892, Serk, f. annexes, n° 26 et 29.

(4) 28 août 1857, Serk, f. annexes, n° 27.

(5) 7 juillet 1897, Serk, f. annexes, n° 22.

Au cas de condamnation, le Prévôt est chargé d'incarcérer le prisonnier ou de recouvrir avec les frais les amendes prononcées (1). Si le condamné ne peut acquitter cette amende, il ne doit pas être mis en prison, mais « il doit être reçu à serment qu'il payera aussitôt qu'il sera à son pouvoir » (2).

Au cas de renvoi devant la Cour de Guernesey, le Sénéchal place l'inculpé sous la garde ou entre les mains de M. le Prevost de la Reine en l'île de Serk, pour être produit par les soins de ce dernier et « à la première occasion » devant la juridiction compétente. En attendant « cette occasion », l'accusé, objet de cette mesure de surveillance, sera, suivant sa qualité et réputation, constitué « prisonnier dans la prison publique jusqu'à son départ de l'île » (3) ou laissé en liberté à charge de promettre ou de donner caution « de se présenter toutes fois qu'il en sera requis » (4). Le Seigneur, par traitement de faveur, ne s'est pas vu soumis à cette dernière formalité (5).

Si l'inculpé est absent, le Sénéchal, saisi d'une plainte pour un fait grave, ne se déclarera pas aussitôt incompetent. Il décernera contre lui un décret de prise de corps dont l'exécution est confiée à la diligence non seulement de tous officiers publics, mais encore de chacun des habitants de l'île. Il y joint une défense générale « à tout maître de bateau, barque ou navire de le transporter hors de l'île, s'il y trouvait encore, et à toute personne quelconque de le loger, cacher ou re-

(1) Second report n° 5088 et 5099, f. annexes n° 22.

(2) Manuscrit le Masurier.

(3) 28 mars 1850, Serk, f. annexes n° 25.

(4) 5 mars 1863, 11 oct. 1904, Serk, f. annexes n° 21.

(5) juin 1892 ; juillet 1893 ; juillet 1894, Serk annexes n° 26, 30, 31.

« celer ». C'est seulement au jour où le coutumace sera arrêté et produit devant lui, que le Sénéchal se prononcera sur son renvoi (1).

Il est à remarquer que dans toutes ces espèces, la Cour de Serk est saisie à titre de juridiction véritable, qu'elle procède à l'audition des témoins, interroge le prévenu et entend les officiers du Roi dans leurs conclusions, qu'enfin elle prononce un jugement qui pourrait être un acquittement (2).

Ainsi, le Sénéchal même agissant comme officier de police, a les pouvoirs d'un juge. Il en a même de plus étendus que ceux dont il dispose normalement à ce dernier titre. En effet, par suite de cette enquête préliminaire à laquelle il procède toujours et de ces avis officieux qu'il sollicite parfois auprès des autorités voisines, la détention préventive de l'accusé peut se prolonger. De plus, les communications entre les deux îles se trouvent à la merci d'un brouillard ou d'une bourrasque. Si donc « la première occasion » qui, d'après l'ordonnance de la Cour, permettra de se débarrasser du prisonnier en l'envoyant à Guernesey, tarde quelque peu à se présenter, le prévenu subira en fait plus des trois jours de geôle, stipulés comme maximum pour un condamné définitif. Cette hypothèse, rare aujourd'hui avec le télégraphe et la navigation à vapeur, mais non chimérique, devait être fréquente autrefois. Aussi comprend-on la prudente formule de la Cour Royale, ne spécifiant un terme précis que pour l'emprisonnement « par voie de punition »

(1) Second report n° 5102, f. annexes.

(2) Second report n° 5202 ; Serk, annes 25 et 26.

Signalons toutefois, qu'il est des cas, exceptionnels du reste, où le Sénéchal voit ses attributions bornées à celles d'un modeste agent de police administrative, sans initiative, ni contrôle. Ainsi en 1800, lorsqu'il enregistre un décret de prise de corps décerné le 16 août par la Cour de Guernesey contre Thomas de Carteret évadé du Château Cornet et soupçonné d'espionnage (1).

Enfin une dernière prérogative lui est reconnue. Lorsqu'on découvre un cadavre sur le territoire de l'île, lui seul est chargé de procéder à l'enquête, d'entendre les témoins et de rendre un verdict de mort accidentelle, même au cas de suicide. La procédure comme le jugement est laissée, en cette matière, à sa libre appréciation et à son entière discrétion (2).

Un peu de statistique nous édifiera sur l'importance de la juridiction pénale du Sénéchal, d'après le temps que lui prennent ses audiences, et le nombre de causes dont il est saisi.

	Jours d'audiences	Causes
1902	8	10
1903	16	28
1904	11	19
1905	15	18
1906	7	7
1907	19	23

D'ailleurs ces audiences peu nombreuses se répartissent très irrégulièrement et nous constatons par les registres qu'il n'a pas eu à siéger du 6 oct. 1902 au 15 février 1903 ; du 29 juillet au 3 octobre 1903 ; du 19

(1) 28 août 1800, Serk III, p. 56.

(2) juillet 1855 ; août 1877 ; Serk, f. annexes n° 10.

janvier au 26 mars 1904 ; du 11 octobre au 5 décembre 1904 ; du 19 décembre 1904 au 6 mars 1905, du 15 mars au 5 mai 1905, etc...

La criminalité de ses justiciables lui laisse donc des loisirs ; mais ce sont des vacances forcées sans aucune régularité de durée, ni fixité de période.

C. Attributions d'ordre législatif

Le Sénéchal constitue, nous venons de le voir, l'unique autorité judiciaire de l'île de Serk. Mais son rôle ne se borne pas là et les fonctions législatives comme administratives ne lui restent pas étrangères.

1). Rôle dans les chefs Plaids d'après les textes

En principe, les Chefs Plaids possèdent la prérogative exclusive de voter les lois, de décider les mesures financières et de nommer certains fonctionnaires. Non seulement le Sénéchal prend sa part de ces attributions par une collaboration officielle et active, mais encore se les arroe parfois entièrement, en substituant sa propre volonté à celle de l'assemblée.

La collaboration est, disons-nous d'abord, officielle et active. C'est au Sénéchal qu'il appartient de convoquer les Chefs Plaids soit en sessions ordinaires soit en sessions extraordinaires. De droit, il en fait partie (1), qu'il soit ou non tenant ; mais dans ce dernier cas il n'aurait pas voix délibérative (2). Aussi, à raison des difficultés pratiques que cette hypothèse soulèverait, le Seigneur, en fait, n'a jamais choisi, que je sache, pour cet emploi, un étranger ne possédant pas de tenure. Bien

(1) Second report n° 5089, f. annexes.

(2) Second report n° 5089, f. annexes.

mieux, ces assemblées ne peuvent se tenir hors de sa présence ou de celle de son député (1). Enfin, c'est lui et non pas le Seigneur qui les préside (2). Il ne s'agit pas là de vaines formalités édictées « *honoris causa* », car elles sont prescrites à peine de nullité, et, pour en assurer la stricte observance, tous les actes votés aux Chefs Plaids et enregistrés au greffe, doivent mentionner dans leurs intitulés que la séance s'est tenue « par devant le Sénéchal ou son député » (3).

La nécessité de la présence du Sénéchal n'a jamais été sérieusement contestée, même par le Seigneur.

Nous voyons au contraire celui-ci l'affirmer très énergiquement en 1803 dans sa réplique à la requête de W. et P. le Masurier. Pour soutenir leur thèse de l'inutilité du consentement du Seigneur vis à vis des décisions prises par la majorité des tenants, les demandeurs prétendaient tirer argument des registres du greffe qui mentionnaient bon nombre de délibérations anciennes et inattaquées, sans indiquer une approbation quelconque du Lord. Ce dernier leur répondait : « les intitulés « produits par l'adversaire ne prouvent qu'une chose, la « négligence du greffier ; sinon il faudrait convenir que « les Chefs Plaids de Serk se sont tenus valablement « sans les habitants *et même sans le Sénéchal*, certains « intitulés les ayant aussi oubliés » (4).

Si plus tard en 1827, le Seigneur semble méconnaître ce qu'il a proclamé autrefois, c'est que la question de la présidence est en jeu et qu'il lui paraît humiliant de laisser la première place à un vassal qu'il a nommé.

(1) Second report n° 5734, n° 2.

(2) Second report, n° 5734, § 3 et 5089.

(3) Second report, n° 5734, § 8 in fine.

(4) Serk, V, p. 70 à 71.

Aussi s'explique-t-on l'intervention de la Cour de Guernesey qui, par son ordonnance du 5 mai 1827, départagea les parties et confirma au Sénéchal ses prérogatives anciennes vis-à-vis des Chefs Plaids (1). Le litige était dès lors définitivement tranché, et devant les commissaires de 1846, M. le Pelley ne fit aucune difficulté pour affirmer le droit de présidence de son subordonné (2).

Mais cette même ordonnance de 1827, qui paraissait donner au Sénéchal pleine satisfaction, portait néanmoins le coup de grâce aux prétentions théoriques qu'il avait forgées, pour accaparer à son profit portion de l'autorité législative.

Alors que l'ordre en conseil de 1583 avait confié provisoirement au Seigneur et aux habitants de Serk le soin de prendre les mesures nécessaires à la police et à l'administration intérieur de leur île (3), la Cour Royale avait modifié ces dispositions dans le règlement postérieur plus détaillé. Les cinq jurés devaient se réunir trois fois l'an en Chefs Plaids et adopter « avec le consentement du Seigneur et de la généralité des habitants, telles ordonnances qu'ils jugeront expédientes » (4). Le Sénéchal, héritier direct de ces jurés, en avait conclu que les lois serquaises, pour être exécutoires, avaient à recevoir une triple approbation, émanant d'autorités indépendantes les unes des autres : le lord, la majorité des tenants et lui-même. C'est ainsi qu'en 1804, il avait répondu aux novateurs invoquant la seule autorité du système majoritaire, qu'il fallait y

(1) Second report n° 5734.

(2) Second report n° 5089 infine.

(3) Second report n° 5729 § 16.

(4) Second report n° 5730.

ajouter « la participation du Seigneur et l'approbation de justice » (1). En 1827, il reprend la même idée en prétendant s'opposer à l'enregistrement des ordonnances votées par les Chefs Plaids et approuvées par le Seigneur (2). Cette thèse fut rejetée. Sans doute, le Sénéchal est membre des Chefs Plaids à un autre titre que celui de tenant. C'est parce qu'il a succédé aux anciens jurés et qu'il constitue à lui seul la Cour de Serk que sa présence a été jugée indispensable et que la fonction de président lui incombe. Mais là s'arrêtent ses privilèges. Que la mesure proposée lui plaise ou non, il ne peut en étouffer la discussion, mais doit la mettre aux voix. Si elle recueille la majorité des suffrages et n'est pas désapprouvée formellement par le Seigneur, il doit s'incliner et l'enregistrer sur le livre des records (3).

Telles sont d'après les textes les conditions théoriques de sa collaboration. Mais les nécessités pratiques de la vie politique les interprètent de la façon la plus large au point de les méconnaître parfois totalement.

2). *Rôle dans les chefs Plaids d'après les faits*

Déjà son rôle indiscuté de président inamovible, en le dispensant des complaisances propres à tout élu temporaire, lui assure une influence prépondérante et, avec un peu d'habileté, il lui est facile de conduire les discussions comme il lui plaît et d'écarter les débats embarrassants, sans s'exposer au contrôle de la Cour de Guernesey que des mécontents saisiraient d'une plainte en excès de pouvoir. De plus, sa connaissance, si modeste soit-

(1) Serk, 28 mai 1802, V, p. 80 à 85.

(2) Serk, 24 mars 1828. f. annexes. n° 3.

(3) Second report n° 5734.

elle, du droit et surtout du langage juridique fait de lui l'homme indispensable auquel il faut recourir pour mettre sur pied un projet de loi quelque peu important. Ajoutons qu'il est le seul normalement à recevoir les ordonnances de Guernesey et les Ordres en conseil qui doivent, pour avoir une valeur légale à Serk, être enregistrés au greffe après avis conforme des Chefs Plaids. Cet avis dépendra beaucoup des observations dont le Sénéchal accompagnera la présentation, obligatoire en principe, de ces actes.

Enfin et surtout, depuis le début du siècle dernier, le Sénéchal, comme nous le verrons, a toujours fait partie des différents comités dont la complication de la vie économique a nécessité la création. Son titre d'intellectuel tend à lui donner là pareillement la première place, et à le désigner comme le porte-parole habituel. Les Chefs Plaids l'écoutent d'autant plus volontiers que depuis de longues années ils se reposent sur lui du soin d'administrer la fortune de l'île, de percevoir les impôts indirects et d'équilibrer le budget.

Il suffit d'ailleurs d'assister à une de leurs réunions pour se rendre compte que l'approbation du Sénéchal à une mesure proposée est le plus sûr garant de son succès. Les mœurs ont consacré ce que les textes voulaient abolir.

Parfois il arrive que le Sénéchal présumant cette influence ou pressé par les événements, juge inutile de convoquer les Chefs Plaids et s'arroge leurs fonctions d'administrateurs, et même de législateurs. Nous l'avons vu en 1897 constater dans un jugement l'absence de dispositions légales interdisant les coups de feu sur la voie publique et y suppléer de lui-même pour l'avenir

à l'égard de l'inculpé (1). En 1835, il avait été décidé que les collecteurs des puvres ne pourraient prendre à la charge de l'île aucun indigent sans avoir préalablement consulté le Seigneur et les habitants (2). En 1859, une assemblée extraordinaire est annoncée conformément à cette mesure, pour « prendre en considération « l'état de P. le Feuvre » ; personne ne s'y trouve, et le Sénéchal fait enregistrer sur les records une ordonnance stipulant que « les collecteurs devront agir à leur « discrétion » (2).

En 1901, la Cour de concert avec le Seigneur ordonne qu'à l'occasion des funérailles de la reine Victoria « tous lieux d'amusement, boutiques et auberges seront clos pendant la journée des obsèques ». Notons au passage l'intervention du Seigneur à cette mesure d'exception, à raison des pouvoirs étendus dont dispose ce dernier à l'égard des cabaretiers (3). Quant aux ordonnances transmises par la Cour de Guernesey, il est rare que le Sénéchal se conforme à la règle que nous signalions et les soumette aux **Chefs Plaid**s. Il prend sur lui de les faire enregistrer aussitôt, spécialement celles si nombreuses de 1793 à 1830 sur les jours de jeûne et d'actions de grâce, sur la quarantaine ou sur la fraude. Nous le voyons même, au moment de l'épidémie de choléra constituer de sa propre autorité un comité composé des connétables, des collecteurs et d'un habitant choisi par lui. Ce comité devait veiller à ce que « les « eaux croupissantes, les amas de fumier et autres saletés soient retirées et éloignées des demeures et che-

(1) Serk, f. annexes, n° 22.

(2) Sept. 1835. Serk. V, p. 250 ; 10 janv. 1859. VI, p. 51.

(3) 31 janv. 1901. Serk, f. annexes n° 9.

« mins publics ». Ce comité, pour remplir sa mission, pouvait pénétrer partout et faire traduire devant la Cour ceux qui désobéiraient à ses injonctions (1). Ce choix de commissaires spéciaux et cette investiture de pouvoirs si étendus et si arbitraires dépassaient de beaucoup la compétence du Sénéchal. Seule, la panique ambiante peut expliquer le silence approbateur gardé par les Chefs Plaids. Car, ceux-ci de tous temps se sont montrés soucieux de maintenir intact leur droit exclusif de nomination aux emplois échappant à celui du Seigneur.

En 1811, un cabaretier Philippe Hamon est élu con-
nétable ; le Sénéchal considérant que cette profession était incompatible avec cette charge, se refusa à le ser-
menter. Aussitôt, les habitants de se réunir, de sommer leur magistrat de s'incliner et de nommer un procureur pour le contraindre par voie de justice au respect de leur volonté. Le procès annoncé avec tant de fracas n'eut pas lieu. Le Sénéchal, touché soit par la crainte des frais à exposer, soit par une plus saine appréciation de la dignité professionnelle d'un cabaretier, consentit quelques mois plus tard à recevoir son serment. La capitulation était complète (2).

Tout récemment, le fameux projet de loi sur les accidents du travail a fourni une nouvelle occasion aux Chefs Plaids d'affirmer sur ce point leurs prérogatives. Ce projet, nous l'avons vu, avait eu le tort de parler des assesseurs imaginaires du Sénéchal, et celui non moins grand de confier à la Cour de Serk ainsi composée, le soin de choisir un médecin comme arbitre. Ce second grief fut relevé aussi nettement que le premier dans la

(1) 13 sept. 1849, Serk, f. annexes, n° 8.

(2) 15 février 1812, Serk, f. annexes, n° 6.

pétition rédigée en mars 1907 : « ni les Chefs Plaids, « ni les Etats de Guernesey n'ont le droit d'autoriser la « Cour de Serk à faire des appointements non plus que « de créer ou de faire des charges sur cette île » (1).

Les Chefs Plaids entendent donc résister, en dépit du crédit qu'ils lui accordent, aux empiètements du Sénéchal. Mais ils ne se bornent pas à la défensive, et il est intéressant de noter à leur actif certaines incursions sur le domaine judiciaire.

C'est ainsi qu'en 1892 pour découvrir les auteurs des scènes d'incendie et de brigandage qui révolutionnèrent la paisible petite île, ils assument le rôle d'officier de police et prescrivent une enquête, à laquelle assisteront pour plus d'efficacité un policeman et deux avocats de Guernesey (2). En 1854, ils prononcent un véritable jugement en condamnant directement à l'amende prévue par la loi, les infracteurs du repos dominical. Dans l'espèce, il s'agissait d'un réel débat contentieux, accompagné de plaidoiries, un des tenants jouant le rôle d'accusateur public, dénonçant ses compatriotes surpris à rentrer leurs récoltes un dimanche, et invoquant contre eux l'autorité des vieilles ordonnances et de la parole divine, tandis que les coupables plaidaient les circonstances atténuantes, et même le cas de force majeure, à raison du mauvais temps qui avait précédé ce malheureux dimanche (3).

(1) 6 mars 1907, Serk, VI, p. 295.

(2) 2 juin 1892, Serk, VI, p. 207.

(3) 18 janvier 1854, annexes n° 7.

D. Attributions administratives

Magistrat et officier de police judiciaire, président influent et membre indispensable des Chefs Plaids, le Sénéchal de Serk possède encore des attributions d'ordre administratif qui tendent à s'accroître et contribuent à lui donner la direction des affaires de l'île.

En 1814, le principe d'une taxe annuelle sur les cabaretiers est voté ; mais son montant est laissé à l'appréciation du Sénéchal, des officiers de justice et des connétables (1). Toutefois, après en avoir fixé originairement le taux, il ne paraît pas que ces mandataires se soient crus autorisés à l'élever dans la suite, et c'est par ordonnance des Chefs-Plaids qu'à deux reprises en 1869 et en 1904, cet impôt a été augmenté (2). Mais à l'égard de la même catégorie de contribuables, une autre attribution, déjà vieille de deux siècles, continue à appartenir, par délégation du Seigneur, au Sénéchal de concert avec les officiers de justice ; toute liqueur importée dans l'île et destinée à la vente doit être goûtée et son prix fixé par ces personnages (3). Si les détaillants ne sont pas satisfaits de cette évaluation, ils en appellent non pas aux Chefs Plaids de Serk, dont a priori la compétence paraît naturelle, mais à la Cour Royale de Guernesey (4). Limitée seulement par ce contrôle lointain et par l'obligation équitable de n'établir qu'un prix pour tous les cabaretiers, cette prérogative est des plus graves, alors surtout que les hôtels et auberges se sont

(1) 5 oct. 1814, Serk, V, p. 124.

(2) 3 oct. 1869, Serk, VI, p. 104 ; 5 oct. 1904, VI, p. 258.

(3) 7 oct. 1696, renouvelée, 12 oct. 1785, Serk, V, p. 17.

(4) Guernesey, 21 déc. 1816, f. annexes, n° 4.

multipliées, que les liqueurs se sont diversifiées à l'infini et que le péril de l'alcoolisme est à l'ordre du jour. Il est facile ainsi d'empêcher la consommation de tel produit plus ou moins nocif au profit d'une autre marque.

Depuis 1585 (1), d'autre part, il est défendu de réparer les levées et fossés joignant les chemins royaux, sans l'avis du Seigneur et de Justice. Il en est de même depuis 1809 pour l'érection et la démolition de tout bâtiment aboutissant aux rues et chemins publics (2). Aussi toutes les opérations de bornement exigent-elles le consentement du Seigneur et le déplacement du Sénéchal et des Connétables (3). Le Sénéchal coopère donc avec ces derniers dans leur mission spéciale de surveillance des routes.

Le désir d'assurer efficacement l'instruction primaire obligatoire tant des filles que des garçons et de créer un petit port suscitant un transit régulier ont obligé, dans le cours du XIX^e siècle, les Chefs Plaids à constituer des comités permanents d'éducation et du Havre (4). Ce dernier, notamment, a reçu des pouvoirs très étendus relatifs à l'élaboration de plans, à la direction des travaux de construction, de réparation ou d'amélioration et à l'affectation des ressources votées dans ce but. Toujours le Sénéchal a été choisi pour faire partie de ces petits ministères collectifs.

Mais c'est surtout en matière financière, que son rôle défie toute concurrence.

Membre de la douzaine, il est mieux placé que quiconque, grâce à l'enregistrement par ses soins de tous

(1) 10 janv. 1749 (ord. de 1585), Serk, I.

(2) 4 oct. 1809, Serk, V, p. 99.

(3) 24 oct. 1860, Serk, f. annexes, n° 11.

(4) 3 oct. 1827, Serk, V.

les contrats importants, pour connaître les ressources financières des habitants et débattre leur taxation. D'autre part, les Chefs Plaids lui ont abandonné en quelque sorte la gestion de la fortune de l'île. Il place les capitaux dans une banque privée de Guernesey et les retire, sauf à rendre ses comptes en fin d'année. Les impôts indirects, qui sont la ressource la plus considérable, et qui consistent en droits de douane sur les liqueurs, le tabac, le charbon, sont touchés par lui à la recette de Guernesey, suivant un barème ingénieux que les négociations patientes de ses prédécesseurs et de lui-même, ont réussi à faire admettre par les autorités voisines (1). Il est chargé de plus de la perception des droits payés par les steamers et des licences des bateaux. Sa tâche sur ce point lui est d'autant plus facilitée qu'il est actuellement l'agent commercial à Serk de la Compagnie qui assure un service régulier avec St-Pierre-St-Port, et à ce double titre, il délivre les certificats d'exportation qui permettent aux marchandises du cru de Serk d'entrer presque en franchise à Guernesey. Sur ces dernières recettes, il lui est alloué par l'île 5 % (2). La plus grosse partie des deniers publics passent donc entre ses mains, et tous les ans, il expose aux Chefs Plaids le résumé de sa politique financière, les recettes et les dépenses de l'exercice, le reliquat ou le déficit, la nécessité des emprunts, d'un relèvement ou d'un abaissement des impôts, de nouveaux travaux d'intérêt commun (3). Il est tout à la fois receveur, trésorier payeur et ministre des finances de son île.

(1) 1 octobre 1856, Serk ; 30 sept. 1863.

(2) 2 oct. 1872. Serkk, VI, p. 119.

(3) 17 oct. 1833, Serk, V.

CHAPITRE IV

Officiers de justice

Dans l'ombre du Sénéchal gravitent des auxiliaires officiels, véritables « Maîtres Jacques » appelés à remplir leur rôle aussi bien dans le domaine judiciaire que dans le domaine exécutif ou législatif.

1) *Greffier et Prévôt* — A) *Ressemblances*

Lorsque les Serquais du XVI^e siècle furent atteints de ce beau zèle d'organisation, qui aboutit à l'élection de deux douzaines de dignitaires et suppléants, il ne fut pas question d'un greffier. Quant au prévôt, le seigneur et manants de l'île jugèrent bon de partager ses attributions entre trois personnages distincts : un procureur de S. M. et du Lord, un sergent de l'épée et un sergent ordinaire (1). L'ordre en conseil de 1583 (2), corrigea ce luxe de fonctionnaires et répara cette omission en prescrivant la nomination « par la même autorité qu'en Alderney » d'un Clerck de la Cour et d'un Prévôt unique. Aussi, lorsque les notabilités guernesiaises se déplacèrent quelques années plus tard pour donner l'investiture sur place au bailli et aux quatre jurés de la nouvelle juridiction, elles en profitèrent pour installer en même temps dans les fonctions de Clerck et de Prévôt, deux habitants de Serk choisis par leurs compatriotes avec le consentement du gouverneur général des îles, lequel, en la circonstance, se substitua au lord de Serk (3). Ce dernier devait plus tard, à l'occa-

(1) 27 oct. 1589, f. annexes, n° 2.

(2) Second report n° 5729 § 4 et 5 f. annexes.

(3) Second report n° 5730.

sion de la révolution religieuse, regagner le terrain perdu. De même qu'il obtenait alors licence de remplacer les jurés par un Sénéchal à son choix, il se voyait conférer une prérogative identique pour les autres officiers de justice (1). Désormais (1675), greffier et prévôt sont nommés, sans consultation préalable, ni ratification des habitants, par le Seigneur, qui pourrait mêmes les choisir en dehors de l'île (2), bien qu'en fait il s'en garde bien. Une fois sermentés obligatoirement par le Sénéchal de Serk (3), ils sont inamovibles. Le Seigneur qui les a nommés ne peut ni les révoquer, ni refuser d'accepter leur démission (4).

Tous deux font partie des Chefs Plaids mais n'ont voix délibérative que s'ils sont tenants (5) ; Tous deux jouent un rôle dans l'administration de la justice, mais ils ne peuvent s'intituler les assesseurs du Sénéchal qui à lui seul compose la cour. Enfin, dernier trait commun : aucun des deux ne touche de traitement fixe ; mais leurs fonctions ne sont pas absolument gratuites et ils sont rémunérés dans une certaine mesure par les bénéfices qu'ils en retirent. Jusqu'en 1850, ils se partageaient les amendes des absents aux Chefs Plaids, et d'autre part, le greffier prend un tiers des menues amendes judiciaires (5 sols et au dessous), ainsi que des « deffauts », auxquels le Sénéchal condamne les délinquants, le Prévôt prélève également sa part et même

(1) Second report n° 4856, 4861 et 4863.

(2) — — n° 4856. L'ordre en conseil décide formellement que ces deux fonctionnaires seraient toujours pris parmi les habitants de l'île, tandis que l'ordre postérieur de 1675 n'impose au choix du Seigneur d'autres limites que les règles établies par l'usage dans sa Seigneurie de Saint-Ouen.

(3) Second report n° 5088.

Le serment du greffier est le suivant « Par la foi et le serment

(4) Second report 4865 ; 5088.

(5) — — 5089.

s'adjuge intégralement le produit des amendes pour Sa Majesté (1). Ce dernier privilège, il essaya sans succès de le négocier auprès du Receveur Général de la Reine à Guernesey et d'obtenir en échange des appointements réguliers (1). Leur dernière source de profits consiste dans les honoraires tarifés qu'ils reçoivent, l'un pour les extraits qu'il délivre, l'autre pour les arrêts ou les ajours qu'il signifie (2).

B) *Différences*

Mais là s'arrêtent les ressemblances, et leurs attributions n'ont guère de points de contact, bien qu'elles soient parfois confondues entre les mains du même titulaire (2).

I) *Attributions du greffier*

Le greffier est chargé d'inscrire sur les registres peu nombreux dont il a la garde, tous les actes intéressant la vie publique de son île. Il garde « fidelle et loyal record de toutes causes qui seront passées par devant « justice » (3) et cela tant au criminel qu'au civil. Sous la surveillance du Sénéchal, il transcrit les ordonnances de la Cour de Guernesey et enregistre les contrats auxquels les parties veulent donner l'authenticité. En principe, il rédige avec le Sénéchal et le Seigneur les actes votés par les Chefs Plaids (4). Si le vote a été irrégulier, personne, pas même le Seigneur, ne peut le contraindre à écrire sur ses registres le résultat de cette

que vous devez à Dieu. Vous promettez et jurez que vous vous acquitterez bien et fidèlement de la charge de greffier en cette île et que vous ferez diligemment tous les devoirs comme à tel charge appartient. Ainsi Dieu vous soit en aide.

(1) Second report n° 5099 et 5730.

(2) — — n° 5099.

(3) — — n° 5091 et 5730.

(4) Second report 5734 § 5.

délibération illégale (1). Si le vote au contraire a été régulier, seul le Seigneur par l'exercice de son droit de veto, peut s'opposer à la transcription de l'ordonnance ainsi désapprouvée. Il y a quelques années, en 1906, on avait voulu ajouter à ses attributions celles d'un véritable officier d'état-civil, en retirant presque totalement au pasteur son monopole antérieur. Le greffier devenu registraire, aurait eu à tenir trois livres séparés. Les naissances et les décès devaient lui être déclarés, les premières dans les trente jours, les secondes dans la huitaine. Passé ce délai, les déclarations devaient être faites sous serment devant la Cour de Serk. Un jugement de la même juridiction aurait même été nécessaire s'il s'était écoulé plus de six mois depuis la naissance. Quant aux mariages, le registraire civil n'en aurait eu connaissance qu'indirectement par un relevé mensuel envoyé par le vicaire. Mais on avait pris soin de stipuler pour les deux autorités rivales un droit réciproque de contrôle et d'inspection de leurs livres respectifs (2).

Cette longue ordonnance tendant à laïciser l'état civil de Serk n'est pas encore appliquée, les autorités métropolitaines ne l'ayant pas sanctionnée. Ce clerc de la Cour aurait-il du reste été à la hauteur de sa tâche, lui qui, en réalité, loin d'être un bureaucrate de profession, continue à cultiver ses champs, lui dont la science si elle dépasse celle de l'écriture, n'atteint pas toujours celle de l'orthographe, lui surtout dont les archives se réduisent à six registres précieusement enfermés dans son armoire à linge ou son buffet à provisions ? Il est permis d'être sceptique lorsque l'on considère le soin avec lequel certains des prédécesseurs du titulaire actuel se sont acquittés de leur mission.

(1) 24 mars 1827 f. annexes, n° 3.

(2) 17 janvier 1906, Serk, VI, p. 275 à 289.

2) *Attributions du Prévôt*

Quant au prévôt, ses attributions, si elles ne l'astreignent guère davantage, n'ont rien de l'unité de celles du greffier. Il représente d'abord Sa Majesté devant la Cour de Serk et plaide ses causes à titre de procureur (1) ; il fait « arrêt sur le corps et sur les biens » meubles et immeubles des débiteurs à titre de prévôt (1) et nous savons que son initiative sur ce point est subordonnée, hors les cas exceptionnels, à l'autorisation du Sénéchal ou du député Sénéchal. Il a de plus la compétence d'un sergent en toute matière d'ajournement (1).

Son rôle en matière pénale est tout aussi important. Sans doute, il ne produit devant la Cour de Serk les inculpés qu'à titre extraordinaire, si le connétable ou le vingenier se refusent à remplir cette mission et si le Sénéchal le lui enjoint (2). Une fois les prévenus à la barre, il peut requérir contre eux et les procès verbaux d'audience mentionnent toujours qu'avant la sentence on a ouï ses conclusions. La sentence prononcée, c'est lui et lui seul qui est chargé de l'exécuter. S'agit-il d'amende, c'est lui qui doit la recouvrer. Il est facile de présumer son zèle puisqu'il garde pour lui partie et quelquefois la totalité du produit de ces condamnations (3).

S'agit-il de prison, le prévôt veille à l'incarcération des condamnés dans la petite prison de l'île dont il est le geôlier. Lui-même les y conduira, enfermera et veillera ; car il constitue à lui seul toute l'administration pénitentiaire de Serk, bien que régulièrement, en vertu

(1) Second report n° 5088, 5729, 5730 f. annexes.

(2) 5 mars 1863 f. annexes, n° 21.

(3) f. Second report 5730.

de l'ordonnance de novembre 1597 (1), un fonctionnaire spécial aurait dû être nommé par le Seigneur et assimilé, au moins pour partie quant au titre et aux émoluments, au « Portier » de l'Isle de Guernesey. Ce « Portier » de la geôle de Serk n'a jamais été installé et si le Prévôt, son suppléant provisoire depuis quatre siècles, doit nourrir à ses frais les individus incarcérés, quitte à leur réclamer le remboursement de ses avances à leur sortie de prison, il semble bien que son poste est plus honorifique que lucratif et qu'il regrette amèrement l'absence d'un traitement moins aléatoire (2). Aussi conçoit-on que dans ses conclusions d'audience, il conseille plutôt le remplacement des peines privatives de liberté par des peines pécuniaires ou tout au moins une grande modération dans l'application des premières. D'autre part, l'obligation de procurer à crédit le boire et le manger aux malheureux enfermés malgré ses sages avis, ne l'incite pas à se rendre complice de détentions arbitraires ou trop prolongées. Ainsi se trouve indirectement garantie la liberté individuelle des Serquais autant, sinon mieux, que ne le feraient les prescriptions légales adressées à un gardien chef.

S'agit-il enfin de conduire à Guernesey les inculpés à l'égard desquels la Cour de Serk s'est déclarée incompétente, c'est encore entre les mains du Prévôt qu'ils sont placés, fussent-ils le Seigneur lui-même (3). Selon la décision du Sénéchal, il les incarcère ou se contente de les surveiller jusqu'à ce que, l'occasion se présentant, il puisse les emmener dans l'île voisine et les présenter au Baillif ou à son lieutenant, qui lui en donneront dé-

(1) Guernesey nov. 1597 Second report n° 5731 f. annexes..

(2) Second report n° 5099 f. annexes.

(3) Second report n° 5730 ; 5835 ; 5702 ; — Serk, f. annexes, n° 25, 30, 31.

charge. « De mesme diligence », il doit s'en retourner en son île « sans que pour aulcune sienne affaire parti-
« culière, il puisse se retarder en cette île de Guerne-
« sey... et pour faire lequel sien retour, le dit Prévôt
« ne pourra freter exprès aulcuñ bateau que par le dit
« seigneur baillif ou son lieutenant ne lui soit permis ». Ainsi le prescrit l'ordonnance du 20 avril 1611 (1). Moyennant quoi, « il recevra, pour son salaire et gages,
« dix sous tournois pour chacun jour et chacun des pri-
« sonniers dont sera chargé à compter du jour qu'il
« partira de Serk jusqu'au jour de son retour inclusi-
« vement en la dite île, oultre et par dessus les frais
« du bateau à passer qu'aultres nécessaires » (1). Plus tard, on se montra moins généreux. La gratification quotidienne de dix sous tournois disparut et on lui alloua une somme fixe pour le voyage seul, mais variable suivant qu'il affrétait spécialement une barque ou prenait le bateau, de service entre les deux îles. Le temps perdu dans ces déplacements ne fait l'objet d'aucune indemnité (2) ; et pourtant il ne paraît pas s'en plaindre trop amèrement devant les Commissaires enquêteurs. « Je ne gagne, ni ne perds rien », conclut-il très philosophiquement.

Procureur, huissier et geôlier, le Prévôt ne borne pas là son activité. Nous le voyons de concert avec la Cour et le Connétable procéder à l'inspection et déterminer le prix de vente des liqueurs importées dans l'île (3), ainsi que pendant quelques années, fixer le quantum de la taxe sur les cabaretiers (4). Avec les connétables, il

(1) 20 avril 1611; Guernesey I p. 112.

(2) Second report 5099 f. annexes.

(3) 7 oct. 1696 renouvelée 12 oct. 1785. Serk, V, p. 17.

(4) 5 oct. 1814. Serk, V, p. 124.

est chargé de goûter le cidre indigène mis en vente, pour empêcher de le couper d'eau. Comme rémunération de ce service public, on lui alloue un pot par barrique (1). A raison de ces contacts officiels et répétés avec les boissons spiritueuses, il est sage de conclure par le souhait d'Elie le Masurier, souhait qui est en même temps la constatation d'un usage : « Les Sergents « ne doivent pas être taverniers, mais doivent être « doux, modestes et tempérants » (2).

II) *Connétables*

Le Prévôt n'est pas le seul fonctionnaire chez lequel on désirerait constater ces rares qualités et nous savons que le Sénéchal avait tenté d'établir une incompatibilité entre la profession de cabaretier, généralement exclusive d'une telle perfection et la charge de connétable. Cette prétention d'ailleurs abandonnée, ne doit pas surprendre lorsque sont connus le procédé de nomination et les délicates fonctions de ce dernier officier.

A) *Nomination*

A la différence du Sénéchal et du Prévôt, le connétable n'est pas suppléé par un « député », il est aidé par un vingtenier appelé à le remplacer. Ce vingtenier est nommé pour un an par les Chefs Plaids ; passé ce temps d'apprentissage, il prend la place et le titre du connétable sortant, et cela pour un an également, sans qu'il soit besoin de consacrer cette transformation à son égard par une nouvelle élection (3) ; mais on procédera

(1) 10 oct. 1694, Serk, I, p. 37.

(2) Manuscrit Elie le Masurier.

(3) Second report n° 4860, 4864, 5088, 5089 f. annexes.

aussitôt au choix d'un nouveau vingtenier dans les mêmes conditions. Ainsi sont toujours en charge en même temps un connétable et un vingtenier ; le premier met le second au courant, tout en conservant la préséance sur lui. Grâce à ce système séculaire de roulement, on a pu maintenir le principe de l'élection annuelle sans avoir à craindre l'inexpérience des candidats et l'on a évité à la fois les inconvénients résultant de l'unité de titulaire et la possibilité de conflits entre deux égaux.

En choisissant le vingtenier, les Chefs Plaid choisissent par le fait même le connétable de l'année suivante et ainsi se trouve marquée la distinction essentielle entre cet officier et ceux que nous avons étudié. Ceux-ci sont à vie, mais doivent leur nomination à la libre volonté du Seigneur ; celui là est élu pour deux ans par les quarante tenants de l'île, et seul le Seigneur peut s'opposer à son investiture en exerçant immédiatement son droit de vote (1). Quant au Sénéchal, son rôle se borne à recevoir le serment du nouvel élu (1).

La seule condition d'éligibilité qui limite le choix des Chefs Plaid est la qualité de tenant ou de fils de tenant (2) : ceci constitue encore une différence avec les officiers précédents.

Ce système d'élection est d'autant plus remarquable que les événements religieux du XVII^e n'ont pu réussir à le modifier et qu'il est resté tel que l'ordre en conseil du 24 avril 1583 l'avait imaginé d'après les usages d'Auregny (2). Depuis lors, en souvenir sans doute de l'époque héroïque où leurs ancêtres avaient élu de leur propre initiative, (3) entre autres fonctionnaires, un cen-

(1) Second report n° 5088, 4864.

(2) Second report 5088 et 5729 § 6 f. annexes.

(3) — — 5725 ; Serk 27 oct. 1579 et 31 mai 1582 f. annexes

tenier, un connétable et deux vingteniers, certains ont proposé de nommer un connétable pour trois ans et deux vingteniers pour deux ans (1). Mais le projet fut repoussé et rien n'indique que se prépare un changement quelconque à l'usage consacré par l'expérience de quatre siècles.

B). *Attributions*

Les attributions du connétable et du vingtenier sont identiques ; aussi, dans la plupart des textes, assimile-t-on le second au premier et parle-t-on des connétables sans distinction. Nous nous conformerons à cette terminologie usuelle.

1) *Police judiciaire et administrative*

Un résumé assez fidèle de ces attributions nous est donné par la formule même de leur serment (1).

Le rôle essentiel des connétables est de veiller au bon ordre et d'assurer la sécurité dans l'île. Une infraction est-elle commise, ils doivent aussitôt en rechercher les auteurs, et il a fallu des désordres revêtant le caractère

(1) Serk VI. 1 oct. 1879 p. 151.

(2) Par la foi et le serment que vous devez à Dieu, vous promettez et jurez de bien et fidèlement exercer la charge et office de connétable et de faire cherche générale quatre fois par an et toutes fois et quantes qu'aucun mal aura été commis et que vous aurez avertissement, comme aussi de visiter tous lieux de jeux et de débauches et présenter toutes personnes dissolues en justice pour les faire châtier et comme aussi avoir soïn de voir les chemins en bonne et suffisante réparation, les havres et quais et de faire toute autre chose et dépendance de votre charge selon la coustume de cette île.

Dieu vous fasse la grâce de vous bien et fidèlement acquitter afin que le tout tourne à la gloire de Dieu et à l'avancement de vous-même et au bien de nos prochains. Amen (Serk, p. 1.).

révolutionnaire et une décision spéciale des Chefs Plaid pour qu'un policier de carrière leur fut adjoint provisoirement dans cette besogne. Ils mettent en état d'arrestation les coupables, soupçonnés à la suite de cette enquête préliminaire ou surpris en flagrant délit, et les traduisent aussitôt devant le Sénéchal. Ils pourraient même les enfermer dans la prison, si l'heure tardive empêchait leur comparution immédiate, mais un ordre du Sénéchal serait alors nécessaire pour les couvrir (1). Une fois l'inculpé « produit devant la Cour » par leurs soins (2), ils résument les faits délictueux et les charges qui pèsent sur le prévenu, assurent l'audition des témoins amenés par eux de leur propre initiative ou sur l'ordre du juge, et requièrent de concert avec le Prévôt l'application de la peine. La sentence une fois prononcée, leur rôle est terminé, celui du Prévôt commence.

Ainsi les Connétables agissent soit d'office, soit sur la plainte des victimes. S'ils refusaient de donner suite à une de ces plaintes et de prêter leur ministère, le Sénéchal peut les obliger à comparaître devant lui, à donner les motifs de leur refus et au besoin à remplir les devoirs de leur charge. S'ils s'obstinaient dans une résistance passive, le prévôt, par ordre du Sénéchal, en même temps qu'il les remplacerait provisoirement dans leurs fonctions, assurerait de gré ou de force leur comparution devant la Cour de Serk, puis devant la Cour de Guernesey compétente pour connaître en premier ressort de ce délit qualifié (3).

Nos insulaires se trouvent donc protégés contre le

(1) Second report n° 5088.

(2) f. annexes, n° 24, 25.

(3) 5 mars 1863 f. annexes, n° 21.

mauvais vouloir de leurs officiers de police ; ils pourraient d'ailleurs au surplus se passer de leur ministère et citer directement devant le Sénéchal l'auteur du délit dont ils ont à se plaindre (1). Mais ils n'usent de ce droit de citation directe, qu'exceptionnellement, préférant de beaucoup recourir à la procédure régulière et moins coûteuse de la plainte suivie de l'intervention des connétables.

Le rôle de police de ceux-ci s'étend encore à l'observation des ordonnances d'ordre administratif ou législatif émanant des Chefs-Plaids et parfois du Sénéchal, au cas d'urgence, ou de la Cour de Guernesey elle-même. Il est arrivé en effet à cette dernière d'insérer dans le dernier article d'une ordonnance, la mention suivante dérogeant aux usages et privilèges de Serk : « Sont les « connétables de cette île, les officiers agissant comme « tels en l'île d'Auregny et le connétable et vingtenier « en l'île de Serk, ordonnés de veiller à l'exécution de « cette présente ordonnance » (2). Il s'agissait en l'espèce de réglementer l'exportation des liqueurs de Guernesey.

Enfin, à un dernier point de vue, ayant trait au bon ordre de l'île, les connétables partagent avec le Prévôt le privilège de forcer le domicile d'autrui et de mettre la maison sur sa personne et ses biens. « Pour faire sortir « et vider un locataire et sa famille hors la maison, « et le bétail hors le terrain », il est nécessaire d'avoir recours au ministère des connétables, après en avoir obtenu permission de la Cour (3).

A raison de ces pouvoirs de police, et des difficultés

(1) 9 déc. 1865 f. annexes, n° 23.

(2) 3 nov. 1807 Guernesey T. II...

(3) Manuscrit le Masurier ; Serk 8 avril 1894 f. annexes n° 16.

qu'ils rencontrent pour les exercer auprès de leurs compatriotes, leurs électeurs, les connétables, qui ont par ailleurs droit de séance aux Chefs-Plaids, accaparent avec le Sénéchal, une bonne partie de l'initiative législative. Souvent, on les voit solliciter des mesures de rigueur contre les cabaretiers, les musiciens et les étrangers, qui sont l'occasion de réjouissances intempestives, de tapage nocturne et autres désordres appelés à troubler autant le repos que les bonnes mœurs de nos insulaires. Depuis le XVIII^e où ils commencent à se poser en gardiens de la moralité, les Chefs Plaids leur ont toujours donné raison, les yeux fermés.

2) *Travaux publics — La Corvée.*

La seconde fonction essentielle de nos connétables est de veiller à l'entretien des routes. Les chefs plaids ont pris le soin de rédiger une ordonnance spéciale pour leur rappeler cette obligation (1). Le procédé employé pour y faire face est des plus rudimentaires comme des plus économiques. Tous les ans, les Chefs Plaids décident le nombre de jours de corvée à demander à chaque habitant (en moyenne 2 ou 3) et affectent aux travaux publics une partie des impôts. Ainsi en 1904, ils « appliquèrent » aux routes le produit de la taxe des hôtels et auberges (2). Les membres de la douzaine, sorte de comité exécutif des Chefs-Plaids, règlent alors l'emploi de ces sommes et indiquent aux connétables les travaux à exécuter. Exceptionnellement, partie de cet

(1) 6 août 1679. Les connétables sont enjoins de voir la réparation des chemins principaux où les 40 tenants y sont obligés. Serk, I.

(2) 5 oct. 1904, Serk, VI, p. 258.

argent servira à payer des ouvriers de profession ou à rémunérer un malheureux, sans travail et sans ressource, transformé provisoirement en cantonnier. Mais, pour autoriser cette dérogation à la règle de la Corvée, il faut un acte spécial des Chefs-Plaids (1).

Le plan des travaux, une fois tracé dans ses grandes lignes, les connétables ont toute latitude pour l'exécuter. Ils indiquent à chacun le jour et le lieu où il devra se rendre, surveillent et dirigent l'exécution des travaux. Nos insulaires ne peuvent que s'incliner, et tout refus de leur part les exposerait à s'entendre condamner à l'amende « pour s'être absenté d'un servage public » (2).

Ce système qui assujettit à la corvée tout habitant qui « garde feu » dans l'île, fût-il même étranger; à condition qu'il y ait résidé un an et un jour (3), ne fonctionne pas sans soulever de temps à autre de vives récriminations.

Le principe lui-même de la corvée fut violemment attaqué dans une requête présentée aux Chefs Plaids par un sieur Baker en 1862 et signée de 54 habitants de l'Isle. Il y était dit : « que le servage public ou corvée « est une servitude inconnue de toute autre partie du « bailliage ; — que cette obligation vexatoire et surannée n'est même pas équitablement répartie d'autant que les pauvres sont tenus du même service personnel que les riches tenants dont quelques-uns sont « propriétaires de plusieurs héritages ; — que les exposants sont pauvres et obligés de travailler à la journée et que l'obligation qui pèse sur eux est des plus

(1) 14 avril 1854. Les connétables sont autorisés à donner de l'ouvrage à W. de Carteret à carrier des pierres et à lui accorder des gages à leur discrétion (Serk, VI, p. 34).

(2) Serk VI. 5 oct. 1904, p. 258.

(3) 30 sept. 1840, Serk, V, p. 274.

« injustes et onéreuses ». — Cette pétition concluant à l'abolition générale des servages publics ne fut pas du goût des tenants qui la rejetèrent le 21 janvier 1863 (1).

Cette initiative n'était d'ailleurs pas nouvelle et ne faisait que reproduire d'une façon plus dogmatique une proposition plus habile du début du siècle, d'après laquelle la corvée subsistait, mais ne devait plus atteindre que les propriétaires directement intéressés au bon entretien des routes. « Les chemins royaux et publics de Serk seraient réparés à l'avenir par les propriétaires de terres bordant les dits chemins et chacun serait tenu de raccommoder vis-à-vis de sa tenure ». Par 22 voix contre 11, les Chefs Plaids avaient ratifié cette modification aux usages ; mais le Sénéchal, au nom du Seigneur, opposa le veto. L'affaire fut portée devant la Cour de Guernesey, qui donna raison à ce dernier, par l'ordonnance déjà connue du 28 mai 1805 (2).

Si la corvée déplait à certains, les procédés d'exécution en choquent d'autres. Sans doute, il est loisible à ceux qui ne se sentent pas les aptitudes de terrassier ou qui croiraient déroger en travaillant sur les grandes routes deux ou trois jours par an, de se faire remplacer à condition de fournir et de payer leur remplaçant. Mais que ce soit le corvéable lui-même ou son suppléant, il doit sans protester accomplir la tâche que lui indique le connétable. Cette obligation a donné lieu à maintes querelles entre habitants du Grand Serk et ceux du petit Serk, séparée par la Coupée, chacun désirant s'employer, dans la portion de l'île qu'il habitait. En 1819,

(1) 30 sept. 1862, Serk, VI, p. 65 et 66.

(2) 19 nov. 1803, Serk, V, p. 70 ; cf. ci-dessus.

les premiers autorisent les connétables à « intenter cause » contre les seconds pour « les obliger à assister « à réparer les chemins du roi du Grand Serk » (1). En 1847, les Chefs Plaids rejettent une pétition des habitants du Petit Serk, demandant à être exempts des travaux du Grand Serk et à réparer leurs propres chemins ; en 1887, ils se montrent moins intransigeants et leur accordent deux jours à cette fin (2).

Ni les procès, ni les concessions n'ont eu raison des traditions, et les connétables, comme par le passé, distribuent la besogne à leur entière discrétion. Les principes ci-dessus ne s'appliquent du reste qu'aux chemins royaux de Serk. Habitants et connétables n'ont rien à voir avec les chemins appartenant en propre au Seigneur, qui assure, à ses frais et par ses propres moyens, leur entretien. Seule la Coupée présente un caractère mixte ; sa réfection incombe à une sorte de consortium du Seigneur et des habitants. Lorsqu'aux yeux de l'un ou des autres, sa viabilité laisse à désirer, tantôt le Seigneur, tantôt les habitants assigneront les connétables devant le Sénéchal. Les procès dans ce pays féodal sont la plus sûre garantie contre l'incurie et la négligence administrative (3).

En dehors des routes, les connétables doivent veiller à « la réparation du cimetière aux frais publics » en vue de laquelle ils pourront exempter un homme des servages publics, et à l'entretien des Havres et Ports de l'Île. La corvée, là encore, leur assure des ouvriers, mais en nombre plus restreint. Déjà, en 1788, les Chefs Plaids

(1) 30 sept. 1819, Serk, V, p. 190.

(2) 6 oct. 1847, Serk, VI, p. 9.

(3) 23 mars 1811, Serk, V, p. 103 ; 14 juin 1884.

les avaient autorisés à faire venir un maçon de Guernesey (1) ; cette dérogation aux usages passa dans les mœurs, à mesure que les travaux au Havre du Creux présentaient plus de difficultés. On s'adressa de préférence à des spécialistes que surveillaient et payaient les connétables sur les indications du comité du Havre. Ce comité s'arrogea peu à peu les attributions propres de ceux-ci, dont le rôle dans le port se réduisit à celui d'agent d'exécution et de surveillant et qui parfois se virent préférer des contremaîtres étrangers plus expérimentés. A la différence des routes, l'initiative des connétables ne trouve donc ici à s'exercer et la corvée à s'appliquer qu'au cas de réparations urgentes ou peu importantes.

Ces attributions étendues en matière de voirie expliquent que le connétable et son vingtenier possédant d'accord avec le Seigneur et le Sénéchal le pouvoir de borner les terres et de délivrer l'alignement aux particuliers désireux de construire des bâtiments ou de creuser des fossés en bordure des chemins publics (2).

3) *Finances-Taxe*

La troisième attribution des connétables, et non des moindres, s'exerce en matière financière. Les chefs Plaid votent chaque année la taxe : c'est-à-dire fixent le nombre de pence ou de doubles qui sera demandé par « quartier » ou par « cabots » de froment. (C'est ainsi que s'apprécie la fortune tant mobilière qu'immo-

(1) 13 oct. 1788. V, p. 19.

(2) 4 oct. 2809. Serk, V, p. 99.

bilière des insulaires, le « quartier » valant 20 £ ou 500 francs à Serk et à Jersey ; 25 £ à Guernesey et se divisant en six « cabots »).

Les connétables sont chargés de lever cette taxe, en vertu d'une décision expresse et déjà ancienne des chefs-Plaids (1). Leur premier soin est de dresser la liste des contribuables et d'évaluer en quartiers et en cabots la valeur des propriétés et revenus de chacun. Pour mener à bien cette besogne très délicate, ils s'adjoignent les membres de la douzaine dont fait toujours partie le Sénéchal. Longtemps les usages furent leurs seuls guides ; aujourd'hui des textes précis, regardant Guernesey mais acceptés par Serk comme conformes à ces usages, simplifient leur tâche.

Sont considérés comme contribuables, tous les natifs résidant à Serk, et tous les étrangers ayant résidé dans l'île à quelque titre que ce soit (propriétaire, locataire, pensionnaire d'hôtel ou hôte chez des amis) un an et jour dans l'espace de quinze mois consécutifs. Si ces natifs ou ces étrangers après avoir acquis établissement dans l'île sortent pour résider ailleurs, ils continuent à devoir les taxes qui auraient été votées par les Chefs-Plaids de Serk dans l'an et jour qui suit leur départ. S'ils reviennent à Serk après une absence ~~de~~ plus d'un an et un jour et, si pendant leur absence, ils avaient acquis un établissement légal en Angleterre, ils ne sont à nouveau assujettis à la taxe de Serk qu'au bout de douze mois écoulés pendant lesquels ils ont habité l'île au moins neuf mois. Dans tous les autres

(1) 21 janvier 1789, Serk, V, p. 20 ; 30 sept. 1801, p. 62.

cas cette catégorie spéciale de natifs ou étrangers serait imposable dès leur retour à Serk (1).

Quant aux biens soumis à la taxe, les principes ont été posés de manière très générale par l'ordonnance des Chefs Plaids de Guernesey du 30 avril 1821 : « Les taxes paroissiales se prélèvent sur autant de quartiers de froment que chacun possède ou que valent son capital et son bien effectif de quelque nature que ce soit. On taxe les capitaux et les propriétés effectives bien qu'elles ne produisent pas de revenus ; on ne taxe pas de revenu qui ne soit fondé sur un capital ».

Parmi ces biens ainsi définis, la taxe de Serk se percevra sur tous les héritages situés dans l'île et sur toute la fortune mobilière des contribuables précités en quelque lieu qu'elle soit placée. L'estimation de cette dernière ne va pas sans grande difficulté : la plupart du temps, il faut s'en rapporter aux déclarations de l'intéressé (2).

Les contribuables étant connus et leurs ressources imposables une fois évaluées par la douzaine soit en cabots, soit en quartiers, il est facile pour les connétables de déterminer la taxe globale de chacun. Une simple multiplication leur suffira. Ils en réclament alors verbalement paiement et ne donnent en échange aucun reçu. Cette coutume originale ne fut pas du goût d'un habitant plus défiant qui refusa de payer dans ces conditions et se laissa poursuivre. La cour de Serk, en dépit de l'usage, donna raison au méfiant plaideur, en condamnant le Connétable à lui dé-

(1) Guernesey 4 avril 1899.

(2) Ordre en conseil 13 déc. 1844 (2) Guernesey, p. 103.
Guernesey 4 avril 1899 § 5.

livrer un reçu et à payer les frais (1). Ce dernier en appela à Guernesey, puis abandonna l'instance, les Chefs Plaids de Serk ayant pris soin, trois mois plus tard, de rappeler pour l'avenir leur Sénéchal au respect de la tradition, en décidant « que la levée de la taxe se ferait « selon l'ancienne coutume et que les Connétables ne « seront pas tenus de donner un reçu » (2).

Si le contribuable se plaint d'une surtaxe ou d'une exagération dans l'évaluation de sa fortune, il refusera de payer et se laissera appeler par les connétables devant le Sénéchal. A l'argumentation et aux présomptions de ceux-ci, le défendeur répondra par une simple affirmation sous serment qu'il ne possède pas 75 quartiers, mais bien 53 ou que taxé à 60 quartiers, il ne vaut pas au-delà de 48 (3). Le Sénéchal prendra acte de ce serment, fixera la taxe d'après le revenu, ainsi déclaré par l'intéressé lui-même, débouterà les connétables et les condamnera aux frais. Toute déclaration démontrée mensongère serait punie des peines du parjure. Mais cette sanction éventuelle s'appliquera rarement, tant à raison de la difficulté de prouver le faux serment que de la bonne foi relative des insulaires en ces matières fiscales.

Par contre, les rôles sont intervertis, si le contribuable conteste son inscription même sur la liste et se prétend non assujetti à la taxe. C'est à lui qu'incombe la charge de la preuve : notamment, il lui faudra établir les jours où il aura été absent de l'île, et dont le total

(1) 27 janvier 1880. Serk, IV.

(2) 31 mars 1880, Serk, VI, p. 157.

(3) 18 sept. 1907 ; 8 mars 1866 ; Serk, IV, annexes n° 19.

l'empêche d'être considéré comme ayant acquis établissement à Serk par une résidence d'un an et jour.

A côté de cette mission normale d'estimation des fortunes et de perception de la taxe, les connétables en ont rempli une analogue, mais à titre plus exceptionnel en ce qui concerne les cabaretiers ; ils agissent alors de concert avec le Prévôt. Il nous suffira de renvoyer à notre étude sur cet officier.

4) *Mandataires des Chefs Plaids et de la*

Cour de Guernesey

Officiers de police judiciaire et administrative, inspecteurs des ponts et chaussées, percepteurs, les connétables se voient encore investis sur d'autres terrains de la confiance de leurs Chefs Plaids et parfois même de la Cour Royale de Guernesey. Lorsque celle-ci en 1827 rédigea le règlement qui devait mettre fin aux conflits entre le Seigneur, le Sénéchal, les Chefs Plaids et le Prévôt, elle s'avisa que peut-être les habitants de la petite île auraient quelques observations à présenter et qu'il serait imprudent de charger, suivant l'usage, du soin de les recueillir et de les lui transmettre, le Sénéchal, un des principaux intéressés. Elle rompit donc par exception avec la tradition et confia aux connétables cette délicate mission, qu'ils eurent d'autant moins de mal à remplir qu'aucun protestataire ne se présenta (1).

Mais c'est à titre normal que les Chefs-Plaids ont re-

(1) Second report n° 5734 § 7 ; 9 juin 1827 annexes n° 3.

cours aux bons offices des connétables qui sont leurs élus et figurent parmi leurs membres. C'est à eux qu'ils s'en remettent pour la bonne exécution de leurs ordonnances : ainsi par ex., les connétables doivent être avertis par les importateurs de bétail étranger, veiller à la mise à mort dans les délais légaux des bêtes ainsi débarquées et dénoncer les délinquants (1).

S'agit-il de procès à l'occasion du droit de carrier ou du droit de Vrech à maintenir au profit exclusif de l'île dans les îlots avoisinants (2), s'agit-il de procès contre le seigneur qui veut augmenter des servages (3), contre le Sénéchal qui prétend se refuser à sermenter un fonctionnaire régulièrement élu (4), contre un simple particulier qui s'arroge des droits sur le domaine public (5) ou enfin contre le vicaire qui donne sans droit des ordres à un fossoyeur (6), l'assemblée charge aussitôt le connétable d'intenter à son nom l'action ou d'y défendre. Et ceux-ci ont une telle habitude de se voir confier ce mandat qu'il leur arrive d'intervenir dans des instances sans en référer à leurs mandants et qu'une ordonnance est nécessaire pour leur rappeler la nécessité d'une procuration spéciale à cet effet (7).

Cette confiance se manifeste d'ailleurs également hors des Chefs Plaidis. Lorsque les habitants du Grand Serk veulent plaider contre le Seigneur ou leurs compatriotes

(1) 3 oct. 1877, Serk, VI.

(2) 2 juillet 1777 ; 22 oct. 1777 ; 1 juin 1791, etc... Serk.

(3) 3 mai 1797, Serk.

(4) 15 février 1812, Serk, annexes, n° 6.

(5) Procès de la Tonnelle-Serk, IV.

(6) Procès Daker Serk, IV.

(7) 3 oct. 1832, Serk. V.

du petit Serk pour l'entretien des routes, ils s'adressent aux connétables pour les représenter et leur allouent même une « indemnité de 3 sch. par jour qu'ils emploient à cet effet (1). Cette rémunération, d'ailleurs purement officieuse est restée à l'état d'exception ; car si leurs frais leur sont remboursés sur les deniers publics, jamais ils n'ont reçu le moindre honoraire ou le moindre traitement, en dépit des multiples fonctions qu'ils assument pour le bien général de leur île. La seule marque de faveur qu'on leur témoigne est d'élever le taux des peines infligées aux délinquants, coupables de les avoir insultés, menacés ou frappés.

En dehors de ce mince privilège, qui leur facilite leur besogne de police, rien ne les distingue des simples particuliers, pas même un uniforme, une plaque ou un ruban. Et je ne crois pas qu'on leur ait accordé les bâtons qu'ils réclamaient en 1803, à l'instar de leurs collègues de Guernesey, pour se faire reconnaître des étrangers.

(1) 25 mars 1811 ; 30 sept. 1819 (p. 150) Serk, V.

CHAPITRE V

LES CHEFS-PLAIDS

Une salle rectangulaire, crépie à la chaux, dans laquelle s'alignent cinq tables en bois blanc, garnies de bancs. Aux murs sont accolées deux vitrines remplies de livres aux couvertures multicolores et maculées, livres de prix, livres de piété, livres de classes ; dans un coin, un harmonium recouvert de serge verte ; sur l'estrade, où siège le bureau, un tableau noir mal essuyé où se devinent encore des traces d'additions ou d'alphabets : tel est le palais qui abrite le Parlement insulaire, mais qui, normalement, sert d'école aux garçons. On pousse même la simplicité jusqu'à ne rien changer à l'arrangement habituel du local et personne ne songe à tirer d'une armoire pour la circonstance, des drapeaux ou un buste symbolique.

v

Il y a dix ou quinze ans, les Chefs Plaids se réunissaient à la Seigneurie. Le confort y était d'autant mieux assuré que le Seigneur abreuvait à discrétion ses hôtes d'un jour. Mais cette bonne entente séculaire fut rompue à la suite d'un esclandre du Seigneur et il leur fallut sacrifier les aises à la dignité. Sacrifice n'est pas exagéré. Car, sans parler de l'abstinence devenue obligatoire, nos députés sont fort peu commodément installés sur ces durs et petits bancs qui leur remémorent

sans doute leurs souvenirs d'enfance, mais qui n'ont pas grandi avec eux. Seuls, l'instituteur et ses écoliers ont été et restent pleinement satisfaits de cette dépossession temporaire de leur immeuble qui leur assure des vacances supplémentaires. Le parlementarisme est ami de l'enfance !

I) *Aperçu historique*

Qui jugerait cette assemblée d'après l'exiguité du cadre, se tromperait étrangement. Les Chefs-Plaids continuent de jouer dans la vie publique de Serk le rôle qu'ils avaient assumé il y a trois siècles. Ce rôle est des plus significatifs, bien que son origine soit imprécise.

Lorsque les premiers émigrants jersiais peuplèrent l'île de Serk, ils interprétèrent les lettres patentes de la reine Elisabeth, comme leur donnant les mêmes droits et prérogatives que dans le fief de St-Ouen, leur pays d'origine. En conséquence, les nouveaux tenants se rassemblèrent et procédèrent, d'accord avec le mandataire du Seigneur, à la nomination de nombreux fonctionnaires. Mais il s'agissait là d'un simple collège électoral de quarante membres et non d'une assemblée s'arrogeant le droit de faire et de défaire des lois. Cette ambition correspondait si peu à leurs pensées qu'ils demandaient instamment à « être traités en « tous les cas selon les lois, usages et coutumes de Jersey » (1). Avec les Chefs Plaids actuels, nous ne pouvons relever que trois traits communs : le nombre des membres, le droit d'élire certains dignitaires, et la nécessité du consentement du Lord.

(1) 27 oct. 1579 f. annexes, n° 3.

Dans la poursuite criminelle dirigée par la Cour de Guernesey contre les nouveaux élus, les griefs relevés n'ont trait qu'à la question de juridiction et l'on ne songe pas à reprocher aux tenants de s'être assemblés. On leur conteste seulement le droit d'élire des fonctionnaires appelés à composer une Cour de Justice indépendante de celle de Guernesey (1). L'ordre en Conseil du 24 avril 1583 ne se contente pas de reconnaître implicitement aux habitants réunis le droit de prendre des mesures intéressant l'administration de l'île, réservée faite de l'exercice de la Justice ; il consacre le droit pour le Lord et les tenants de Serk de décider « des ordonnances et lois à faire sur les matières intéressant leur île quand ils le jugeront nécessaire pour le bien être de leur pays ». Pareillement, il prescrit en ce qui concerne le commerce des grains que ces mêmes habitants soient gouvernés non par les ordonnances de Guernesey, mais par leurs propres lois (2). Le roi, en son conseil, accordait donc aux Serquais des prérogatives plus étendues que celles qu'ils s'étaient arrogées. Non seulement, comme nous l'avons vu, il accordait aux tenants le droit de posséder une Cour et des officiers de justice distincts de ceux de Guernesey et même de les élire librement et sans autre contrôle que celui du Seigneur, mais encore il leur donnait le privilège de se soustraire à la législation de Guernesey et la faculté de se régir par des lois qui leur resteraient propres. Les Chefs Plaids étaient dès lors virtuellement institués et reconnus officiellement avec leurs prérogatives de collège électoral et d'assemblée législative.

La Cour de Guernesey, quelques années plus tard,

(1) Second report n° 5725 et 5726 f. annexes.

(2) — — n° 5729 § 16 et 17 f. annexes.

sans toucher au principe nouvellement proclamé en dénatura quelque peu le sens. Ce n'est plus le Seigneur et les habitants qui feront telles ordonnances qu'ils « jugeront expédientes et nécessaires pour le règlement de la police en la dite île », ce sera les jurés qui se réuniront à jour fixe, tiendront leurs chefs plaids et voteront les ordonnances, sous la réserve du consentement du seigneur et de la généralité des habitants. Rien n'indique que ce consentement doit être exprès, il suffit qu'il soit tacite. Avec le système de la Cour de Guernesey, pour les habitants comme pour le seigneur, il n'y a plus d'initiative législative, plus de droit d'amendement. Il reste un droit négatif : celui de veto. Les Chefs Plaids sont aux mains des jurés.

Ce système dura jusqu'à la substitution du Sénéchal à ces derniers et dès la fin du XVII^e, les Chefs Plaids ont pris la physionomie qu'ils ont de nos jours. Les différents règlements publiés postérieurement, surtout au début du XIX^e, n'ont fait que la préciser sans la modifier.

II) *Composition*

Les intitulés, que nous relevons dans les registres de leurs délibérations, sont pour la plupart incomplets et inexacts par suite de l'insouciance ou de l'ignorance de leurs rédacteurs, les greffiers.

Nous avons vu le Seigneur lui-même affirmer en 1803 la mauvaise tenue de ces livres, en réponse aux arguments tirés de certains de leurs textes par des mécontents et dirigés contre son droit de veto. Il est donc nécessaire de faire un choix. Deux formules se rencontrent

(1) Second report 5730 f. annexes.

assez couramment et donnent exactement la composition des Chefs Plaids.

La première est ainsi conçue : « Par devant M., seigneur de cette isle de Serk et dépendances, M., Sénéchal, le Greffier, le Prévôt, les connétables et les habitants » (1). La seconde énumère les mêmes personnages, mais fait ressortir plus exactement le rôle de chacun.

« Aux Chefs Plaids *tenus* le 3 oct. 1827 *en présence* de Pierre le Pelley, Ec^r Seigneur de cette île de Serk et dépendances, et *par* M. Jean Falle, sénéchal, MM. le Prévôt, le Greffier, les connétables et les habitants présents » (2). Plus tard, on précisera davantage et nous trouverons fréquemment là l'expression d'habitants, amplifiée du mot « tenants ».

Les Chefs Plaids sont donc tenus par le Senéchal, les officiers de justice et les tenants, en présence du Seigneur.

A. Seigneur.

Ce dernier, en sa qualité de propriétaire de plusieurs tenures, est membre de l'assemblée, n'ayant ni plus ni moins de droit que les autres propriétaires. En sa qualité de Lord de Serk, il y occupe une place à part qui le distingue très nettement des membres ordinaires : Il n'a pas à ce titre voix délibérative, il assiste à la réunion et à la discussion, en consacre les conclusions par son approbation, soit expresse, soit tacite, ou les rejette par son veto exprès.

Aussi ne faudrait-il pas prendre au pied de la lettre la formule consignée par les commissaires de 1846

(1) 20 oct. 1779 Serk, V.

(2) Second report n° 5095 f. annexes.

dans leur rapport. « Les tenants forment les Chefs « Plaids avec le Sénéchal, le Seigneur, le Prévôt et le « Greffier » et les assimiler les uns aux autres (1).

B. Sénéchal et officiers de justice.

Le Sénéchal, le Prévôt, le Greffier, le Connétable et le Vingtenier sont également à raison de leurs fonctions et indépendamment de toute idée de tenure, membres de droit des Chefs Plaids, bien que les mêmes commissaires n'aient pas mentionné ces deux derniers fonctionnaires. Toutefois, tous ces officiers ne jouissent du droit de vote que s'ils sont tenants (1). Cette règle s'appliquera rarement aux trois premiers de ces titulaires que le Seigneur choisira le plus souvent parmi les membres des Chefs-Plaids ; mais elle conserve toute sa raison d'être pour les connétables qui sont élus indifféremment parmi les tenants, les fils de tenants ou même parmi les simples habitants. Si restreinte que soit son application, elle n'en est pas moins une grave dérogation apportée par l'usage aux prescriptions de la Cour de Guernesey du XVI^e, confiant aux jurés, prévôt, clerc et même connétables (2) le soin de rédiger les ordonnances avec le consentement du Seigneur et de ses vassaux, sans autre condition de compétence que leur fonction même. C'est probablement à l'époque de la suppression des jurés, que les rôles furent si profondément intervertis. Désormais, au seul titre de sénéchal ou d'officier de justice ne sera plus rattaché que le privilège honorifique de contribuer à la formation des Chefs-Plaids. Le droit de vote dépendra exclusivement

(1) Second report n° 5089 annexes.

(2) — — n° 5730 —

de la qualité de possesseur de tenures. C'est ici le côté le plus original de l'institution. La fonction législative est le monopole des tenants.

C. Tenants.

Qui sont ces tenants , Lorsque la reine Elisabeth eut fiéffé Serk à Helier de Carteret, elle y avait mis cette condition que l'île serait divisée au maximum en quarante domaines, confiés à un nombre égal de familles. Interdiction était portée de partager et de morceler ces quarante tenures, même au cas de décès du propriétaire. Tout devait revenir à l'ainé qui continuait à assumer la charge des différents services féodaux et militaires. En compensation on lui reconnaissait le privilège de faire partie des Chefs Plaid.

Ce principe de l'indivision des héritages, à la fois contraire aux traditions jersiaises et aux intérêts apparents du Seigneur et de ses vassaux se maintint, grâce à la vigilance royale, malgré certaines infractions. Aujourd'hui, s'il existe bien quarante-cinq à quarante-six tenures, il n'en est toujours que quarante vraiment dignes de ce nom et à la possession desquelles est attaché le droit de siéger aux Chefs-Plaids et réservé le droit de vote. Nos parlementaires serquais ne tiennent donc pas leurs pouvoirs d'un collège électoral, mais uniquement de leur qualité respective de propriétaire terrien, et leur recrutement est abandonné à l'aléa des naissances ou des aliénations.

Tout individu, en effet, à condition qu'il soit anglais ou naturalisé tel, peut acheter une des quarante tenures et acquérir en même temps le droit de faire partie des Chefs-Plaids. Les femmes elles-mêmes, pouvant

posséder des tenures par suite de transmission entre vifs ou pour cause de mort ne sont pas exclues du Parlement insulaire. Mais elles ne peuvent y siéger en personne et sont tenues d'y envoyer un procureur. La solution opposée, ajoute l'ordonnance, « eut été contraire « à la bienséance dans la dite assemblée et à la constitution de cette île » (1). La date de cette ordonnance laisse supposer qu'on a voulu enrayer certaines tentatives féministes ou peut-être mettre fin à un état de choses antérieur moins rigoureux. En effet, rien dans l'admission des femmes ne pouvait violer la constitution de l'île, dès lors qu'on leur reconnaissait le droit de posséder en leur nom des tenures de la quarantaine. Les rares textes constitutionnels, visant les Chefs Plaid, parlaient des tenants sans aucune distinction de sexe. Quant à la bienséance, il faut admettre que la pudeur des députés de 1827 était plus prompte à s'effaroucher que celle de leurs aïeux de 1779, dont les registres notent que les Chefs Plaid se sont tenus en présence de Madame Le Pelley, veuve de M. Pierre Le Pelley en son vivant seigneur de l'île.

S'il existe dans l'île quarante tenures, conférant le titre de membre des Chefs-Plaid à leurs propriétaires, il n'y a pas, en réalité, quarante tenants composant cette assemblée. Car, il est loisible à tout individu de posséder plusieurs tenures, et de jouir dès lors dans l'assemblée d'un nombre correspondant de voix. Il suffit de se reporter aux listes donnant les noms des tenants à trois siècles de distance, pour constater en même temps que la présence de femmes parmi eux, cette

(1) 18 avril 1827 Serk V, p. 199.

possibilité de cumuler les tènements. C'est ainsi qu'en 1908 le Seigneur en possédait quatre et cinq autres insulaires deux (1).

Ces vingt-cinq à trente individus, représentant les quarante tenures de l'île, voilà ce qu'il faut entendre par les tenants composant les Chefs Plaids.

D. Présence aux séances.

Parmi tous les membres de cette assemblée que nous venons d'étudier à des titres divers, il en est deux dont la présence est indispensable pour la tenue régulière des séances. Ce sont le Seigneur et le Sénéchal, et pourtant ni l'un ni l'autre n'ont droit de suffrage comme tels.

A la suite des incidents de 1827 que nous connaissons, la Cour de Guernesey posa cette nouvelle règle dans la réglementation plus précise qu'elle fit de la tenue des Chefs Plaids de Serk. Au cas d'absence, tous deux doivent se faire remplacer, le Seigneur par un « autorité » à son choix, le Sénéchal par un « député senéchal » nommé une fois pour toutes par le Seigneur (2). Le procès-verbal des séances devra, à peine de nullité, mentionner la présence de ces deux personnalités ou de leurs représentants.

Cette règle très sage a été inspirée par le désir de mettre le Seigneur en mesure d'exercer aussitôt son droit de veto et de sauvegarder le rôle de président confié au Sénéchal. Pour ce dernier, elle est une survivance de l'ancienne autorité dont étaient investis les jurés qu'il a remplacés.

Quant aux autres officiers de justice et aux tenants,

(1) f. annexes n° 1.

(2) 5 mai 1827 second report 5734 f. annexes.

aucun quorum n'est exigé pour la validité des délibérations. Mais peuvent-ils à l'exemple du Seigneur et du Sénéchal se faire remplacer ?

Cette faculté n'a pas été prévue pour le greffier, le Prévôt ou les Connétables, mais par une juste réciprocité, leur absence n'est sanctionnée d'aucune pénalité, s'ils ne siègent pas déjà à titre de tenants. Ceux-ci, au contraire, peuvent se substituer un mandataire, et nous avons vu que pour les femmes il s'agissait là d'une véritable obligation. Mais ce mandataire doit être choisi en dehors des tenants qui ne peuvent répondre les uns pour les autres, et lui-même ne peut accepter plusieurs procurations (1). A défaut d'user de cette autorisation, le tenant qui ne répond pas à l'appel de son nom est frappé d'une amende dont le taux a été élevé en 1808 à 20 sous tournois (2). L'élévation de la pénalité fut rendue nécessaire par la fréquence des absences, que ne parvenait pas à enrayer le taux beaucoup plus modique de l'amende prévue depuis le 24 octobre 1676. Cette prime négative à l'assiduité risque aujourd'hui encore d'être augmentée, le zèle de nos députés pour le bien public ayant suivi pendant le siècle les fluctuations du cours de l'argent : j'ai pu constater en effet en 1908 que huit tenures n'étaient pas représentées par les propriétaires ou leurs mandants.

Le produit de ces amendes, autrefois partagé entre le

(1) « Ordonne qu'aucun tenant répondant pour lui-même aux « Chefs Plaidz ne pourra répondre pour un autre tenant et qu'un « habitant qui n'est pas tenant ne pourra prendre procure pour y « répondre pour plus que pour un seul tenant. » Serk V, 13 avril 1825. »

(2) 5 oct. 1808 V, p. 96.

prévôt et le greffier, est attribué aujourd'hui : deux tiers aux pauvres, un tiers à la Reine (1).

III. *Epoque et tenue des séances*

Ces Chefs Plaids ainsi composés, quand et comment se réunissent-ils ?

A). *Epoque*

L'ordonnance de la Cour de Guernesey de la fin du XVI^e, qui avait interprété si arbitrairement l'ordre en Conseil royal de 1583 et transféré le pouvoir législatif des habitants aux jurés et officiers composant la Cour de Serk, avait pris soin de restreindre le nombre de ces réunions extraordinaires pendant lesquelles ces magistrats se transformeraient en législateurs. Le nombre en était fixé à trois par an, à des dates invariables « le « prochain mercredi après le 29 jour de septembre, le « prochain mercredi après Pâques, le prochain mercredi « di après le dix janvier (2) ». La composition des Chefs Plaids se modifia sans qu'aucun changement fut apporté aux dates de réunions et le règlement de 1827 consacra définitivement l'usage en renvoyant au texte précité de 1594 (3).

En principe donc, les assemblées législatives de Serk doivent se tenir à trois époques fixes ; ce sont les Chefs Plaids de la Saint-Michel, de Pâques et de Noël. Mais en réalité, si la session de la Saint Michel a toujours eu lieu, à raison de l'importance des décisions qui y sont prises (vote des impôts — élection des fonctionnaires),

(1) Second report n° 5099 f. annexes, Serk 2 oct. 1850 VI.

(2) — — n° 5730 f. annexes.

(3) — — n° 5734 2^e f. annexes.

il n'est pas rare que les deux autres soient escamotées sans que la constitution en souffre. Par contre, se tiennent assez fréquemment des réunions extraordinaires non prévues par l'ordonnance, mais que légitimement une tradition ininterrompue et la formule très élastique de l'ordre en conseil de 1583 (1) : « Touchant les ordonnances à faire sur les matières intéressant l'île de « Serk, nous pensons qu'il convient de s'en référer au « Lord et aux habitants de Serk de temps à autre quand « ils le jugeront nécessaires ». La seule différence est que les absents échappent alors aux pénalités qui les atteindraient au cas de session ordinaire.

Cette dernière règle a été posée par l'autorité judiciaire. En 1813, le 29 septembre tombait un mercredi; les Chefs Plaids furent convoqués pour cette date et le Sénéchal prononça une amende contre un absent qui en appela à la Cour de Guernesey. Celle-ci réforma la décision, considérant que les Chefs Plaids ordinaires de la Saint-Michel « devaient être tenus subséquemment audit jour » et que, sinon, ils constituaient une réunion extraordinaire pour laquelle les sanctions usuelles étaient inapplicables (2).

A part ce point de détail, ordinaires ou extraordinaires, les Chefs-Plaids sont régis par les mêmes règles de fond et de forme ; notamment, ils sont convoqués par la même autorité, le Sénéchal, et suivant le même mode : affichage sur les murs de l'église. Le tableau ci-contre permettra de mieux se rendre compte de la fréquence des uns et des autres.

(1) Second report n° 5729 art. 16 f. annexes.

(2) Guernesey 1815 f. annexes n° 5.

Années	SESSIONS ORDINAIRES			SESSIONS EXTRAORDINAIRES
	St-Michel	Noel	Pâques	
1890	1. oct.		9 avril	8 déc.
1891	30 sept.			17 mars ; 5 avril ; 3 mai ; 3 juin.
1892	5 oct.		26 avril	27 nov. ; 12 déc. ; 26 déc. ; 8 février.
1893	4 oct.			25 oct. ; 22 mars.
1894	3 oct.	17 janv.	28 mars	16 oct. ; 6 août.
1895	2 oct.	16 janv.		
1896	30 sept.			
1897	6 oct.	26 janv.		18 mai.
1898	5 oct.			6 avril.
1899	3 oct.		4 avril	
1900	3 oct.	17 janv.		
1901	2 oct.			4 février.
1902	1 oct.	22 janv.	2 avril	
1903	30 sept.	21 janv.		
1904	5 oct.	20 janv.		
1905	4 oct.		26 avril	
1906	3 oct.		18 avril	
1907	2 oct.	16 janv.	3 avril	13 nov. ; 6 mars.
1908	30 sept.	22 janv.	22 avril	6 mars.
1909		20 janv.	14 avril	

La session ne dure jamais plus d'une journée.

Connaissant d'une part la composition et les sessions des Chefs Plaids, d'autre part, leur local, il nous reste avant d'étudier leurs attributions, à parler de la tenue de leurs séances et de la forme de leurs délibérations.

B). Tenue des séances. Forme des délibérations.

Veto seigneurial

Dans la fraîcheur embrumée d'une matinée d'octobre, les tenants, la plupart en pantalon et vareuse de gros drap bleu, se sont réunis, par groupes à la porte de la salle d'école. La grande route ombragée de vieux arbres tourmentés par le vent du large, sert de couloirs où s'ébauchent les premières discussions de notre Parlement insulaire. Le sénéchal et le Seigneur arrivent

chacun de son côté, et se mêlent aux groupes. Quelques coups de chapeaux et de casquettes signalent seuls leur arrivée. Aucun cérémonial, aucune écharpe, aucun insigne, pas même un drapeau au faite du local officiel.

Aux environs de l'heure indiquée par l'affiche, sur l'invitation du Sénéchal, nos députés franchissent la porte, et se placent suivant leur fantaisie dans les bancs des écoliers. Sur l'estrade leur faisant face, derrière la longue table qui a remplacé le pupitre du magister, prennent place sur des chaises les membres du bureau, le prévôt, les connétables, le greffier ; le Seigneur est à la droite du sénéchal qui préside. Le public, très peu nombreux, entre, sort sans contrôle et se tient au fond de la salle.

La séance s'ouvre et se clôture par le « Pater » que le Sénéchal récite et qu'écoute debout le bureau. L'assemblée incline la tête, mais reste assise.

Le greffier procède alors à l'appel des tenants par leur nom patronymique et non pas par celui des tenures dont pourtant ils tiennent leur droit de siéger. Les absents sont notés ; le soin de leur infliger l'amende prévue incombe au Sénéchal en audience judiciaire.

L'ordre du jour proprement dit, œuvre personnelle du Sénéchal, est alors entamé. Lorsqu'il est épuisé, les desiderata des tenants qui n'y ont pas trouvé place, sont discutés. La plus grande liberté est laissée aux orateurs qui parlent de leur place et assis sur le ton de la conversation. Le caractère pacifique des auditeurs raréfie les interruptions.

Le plus souvent, la discussion démontre que la proposition ou bien est prématurée, ou bien correspond à la volonté de la très grande majorité. Dans ce cas, on

ne procède même pas au vote et le Sénéchal déclare le projet adopté ou rejeté ; l'assemblée ratifie par son silence. S'il y a doute, ou si la question, par sa nature même (élection d'un vingtenier, par exemple), nécessite un scrutin, le greffier appelle chacun des tenants présents, qui à haute voix et de sa place, donne son opinion ou désigne le candidat de son choix. Dans cette hypothèse, l'abstention silencieuse n'est plus tolérée : elle équivaut à l'absence (1). Pareille mesure caractérise un Parlement peu loquace et peu enfiévré d'ardeur politique.

La liste des tenants est dressée de manière arbitraire, mais elle débute toujours par le Seigneur et le Sénéchal qui donnent ainsi leur avis les premiers. Le greffier, en même temps qu'il appelle les votants, mentionne le nombre de tènements que chacun possède et multiplie chaque vote émis par ce chiffre. Les décisions, quelles qu'elles soient, sont prises à la majorité, non pas des tenants, mais des tenures représentées. La majorité relative suffit dès le premier tour, sans obligation d'un quorum quelconque. Ce droit de vote plural n'est indiqué expressément par aucun texte. Mais, conforme à l'esprit de la constitution et à l'usage, il n'est contesté par personne.

Il n'en a pas été de même de la solution de cette question ; cette majorité ainsi obtenue suffit-elle pour rendre définitive la résolution prise ? Nous supposons

(1) « Vu que plusieurs des tenants assemblés en Chefs Plaids re-
« fusent souvent de donner leurs opinions lorsque leurs noms sont
« évoqués et qu'ainsi souvent il pourrait arriver que la minorité
« l'emporterait sur la majorité il a été ordonné que dorénavant cha-
« que tenant sera tenu de donner une opinion quelconque sous
« peine d'être censé absent. » 2 mai 1832 Serk V, p. 243.

bien entendu que le Seigneur et le Sénéchal étaient présents ou représentés régulièrement à la séance, premier point qui a été tranché après maintes difficultés en 1804 et en 1827 (1).

En dehors de cette formalité d'ailleurs essentielle, la décision prise par la majorité des tenants acquiert force de loi si le Seigneur y donne son consentement. Ce consentement est sollicité en séance, par le Sénéchal président ; il peut être exprès ou tacite et reste indépendant du vote précédemment émis par le Seigneur comme simple tenant. Si celui-ci oppose immédiatement et formellement son veto, (il ne pourrait revenir d'ailleurs, la séance terminée, sur l'adhésion qu'il aurait une fois donnée), l'assemblée ou bien abandonnera son projet, ou bien le maintiendra et le conflit sera porté devant l'autorité supérieure, la Cour de Guernesey, puis le Conseil privé, bien que certains prétendent que le veto est absolu et n'admet aucun recours (2).

Si le droit seigneurial de veto n'est pas exercé, ni la minorité, ni le Sénéchal ne peuvent refuser de s'incliner. L'ordonnance de 1827 est formelle.

L'acte ainsi voté et sanctionné sera rédigé définitivement par les soins du Seigneur et du Sénéchal et enregistré au plus tôt sur les records de l'île par le greffier (3).

Ces règles très nettes qui tendaient surtout à empêcher toute tentative d'excès de pouvoir de la part du

(1) Cf. ci-dessus.

(2) Second report n° 5094 f. annexes.

(3) Second report n° 5734 n° 4 et 5 f. annexes.

Sénéchal ont été reproduites par les commissaires de 1846 et leur application n'a jamais souffert de difficultés. Toutefois, M. le Pelley s'est montré assez hésitant sur la nature de son droit de veto et la sanction qu'il comporte ; il reconnaissait même à la minorité un certain droit de plainte ; presque aussitôt d'ailleurs, il se rétractait et réservait cette opinion au cas très rare où lui-même n'aurait pas exercé son veto et où la loi votée serait contraire à une loi supérieure connue (1).

Cette indécision s'explique, du reste, par la rareté des cas où s'est exercé le droit de veto. Monsieur le Pelley en relève un seul, pour la première moitié du siècle, sans le citer. Peut-être entendait-il parler du conflit de 1804, dont la solution avait en effet été réservée à la Cour de Guernesey. Mais la question à trancher intéressait plutôt la forme de la réunion, le Sénéchal et le Seigneur n'y ayant pas assisté, que le fond même de la délibération incriminée. En 1833, nous rencontrons un autre cas assez curieux : le Seigneur ne consent ni ne s'oppose formellement à l'acte voté, il s'abstient (2).

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, pendant la-

(1) Second report n° 5094 f. annexes.

(2) « M. le Sénéchal ayant de nouveau présenté un compte de frais encourus pour l'érection d'une prison en cette isle, les habitants ont refusé de payer lesdits frais, prétendant que le lieu ci-devant dit la prison leur appartient et que c'est au Seigneur à leur en fournir une et a M. le Seigneur refusé son consentement à ce présente acte vu qu'il y est, personnellement intéressé et a mieux aimé laisser les habitants faire leur volonté et ont lesdits habitants nommé les sieurs Baker et Fauquerel à répondre pour eux et défendre leur cause ». Serk, 17 avril 1833, V, p. 246.

quelle les rapports sont pourtant tendus entre les deux autorités rivales, aucun exemple ne semble pouvoir être cité. Il serait toutefois téméraire d'en déduire que cette prérogative soit tombée en désuétude. *

Réservant la question du contrôle prétendu de la Cour de Guernesey ou du Conseil privé, nous pouvons conclure que la majorité des tenants composant les Chefs Plaids de Serk ne rencontre à l'intérieur de l'île qu'une autorité qui lui fasse contrepoids : le Seigneur, avec son droit plus théorique que pratique de veto.

IV. *Attributions des Chefs Plaids*

Quelles sont maintenant les attributions de ces Chefs Plaids ?

L'ordre en conseil de 1583 stipulait que « touchant
« les ordonnances et lois à faire sur les matières inté-
ressant l'isle de Serk, il convient de s'en référer au
« Lord et aux habitants de Serk de temps a autre quand
« ils le jugeront nécessaire pour le bien-être de leur
« pays, jusqu'à ce que vos Seigneuries, sur plainte
« spéciale, jugeront bon de donner de nouveaux or-
« dres ». L'article suivant précisait un point qui aurait
pu être discuté, car il intéressait les relations de Serk
et de Guernesey. Il s'agissait du commerce des grains.
Là encore, est reconnu aux Serquais le droit d'être
gouvernés par leurs propres lois (1).

L'acte de la Cour de Guernesey de 1594 (2) déclare :
« D'autant que ladite île de Serk a été long espace de

(1) Second report n° 5729 a. 16 et 17 f. annexes.

(2) — — n° 5730.

« temps sans habitation et la mémoire perdue des coutumes et usages observés pour la police de la dite île, est ordonné que... les dits jurés et officiers à chacun des dits Plaids, par le consentement du seigneur et de la généralité des habitants feront telles ordonnances qu'ils jugeront expédientes et nécessaires pour le règlement de la police en la dite Ile ».

Avec de pareilles expressions, rares sont les matières qui échappent à la compétence des Chefs Plaids, comme d'ailleurs un rapide examen des registres de leurs délibérations nous permettra de le constater.

A). *Vote du budget.*

Dans leurs attributions législatives essentielles, rentrent au premier chef, les finances : c'est à eux qu'il appartient exclusivement de voter le budget de l'île.

1) Recettes normales

Les recettes sont fournies par la taxe, les corvées, les taxes, les droits de douane et les intérêts des capitaux placés.

a) *Taxe et corvées.*

La taxe et les corvées qui rentrent dans la catégorie des impôts directs ordinaires sont votées chaque année à la session de la Saint Michel. Elles constituent les ressources, sinon les plus importantes, du moins les plus anciennes.

Jusque vers la fin du XVIII^e siècle, les dépenses collectives de l'île étaient insignifiantes : la corvée assurait l'entretien des routes et des abris décorés du nom de havres. Le coût de la défense militaire de Serk se partageait entre le Seigneur et Guernesey. Les pauvres étaient assistés plus en nature qu'en argent, et l'argent

était assuré aux collecteurs par les rentes grevant dans ce but différents héritages.

Aussi les Chefs Plaids n'avaient-ils à se préoccuper de chercher des ressources pécuniaires que pour des cas assez rares, par ex... suivre un procès collectif devant une juridiction lointaine. C'est ainsi qu'en 1785 ils décident de lever une taxe pour payer les 15 £, montant des frais d'un procès en clameur de Haro, contre H. de Jersey au sujet du wrech de l'île d'Herm (1).

Mais bientôt de nouvelles dépenses apparaissent et certaines menacent de devenir permanentes. C'est d'abord une chaussée qu'il faut édifier au Havre (2). C'est ensuite le charbon et l'huile qui sont achetés pour le compte de l'île, afin d'assurer un peu plus de confort aux miliciens chargés du guet sur les côtes. La dépense de ce chef relativement considérable (176 livres tournois, soit un peu plus de 300 francs en 1794) se renouvelle périodiquement pendant cinq ou six ans (3) et la charge est aggravée des misères occasionnées par la guerre. Le collecteur des pauvres, H. Le Masurier, avise en effet officiellement les Chefs Plaids de 1797 que l'argent manque à la bourse pour la fourniture desdits « pauvres et qu'il a été obligé d'en fournir du sien propre » (4).

En présence d'une telle situation, le vote de nouvelles taxes s'imposait. Mais alors que le 15 juin 1785 et le 21 janvier 1789, les Chefs Plaids avaient autorisé les connétables « à lever une taxe d'après le nombre de vergées

(1) 15 juin 1785. Serk V, p. 15.

(2) 21 janvier 1789, Serk, V, p. 20.

(3) Serk, V, 2 oct. 1793 (p. 26) ; 24 mars 1794 (p. 31) ; 15 juillet 1795 (p. 34) ; 6 juillet 1796 (p. 38) ; 25 oct. 1797 (p. 41) ; 1 oct. 1800 (p. 57).

(4) 25 oct. 1797, Serk V (p. 41).

« de terres labourables », en 1797, ils ordonnent qu'on lèvera une taxe sur les habitants, « où chacun sera taxé « suivant au bien qu'il possède ».

Il ne s'agit plus d'un impôt foncier, mais bien d'un impôt sur le revenu global ; ce principe est resté depuis lors à la base du droit fiscal insulaire. Car à partir de cette date, chaque année, nous retrouvons aux registres la formule suivante presque toujours identique. « Les connétables sont autorisés à lever une taxe de x... « par cabot pour pourvoir aux besoins publics et à la « subsistance des pauvres ». La taxe est devenue la ressource normale et suffisamment élastique de l'île. Nous savons, en effet, qu'elle est votée tous les ans à la Saint-Michel et que son taux est fixé par cabots ou par quartiers de revenu que possède chaque particulier. Nous connaissons, d'autre part, les biens et les contribuables qu'elle atteint, ainsi que le mécanisme de sa perception par les connétables.

Il nous suffira d'ajouter que son taux toujours minime est des plus variables, les Chefs Plaids ayant pleins pouvoirs à cet égard. Fixé à 4 doubles (c'est-à-dire un penny ou un sou) par cabot le 30 sept. 1801, il reste à ce chiffre jusqu'au 3 octobre 1810 (1). Une assemblée extraordinaire de la même année tenue le 17 octobre le porte à 5 doubles (2), d'où il retombe à 4 a. en 1812 (3) et 3 d. en 1814 (4). Nouvelle hausse à 4

(1) Serk V 30 sept. 1801 (p. 62), 29 sept. (p. 66), 5 oct. 1803 (p. 68), 3 oct. 1804 (p. 76), 2 oct. 1805 (p. 81), 1 oct. 1806 (p. 88) etc., 3 oct. 1810 (p. 10).

(2) Serk, V, 17 oct. 1810 (p. 101), 2 oct. 1811 (p. 104).

(3) Serk, V, 30 sept. 1812 (p. 104), 29 sept. 1813, (p. 113).

(4) Serk, 5, oct. 1814 (p. 123).

d. de 1816 à 1823 (1), puis à 5 d. en 1827 (2). L'année suivante est marquée par une brusque baisse à trois d. (3), qui atteint même deux d. en 1830 et 1831 (4).

A partir de cette date, la cotation change ; on ne compte plus par double et par cabots, mais par pence et par quartiers de six cabots. Après une courte envolée à 6 p. (5), puis à 4 p. (6), elle descend à 2 p. jusqu'en 1839 (7), pour osciller ensuite entre 3 et 4 p. jusque vers 1860 (8), entre 5 et 6 p. jusqu'en 1872 (9). Mais la décision prise en 1869 à la suite d'un lourd emprunt, de lever chaque année une taxe supplémnetaire et invariable de 5 p. pour amortir cette dette (10), a pour effet de doubler brusquement le fardeau du contribuable et

(1) 4 doubles par cabot : 2 oct. 1816 (p. 141) ; 1 octobre 1817 (p. 144) ; 6 oct. 1819 (p. 157) ; 4 oct. 1820 (p. 165) ; 3 oct. 1821 (p. 171) ; 22 janvier 1823 (p. 178).

(2) 5 doubles par cabot : 1 oct. 1823 (p. 186) ; 6 oct. 1824 (p. 187) ; 5 oct. 1825 (p. 193) ; 3 oct. 1827 (p. 206).

(3) 3 doubles par cabot 1 oct. 1828 (p. 210).

(4) 2 doubles par cabot 6 oct. 1830 p. 224. — 5 oct. 1831 (p. 234).

(5) 6 pence par quartier 3 oct. 1832 (p. 243).

(6) 4 pence par quartier 2 oct. 1833 (p. 247) — 1 oct. 1834 (p. 249).

(7) 2 — — — 30 sept. 1835 (p. 250) ; 5 oct. 1836 (p. 251) ; 4 oct. 1837 (p. 256) ; 3 oct. 1838 (p. 260) ; 2 oct. 1839 (p. 265).

(8) 3 pence par quartier 30 sept. 1840 (p. 273) ; 6 oct. 1841 (p. 274) ; 5 oct. 1842 (p. 280) ; 4 oct. 1843 (p. 2) ; 2 oct. 1844 (p. 3) ; oct. 1845 (p. 5) ; 30 sept. 1846 (p. 7) ; 2 oct. 1850 (p. 18) ; 1 oct. 1851 (p. 24) ; 6 oct. 1852 (p. 28) ; 5 oct. 1853 (p. 29) ; 4 oct. 1854 (p. 35) ; 1 oct. 1856 (p. 41).

4 pence par quartier : 6 oct. 1847 (p. 8) ; 4 oct. 1848 (p. 9) ; 3 oct. 1849 (p. 11) ; 3 oct. 1855 (p. 38) ; 30 sept. 1857 (p. 43) ; 6 oct 1858 (p. 49).

(9) 5 pence par quartier : 3 oct. 1860 (p. 57) ; 2 oct. 1861 (p. 61) ; 1 oct. 1862 (p. 61) ; 1 oct. 1862 (p. 63) ; 3 oct. 1866 (p. 80) ; 2 oct. 1867 (p. 84) ; 6 oct. 1869 (p. 104) ; 5 oct. 1870 (p. 106).

6 pence par quartier 30 sept. 1863 (p. 68) ; 5 oct. 1864 (p. 69) ; 4 oct. 1865 (p. 73) ; 4 oct. 1871 (p. 110).

(10) 31 mars 1869 Serk, p. 95.

nous voyons la taxe atteindre dix, (1), huit (2), et neuf pence (3) et se maintenir même quelques années au taux de un schilling (4).

A partir de 1890, le mouvement ascensionnel s'arrête et, à part l'année exceptionnelle de 1893 qui vit son maximum (5), il a plutôt une tendance à décroître (6); à compter de 1900, cette tendance s'accroît et l'on voit se répéter les taux minimaux du milieu du XIX^e depuis 7 p. jusqu'à 3 p. (7). En 1907, la taxe était à cinq p. (8) ; en 1908, à sept (9).

b) *Taxes diverses.*

A côté de ces recettes, les Chefs Plaidis s'en assurent d'aussi importantes par d'autres impositions directes, moins générales dans leur application et qui prennent également le nom de taxes.

A la différence de la taxe proprement dite, qui, à raison de son caractère variable, est votée tous les ans,

(1) 10 pences par quartier : 2 oct. 1872 (p. 118) ; 1 oct. 1873 (p. 121) ; 30 sept. 1874 (p. 122).

(2) 8 pences par quartier : 6 oct. 1875 (p. 125) ; 4 oct. 1876 (p. 127) ; 2 oct. 1878 (p. 143).

(3) 9 pences par quartier : 3 oct. 1877 (p. 131) ; 1 oct. 1879 (p. 153).

(4) 1 schilling par quartier : 6 oct. 1880 (p. 158) ; 5 oct. 1881 (p. 161) ; 4 oct. 1882 (p. 163) ; 3 oct. 1883 (p. 169) ; 8 oct. 1884 (p. 184) ; 8 juin 1886 (p. 182) ; 3 oct. 1887 (p. 185) ; 3 oct. 1888 (p. 189).

(5) 13 pence par quartier : 4 oct. 1893 (p. 213).

(6) 8 pence par quartier : 1 oct. 1890 (p. 195), 30 sept. 1891 (p. 203), 3 oct. 1899 (p. 234).

9 pence par quartier : 5 oct. 1898 (p. 228).

10 pence par quartier : 5 oct. 1892 (p. 208), 3 oct. 1894 (p. 218), 2 oct. 1895 (p. 221), 30 sept. 1896 (p. 223), 6 oct. 1897 (p. 226).

(7) 6 pence par quartier : 3 oct. 1900 (p. 243), 2 oct. 1901 (p. 248).

5 pence par quartier : 1 oct. 1902 (p. 251), 30 sept. 1903 (p. 256), 5 oct. 1904 (p. 258).

4 pence par quartier : 3 oct. 1906 (p. 291).

3 — — — : 4 oct. 1905.

(8) 2 oct. 1907 : (p. 303).

(9) 30 sept. 1908 : (p. 314).

les taxes sont fixées une fois pour toutes et perçues annuellement, tant que les Chefs-Plaids n'aient décidé de les rapporter ou d'en modifier le taux. De plus, au lieu d'atteindre tous les habitants de l'île à raison de leur revenu, elles ne frappent que certains à raison, soit de leur profession, soit d'objets qu'ils détiennent. Enfin, les Chefs-Plaids sont hésitants sur leur droit absolu de lever certaines d'entre elles et nous les voyons en 1850 s'inquiéter d'une consultation de deux avocats de Guernesey qui le leur refusaient sans la sanction préalable de S. M. en conseil (1), au point d'abroger une ordonnance imposant les chiens et votée un mois plus tôt. Vingt ans après, la consultation était oubliée, et sans aucune crainte révérentielle de la Couronne, une ordonnance identique était votée ; son application ne souleva aucune difficulté (2).

Ces différences si bien accusées ne se rencontrent pas toutefois dans une contribution spéciale, dont nous avons parlé incidemment et qui, réunissant en elle certains des caractères distinctifs de ces deux sortes d'impositions, leur sert pour ainsi dire d'intermédiaire. Il s'agit de la taxe supplémentaire qui fut fixée à 4 pence, puis à 5 pence par quartier de revenu et qui, par suite atteignait tous les contribuables, mais qui, d'abord votée pour dix ans en 1867 (3), fut déclarée en 1869 payable d'année en année jusqu'à l'amortissement de l'emprunt affecté aux travaux du Havre (4). Les années qui suivirent, sans nouvelle délibération, elle s'ajouta automatiquement aux cinq, six ou sept pence, auxquels

(1) 4 nov. 1850, Serk, VI, p. 21.

(2) 6 oct. 1869. Serk, VI, p. 104.

(3) 2 oct. 1867. Serk, VI, p. 86.

(4) 31 mars 1869, Serk, VI, p. 95.

les-Chefs-Plaids fixaient le taux variable de la taxe proprement dite.

A part ces différences, l'agent comme le mode de perception restent communs aux unes et aux autres. La plus ancienne, sinon la plus fructueuse de ces taxes particulières frappe les cabaretiers et, à son égard, les Chefs Plaids ne doutèrent jamais de leur droit.

Ils décidaient en effet le 5 oct. 1814 : « Il a été accordé qu'à l'avenir chaque cabaretier paiera une
« taxe annuelle qui sera réglée par le Sénéchal, les officiers de justice et les deux connétables et que le produit sera payé aux connétables » (1).

Le taux ainsi laissé à l'arbitraire de ces fonctionnaires ne paraît pas avoir été par eux exagéré, puisque jusqu'en 1869 aucune réclamation n'est enregistrée aux procès-verbaux des Chefs Plaids. A cette époque, ceux-ci reviennent sur cette délégation de leurs pouvoirs et fixent eux-mêmes à 4 et 2 £ la licence annuelle que paieront respectivement les hôteliers et les débitants (2). En 1904, nouvelle décision doublant chacune de ces sommes (3). La patente des hôtels est donc aujourd'hui de huit £, celle des cabarets de 4 £.

Si la taxe sur les cabaretiers est la plus ancienne, elle est aussi la seule qui subsiste aujourd'hui. En 1822, chaque propriétaire de bateau demeurant à Serk devait payer un droit de 5 shillings par tonneau (4) ; en 1823, ce droit était abaissé à 2 shillings (5), et aboli en 1886 (6).

(1) Serk 5 oct. 1814 p. 124.

(2) — 6 oct. 1869 p. 104.

(3) 5 oct. 1904 p. 258.

(4) Serk : 20 mars 1822 (p. 176).

(5) — : 1 oct. 1823 (p. 187).

(6) — : 28 avril 1886 (p. 181).

En octobre 1850, les Chefs Plaidis votent que « tout chien gardé par une personne demeurant dans l'île et n'ayant pas le droit de suffrage aux Chefs Plaidis paie 5 schillings par an. Les tenants en sont exempts à raison d'un chien par tènement » (1). Le mois suivant, l'ordonnance est rapportée à raison de la consultation des deux avocats guernesiais sus-rappelée (2). En 1869, on taxe à 2 sh. 6 par an « tout chien gardé dans l'île, quelle que soit la qualité de son propriétaire » (3). Un quart de siècle plus tard, cette décision est rapportée (4). Une dernière taxe, frappant les voitures affectées au transport des touristes, fut imaginée en 1884 ; mais sa durée fut éphémère et l'année suivante vit son abrogation (5). En 1894, la proposition fut reprise, mais elle échoua (6).

En résumé, à l'heure présente, la taxe sur le revenu et la patente des hôteliers et cabaretiers constituent les deux seules sections du chapitre des ressources ordinaires pécuniaires prévues au budget de Serk pour les impositions directes.

c) *Droits de douanes.*

A côté de celles-ci et beaucoup plus considérables sont les ressources procurées par la réglementation du commerce maritime de notre île.

Taxe des étrangers et des bateaux

Les Serquais habitent un territoire, qu'à juste titre

(1) Serk. VI : 2 oct. 1850 (p. 19).

(2) — : 4 nov. 1850 (p. 21).

(3) — : 6 oct. 1869 (p. 104).

(4) — : 5 oct. 1892 (p. 208).

(5) — : 1 oct. 1884, p. 174 : 30 sept. 1885 (p. 177).

(6) — : 28 mars 1894, p. 217.

on a pu proclamer la perle des îles du Canal. Fatalement, les touristes devaient progressivement affluer vers le petit îlot rocheux fier de son isolement et de son indépendance, fier de sa ceinture presque continue de falaises et de récifs, vers ce minuscule État qui attire par son mystère et retient par son charme.

Cette invasion pacifique et croissante, si elle était encouragée par les économistes de l'île, ne plaisait guère aux moralistes. Les uns y voyaient l'appoint nécessaire et suffisant pour boucler le budget insulaire sans atteindre les indigènes, mais les autres craignaient qu'elle n'amènât avec la décadence des mœurs la disparition des coutumes et des privilèges séculaires. Aussi, par des mesures vexatoires avaient-ils espéré éloigner les étrangers, mais en vain, le flux des touristes revenait chaque année plus envahisseur. Économistes et moralistes se rencontrèrent alors sur la solution qui pouvait peut-être donner une satisfaction partielle aux désirs des uns et des autres. Ces voyageurs qu'on ne pouvait écarter, il fallait les taxer et, par une exploitation suffisamment dosée de leur passage, retrouver en argent ce que perdait la moralité.

Les habitants, d'ailleurs, avaient devancé l'initiative officielle. Comme il arrivait souvent, surtout avant la fin des travaux du port actuel, que les navires ne pussent accoster au môle, un transbordement dans des barques était indispensable pour gagner le rivage. Les passagers devaient nécessairement s'incliner devant les exigences des bateliers. Mais, bientôt, la concurrence fit baisser les prix, et pour les ramener et maintenir à un taux suffisamment rémunérateur, il fallut l'intervention des Chefs Plais qui réglèrent minu-

tiusement le tarif de péage, le tour de chaque embarcation, le nombre de places disponibles, etc...

Mais ce n'était pas encore suffisant : les touristes, pour se soustraire à cette réglementation et conserver un élément de concurrence dont il bénéficiait, avait imaginé de se faire conduire à terre dans les chaloupes du bord. Pour déjouer ce stratagème, les Chefs Plais décidèrent en 1859, que les étrangers ainsi débarqués paieraient aux connétables une taxe de cinq pence par tête, dont le produit reviendrait aux pêcheurs.

Cette solution, si élégante qu'elle fut, ne servait encore que les intérêts d'une minorité et n'était d'aucun profit pour les finances publiques. Aussi, les Chefs Plais votèrent en 1870 un droit de 2 pence par tonneau pour tous les bateaux à vapeur portant des passagers, qui atterriraient dans l'île (1). Mais, à la différence de leur attitude antérieure en matière financière, ils estimèrent que leur décision ne pouvait être considérée comme définitive s'il lui manquait la ratification royale. Celle-ci leur fut donnée par ordre en conseil du 18 Mai 1872 (2).

La même défiance dans l'étendue de leurs droits les poussa dix ans plus tard à solliciter semblable ratification pour de nouvelles taxes sur les passagers. C'est ainsi qu'en 1881, ils nomment un comité pour obtenir la sanction de S. M., à fin de lever 10 pence par passager (3). En 1884, le chiffre fut abaissé à 6 (4) ; en 1890, à 5 pence (5). C'est ce dernier chiffre que ratifia le Conseil royal dans son ordre du 30 août 1890 (6).

(1) Serk. VI. p. 107, 5 oct. 1870.

(2) — p. 115.

(3) — p. 162, 5 oct. 1881.

(4) — p. 175, 1 oct. 1884.

(5) — p. 194, 9 avril 1890.

(6) — p. 198 à 202, 30 août 1890.

Dans l'intervalle, en 1888, désespérant d'obtenir une réponse favorable de la métropole, ils avaient modifié leur décision, et décidé de prélever un sixième des recettes des vapeurs transportant dans l'île des passagers. Le Seigneur qu'on supposait mieux en cour que la Commission précédente avait été chargé de négocier auprès de la Reine pour obtenir son consentement (1). La ratification royale de 1890 rendue à la requête du comité du Havre, qui avait été chargé quelques mois plus tôt de reprendre les négociations en faveur de la première proposition réduite à 5 pence, rendit sans objet le vote de 1888 et la mission du Seigneur.

Cette subordination anormale de la volonté des Chefs Plaidés à l'autorité métropolitaine s'explique assez naturellement si l'on considère que tous ces votes de nouvelles taxes étaient intimement liés à la réalisation d'emprunts, qui se trouvaient ainsi partiellement garantis. Or, il n'est point douteux que la sanction royale ne fut indispensable pour autoriser ces emprunts.

Aujourd'hui donc, les bateaux portant des passagers dans l'île paient deux pence par tonneau, et les passagers eux-mêmes, ont à acquitter une taxe de cinq pence par tête. Cette taxe est perçue par les soins des capitaines des steamers et sous leur responsabilité. La mode de perception en est très simple : le billet d'aller est majoré de cinq pence. Ces billets sont extraits d'un livre à souche, de sorte qu'à fin septembre la somme à verser de ce chef par les Compagnies de navigation est facile à calculer, pour l'exercice écoulé. Ce système fonctionne depuis le 2 avril 1894 en vertu d'une délibération des Chefs Plaidés de la même année, décidant « que le droit pour débarquer sanctionné par S.

(1) Serk, VI, p. 188, 18 janvier 1888.

« M. serait prélevé à partir du dit jour et que les va-
« peurs devront donner un juste compte des passagers
« au trésorier de l'île » (1). En l'espèce, le trésorier de
l'île est le sénéchal, qui, dès 1872, avait été chargé de la
recette des droits payés par les steamers et des licences
des bateaux moyennant une commission de 5 % (1). Le
Sénéchal contrôle donc les comptes qui lui sont pré-
sentés par les Compagnies et reçoit les sommes revenant
au budget.

C'est à raison de ce droit de contrôle que les habi-
tants de Serk s'adressent à lui pour obtenir à destina-
tion de Guernesey, des billets d'aller et retour à prix
réduit et exempt de toute taxe. Nos Serquais n'enten-
dent pas acquitter des droits qui, d'après les textes pris
à la lettre, ne visent que les étrangers, et grâce à la
fiche sommaire, sur laquelle le Sénéchal appose sa si-
gnature, ils échappent à cet impôt très productif et as-
sez onéreux.

Marchandises importées : l'impôt

Mais là ne se bornent pas les recettes que leur assure
leur situation insulaire. S'il est fructueux de taxer le
fret humain étranger, il ne l'est pas moins d'imposer
certains objets de consommation, denrées de luxe pour
l'indigène et d'usage courant pour le touriste. Ces re-
cettes-là sont désignées par ce terme générique : l'Im-
pôt. Les Ordres, lois et usages appointés et commandés
aux habitants de l'île de Serk par autorité royale en 1583
ont défini assez nettement la situation respective des
deux îles voisines Guernesey et Serk. Au point de vue
« douanes », elles sont indépendantes l'une de l'autre.

(1) Serk, VI, 28 mars 1894, p. 217.

(2) 2 oct. 1872 Serk, VI, p. 119.

Les droits qu'il plaît à l'une de fixer sur telle marchandise importée dans ses ports n'intéressent pas l'autre en principe. C'est ainsi que nous voyons les Chefs Plaids de Serk de 1822 frapper d'une taxe de 6 pence par gallon, les liqueurs débarquées dans leur île (1). Ni la Cour de Guernesey, ni le Conseil privé royal n'ont été consultés, et n'avaient à l'être. La solution est incontestable, au moins en ce qui concerne la première de ces autorités, si on relit les art. 13, 16 et 17 des ordres de 1583 (2). Serk est donc libre de régler, comme elle l'entend, son commerce d'importation. Mais, en fait, son gros, sinon unique fournisseur se trouve être Guernesey : les marchandises qu'elle lui achète, ou bien sont du crû de cette dernière, ou bien y ont été elles-mêmes importées. Le problème se pose alors entre les deux îles soi-disant égales et indépendantes.

Ces marchandises débarquées à St-Pierre ou à St-Samson et rembarquées à destination de Serk devront-elles acquitter d'une façon définitive les taxes dont les frappe la loi guernesiaise ? ou bien jouiront-elles de la faculté d'entrepôt ou du privilège de l'admission temporaire ? Dans la première hypothèse, l'indépendance douanière garantie par l'autorité royale n'est plus qu'un vain mot, les Serquais recevant des marchandises majorées du prix des taxes guernesiaises, dont leur budget ne profiterait même pas. Dans la seconde hypothèse, au contraire, l'intérêt de notre île est sauvegardée, en même temps que les principes posés dans les textes susdits.

Avant le début du XIX^e, il ne paraît pas que la question se soit posée, soit que la douane de Guernesey ne

(1) Serk, V, 20 mars 1822 (p. 186).

(2) Second report n° 5729 f. annexes.

préleva pas de droits sur les marchandises à destination de Serk ou qu'elle ristourna à leur sortie les droits perçus à leur entrée, soit que, et c'est probablement la véritable raison, les rares objets taxés à leur entrée à Guernesey n'entraient pas dans la consommation courante des Serquais de goûts plus simples par nature autant que par nécessité. Mais bientôt apparaissent ou s'aggravent les premiers droits sur les spiritueux ; en même temps se dessine le mouvement des touristes vers notre petite île : et comme il existe une relation intime entre la venue des uns et la consommation des autres, on ne pouvait négliger une aussi belle occasion de se créer des ressources aux dépens des étrangers. Mais comment percevoir la taxe de huit pence par gallons votée par les Chefs Plaids de Serk en 1822, si l'on ne crée pas des fonctionnaires chargés de surveiller les côtes et le débarquement des marchandises ? Cette dépense vaudrait-elle le profit escompté ?

Aussi, l'année suivante, en normands avisés, nos insulaires votent le texte suivant : « La levée de l'impôt
« sur les liqueurs sera louée pour six ans à Guernesey,
« c'est-à-dire que les habitants de Serk paieront les
« mêmes droits sur les liqueurs qu'à Guernesey, à con-
« dition que les Etats de Guernesey consentissent à
« payer au moins 500 £ st. Après les six ans, les habi-
« tants de Serk pourront exporter de Guernesey les
« liqueurs sans payer aucun impôt comme par le passé,
« bien entendu que ceci ne doit servir de préjugé pour
« l'avenir. M. le Peley est prié de soumettre cette
« offre à M. le bailli de l'île de Guernesey. » (1).

Ainsi, sans abandonner leur indépendance douanière

(1) Serk, V, 2 avril 1823, p. 182.

vis-à-vis de Guernesey, les Serquais consentent à supporter sur les boissons les mêmes droits que leurs voisins, à condition que ceux-ci leur assureront un forfait de 500 £, mais devront supporter tous les frais de la perception. Cette proposition fut acceptée par Guernesey et renouvelée avec le même succès deux ans plus tard. Mais les parties ne traitent plus sur le pied d'égalité. Serk sollicite un emprunt de 1200 £ et l'on ne parle plus de louer l'impôt pour 6 ans, mais de l'hypothéquer en garantie pour une durée de 15 ans à compter de 1829 (1).

Dès lors, l'Impôt va prendre la première place dans les préoccupations financières de nos législateurs. C'est vers lui qu'on se tourne pour parer aux dépenses extraordinaires que nécessitent les lentes attaques du temps contre les bâtiments de l'école et les triomphants assauts des vagues contre les travaux du port. Grâce à lui en 1826, on obtient de Guernesey 1600 £ au lieu de 1200 (2). Dix ans plus tard, on se décide à un nouvel emprunt « en anticipant sur les impôts appartenant à l'Ile, « lesquels sont maintenant hypothéqués aux Etats de « Guernesey » (3).

En 1845, chacun des contractants recouvre sa liberté d'action, et, tout en protestant qu'il est abominablement volé par son partenaire, se refuse à prendre la responsabilité de rompre un contrat avantageux dans son principe. Mais l'expérience précédente a coûté trop cher à Serk et, au lieu de baux à longue durée, c'est pour six mois qu'elle passe provisoirement la main à sa rivale. Par contre, elle dédaigne de discuter les offres

(1) Serk, V, 6 juin 1825, p. 192.

(2) — 5 avril 1826, p. 195.

(3) — 10 oct. 1836, p. 252.

qu'on lui présente et encaisse les sommes proposées, se contentant de réserver ses droits pour l'avenir (1).

Ce provisoire dure jusqu'en 1856 où intervient une solution plus équitable (2). L'impôt sera loué, non plus pour une somme fixe, arbitrée d'avance, mais moyennant une quote part variable des recettes de Guernesey perçues sur les spiritueux. Cette quote part sera égale à la proportion existant entre les populations respectives des deux îles. Celle-ci étant égale en 1856 à $1/51$, Serk aurait dû toucher la 51^e partie des droits perçus à Guernesey sur le vin et les liqueurs, mais elle accepta de ne recevoir que la 65^e partie « à raison de la consommation « présumée plus grande à Guernesey et des frais de collecteur » (3).

En dépit de ce sacrifice, la nouvelle combinaison était plus profitable à Serk que l'ancienne, puisqu'elle lui assurait pour 6 mois en 1860, 53 £, 15 (4) contre 77 £ pour un an en 1845.

Mais bientôt Guernesey étendit le nombre des marchandises soumises aux droits, sans associer Serk à ce supplément de recettes. Bien mieux, les marchandises ainsi visées et destinées à cette dernière durent acquitter les taxes, sans que leurs destinataires pussent en espérer le remboursement à la sortie de l'île. Les Ser-

(1) Serk. VI, 22 janvier 1845, (p. 4) « Après avoir entendu la proposition du comité des finances de Guernesey offrant à raison de 77 £ par an au lieu des impôts de cette île de Serk, les Chefs Plaids ont décidé vu que l'impôt est accordé pour six mois, il n'est pas cru nécessaire de disputer la somme quoiqu'elle est bien au-dessous de leur droit et à condition que cela ne soit pas préjudiciable à leurs intérêts pour le prochain impôt. Et est M. le Seigneur autorisé à recevoir la dite somme et à la placer à la banque Priaux pour compte ds habitants ».

(2) Second report n° 5097 f. annexes.

(2) — 3 oct. 1860 p. 57.

(1) Serk 30 sept. 1863 p. 69.

quais se trouvaient donc assimilés aux Guernesiais et dépouillés des privilèges consacrés par l'autorité royale en 1583. Telle était la conséquence de cette location continue pendant un demi-siècle de l'exercice d'un de leurs droits. Les preneurs avaient fini par oublier la précarité de leur titre.

Les Chefs Plaids de Serk n'entendirent pas laisser prescrire leurs prérogatives séculaires et dès 1863, ils chargeaient le Seigneur et le Sénéchal de « demander « des Etats de Guernesey la portion qui revient à Serk « de l'impôt sur le charbon de la même manière qu'ils « reçoivent sur les vins et liqueurs, à moins que les dits « Etats n'aient mieux exempter les bateaux de Serk « des droits du Havre de Guernesey » (1). En 1869, même protestation qu'un comité est désigné pour faire aboutir (2).

Vingt ans plus tard, à trois reprises successives (3), ils présentaient aux Etats de Guernesey une requête identique pour le tabac, les cigares et la bière nouvellement imposés. Pour cette dernière denrée, ils obtenaient bien tôt satisfaction, tandis que pour les précédentes, ils étaient obligés en 1904 de rédiger une nouvelle pétition très ferme dans laquelle ils rappelaient les prérogatives souveraines qui leur étaient départies en pareille matière depuis plus de trois siècles (4).

(1) Serk VI, 30 sept. 1863, p. 69.

(2) — 31 mars 1869 p. 94.

(3) — 24 déc. 1888 (p. 190), 16 janv. 1889 (p. 191), 1 oct. 1890 (p. 195).

(4) — 20 janv. 1904, p. 258.

Requête aux Etats de Guernesey, les priant d'accorder à l'île de Serk la même proportion sur le tabac et les cigares comme ils reçoivent sur les liqueurs, vins et bières ou qu'ils soient exemptés du paiement desdits droits n'ayant pas le droit d'imposer le dit impôt

Un autre sujet de préoccupation sollicita bientôt leur attention. Après des pourparlers aimables restés inutiles, les Etats de Guernesey, s'appuyant sur l'accord de 1856, décidaient de fixer à la quatre-vingtième partie des recettes procurées par les susdits droits, la part revenant à l'île de Serk, comme étant la proportion qui devait lui revenir eu égard à sa population. Aussitôt, grand émoi dans les Chefs Plaids, intéressés par cette menace de déficit pour leurs finances. Un comité est nommé (1), qui bientôt dépose son rapport (2). Il commence par distinguer nettement l'impôt sur les vins et liqueurs de l'impôt sur le tabac pour lequel il n'y a jamais eu entre les deux îles accord véritable. Quant au premier, le comité est d'avis unanime que le système proposé est injuste « d'autant que la base de la population qui n'était pas déraisonnable en 1856 l'est évidemment dans ce présent siècle. Serk a développé une grande population flottante de touristes pendant la saison d'été : « en août, le nombre des touristes résidents est d'environ 250, soit la moitié de la population, contre 3.000 à Guernesey dans le même mois, soit la quatorzième partie de la population. Le nombre total des touristes atterrissant à Serk en 1905 est de 11.636, ce qui donne un résultat de 23 fois plus élevé que la population de l'île... On peut démontrer par statistique qu'une quantité plus considérable de liqueurs est introduite dans l'île, que représente la proportion de l'impôt accordée à Serk ».

sans le consentement des habitants de l'île de Serk. et ce, suivant aux art. 13, 16 et 17 des ordres, lois et usages appointés et commandés aux habitants de l'île de Serq par autorité royale en date du 24 juin 1583 ».

(1) Serk, 18 avril 1906, VI, p. 290.

(2) — 2 oct. 1906, VI, p. 291.

Le comité conclut « en demandant de prendre conseil légal avant de rompre le contrat hypothécaire entre les deux îles qui paraît avoir existé depuis 1823 et ne recommande pas d'accepter l'accord suivant la forme émise par les Etats de Guernesey ».

Les Chefs Plaids adoptant les conclusions des rapporteurs « prièrent les Etats de Guernesey de reconsidérer leur décision » (1).

En 1907, nouveau rapport basé sur des statistiques plus précises et résumées dans le tableau ci-dessous (2).

Pendant l'année 1906 :	Serk	Guernesey
Population	506	40.300
Visiteurs excursionnistes	8 120	38.133
Résidents en août	250	3.000

« Il faudrait la 55^e partie, au lieu de la 65^e comme depuis 1856 ».

Il paraît certain qu'en l'espèce, les Serquais avaient pour eux l'équité. Celle-ci ne commandait-elle pas de tenir compte de ce mouvement considérable de touristes qui, en réalité, étaient les gros consommateurs de spiritueux ? Mais les Guernesiais avaient pour eux le texte de l'accord antérieur où l'on ne parlait que de la population indigène : celle-ci s'était accrue dans leur île, tandis qu'elle était stationnaire et presque décroissante à Serk.

Quoiqu'il en soit, les Etats de Guernesey ne se laissèrent pas influencer par ces statistiques et repoussèrent la requête de leurs voisins (3). Ceux-ci voulurent porter le litige devant le conseil privé de S. M. (4) ; puis ils

(1) Serk, VI, 16 janvier 1907.

(2) — 3 avril 1907, p. 297 à 301.

(3) Gazette de Guernesey, 18 déc. 1907.

(4) Serk VI, 22 janv. 1908, p. 306.

se ravisèrent, ayant en définitive obtenu gain de cause pour le tabac et les cigares. Ils acceptèrent provisoirement pour cinq ans le taux d'1/80 étant convenu que, pendant cet intervalle, des statistiques officielles établiraient combien de marchandises soumises aux droits étaient transitées par Guernesey à destination de Serk. Ces indications seront autrement sûres que celles résultant de présomptions sur l'importance de la population et ses facultés d'absorption. La discussion pourra reprendre alors sur des données précises et peut-être les Serquais obtiendront-ils de calculer la part qui leur revient dans l'Impôt, d'après leur consommation effective de ces différentes denrées. Dans tous les cas, les assemblées législatives des deux îles ont pris de sévères mesures pour réglementer sur leur territoire l'exportation et l'importation des marchandises intéressées (1), afin de rendre la fraude impossible et leurs futurs calculs indiscutables.

En résumé donc, l'Impôt assure au budget de Serk, la 80^e partie du total des droits payés à leur entrée à Guernesey, par les spiritueux vins, bières, tabacs et cigares. Le Sénéchal depuis le milieu de XIX^e a remplacé le Seigneur dans la mission de recevoir des autorités de Guernesey, cette proportion de l'impôt et d'en garder un juste compte (2).

d) *Intérêts*

La dernière source normale de recettes pécuniaires est l'intérêt des fonds placés. L'argent d'abord, que procurent ces différentes impositions, est centralisé entre les

(1) Etats de Guernesey 18 déc. 1907 (Gazette de Guernesey).
Serk 6 mars 1908, p. 307. VI.

(2) Serk, 1 oct. 1851, VI.

main du Sénéchal qui le dépose en compte courant ouvert à son nom dans une banque privée de Guernesey, la banque Priaux. A la fin de chaque exercice, le montant de l'excédent ou du déficit budgétaire y est reporté, comme pour un particulier.

Il existe d'autre part un petit capital de réserve constitué pour assurer l'entretien de l'école : c'est un titre de rente française de 594 fr. acheté en 1828 au nom de trois fidéicommissaires dont le Seigneur (1). Deux ans après, celui-ci représenta aux Chefs Plaids que « vu « l'état trouble où se trouve présentement la France... « il serait bon de faire un acte qui l'autorisa avec ses « conjoints trustees de retirer l'argent présentement « dans les fonds français, s'ils le trouvaient à propos (2) »

Ce n'était là du reste qu'une alerte qui ne modifia aucunement le placement. Mais ainsi, pouvons nous constater que les Chefs-Plaids, en consolidant une partie de leur actif sur la tête de trois fidei commissaires, n'ont pas entendu perdre tout droit de contrôle, bien qu'à cette requête de M. le Pelley, ils répondent « qu'elle sera « octroyée afin que les dits trustees en fassent à leur « discrétion, comme ils agiraient pour eux-mêmes ». D'ailleurs, la mort et les vicissitudes politiques de la France empêchent ce droit de contrôle de tomber en désuétude ; ce sont des fidei commissaires à remplacer (3), ce sont des échanges de rentes après conversion à confirmer (4).

(1) 1 oct. 1828, p. 211, Serk, V.

(2) 6 oct. 1830, p. 224, Serk, V.

(3) 16 janvier 1840 (p. 14). 2 oct. (p. 30). Serk V.

(4) 1 oct. 1862, p. 63. Serk, V.

2) *Recettes extraordinaires : emprunts*

A côté de ces ressources normales, il en est d'autres extraordinaires qui nécessitent pour leur réalisation tant légale que matérielle, une intervention extérieure : c'est l'emprunt.

Au début, on ne paraît pas s'être préoccupé de cette intervention étrangère. En 1816, en vue de la construction du Havre du Creux, les Chefs Plaidis autorisent un comité, spécialement nommé à cet effet, « à emprunter » les sommes nécessaires et à consentir des billets portant tant intérêt pour le principal des dites sommes, sous la garantie des habitants ; le produit de la taxe sur les cabaretiers sera appropriée tant à payer les intérêts des dits billets qu'à rembourser le principal des sommes qui seront empruntées » (1). Ce blanc-seing, donné à un comité, était dangereux à raison de son imprécision : aussi fut-il limité quelques mois plus tard à un emprunt de 25 £ gagé sur les mêmes ressources (2).

En 1825-1826, les Chefs Plaidis recourent à une nouvelle combinaison dont le Seigneur est l'inventeur. Ils demandent aux Etats de Guernesey d'émettre un certain nombre de billets d'une £. chacun « pour défrayer la dette de l'île, moyennant quoi l'impôt leur sera hypothéqué pour quinze ans » (3). Ils obtiennent par ce moyen 1600 £ (4).

On revient au système originaire en 1866. Le Comité du Havre est autorisé à faire un emprunt de 1000 £ (5)

(1) Serk, V. 14 février 1826, p. 140.

(2) — 13 août 1816, p. 141.

(3) — 6 juin 1825, p. 192.

(4) — 4 oct. 1826, p. 197.

(5) — VI, 3 oct. 1866, p. 81.

qui est porté l'année suivante à 400 £ (1). Puis les Chefs Plaids annulent eux-mêmes leur premier vote et laissent le comité libre de fixer le maximum de l'emprunt d'après ses besoins (2). Mais cette solution comme un demi-siècle plus tôt, inquiète les timorés et, en sept. 1868, le mécanisme actuel de l'emprunt est définitivement organisé. Le comité reçoit mandat « d'emprunter « une somme ne dépassant pas 3200£, le tout sur l'obligation de tous les biens meubles et héritages du Seigneur et des habitants de cette île et de leurs hoirs et successeurs. Le Seigneur est prié de s'adresser en cas de besoin à S. M. en conseil pour obtenir l'autorisation de faire l'emprunt » (3).

Ainsi pour la première fois, la ratification royale est indiquée comme pouvant être nécessaire pour donner toute sa force à la décision des Chefs-Plaids. En réalité, elle était indispensable dès lors que l'emprunt se trouvait garanti par des engagements personnels du Seigneur et des habitants non plus seulement sur leurs biens meubles, mais encore sur leurs immeubles et leur île entière. A raison des principes féodaux toujours en usage, ils ne pouvaient ainsi ni disposer de leurs héritages sans l'assentiment du suzerain, ni les grever de nouvelles charges et hypothèques contrairement aux ordres contenus dans les lettres patentes de Jacques I.

Le 18 juin 1869, un ordre en conseil autorisant l'emprunt consacrait cette innovation qui, à première vue, paraissait attenter aux privilèges législatifs des Chefs-

(1) Serk VI, 2^e oct. 1867, p. 85.

(2) — 15 avril 1868, p. 89.

(3) — 30 sept. 1868, p. 91.

Plaids de Serk, mais qui, en réalité, était conforme à l'organisation politique du pays et à sa constitution.

Désormais, obtenir la sanction royale sera la plus grave préoccupation de nos financiers en mal d'argent. Successivement, un comité choisi dans ce but (1), et le Seigneur (2) échouent dans leurs négociations pour faire admettre le principe d'un emprunt d'abord de 5000 £ (1), puis de 3000 £ (2) que garantirait l'île comme précédemment et à l'amortissement duquel serait appliquée la taxe de dix pence sur les passagers. C'est seulement en 1890 que le conseil privé autorise, avec la taxe réduite de 5 pence, un emprunt de 2000 £ (3). En 1892, nouvelle autorisation pour une somme additionnelle de 2500 £ (4).

En 1900, le conseil privé est encore sollicité pour donner son assentiment à un emprunt de 1000 £ (5). La requête est confirmée en 1902, agréée en 1903 (6). Mais le mécanisme de l'emprunt autorisé est original et bien moderne. Antérieurement, un comité se chargeait de négocier auprès de financiers disposés à souscrire les fonds nécessaires ; en 1903, le conseil privé autorise simplement le Sénéchal à faire porter la somme de 1000 £. au débit du compte-courant de l'île, à la banque Priaulx, qui avancera l'argent. Le produit de l'affermage de l'impôt, qui chaque année est porté au crédit de ce même compte-courant, garantira le prêt. Cet emprunt public n'est plus qu'une simple opération commerciale.

(1) Serk VI, 5 oct. 1881, p. 162.

(2) — 18 janvier 1888, p. 188.

(3) — 9 avril 1890 (p. 294) ; 30 août 1890, ordonnance de la Cour de Guernesey expédiant ordre en Conseil du 4 juillet (p. 198).

(4) Serk VI, 26 avril 1892 (p. 205) ; 13 juillet 1900 ordonnance de la Cour de Guernesey expédiant ordre en conseil du 28 juin 1892 (p. 238).

(5) Serk VI, 17 janvier 1900 (p. 237).

(6) Serk VI, 22 janvier 1902, p. 249, 21 janvier 1903, p. 255.

3) *Dépenses Normales*

Si les Chefs Plaids de Serk ont pleine initiative dans le choix de leurs recettes et la fixation de leur taux, ils possèdent les mêmes prérogatives dans l'établissement des dépenses publiques. Comme pour les recettes, il en est de normales, il en est d'exceptionnelles. Il en est d'autre part auxquelles sont affectés par avance certains des impôts que nous venons d'étudier.

a) *Assistance publique*

Rentrent ainsi au premier chef parmi les dépenses normales, les secours distribués aux pauvres. Nous savons déjà que c'est à leur occasion et à la suite de l'insuffisance des ressources existant alors tant en nature qu'en argent, que la perception de la taxe fut décidée (1). Celle-ci est en principe réservée toute entière à cet objet ; mais elle est supplée dans une très large mesure par la charité privée qui, avant le XIX^e, suffisait à elle seule à cette tâche. Il était et il reste encore d'usage de léguer aux pauvres quelque argent ou même une rente en espèces ou en nature, au point que M. le Masurier, dans son manuscrit de 1832, mentionne, comme étant de style, cette clause dans les formules qu'il donne pour les testaments et prend soin d'ajouter que pourtant le testateur n'y est pas obligé. Parfois même, on imposait à temps ou à perpétuité, au preneur ou à l'acheteur d'un héritage, l'obligation de servir une rente aux pauvres. C'est ainsi qu'en 1691, il est stipulé que le locataire de la Seigneurie leur paiera 1 quartier de froment par an (2).

(1) Serk V, 25 oct. 1797, p. 41.

(2) Serk, annexes n° 40.

Quant à la charité publique, le rôle des Chefs Plaids est prépondérant. Non seulement, ils fixent le quantum annuel de la taxe (1), mais encore ils nomment les collecteurs et interviennent constamment dans leur gestion.

La taxe perçue par les connétables, au fur et à mesure des besoins, est versée entre les mains des collecteurs des pauvres. Ceux-ci, au nombre de deux depuis 1824 (2), sont élus par les Chefs Plaids de trois ans en trois ans, mais chacun reste en fonctions six années, suivant le système adopté pour les connétables. Leur rôle se borne à signaler les détresses à secourir et à exécuter les décisions des Chefs-Plaids. Ce sont de simples agents d'exécution sans initiative personnelle. Le principe a été posé en 1835 : « les collecteurs des pauvres ne pourront prendre aucun pauvre à la charge de la bourse publique « sans avoir préalablement consulté le Seigneur et les « habitants, sinon en Chefs Plaids, du moins par le « moyen d'une assemblée extraordinairement convoquée du seigneur et des tenants » (3). Une seule fois, le Sénéchal prendra sur lui de les autoriser « à agir à leur discrétion » parce qu'il ne s'était trouvé personne à l'assemblée extraordinaire par eux convoquée (4). Mais ce n'est pas là qu'une exception.

Aussi, voyons-nous les Chefs Plaids, jouant le rôle de véritables bureaux de bienfaisance, désigner les indigents dignes d'assistance et le genre de secours à leur

(1) Second report n° 5089 f. annexes.

(2) Serk, V, 6 oct. 1824, p. 188.

(3) — 10 sept. 1835, p. 250.

(4) — VI, 10 janv. 1859, p. 51.

distribuer. Les plus minutieux détails ne les rebutent pas (1).

Parfois, ils dressent de véritables règlements de vie pour les indigents incurables : c'est ainsi qu'ils autorisent le placement par les collecteurs « de H. de Carteret
« chez son oncle au Petit Serk sur le pied de 4 sch. 6
« par semaine (les habits exceptés), à condition qu'il ne
« lui sera permis de venir au Grand Serk que pour
« aller aux lieux de culte le dimanche et que le soir, il
« sera toujours accompagné d'un homme de la maison
« où il demeure, autrement il devra rester à la maison,
« vu sa conduite et son état ophtalmique ; et devra ledit
« de C... obéir au dit J. H..., son oncle, en tout ce qui
« lui sera ordonné » (2). Ailleurs, ils décident que « si
« P. Hamon demeure avec son fils, il lui sera accordé
« un habit complet, mais que si à l'avenir, son fils ne
« peut le garder, il sera retiré d'avec lui et placé à la
« discrétion des collecteurs » (3).

(1) Ils autorisent les collecteurs à donner une paire de souliers, de caleçons et une chemise à Th. F. et une paire de bas à Marthe R. (Serk, VI, 5 octobre 1853, p. 31) :

Un quart de boisseau de farine d'orge à Betsy de Cart. (id. 21 janvier 1852, p. 26).

Un corset à J. F. (id. 6 oct. 1852, p. 28).

2 sch. par semaine à Josué H. (id., avril 1843, p. 1).

Ailleurs ils permettent des prêts parfois considérables :

15 £ à R. pour payer son passage en Amérique, (id., 27 mars 1871, p. 109).

3 £ à Th. C. et J. H. pour remplacer leur bateau perdu (id., 17 janvier 1894, p. 219).

8 £ à Th. de C. afin d'acheter un bateau de pêche (id., 3 oct 1900, p. 244).

(2) Serk, 6 mars 1851, VI,

(3) — 16 avril 1851, VI.

Ailleurs encore, ils se croient tenus de prêcher la morale et de masquer leur charité sous des conseils durs et humiliants : « Considérant l'état présent des mœurs
« de la jeunesse en l'île, l'état de grossesse de la dite
« Elis. de la Marche et le nombre de filles de réputation
« douteuse, présentement dans l'île, l'assemblée décide
« qu'il y aurait grand danger d'admettre de telles personnes à la charge comme des pauvres respectables...
« que cependant, que la dite est en effet incapable de
« gagner sa vie, a décidé qu'elle sera pourvue du nécessaire ; mais vu que son état présent est en partie
« l'effet de sa mauvaise conduite, les collecteurs sont
« enjoins de la traiter pour son logement, sa nourriture et ses vêtements d'une manière bien moins indulgente que les pauvres respectables et surtout de mettre
« ses habits en dépôt et de lui en procurer de plus sèants
« pour sa situation, d'étoffe chaude, mais grossière » (1).

De telles décisions sont intéressantes à rappeler, les unes pour indiquer le rôle purement administratif que par une évidente confusion des pouvoirs, les Chefs-Plaids sont appelés à jouer, les autres pour caractériser les mœurs d'une époque et d'une population.

Parfois l'assemblée fait crédit à la compétence et à la prudence des collecteurs, en les autorisant à pourvoir aux besoins de tel nécessiteux sans spécifier le mode d'assistance : ainsi pour les bâtards de feu Marie F. (2). Parfois, elle vote les secours, sous réserve de les récupérer par une action dirigée contre l'auteur du délit ou quasi délit qui a réduit l'assisté à la misère. C'est ainsi que 4 sch. par semaine sont accordés à la femme de P. Hamon, blessée par la vache de W. de Carteret et que

(1) Serk, V, 3 oct. 1838, p. 260.

(2) Serk, VI, avril 1843, p. 1.

les collecteurs sont autorisés « à intenter une action contre W. de Carteret pour le paiement des frais de médecine, à moins que mieux n'aime payer la somme de « 10 £ au bénéfice de l'île » (1).

Les véritables difficultés commencent, lorsqu'il s'agit de malheureux à secourir au dehors de Serk.

Pour ceux qui habitent Jersey, la question ne se pose pas, la loi jersiaire édictant que l'on doit toujours être assisté par la paroisse d'où l'on est natif. Aussi sont accordés sans discussion 5 sch. à Hamon (2), 3 sch. à le Feuvre (3), tous deux demeurant à Jersey.

Mais la situation change en ce qui concerne Guernesey. Pour avoir droit à l'assistance des autorités de cette île, il faut et il suffit d'y résider 14 ans dans la même paroisse, sans avoir pendant cette période rien reçu de son lieu de naissance. Si les collecteurs de Guernesey, sans s'arrêter à cette condition de résidence, secourent des natifs de Serk, ils le font à leurs risques et périls sans avoir de recours à exercer. Sans doute, il arrivera que les Chefs Plaids de Serk les indemniseront comme en 1848 où l'on décide « de rembourser 3 £ au collecteur de Guernesey pour fournitures d'habits à J. de « Carteret » ; mais le principe reste sauf, car on prend soin d'ajouter « que seuls les collecteurs de Serk sont « autorisés à ce faire et que cette décision ne serve pas « de précédent » (4).

Aussi, pour obliger les Serquais à venir en aide à leurs compatriotes demeurant à Guernesey et tombés dans la

(1) Serk, VI, 3 déc. 1845, p. 6.

(2) — 21 janv. 1852, p. 26.

(3) — 17 janvier 1855, p. 37.

(4) — 4 oct. 1848, p. 20.

misère, la paroisse intéressée de cette île menace-t-elle de renvoyer le malheureux dans son pays d'origine. Les Chefs Plaids recherchent alors si la condition de résidence est ou non remplie et, selon la solution, s'inclinent ou résistent. Ils accordent ainsi « 2 sch. 6 la semaine à « Ph. le Feuvre, demeurant à Guernesey, sur la menace « du Procureur des Pauvres de la paroisse de La Ville « de le renvoyer dans l'île » (1). Par contre, ils décident de soutenir un procès devant la Cour Royale de Guernesey pour se refuser à recevoir amiablement Esther le Feuvre, « laquelle, étant âgée à présent et ayant « demeuré à Guernesey depuis sa jeunesse est tombée « en misère et que les connétables de la paroisse de St- « Pierre Port sont disposés à renvoyer dans l'île de Serk » (2). Par réciprocité, ils reçoivent « à la charge de « l'île le sieur Le Lacheur, lequel, quoique natif de « Guernesey, mais ayant résidé à Serk au delà de 20 « ans, a acquis domicile d'après les conditions voulues « par la loi » (3).

Plus délicate est la seconde condition permettant à un Serquais d'être secouru par Guernesey, c'est-à-dire n'avoir reçu aucune assistance de son lieu de naissance pendant ses 14 ans de résidence. Pour l'empêcher de se réaliser en temps opportun, certains collecteurs de Guernesey offraient au nom de Serk des sacs de charbon à ceux qui étaient sur le point de prescrire leur droit à l'assistance. S'ils acceptaient, la condition défaillait et le tour était joué. Pour éviter cette fraude, les Chefs Plaids de Serk durent nommer et rétribuer un collecteur supplémentaire spécial à Guernesey. Actuellement,

(1) Serk, VI, 7 déc. 1857, p. 48.

(2) — V, 16 oct. 1793, p. 29.

(3) — VI, 1 avril 1873, p. 120.

c'est entre ses mains que la taxe levée à Serk est remise toute entière, les pauvres n'existant virtuellement pas dans notre petite île.

A côté de cette organisation normale de la charité publique, les Chefs Plaids ont encore pris certaines mesures s'y rapportant, mais exceptionnelles soit par la qualité des fonctionnaires appelés à les exécuter, soit par la nature même des secours autorisés. Tout d'abord, le médecin rétribué par le budget, doit traiter gratuitement les indigents (1). Ensuite, ils ont parfois préconisé l'assistance par le travail en autorisant contrairement aux règles de la corvée, soit les connétables (2), soit un comité (2) à donner du travail aux pauvres qui n'en auraient pas, par ex... : carrier des pierres pour les routes, moyennant des gages à leur discrétion. Enfin, à raison de la cherté momentanée des vivres, ils ont une fois adjoint aux collecteurs un comité pour recueillir les dons volontaires et secourir les indigents (2).

b) *Dettes publiques*

Un second chef de dépenses sur lequel les Chefs Plaids n'ont même pas à délibérer, est le paiement des intérêts de la dette de l'île et l'amortissement des emprunts. Autrefois, on affectait d'avance à cet effet certaines ressources déterminées : ainsi la taxe sur les cabaretiers pour l'emprunt de 1816 (3), le loyer de l'impôt pour celui de 1825 (3), la taxe supplémentaire de 5 pence par quartier pour celui de 1868.

(1) Serk, VI, 1 oct. 1879, p. 152.

(2) — — 14 avril 1849, p. 34. 18 janvier 1854, p. 33.

(3) — V, 14 février 1816, p. 140 ; 6 juin 1825, p. 192 ; 31 mars 1869, VI, p. 95.

Aujourd'hui, cette affectation a disparu et l'amortissement assez considérable et rapide (puisque'il est normalement de 100 £ par an et a même atteint en 1906 300 £) se prend sur l'ensemble des crédits.

c) *Traitements de fonctionnaires*

Un troisième chef de dépenses courantes est relatif aux traitements et honoraires de certains fonctionnaires. En principe, l'exercice d'une fonction publique est gratuite : ainsi les députés aux Chefs Plaids, les connétables, les douzeniers, les collecteurs des pauvres, les membres des comités d'éducation et du havre ne reçoivent aucune rémunération. Le Sénéchal, le greffier et le prévôt reçoivent respectivement cinq, trois et neuf pences par cause appelée et jugée devant eux : ce sont là des frais de justice qui incombent à la partie déboutée ou condamnée, mais dont n'a pas à s'inquiéter le budget de l'île, sauf le cas où celle-ci serait elle-même partie en cause. De même, le fossoyeur, personnage pourtant officiel, n'est rétribué que par les intéressés et aux pièces (1) à raison de 4 sch. pour une fosse d'enfant au-dessous de 12 ans et 7 sch. pour les autres. Le seul avantage résultant de sa fonction, outre ce monopole, est de « pouvoir être exempté des servages publics pour garder en ordre le cimetière ». Mais ce n'est encore qu'une faculté dont les connétables sont juges (2). Toutefois, l'usage s'est établi d'accorder à certains, notamment au Sénéchal, une minime rétribution à l'occasion de services nécessitant plus de zèle et d'attention. Cette rétribution est tantôt proportionnelle : 5 % sur les droits

(1) 3 avril 1884, Serk, VI, p. 172.

(2) Serk, 18 janvier 1855, VI, p. 38.

payés par les steamers (1), tantôt fixe : 1 £ pour recevoir l'impôt à Guernesey (2), et, autrefois, 30 fr. l'an pour la garde des munitions de la milice (3). La charge reste légère pour les finances de l'île ; plus lourde est celle qu'imposent les traitements du médecin et du maître d'école.

En 1879, les habitants s'inquiètent de l'absence d'un médecin dans l'île (4). Aussi chargent-ils un comité de le trouver en lui promettant cinquante £ de fixe par an, à condition de donner ses soins gratuitement aux personnes à la charge de la paroisse. Pour les autres, bien entendu, il pourra taxer à son gré ses visites. En 1893, le traitement est porté de 50 £ à 70 £, qui seront supportées moitié par la taxe, moitié par l'impôt (5). L'année suivante, on décide que l'Impôt seul supportera cette charge (5). Enfin, ce médecin jouira de quinze jours de vacances par an (6).

La question de l'enseignement a été de tout temps une des premières préoccupations des habitants de Serk. C'est à eux et non au Seigneur qu'appartient le droit de nommer et destituer le maître de l'école, la charge d'assurer son traitement et l'entretien du bâtiment destiné à son usage, le soin d'établir les heures et programmes d'études. Dès 1771, nous voyons les Chefs Plaids « dé-
« charger Guillaume Ahir de sa place de maître d'école
« de l'île parce qu'ils n'ont pas trouvé à propos de le
« continuer en la dite place » (7). Ils désignent ses suc-

(1) Serk, VI, 2 oct. 1872, p. 119.

(2) — — 1 oct. 1851.

(3) — — 5 oct. 1853.

(4) — — 1 oct. 1879, p. 152.

(5) — — 4 oct. 1893, p. 213 ; 3 oct. 1894, p. 219.

(6) — — 6 oct. 1880, p. 159.

(7) — V, 13 nov. 1771.

cesseurs, mais le contrat qui lie entre elles les parties, ne vaut que pour un an, avec tacite reconduction à défaut de prévenance, trois mois avant « l'année finie, « c'est-à-dire avant la Noël » (1). Ils enregistrent les démissions qui, à certaines époques, paraissent endémiques (ainsi en 1853, 1854, 1863 et 1869).

Quant aux heures de classe, les Chefs Plaid eux-mêmes les règlent. En 1792, il est décidé « que le maître « gardera l'école deux fois par jour dans l'été depuis « Pâques jusqu'à la St-Michel, à commencer à 10 h. « matin et finir à 12 h., et depuis 2 h. après-midi jusqu'à 4 h., et le long de l'hiver, une fois par jour, à « commencer à 9 h. matin et finir à 12 h. » (2). Véritable association de pères de famille, ils s'intéressent aux progrès de leurs enfants : « Si les enfants ne font « pas plus de progrès que par le passé, le comité des « écoles donnera avertissement au maître de l'Ecole de « quitter dans 3 mois » (3) ; ils s'inquiètent aussi de l'utilité que présentent pour leur avenir les programmes en honneur, spécialement en ce qui concerne leur langue nationale en droit, étrangère en fait : l'anglais.

« Vu que plusieurs des habitants désirent que leurs « enfants apprennent l'anglais, vu la nécessité où ils « seront de les envoyer gagner leur vie ailleurs que dans « l'île, il a été ordonné que le maître de l'école gardera « l'école ouverte de 6 h. du soir à 9 h. du soir pendant « les mois d'hiver » (4). Il faut croire que cette initiative ne comptait guère de chauds partisans, et que ces veillées tardives dérangaient de chères habitudes puis-

(1) Serk, VI, 3 oct. 1849, p. 12.

(2) — V, 24 oct. 1792, p. 25.

(3) — VI, 28 mars 1894, p. 218.

(4) — V, 3 oct. 1827, p. 209.

qu'à quelques années de distance, ces mêmes Chefs-Plaids décident d'abord « que l'école du soir consacrée « jusqu'ici à l'anglais, sera discontinuée et désormais « sera tenue en français » (1), puis, qu'elle sera supprimée, « le maître menaçant de partir » (2).

C'est seulement en 1841 (2) que, sur la proposition du Seigneur, l'assemblée décida définitivement que l'enseignement de l'anglais serait introduit dans l'école publique parallèlement à celui du français. Il n'est plus question de cours du soir, et les classes pour les garçons sont aujourd'hui uniformément tenues l'après-midi de une heure à quatre heures (3).

Enfin, bien longtemps avant d'autres nations voisines, les Chefs Plaids ont proclamé le principe de l'obligation de l'instruction, d'abord pour les enfants au-dessous de douze ans (4), puis seulement pour ceux au-dessous de onze ans (4). La sanction est une amende de six pence pour les parents. Jusque là, les mœurs avaient suppléé la loi.

Pour rendre son contrôle plus effectif et plus permanent, l'assemblée a délégué ses pouvoirs de surveillance à un comité d'éducation qu'elle compose à son gré et qui, originairement, comprenait seulement le seigneur, le ministre et le Sénéchal (5). Le premier et le dernier de ces personnages y figurent encore aujourd'hui et peuvent en être considérés comme membres de droit. Ce comité a pouvoir de faire « tel règlement qu'il jugera bon », mais ces règlements sont toujours « sujets à l'approbation des Chefs Plaids » (5), comme le prouvent du

(1) Serk, V, 20 sept. 1829, p. 213 ; 3 oct. 1832.

(2) — — 6 oct. 1841.

(3) — VI, 30 sept. 1885, p. 178.

(4) — — 2 oct. 1872, p. 119 ; 5 oct. 1881, p. 161

(5) — V, 3 oct. 1827, p. 208.

reste surabondamment les mesures spéciales ci-dessus rapportées.

Si l'instruction est obligatoire, le principe du monopole de l'enseignement n'est pas posé : bien au contraire, nous voyons les Chefs Plaid refuser un terrain offert par le Seigneur pour bâtir la maison du maître d'école, parce que l'offre de donation était faite sous la condition que ce maître fut toujours membre de l'Eglise Anglicane (1). Les convictions des presbytériens de jadis revivent chez beaucoup de leurs petits-fils et leur inspirent l'énergie suffisante pour faire respecter la neutralité confessionnelle à l'école publique et assurer à leurs enfants en dehors de celle-ci, par des cours du dimanche, un enseignement religieux conforme à leur foi.

Quant aux mesures financières intéressant ce chapitre du budget des dépenses, il est à noter que l'entretien de l'édifice est tout entier à la charge de l'île. Toutefois, le Seigneur lui est venu souvent en aide, soit en donnant le terrain sur lequel l'école est construite, ou en offrant celui nécessaire au logement de l'instituteur, soit en leur procurant directement ou indirectement de l'argent (2).

Quant au maître de l'école, il est rétribué partie par les finances publiques, partie par les ressources privées. Chacune des quarante tenures lui doit un cabot de froment par an (ce qui représente environ 2 sch. 4 par cabot) et ceci depuis l'installation des Carteret à Serk. C'est une servitude réelle qui grève à perpétuité les fonds, quelque soit le possesseur, et qui est rappelée aussi bien dans les contrats de vente (3) que dans les partages de succession. Nous la retrouvons déjà dans un

(1) Serk, 5 oct. 1864, VI.

(2) f. ci-dessus, Seigneur..

(3) f. annexes, n° 32, 36, 39, 47, 48.

contrat de 1612, ce qui d'autre part établit bien l'ancienneté des préoccupations des Serquais en matière d'instruction. Les finances publiques lui allouaient jusqu'en 1827 25 £. Mais, comme l'année précédente, on avait obtenu des Etats de Guernesey une somme en sus des 1.200 billets de 1 £ demandés pour la chaussée du creux, et comme on avait invoqué pour les attendre, « l'état de dépérissement dans lequel est tombée l'école, « le maître n'étant pas suffisamment payé, l'école mal « organisée et l'éducation des enfants négligée » (1), il fallut bien accorder une augmentation, d'autant plus qu'on ajoutait à sa besogne coutumière la classe du soir. On lui alloua donc en plus l'intérêt des 500 £ placées en France, c'est-à-dire la rente que nous connaissons, de 594 francs (2). Les dividendes de ces fonds venant à baisser à la suite d'une conversion, on compléta par les ressources de l'impôt son traitement écorné par cette perte évaluée à 2 £ ; mais cette mesure n'était votée que pour un an (3).

Enfin en 1879, on ajoutait au traitement précédent et cette fois à titre définitif, la somme annuelle de 10 £ à prendre également sur l'impôt (4). Mentionnons pour terminer qu'il est exempt des servages publics (5).

Quant à l'école des filles, créée vers le milieu du dernier siècle, nous savons que son entretien ainsi que le traitement de l'institutrice sont assurés par la fondation de 1.000 £ constituée par M. le Pelley dans son testament. Les Chefs Plaidis n'ont donc pas à s'en occuper.

(1) Serk, V, 5 avril 1826, p. 195.

(2) — — 3 oct. 1827, p. 209.

(3) — VI, 6 oct. 1852, p. 27.

(4) — — 1 oct. 1879, p. 152.

(5) — V, 5 oct. 1834.

4) *Dépenses extraordinaires*

Telles sont les dépenses normales : il en est d'autres qui bien que se répétant assez fréquemment, peuvent être appelées extraordinaires.

a). — *Travaux publics*

Les plus importantes ont rapport aux travaux publics. Ce sont d'abord les routes qu'il faut entretenir : seule y pourvoit la corvée qui en dépit de toutes les réformes proposées subsiste encore aujourd'hui. A leur session d'octobre, les Chefs-Plaids votent le nombre de jours (entre 2 et 3) qui pourront être demandés par les connétables à chaque habitant. La taxe assure le peu d'argent nécessaire à l'acquisition des matériaux.

C'est ensuite le Havre du Creux, le seul port de l'île qu'il a fallu établir de toutes pièces et défendre contre la mer. Longtemps, la corvée suffit à cette tâche ; la première chaussée, qui fut construite, le fut par les habitants en vertu d'une ordonnance prescrivant à cet effet une corvée générale (1). En 1836, on décide un jour de corvée supplémentaire par an pour réparer les dommages causés par la tempête (2). Aujourd'hui encore pour l'entretien et les réparations courantes, c'est au travail non rétribué des indigènes que l'on recourt.

Mais il est des dépenses qui nécessitent de l'argent, beaucoup d'argent.

En même temps qu'on décidait la construction de la première chaussée, on autorisait les connétables à faire

(1) Serk. V, 8 oct. 1788.

(2) — — 5 oct. 1836, p. 252.

venir un maçon de Guernesey pour diriger le travail (1) et c'est pour couvrir les frais d'exécution dudit travail et le traitement de ce maçon que fut votée une des premières taxes (2).

En 1816, la reprise des travaux est acceptée, en même temps que le principe du premier emprunt (3). Six ans plus tard, on décide la reconstruction de la chaussée (4) « qui sera bâtie sur la taxe, sur l'impôt sur les liqueurs « étrangères et sur les droits levés sur les bateaux appartenant à l'île sans néanmoins fixer le taux de la « taxe, de l'impôt et des droits avant de connaître la « somme qu'elle coûtera » (5). La dépense est limitée à 400 £ (4), mais ces ressources ne suffisent pas et il faut louer à forfait l'impôt sur les liqueurs pour 6 ans à Guernesey, le surplus de la dépense devant être payée moitié par la taxe, moitié par le droit sur les bateaux (7).

Mais bientôt (moins de deux ans après), la tempête rompt l'équilibre de ces pronostics financiers, en bouleversant les travaux en cours d'exécution. La taxe ne peut supporter la charge de subvenir aux dépenses de réparation, et il faut se résigner à offrir de nouveau l'impôt aux Etats de Guernesey pour un terme et une somme à débattre (8). Celle-ci fut fixée à 1.200 £, celui-là à quinze ans.

(1) Serk, V, 13 oct. 1788.

(2) — — 21 janvier 1789, f. ci-dessus.

(3) — — 14 février 1816, f. ci-dessus.

(4) — — 4 février 1822, p. 185.

(5) — — 22 janvier 1823, p. 179.

(6) — — 20 mars 1822, p. 176.

(7) — — 2 avril 1823.

(8) — — 13 avril 1825 ; 6 juin 1825.

En 1830, nouvelle alerte. La mer a répété son œuvre de dévastation. On ne songe d'abord qu'aux vieux moyens, la corvée pour fournir les bras, la taxe pour procurer l'argent « La taxe contribuera jusqu'au mon-
« tant de 10 £ pour fournir les matériaux » (1). A la réflexion, le rôle que l'on faisait jouer à la taxe, parut inconstitutionnel et néfaste aux indigents « puisque ces
« frais ne peuvent être censés tomber sous la dénomi-
« nation des besoins ordinaires de l'île, auxquels seule-
« ment les deniers provenant de la taxe sont légale-
« ment applicables » ; mais vu l'urgence, l'assemblée extraordinaire réunie pour en délibérer, décida « que
« l'acte émané des derniers Chefs Plaidis sortirait son
« plein effet, qu'un compte séparé du principal et inté-
« rêt de la somme déboursée serait gardé et que la dite
« somme serait empruntée en anticipant sur les impôts
« maintenant hypothéqués aux Etats de Guernesey » (2).

De nouvelles dépenses assez fortes sont payées par l'Impôt seul en 1850 en vertu de ces principes sauvegardant la taxe (3). Mais avec les travaux considérables entrepris dans la dernière moitié du siècle, il faut songer à leur affecter des ressources nouvelles ; la taxe annuelle supplémentaire de 5 pence votée en 1869 ; les licences augmentées des hôtels et cabarets, le droit de deux pence par tonneau sur les bateaux à vapeur, celui de cinq pence par passager, enfin et surtout les emprunts de 3.200 £ en 1868, de 2000 £ en 1890, de 2500 £ en 1892. Comme il est facile d'en juger, ce sont les perfectionnements apportés à l'aménagement

(1) Serk, V, 5 oct. 1836, p. 252.

(2) — — 15 oct. 1836, p. 252.

(3) — VI, 2 oct. 1850, p. 19.

de leur port qui ont nécessité la création de la plupart des impôts et dominé toute la politique financière de l'île.

Ces ressources étaient employées surtout à l'acquisition des matériaux ; car la plus grosse partie de la main d'œuvre était toujours fournie par les insulaires corvéables ; quelques ouvriers professionnels leur étaient seulement adjoints. Il est même curieux de noter que cette innovation ne se réalisa pas sans peine. Les Chefs Plaidis avaient fait appel à des concours étrangers pour dresser les plans et soumissionner l'entreprise (1) ; mais en dépit du précédent de 1788, il s'étaient refusés à placer « un homme de capacité » pour diriger les travaux pourtant assez délicats (2) et n'autorisèrent le comité à engager les services d'un surveillant que sur sa menace de se décharger de toute responsabilité « de tout accident ou désastre qui pourraient arriver » (2). La peur eut raison de leur esprit d'économie.

Ici comme pour l'école, les Chefs Plaidis depuis la fin du XVIII^e (3) ont confié une partie de leur besogne administrative à un comité qu'ils nomment et contrôlent. Ce comité est leur agent d'exécution en même temps que souvent l'initiateur des réformes. Il a supplanté les connétables en cette matière de voirie, mais, comme eux, il doit rendre ses comptes et soumettre ses initiatives à l'agrément de l'assemblée dont il tient ses pouvoirs.

En outre du Havre et des routes, les Chefs Plaidis ont à leur charge l'entretien du cimetière et de la prison, biens du domaine privé de l'île. La taxe et la corvée as-

(1) Serk, VI, 11 juillet 1866, p. 81 ; 8 août 1867, p. 83.

(2) — — 22 janvier 1868, p. 86 ; 15 juin 1868, p. 90.

(3) — V, 8 oct. 1788, f. ci-dessus.

surent celui du cimetière dans les cas exceptionnels ; mais en temps normal, le fossoyeur, nommé par l'assemblée et surveillé par les connétables, suffit à cette besogne (1).

Quant à la prison, nous savons qu'après des démêlés fameux avec le Seigneur, elle fut démolie et reconstruite aux frais de la taxe en 1855 (2). Les réparations incombent donc au budget de l'île.

Enfin, le dernier chef de dépenses dans cet ordre d'idées est relatif à l'établissement d'un câble télégraphique entre Serk et Guernesey. En 1902, les Chefs Plaid ont accepté l'offre que leur faisait le Post Master général de placer ce câble, « sous la condition que ceux-ci garantiraient le paiement de la somme de 74 £ pour sept ans, suivant correspondance du 11 mars 1902 » (3). Cette dette a aujourd'hui disparu du budget.

b). Procès

Les travaux publics sont une cause fréquente de dépenses extraordinaires souvent considérables, les frais des procès soutenus par l'île le sont également, toutefois dans une proportion moindre.

Il est évident d'abord que les dépens, d'ailleurs minimes mis à la charge des connétables déboutés par la Cour de Serk soit de leurs demandes en paiement de taxe et d'amendes pour absence injustifiée à la corvée, soit de leurs poursuites criminelles, doivent être supportés par le trésor public, en l'espèce par la taxe. Il ne paraît même pas que pour intenter ces instances qui rentrent dans

(1) Serk, VI, 17 janvier 1855, p. 33.

(2) — 3 oct. 1853, p. 38. f. ci-dessus.

(3) — VI. 1 oct. 1902, p. 252.

l'exercice de leurs fonctions normales, et pour engager ainsi indirectement les Chefs Plaid leurs mandants, les connétables aient besoin d'une autorisation spéciale de ceux-ci. Il en serait autrement s'ils suivaient de leur propre initiative l'affaire à Guernesey, ou s'il s'engageaient à Serk une action ne relevant pas directement de leur charge. Toutefois, même dans ces cas, il ne semble pas qu'au point de vue procédure, on ait prétendu leur intervention nulle pour défaut de pouvoir. Ainsi en 1832 les douzeniers se refusent « à passer aux vuides les comp-
« tes du sieur de Carteret connétable, à cause d'une
« dépense de 3 £ faite par le dit sieur pour frais d'un
« procès au sujet du moulin communal de cette île, à
« quoi faire le dit sieur n'était autorisé par aucun acte
« des Chefs Plaid»; ceux-ci appelés à ratifier cette décision ont ordonné que « le dit compte serait payé par la
« taxe bien entendu que ceci ne doive servir de préjugé
« à l'avenir pour permettre à un connétable d'intenter
« ou de soutenir un procès devant la Cour de Guernesey
« sans préalablement consulter le Seigneur et les habitants» (1). Mais nous avons vu, à propos des connétables, que dans la plupart des cas un peu sérieux, ils consultaient, conformément à cette règle, leurs Chefs Plaid qui rarement leur refusaient confiance. Néanmoins, ils ne sont pas les seuls à l'obtenir et l'assemblée leur adjoint parfois, quand elle ne leur préfère pas, le Seigneur (2), les collecteurs des pauvres (2) ou même un simple particulier, tenant ou non (2).

Sans aucun doute, rentrent dans les dépenses publiques les débours ainsi occasionnés par ces procès régu-

(1) Serk. V, 3 oct. 1832. p. 243.

(2) f. ci-dessus.

lièrement engagés et intéressant les privilèges de l'île (vrech — routes — droits seigneuriaux — usurpation de fonctions de la part du sénéchal — cimetière etc). La première taxe connue fut même votée pour payer les honoraires du représentant de Serk à la Cour de Guernesey dans une instance heureuse relative au vrech de l'île d'Herm (1).

Parfois la dépense est si forte qu'il faut recourir à un emprunt pour la couvrir, comme dans le procès malheureux de la Tonnelle, où elle atteignit 1000 £ (2).

Les privilèges du sénéchal étant parfois intimement liés à ceux des Chefs Plaids, ces derniers prennent à leur charge les frais qu'occasionne au premier leur défense contre des prétentions étrangères : ainsi, en 1902, ils décident « de payer les frais de la pétition du Sénéchal » contre une autorisation de vente illégale donnée par « la Cour de Guernesey » (3).

c). Primes

Enfin comme dernier chef de dépenses celui-ci tout à fait exceptionnel, nous trouvons les récompenses pécuniaires que les Chefs Plaids peuvent promettre ou décerner pour services rendus à l'île : ainsi la prime de 25 £ promise au délateur qui dénoncerait les auteurs des troubles révolutionnaires de 1892 (4).

5) *Etablissement du budget*

La comptabilité de ces recettes comme de ces dépenses incombent, nous le savons, au sénéchal qui en don-

(1) Serk, V, 15 juin 1785.

(2) — IV, janvier 1900-22 janvier 1902.

(3) — VI, 22 janvier 1902.

(4) — — 3 mai 1892.

ne lecture aux Chefs Plaids à la session de la Saint-Michel. Ceux-ci les ratifient, le plus souvent sans explication et discutent aussitôt, s'il y a lieu, le budget de l'année qui s'ouvre. Les chiffres ainsi donnés par le Sénéchal ne sont même pas reportés au registre officiel des délibérations de l'assemblée, il ne figurent que sur un modeste calepin de poche qui reste en la possession de ce magistrat.

En dépit de cette absence de formalisme et de cette procédure toute familiale, les finances publiques sont dans un état de prospérité que leur envieraient beaucoup de grandes nations. Non seulement, l'amortissement de la dette est assuré dans une très large mesure, mais encore les excédents en fin d'exercice sont constants depuis plusieurs années et considérables. Le tableau ci-dessous pour la période 1907-1908 l'établit surabondamment :

Recettes			
	£.	sch.	p.
Reliquat	225	4	1 1/4
Impôt	324	3	2
Fonds français	21	16	8
<i>Droits sur les vapeurs et passagers</i>			
Alert	162	7	1
Assistance	21	5	5
Courrier	49	12	
	804	8	5
Dépenses			
	£.	sch.	p.
Intérêts de la dette	48		
Billet n° 30 (amorti)	100		
Médecin	70		

Maître d'école	35		
Post Master	32	9	10
Connétable	81	8	2
Bichard	4	3	6
V. Carey avocat	20		
Commissions sur impôts.....	12	13	3
Balance	400	14	8
	804	8	7

Il aurait lieu d'ajouter à ces deux colonnes la taxe qui rapporte 82 £ environ et qui assure toute entière la subsistance des Serquais indigents résidant à Guernesey et le revenu des fonds français affecté comme traitement supplémentaire du maître d'école. L'excédent est donc égal à près de la moitié du montant du budget.

Encore faut-il remarquer qu'avec le système accepté provisoirement pour la répartition de l'Impôt, les Serquais ont vu diminuer le chiffre de leurs recettes, qui atteignait 399 £ en 1905 pour ce poste.

B. Réglementation du Commerce extérieur

Telles sont les attributions financières qu'avec le concours du Sénéchal, les Chefs Plaids remplissent pour le plus grand profit de leur île. Il nous reste à étudier les autres points sur lesquels se porte leur activité et qui n'ont qu'un retentissement indirect sur le budget. Nous savons déjà que les formules employées par l'autorité royale ou par la Cour de Guernesey pour conférer aux Chefs Plaids de Serk le pouvoir législatif sur toute l'étendue de leur territoire, sont, à dessein ou non, des plus imprécises, et qu'un des rares points, visé par elles ex-

pressément, est relatif au commerce des grains (1). Compétence formelle est donnée de ce chef à l'assemblée des tenants, sous la réserve de conserver dans l'île une quantité de ces denrées suffisante pour assurer la nourriture des sujets de S.M. y résidant. La crainte, habituelle alors, de la disette se doublait en l'espèce de l'appréhension d'un blocus, seul moyen avec la ruse de venir à bout de cette forteresse formidable et naturelle. A plusieurs reprises, nota en 1676 et en 1712, les Chefs Plaids ont usé de cette faculté de prohiber toute exportation soit de blé (2), soit d'orge (2).

Des grains, la prohibition s'étendit parfois par analogie aux substances nécessaires à l'agriculture comme le vrech, engrais supérieur que la mer inlassablement leur apporte. Mais, chose curieuse, la sanction soit 3 L. tournois d'amende qui frappait chaque personne appartenant au bateau incriminé, ne s'appliquait que si le vrech était exporté de Serk à destination de pays étrangers au bailliage de Guernesey (3).

La même idée de protection, basée sur les mêmes textes, inspira les Chefs Plaids lorsqu'ils ordonnèrent « que
« si quelque étranger achete aucune beste de service
« dans l'île de Serk, aucun des habitants la pourra re-
« prendre de ses mains s'il en a affaire en lui rendant
« son argent » (4). Ce droit de retrait, conféré à titre de privilèges exclusif, fut bientôt abrogé, et le petit parlement insulaire proclama à nouveau « qu'il était permis
« à toute sorte de personnes de venir acheter toute

(1) 24 avril 1583 Second report n° 5729 § 17 f. ci-dessus.

(2) Serk, 24 oct. 1676 ; 1712.

(3) — V, 1 oct. 1823.

(4) — I, 3 nov. 1703, p. 44 ; 11 oct. 1710, p. 49.

« sorte de bétail de quelque espèce que ce soit et la
« pourra emporter hors de l'île sans qu'aucun des ha-
« bitants la puisse retirer de ses mains »).

Quant aux tarifs de douanes et aux mesures à prendre pour en assurer l'exécution, les Chefs Plaids de Serk ne s'en seraient guère préoccupés, n'ayant aucun intérêt à taxer des importations sans lesquelles l'existence dans l'île aurait été misérable, sinon impossible. Laissés à eux-mêmes, ils n'auraient songé qu'à veiller à la perception régulière des droits dont ils avaient frappé de leur propre initiative les étrangers et les spiritueux débarqués à Serk. Mais il fallait tenir compte de la politique suivie par leurs voisins de Guernesey.

L'impôt était-il loué aux Etats de Guernesey ? Ceux-ci obtenaient-ils de S.M. l'autorisation de lever certains droits sur les marchandises importées dans leur île ou sur les bateaux entrant dans leurs ports ? Il fallait d'abord que pour les unes comme le vin, le tabac, la bière, les Chefs Plaids de Serk négociassent pour avoir leur part des droits qui les atteignaient et que pour les autres ils obtinssent au moins d'être exempts. Quelle que fut la solution, les Chefs Plaids avaient à prendre des mesures pour la faire respecter en ce qui concernait leur territoire. C'est ainsi qu'en 1908 pour assurer l'exécution de l'accord amiable concernant l'impôt, nous les voyons décider qu'il sera défendu d'une part d'exporter à Guernesey, Herm et Jethou des spiritueux, vins, bière et tabac sans avoir prévenu le Sénéchal receveur de l'impôt et lui avoir fourni certaines précisions sur l'identité de ces marchandises, de leurs emballages, de leurs propriétaires, transporteurs et destinataires ; d'autre part d'importer aucune de ces denrées sans le même luxe de déclarations et ailleurs qu'au Havre du Creux (1).

(1) Serk, VI, 6 1. ars 1908.

Les Etats ayant accordé que les marchandises du cru de Serk, importées à Guernesey, n'y paieraient pas les droits atteignant les objets analogues de provenance étrangère, les Chefs Plaids se hâtent d'interdire de mettre à terre, vivantes, les vaches et génisses provenant de France (1). Pour les vaches de Jersey, il faut avertir sous peine de confiscation, les connétables dans les 24 heures de leur débarquement. Dans les quatre mois de leur arrivée elles doivent être abattues. Les taureaux jersiais sont prohibés (2). Enfin plus tard pour témoigner de la plus entière bonne volonté à leurs voisins, ils interdisent d'importer à Serk des bêtes à corne, des brebis, des cochons, et même des peaux, du fourrage et de la paille venant d'ailleurs que de Guernesey (3). Les habitants de cette dernière île, en effet, très fiers de leur bétail indigène et ne voulant pas qu'il perdît de ses qualités de race par un croisement quelconque, ne toléraient sur leur territoire la présence de spécimens étrangers de la race bovine qu'à l'état de viande de boucherie. Mais le bétail de Serk étant identique à celui si minutieusement protégé, il n'y avait pas d'inconvénients à lui ouvrir les portes de l'île dès lors que les Serquais acceptaient d'employer chez eux les mêmes moyens radicaux de protection. Grâce à ce système, la race est restée pure, mais elle s'est appauvrie : il n'en est pas moins vrai que, pour les habitants des deux îles réunies par ce consortium d'intérêts et de législation, la vente de certaines de ces bêtes et même de troupeaux entiers qu'achètent

(1) — V, 2 avril 1823, p. 184 ; VI, 6^e oct. 1852, p. 27.

(2) — VI, 3 oct, 1878, p. 134. fl

(3) — — 28 mars, 1883, p. 166.

au plus haut prix des éleveurs américains a constitué et constitue encore des ressources appréciables.

C. Police locale

En dehors des matières de finances et d'exportation, les textes reconnaissent aux Chefs Plaidz un pouvoir souverain pour régler à Serk la police.

1). Mesures contre les animaux domestiques

Les exemples sont très nombreux et de tout genre. Ainsi les malheureux chiens en ont fourni pour leur part quelques uns, et de sanglants. D'abord on défend aux tenants de garder plus d'un chien (1). Puis il est ordonné à tous les habitants « d'ôter ou tuer leurs chiens entre ici et lundi prochain » (2). Mais bientôt disparut l'effet de cette ordonnance, qui délicatement avait laissé aux propriétaires sensibles la faculté d'« ôter leurs bêtes ». Aussi, un siècle plus tard, nouvelle proscription moins générale. Le chien deviendra un privilège social. Chaque tenant peut en conserver un, quelque soit le nombre de ses tenures ; quant au commun des habitants, la prohibition est absolue (3).

Le procédé n'eut guère plus de succès, puisque nous l'avons vu remplacé au cour du XIX^e par un autre plus avantageux : la taxe sur les chiens. Comme précédemment, les tenants avaient pris soin dans leur première délibération de s'en exempter, à raison d'une bête par tènement (4).

(1) Serk, I, 24 mai 1680, p. 16.

(2) — — 11 mai 1698.

(3) — V, 12 oct. 1785, p. 16 ; 4 oct. 1820, p. 266.

(4) — VI, 2 oct. 1850, f. ci-dessus.

Les chiens n'ont pas seuls l'honneur de leurs préoccupations et nous voyons les Chefs Plaids sévir contre les propriétaires du bétail vaguant et des pourceaux courant sur les chemins publics (1). De telles questions avaient d'ailleurs passionné les « Etats » eux-mêmes de Guernesey qui, quelque temps auparavant, avaient prescrit de ne pas garder plus d'un chien par maison (2) et « ne nourrir nulles bestes à soye (cochons) dedans les barrières de la ville » (2).

2). *Mesures contre les étrangers et réglementation du dimanche.*

En vertu de leurs attributions de police, les Chefs Plaids ont eu à cœur d'assurer la sécurité publique et de maintenir la moralité dans leur île, notamment par des mesures dirigées contre les étrangers et les cabaretiers. A l'égard de ces deux catégories d'individus, leur action, s'exerçait parallèlement à celle du Seigneur ou la suscitait suivant les cas.

Les étrangers ne peuvent résider plus de six semaines à Serk sans le consentement du Seigneur (3). La constitution leur interdit d'occuper les fonctions de jurés, de clerk de la Cour, de prévôt, de connétable ou de vinténier, à moins qu'ils ne soient considérés comme définitivement domiciliés dans l'île (4). Les Chefs Plaids se sont gardés de leur témoigner plus de sympathie, tout en s'occupant beaucoup de leur présence. On a taxé les vapeurs qui les portaient, on les a taxés eux-mêmes lors-

(1) Serk, I et V, 1676 ; 1681 ; 1825.

(2) Guernesey, I, 1534, 1581, 1544.

(3) Second report n° 5092 f. ci-dessus.

(4) Second report n° 5729 § 2, 4, 5, 6, f. annexes.

qu'ils débarquaient, on a taxé les denrées comme les spiritueux, le vin, la bière, le tabac dont ils sont les principaux consommateurs. Dès qu'ils ont résidé un an et un jour, on les a assujettis aux servages publics, puis à la taxe. On a même essayé de leur retirer le bénéfice de leurs achats de bétail indigène. On leur a souvent refusé les secours de l'assistance publique. Enfin et surtout, c'est à leur occasion que bon nombre de mesures de police ont été votées.

Dès 1771, les connétables se plaignent « qu'il se com-
« met beaucoup de désordre et de débauche par la gran-
« de quantité de peuples qui viennent annuellement de
« l'isle de Guernesey pour se divertir dans cette isle tant
« par les clos que courtils et qui sont encouragés pour
« avoir des violons ou autres instruments à sonner dans
« les cabarets tout le long des nuits ». Aussi les Chefs
Plaids défendent-ils « à toute personne d'avoir aucune
« personne dans sa maison le samedi à jouer du violon
« ou autre instrument ou de jouer lui-même à peine de
« 3 liv. tournois d'amende sur la personne qui est à
« jouer pour divertir les étrangers et 3 liv. tourn sur le
« maître de la maison, le tout applicable au bénéfice
« des pauvres de cette île ». Il est de plus interdit de
permettre à d'autres qu'aux habitants de la maison, de
veiller chez soi plus tard que onze heures du soir. « Les
« pères répondront pour leurs enfants, les maîtres pour
« les serviteurs et servantes » (1).

Il est défendu de vendre à boire pendant le service divin le dimanche et après 10 heures du soir le même jour (2). Le service divin est censé ne commencer qu'à 8 h.

(1) Serk. V, 17 oct. 1771, p. 6.

(2) — I, 5 février, 1734.

du matin (1), puis à onze heures pour finir à 4 h. du soir (1). En 1821, la prescription est aggravée : il est ordonné que « les cabaretiers garderont leurs maisons « fermées et ne débiteront aucune liqueur pendant le « jour entier du dimanche et il est aussi défendu à quel- « que personne que ce soit tant habitant qu'étranger d'y « entrer pour y boire » (2). Quatre ans plus tôt les étrangers avaient été exceptés de cette prohibition (2). C'est la seule marque de faveur, et combien passagère, qu'on peut relever au cours des siècles à leur avantage.

Ces mesures de rigueur ne restaient d'ailleurs pas lettre morte : elles étaient même interprétées au sens large par la jurisprudence : ainsi le sénéchal condamné à l'amende Jean Drillot pour avoir été « trouvé par le con- « nétable proche du cabaret avec des vaisseaux de ca- « baret durant le service divin » (3).

Là, du reste, ne se bornent pas les décisions des Chefs Plaidis en vue d'assurer la sanctification obligatoire du dimanche par les étrangers comme par les natifs de Serk. Les décisions les plus récentes sont intéressantes à relater : Ce jour là, il est interdit de faire circuler aucune charrette ou voiture à ressort (4) (en oct. 1905 Ph. Guille est condamné à 3 L. tournois d'amende par le sénéchal) ; de tirer des coups de fusil ou d'aller à la chasse (5) ; de tirer des coups de feu pendant les heures des

(1) Serk, I, 28 janvier 1737 ; V, 1 oct. 1800, p. 58.

(2) — V, 3 oct. 1821, p. 181 ; 4 oct. 1817, p. 133.

(3) — III, 12 nov. 1800.

(4) — VI, 3 oct. 1900, p. 244.

(5) — — 4 oct. 1876, p. 127.

offices près des lieux du culte (1) ; les bateaux de leur côté ne peuvent faire aucune acte de commerce, ni pêcher (2). Parfois même les Chefs Plaids sont saisis de véritables dénonciations et de demandes d'amnistie pour des infractions à ces prescriptions. Les circonstances particulières de l'espèce ne les décident pas à déroger aux principes qu'ils ont tirés « de la loi du Tout Puissant » et qu'ils ont érigés en loi pénale. Ils condamnent impitoyablement à l'amende les contrevenants qui se sont permis de profiter du beau temps pour rentrer leurs récoltes (3). Ailleurs, il interdisent à certains indigents placés, de sortir sauf pour les offices (4).

Ces ordonnances contemporaines ne sont d'ailleurs que la reproduction d'actes plus anciens identiques qui témoignent de la mentalité religieuse des Chefs Plaids de Serk et des Etats de Guernesey.

A Serk au XVIII, les premiers prohibent de « mener « bruit autour de l'église durant le service divin » (5) et « de porter du grain au moulin le dimanche sous peine de confiscation » (5).

A Guernesey nous relevons au hasard au cours des quatre derniers siècles les décisions suivantes :

« Personne ne portera aucune pièce de toile ou fil le « dimanche, ni ne rapportera son blé du moulin sous « peine de 18 sous d'amende » (6) — « Défense d'être « à banquette durant le prêche du dimanche du matin « ou du soir et de recevoir pendant ce temps » (6) —

(1) Serk, VI, 5 oct. 1892, p. 209.

(2) — — 4 avril 1899, p. 233.

(3) — — 18 avril 1854, f. annexes n° 7.

(4) — — 6 mars 1851, f. ci-dessus.

(5) — I, 3 mai 1704 ; 14 février 1707.

(6) Guernesey, I, 1581.

« Nuls jeux ne se feront au dimanche durant les sermons
« et services sous peine de 10 sous d'amende » (1) —
« Amendes et mise à la caige contre ceux qui seront
« trouvés aux rues, au galet ou dans les tavernes pen-
« dant les prêches (1) — Les marchés contractés le di-
« manche sont nuls, sans préjudice de l'amende » (1).
« Parents et maîtres doivent tenir à ce que enfants et
« servantes sanctifient le dimanche, se rangent ès exer-
cices publics de piété et après iceux en leurs maisons
sans être par les rues à jouer sous peine d'amende » (1)
— « Défense d'aller à cheval de paroisse en paroisse le
dimanche et aux taverniers de vendre à boire » (1) —
« Défense de porter du blé au moulin le dimanche et de
moudre » etc.

3). *Mesures contres les cabaretiers*

En dehors de la sanctification du dimanche, le souci constant de la moralité publique et l'interprétation des textes visant leur droit de police, incitent les Chefs Plaidés à régler pour tous les jours de la semaine la profession de cabaretier..

Maintes fois, ils rappellent la règle interdisant de tenir taverne sans congé du Seigneur (2) ; ils sollicitent et obtiennent même de ce dernier que les licences seront données à l'avenir, seulement pour une année et retirées à ceux qui verseraient à boire à des pères de famille « mal à propos en leur faisant de longs crédits » ou qui continueraient à servir des clients déjà ivres (3). Cette

(1) Guernesey, I ; 1566, 1567, 1605, 1659 ; 1625, 1846.

(2) I. ci-dessus. Seigneur.

(3) Serk, V, 3 oct. 1827, second report, n° 5095 f, annexes.

sanction administrative complétait la sanction civile votée antérieurement et consistant dans la défense faite aux cabaretiers d'accorder du crédit pour plus d'un mois » sous peine de ne pouvoir rien réclamer au delà » (1).

Aujourd'hui encore, il est interdit de donner à boire « après 10 heures du soir et avant 6 heures du matin » à toute personne, et en tout temps, de jour comme de nuit aux enfants au-dessous de seize ans, sous peine d'amende de 2 £ (2).

La qualité ainsi que le prix de la marchandise débitée ne laissent pas davantage indifférents les Chefs Plaid. Ils ont en effet décidé que « ceux qui vendront du cidre avec de l'eau dedans seront à soixante sous d'amende et forfaiture dudit cidre » et que, pour assurer l'efficacité de cette loi embryonnaire sur les fraudes alimentaires « les connétables et prévôt goûteront au cidre et auront un pot par barrique » (3). Quant aux liqueurs qui viendraient « de hors le pays pour vendre », elles seront goûtées et mises à prix par la Cour et les officiers» (4). Ces mandataires ainsi désignés prennent au sérieux leur rôle, et ont parfois fixé les prix de vente au détail à des taux si peu rémunérateurs pour les cabaretiers que la Cour de Guernesey a été appelée à trancher le différend, et s'est prononcée, malgré tout, en faveur des autorités officielles de Serk (5).

Les Chefs Plaid vont même jusqu'à des prescriptions individuelles comme en ce qui concerne certains assistés et le meunier auquel il est interdit spécialement de por-

(1) Serk, V, 2 avril 1823, p. 184.

(2) — VI, 26 avril, 1905, p. 260.

(3) — I, 10 oct. 1694, p. 37.

(4) — I, 7 oct. 1696, p. 17.

(5) — V, 1816, f. annexes, n° 4.

ter de l'eau-de-vie (1). Le Sénéchal n'a fait que suivre leur exemple, lorsqu'il a défendu aux cabaretiers de livrer aucune liqueur à un sieur Hotton qu'il venait de condamner (2).

Enfin les taxes atteignant directement les hôtels et auberges comme les droits frappant les spiritueux importés, sont sans doute le résultat de nécessités financières ; mais la défaveur qui atteint la corporation ainsi visée, n'est pas étrangère à leur choix et à la décision prise à cet égard.

Les mœurs et la législation voisine confirmaient d'ailleurs les Chefs Plaids dans leur attitude défiante et presque malveillante vis à vis des cabaretiers. Elie le Masurier dans son manuscrit va même plus loin : il note que les sergents ne doivent pas être taverniers et qu'il est défendu « à tous les habitants des villes, villages et bourgades, mariés et qui gardent ménage d'aller soit « boire, soit manger aux auberges sous peine arbitraire « à ceux qui les recevront ». Les Chefs Plaids toutefois ne l'ont pas suivi dans cette voie jusqu'au bout et nous savons qu'en dépit de la résistance du Sénéchal, ils ont choisi comme connétable un cabaretier et l'ont maintenu à cette charge.

Ces quelques espèces en même temps qu'elle établissent comment les Chefs Plaids interprètent leurs pouvoirs de police, démontrent que cette assemblée peut sanctionner ses mesures réglementaires par des peines à sa discrétion, et notamment par des amendes dont le taux dépasserait la compétence théorique du sénéchal.

(1) Serk, I, 1762.

(2) — III, 1827, f. ci-dessus.

D. Défense des intérêts de l'île — Procès

Ces dispositions financières et ces lois de sûreté et de moralité publique n'absorbent pas toute l'activité de nos Chefs Plaids. Il est d'autres intérêts collectifs qui réclament leur intervention. Tout acte à titre gratuit ou à titre onéreux qui augmenterait, diminuerait ou engagerait le patrimoine de l'île, doit leur être soumis et recevoir leur approbation. Nous l'avons vu à propos de l'école, du cimetière ou de la prison. Mais leur vigilance dévient encore plus minutieuse, lorsqu'il s'agit d'empêcher qu'une de leurs lois constitutionnelles soit violée ou qu'un de leurs privilèges soit méconnu. Leur seul moyen de défense est alors le recours à la justice qu'ils saisissent soit de leur propre initiative, soit à la demande de tenants poursuivis ou victimes du fait dommageable et sollicitant leur intervention dans la cause. Les Chefs Plaids chargent alors ou bien un des fonctionnaires intéressés, ou un comité spécial, ou encore de simples particuliers du soin de les représenter et de conclure pour eux. Le choix du ou des mandataires n'est donc assujéti à d'autres règles que celles de leur bon plaisir.

Parmi les procès ainsi engagés ou soutenus qu'il nous suffise de rappeler ceux dirigés contre le sénéchal pour consacrer le monopole de l'élection des connétables par les Chefs Plaids, contre le Seigneur au sujet des servages au moulin, contre Godfray pour relever les éboulement survenus à la « Tonnelle précédemment donnée à l'île par le dit Godfray », enfin contre le vicaire au sujet de la propriété du cimetière et du droit d'y commander. Mais c'est surtout au sujet du vrech que les instincts procéduriers de l'assemblée se sont donnés libre carrière.

Depuis un temps immémorial, les Serquais avaient coutume d'aller cueillir du varech sur les côtes des îlots d'Herm et Jéthon, d'où ils le ramenaient pour engraisser leurs champs. Des ordres en conseil et des ordonnances de la Cour de Guernesey avaient même confirmé cet usage (1). Mais les propriétaires de ces deux îles n'avaient pas accepté de bonne grâce cette servitude onéreuse grevant leur fonds, et pour en entraver l'exercice, tantôt avaient interjeté des clameurs de Haro aux ouvriers serquais carriant des pierres ou cueillant du varech sur leurs terres (2), tantôt avaient purement et simplement déchargé de force les bateaux portant le varech fraîchement coupé (3), tantôt même avaient assigné devant la Cour de Guernesey en paiement de 20 L. tourn. d'amende les auteurs de ces cueillettes (4). Chaque fois, sur la dénonciation soit des connétables, soit des victimes les Chefs Plaids ont pris fait et cause pour leurs compatriotes (5), et le sacrifice pécuniaire qu'ils s'imposaient ainsi et qui nécessitaient parfois, même au cas de succès, la levée de nouvelles taxes, ne leur a pas été inutile ; car ils ont réussi à maintenir le fructueux privilège de leur île en dépit d'une ordonnance de Guernesey de 1718 invoquée par les demandeurs. Celle-ci interdisait aux Serquais de cueillir du varech en l'île d'Herm du côté ouest. Ils obtinrent de la Cour même de Guernesey qu'elle jugea « qu'il avait paru par la déposition des témoins que

(1) O. en conseil 25 janv. 1737, p. 107. Guernesey, 1 oct. 1888, IV, p. 295.

(2) Serk, II, 22 oct. 1777, p. 10. H. de Jésey et Lecoq.

(3) — III, 4 oct. 1826, p. 197.

(4) — II, 30 avril 1785, p. 16, H. de Jersey c/ Baker.

(5) — V, juin 1791, Langlois c/ le Masurier, 1868 Fielden.

« la dite ordonnance est abrogée par un usage uniforme et contraire à la dite ordonnance depuis l'émanation d'icelle » (1).

Si les Chefs Plaids n'entendent pas laisser prescrire leurs droits sur le patrimoine insulaire, ils ne prétendent pas exploiter ce dernier d'une manière abusive. Nous les voyons prendre l'initiative d'une tentative d'accord avec les paroisses du Valle et de Saint-Samson, comme avec les propriétaires d'Herm et de Jethou pour empêcher de couper du vrech à l'entour desdits îles en dehors d'une époque déterminée (2) ; les pourparlers amiables ayant échoué, ils s'adressent directement à la Cour Royale de Guernesey (3) qui rend bientôt une ordonnance interdisant à tout habitant de Guernesey et de Serk « de couper du vrech à Herm du 15 août au 1 février » (4).

Tels sont les principaux intérêts matériels et moraux auxquels veillent les Chefs Plaids. L'île est si petite qu'il semblerait que partout et toujours les intérêts de ses habitants soient étroitement solidaires et que l'assemblée des tenants suffit à les sauvegarder. Nous savons pourtant qu'il n'en est rien et qu'à propos des routes, rares sont les instances engagées par les Chefs Plaids proprement dits. Tantôt ce sont les habitants du petit Serk seuls qui assignent les connétables en réparation de la Coupée (5), tantôt ce sont les habitants du Grand Serk qui chargent un mandataire rétribué de soutenir leur procès contre le Seigneur à propos de cette même « Cou-

(1) Serk, 30 avril 1785, p. 16.

(2) — V, 10 juin 1821, p. 169.

(3) — — 4 février 1822 ; 29 avril 1822, p. 174-177.

(4) — — 1 mars 1830, p. 214, enregistreur ord. du 30 sept. 1822.

(5) — VI, 14 juin 1884.

pée », en refusant expressément de faire cause commune avec ceux du Petit Serk.

E. Règlements intérieurs — Nomination de fonctionnaires et comités

Vote du budget annuel avec ses conséquences sur les impôts, l'instruction, l'assistance et les travaux publics ; maintien de la police dans l'intérieur de l'île ; défense des privilèges séculaires : telles sont les principales manifestations du pouvoir législatif, dont disposent les Chefs Plaids. Ajoutons-y les règlements intérieurs de leurs sessions et la nomination de certains fonctionnaires.

Les premiers nous sont connus et nous savons que tant qu'il ne s'agit pas d'une question constitutionnelle, comme la préséance du sénéchal, du Seigneur ou de la majorité des tenants, leur autorité en pareille matière est absolue ; c'est ainsi qu'ils ont réglé sans protestation le vote des femmes et le vote par mandataire, l'amende des absents, l'obligation de donner son opinion en séance.

Quant aux élections, les Chefs Plaids, qui, jadis désignaient de concert avec le Seigneur tous les individus chargés d'une fonction publique, même les jurés, le prévôt et le greffier, ne nomment plus aujourd'hui que le connétable et le vingtenier, les deux collecteurs des pauvres, les membres de la douzaine et des différents comités. Il faut y joindre le fossoyeur, le lecteur de l'Eglise, le médecin et le maître d'école avec lesquels ils passent de véritables contrats de louage de services.

(1) Serk, V, 25 mars 1811, p. 103.

Pour les fonctionnaires de la première catégorie qu'ils soient élus pour deux ans, six ans ou pour toute leur vie, le mécanisme du scrutin est identique. Les tenants les plus résolus ou les mieux qualifiés comme le Seigneur le sénéchal et les élus sortant de charge proposent à haute voix le candidat de leur choix et le vote a lieu également publiquement, par appel nominal de chaque tenant. Une fois les suffrages exprimés et additionnés, sous réserve d'ailleurs du veto improbable du Seigneur, l'élection est définitive, et nul, fut-il le sénéchal lui-même, ne peut empêcher que le nouvel élu ne soit assermenté à sa fonction.

Cette prérogative, les Chefs Plaidis la défendent avec acharnement, et qu'il s'agisse de Seichan qu'un arrêt de la Cour de Guernesey a introduit dans le comité d'éducation (1) ou d'un médecin que, d'après la même Cour, le Sénéchal aurait qualité pour désigner comme arbitre officiel au cas d'accidents du travail (2), les Chefs Plaidis protestent avec énergie et rappellent qu'eux seuls ont pouvoir « de faire des appointements ou de créer des charges en cette île ».

C'est en vertu de ce principe qu'ils ont institué un deuxième collecteur des pauvres (3) et de nombreux comités permanents ou provisoires : comités d'éducation et du havre ; comité autorisé à emprunter ou à recueillir des dons ; comité pour toucher les arrérages de la rente française et recouvrer les deniers de l'impôt confiés au Seigneur et en péril à sa mort (4) ; comités

(1) Serk. VI, 4 oct. 1905, p. 261.

(2) — — 6 mars 1908, p. 295.

(3) — V, 6 oct. 1824, p. 188.

(4) — VI, 1 nov. 1849, p. 13.

pour plaider, pour présenter requête au Conseil privé ou pour étudier les conditions d'une donation ou les bases d'un projet sur l'état civil, pour chercher un médecin, pour réclamer l'impôt à Guernesey, etc., etc... Les Chefs Plaids en ont choisi à profusion, surtout au cours du XIX^e siècle, où la vie publique de leur île est devenue plus complexe en même temps que diminuait leur confiance aveugle dans leur Seigneur ou leur Sénéchal. Mais seuls les comités du havre et d'éducation de provisoires qu'ils étaient, sont devenus permanents.

Quant aux matières d'ordre purement civil, bien que l'acte de 1583 leur laisse aussi à cet égard une latitude entière, il semble que leur inexpérience juridique les ait détournés d'apporter des modifications à la vieille coutume de Normandie qui les régit toujours. Ils se contentent d'emprunter celles qu'ils jugent nécessaires à la législation voisine de Guernesey, en prescrivant l'enregistrement des dites ordonnances. Mais rares sont les occasions où ils jugent cette nécessité inéluctable, et le plus souvent ils se refusent obstinément par tous les moyens, au besoin, par la seule force d'inertie, à toutes les innovations que voudraient leur imposer ou leur suggérer les Etats de Guernesey ou même le Parlement britannique.

D'ailleurs, à vouloir juger leur œuvre législative dans son ensemble, on constate bien vite toute la tenacité de l'esprit conservateur dont, à raison même de leur recrutement, les Chefs Plaids de Serk sont imbus. Les vieux usages leur paraissent sacrés et intangibles. S'ils se refusent à changer, en quoi que ce soit, le mode de perception de la taxe ou la durée du mandat du connéta-

ble et du vingtenier auquel on aurait adjoint un aide, s'ils repoussent obstinément toutes les propositions tendant à modifier le système d'entretien des routes ou à supprimer radicalement la corvée, cet impôt tombé en désuétude partout ailleurs, c'est parce qu'ils sont inébranlablement attachés au passé et qu'ils craignent qu'à entrer dans la voie des réformes ils n'énervent et affaiblissent la seule force qui protège encore leur indépendance relative : la tradition.

CONCLUSION

Cette organisation de Serk, qui lui donne le caractère d'un petit Etat possédant tous les organes nécessaires à l'existence, apparaît bien plus originale encore si on la compare à celle des îles voisines, même succinctement.

Le Seigneur de Serk ne peut être assimilé, ni à ses homonymes et anciens collègues de Jersey ou de Guernesey, ni aux gouverneurs de ces deux territoires.

Tandis qu'à Guernesey (1) il n'existe plus que des Seigneuries tenues du Prince à foi et hommage et devant le relief comme Anneville, Saumarez, etc., on rencontre à Jersey des fiefs de haubert dont certains assurent à leurs possesseurs le privilège, d'ailleurs honorifique, d'orner l'entrée de leurs manoirs de fourches patibulaires à quatre poteaux caractéristique de la haute justice (2). Les uns et les autres, francs tenants de la Couronne doivent le service de Cour c'est-à-dire comparaître en personne ou par procureur pour répondre à l'appel de leur nom aux Chefs Plaids ou assises d'héritages, tenus deux à trois fois l'an. Sans doute, l'aliénation de leurs fiefs est subordonnée au congé du gouverneur, mais leurs droits féodaux, en dehors de la rente exigible de leurs vassaux, sont aujourd'hui purement nominaux et nulle leur participation à la vie publique de leurs îles respectives.

(1) Laurent Carey p. 78.

(2) Le Cerf ch. XII.

Les lieutenants-gouverneurs sont de simples fonctionnaires nommés par le Roi et rétribués sur les revenus de sa Majesté. Leurs attributions sont principalement militaires, celui de Jersey a toutefois droit de veto suspensif à l'égard des délibérations des Etats.

Les Chefs Plaids de Serk ne peuvent être davantage comparés aux assemblées voisines. Composition et attributions sont bien différentes. Les Chefs-Plaids de Jersey, où siègent le bailli, les jurés et officiers de la Couronne, constituent de simples cérémonies d'apparat dont le principal intérêt se trouve être le banquet qui les clôture. Ceux de Guernesey sont des audiences de la Cour plus solennelles et plus ouvertes puisqu'y figurent les francs tenants, et un connétable par paroisse. Leurs attributions sont plus administratives que législatives. Les ordonnances que seuls les jurés ont le droit de voter, ne sont valables que pour un an.

Les Etats de Jersey se composent de membres de droit (bailli, jurés, recteurs, connétables) et de membres élus (14 députés) au suffrage direct. A Guernesey, les états d'élection dont le rôle est limité au choix des jurés judiciaires, et les états de délibération dont la mission est à proprement parler législative comprennent, les uns et les autres, les membres de la Cour Royale, les recteurs des paroisses et neuf députés élus par l'île. Il y a lieu d'ajouter les connétables au nombre de vingt et les 180 douzeniers des campagnes et de la Ville de St Pierre qui constituent une écrasante majorité dans les Etats d'élection, tandis qu'à ceux de délibération les connétables disparaissent, et les douzaines ne sont plus représentées que par un délégué, ce qui porte le nombre total des membres à 234 pour les premiers, à 49 pour les seconds.

Les décisions de ces Etats aussi bien à Jersey qu'à Guernesey pour devenir définitives doivent être sanctionnées par la Couronne : à défaut de quoi, elles sont

périmées au bout de trois ans, sauf confirmation pour une nouvelle période triennale par les mêmes autorités.

Quant aux Chefs Plaids des fiefs de Guernesey (1), ils n'ont de commun que le nom avec ceux de Serk. Ils se tiennent la semaine qui suit les Chefs Plaids de la Cour royale et se bornent à évaluer les redevances des tenanciers à leurs Seigneurs. Ils constituent d'ailleurs eux aussi une séance un peu plus solennelle des cours féodales de justice de ces fiefs, dont les attributions désuètes sont exercées par un sénéchal, un prévôt, un sergent, un greffier et souvent des vavasseurs.

Ces cours féodales ne peuvent pas davantage être assimilées à celle de Serk dont la compétence est illimitée en matière civile, très étendue en matière pénale et dont l'activité ne tend nullement à décroître. Quant aux cours royales de Jersey et de Guernesey si leurs présidents bailli pour l'une, baillif pour l'autre sont nommés par S.M. et rétribués, leurs membres qui sont les véritables juges, sont élus à vie les uns par les contribuables, les autres par les Etats d'Election. D'autre part, leurs attributions législatives spécialement à Guernesey sont considérables. Le jury jersiais en matière criminelle est inconnue à Serk.

Enfin les assemblées paroissiales de Jersey comme les douzaines de Guernesey, chargées de l'administration de chacune des douze ou dix paroisses de ces deux îles, sont l'émanation du suffrage censitaire, mais direct de leurs concitoyens.

Les mêmes différences essentielles se rencontrent dans l'organisation d'Auregny. Le lieutenant gouverneur, qui

(1) Tiennent encore des Chefs Plaids en 1909, les fiefs de Jean du Gailliard et de la Cour de Longue ; de l'abbesse de Caen ; de Saumarez Saint-Martin ; de Blanchelande ; de Beuval ; d'Anneville et Fauville.

se trouve placé à la tête des forces militaires résidant dans l'île, est un fonctionnaire de S.M. Si la Cour de Guernesey lui a permis de porter le titre de Seigneur à raison d'un usage constant depuis 1604, elle a pris soin d'ajouter que ce titre serait purement honoraire et n'ajouterait rien aux privilèges attachés à sa fonction, ni aux obligations des habitants (1). La Cour comprend un juge nommé par la Couronne et six jurés choisis à vie par les contribuables. Depuis 1848, sa juridiction criminelle a été définitivement établie. Elle a « la connaissance et le jugement de toutes matières de police » échéantes dans l'étendue du territoire ». Sont censées matières de police : toute infraction de la paix publique, tout vol non qualifié et sans circonstances aggravantes, tout vol commis par des enfants mineurs de quatorze ans, toute plainte d'un maître contre son apprenti et inversement. Elle a pouvoir de condamner le coupable à un emprisonnement soit simple, soit avec travail forcé pour un terme n'excédant pas un mois ou à une amende ne dépassant pas 70 Lt. (5 £) (2). Elle juge d'autre part tous les procès civils, sauf faculté d'appel à Guernesey.

Elle se réunit enfin deux fois l'an en Chefs Plaids pour rendre les ordonnances, voter les impôts, assurer les rentes ; c'est-à-dire qu'elle s'adjoint les officiers de la Couronne (procureur et contrôle de la reine ; prévôt ; greffier) et les douzainiers de l'unique paroisse de l'île. Mais seuls ont voix délibérative le juge et les six jurés. Cette assemblée se réunit plus rarement dans les mêmes conditions sous le nom d'« Etats » pour voter les lois ayant un caractère permanent et nécessitant par suite la sanction de S.M. Cette suprématie de l'autorité judiciaire s'est trouvée encore accentuée par l'autorisa-

(1) 17 avril Guernesey T. II. p. 159.

(2) 23 déc. 1848, 9 mars 1850, Rec. Ozanne I. (p. 185).

tion donnée à la Cour « de faire des ordonnances provisoires qui seront en force jusqu'aux prochains Etats ou Chefs Plaid » (1).

Les douzainiers sont également élus.

Ainsi ces principes de collégialité et d'élection directe qui sont à la base de l'organisation politique de l'Archipel, ne se rencontrent pas à Serk ; mais si originale que soit actuellement sa constitution, elle ne lui assure pourtant pas la complète indépendance.

Sans doute, son Seigneur ne relève que du Roi ; sans doute, elle même a réussi à maintenir certains usages de Jersey. Mais elle fait partie du bailliage de Guernesey ; d'où, au point de vue judiciaire, possibilité d'appel des sentences de son Sénéchal à la Cour Royale. Ce point n'a jamais soulevé de contestations. Mais cette même Cour voit-elle se restreindre là ses prérogatives ?

Jamais les habitants de Serk pas plus que ceux d'Auregny n'ont choisi des représentants pour répondre aux Chefs Plaid ou délibérer aux Etats de Guernesey, bien qu'une ordonnance de 1571 (la seule en l'espèce) le leur ait enjoint pour régler une question d'exportation de bêtes « tant maigres que grasses » (2). Logiquement, ces assemblées ne pourraient valablement prendre de décisions applicables à ces deux îles qui d'autre part possèdent les organismes pour passer elles-mêmes les « lois nécessaires » sans intervention étrangère. Ce sont les arguments qu'a tentés de faire valoir Victor Carey en décembre 1907 devant la Cour de Guernesey pour empêcher de comprendre Serk dans le projet de loi sur les accidents du travail (3). Les Chefs Plaid de Serk en mars de la même année avaient déclaré être « les seules assemblées législatives » et refusé

(1) 14 juin 1821, Guernesey, p. 266.

(2) Rec. Guernesey, 1571.

(3) Gaz. de Guernesey. 14 déc. 1907.

aux Chefs Plaids comme aux Etats de Guernesey le « droit de passer une loi touchant l'île de Serk » (1).

Mais ce système absolu ne pouvait être adopté, l'expérience des siècles passés lui infligeant un constant démenti. Nous avons vu dans les chapitres précédents la Cour de Guernesey intervenir fréquemment dans la vie publique de l'île, la plupart du temps sans protestation des intéressés. La vérité paraît être que les ordonnances de la Cour de Guernesey en Chefs Plaids comme les actes des Etats qui n'ont pas reçu la sanction de S.M. n'ont pas force exécutoire à Serk, à moins que les autorités de cette île n'en prescrivent bénévolement l'enregistrement sur les registres du greffe (2). Si la couronne ratifie ces actes ou ordonnances dans lesquels l'île de Serk serait visée, celle-ci ne peut s'incliner et l'enregistrement sur ses records devient obligatoire. Les liens féodaux, qui unissent Serk au roi d'Angleterre, peuvent seuls expliquer le pouvoir législatif que semble posséder à cet égard la Cour de Guernesey.

Si les Serquais ont aujourd'hui à se défendre contre les prétentions de leurs voisins, la faute leur en incombe. Pour obtenir à St Pierre Port la participation ou l'exemption des droits de Havre et d'entrée de certaines marchandises, pour commercer librement des denrées de leur « cru », ils ont toléré que la Cour Royale prescrivît dans les plus petits détails les mesures douanières applicables sur leur propre territoire (3) et ont affirmé eux-mêmes que « Serk est du bailliage et considérée comme une paroisse de Guernesey sous certains rap-

(1) Serk, VI, 6 mars 1907. p. 295.

(2) f. ci-dessus, 6 oct. 1842, 3 oct. 1866, 6 oct. 1880, Serk.

(3) Serk, 18 nov. 1807. p. 90 Guernesey, 17 déc. 1860 ; 2 oct. 1865 ; 10 sept. 1870 (IV p. 58 ; ; (IV p. 108) ; 33 sept. 1895 (IV p. 366) — Serk. VI, 6 mars 1908 — 19 juin 1909 (Billet d'Etat, VI, 1909).

ports » (1) en implorant pitié pour cette malheureuse île « sans ressources ». Pour un peu d'or, ils ont singulièrement compromis leur indépendance.

Vis à vis du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande, Serk se trouve dans une situation identique à celle de ses puissantes voisines, un peu aggravé, toutefois par le lien personnel qui rattache son Seigneur au Souverain. Elle peut s'approprier ces fières paroles de Laurent Carey parlant de Guernesey « Cette île n'est « pas devenue par là une dépendance du Royaume d'Angleterre, elle n'est point un de ses conquêts... S'il y a « quelques distinctions à faire entre les deux Etats on « peut dire en toute vérité que l'Angleterre est le Pays « Conquis, les Normands (nos anciens compatriotes) « avaient plus de droit d'y commander que les Anglais « de commander en Normandie... Le principe reste le « même et cette île n'a pas changé de dépendance, c'est « toujours un reste du duché de Normandie détaché et « distinct du Royaume d'Angleterre, mais gouverné par « un même souverain sous différents titres » (2).

En conséquence, aucun acte du Parlement britannique, même mentionnant le nom de Serk, n'y aurait force de loi pas plus que dans les îles voisines, s'il n'est pas accompagné d'un Ordre en Conseil indiquant la volonté expresse du Souverain.

A cet effet, la Couronne ne correspond jamais directement avec le Seigneur, mais avec la Cour de Guernesey, Serk serait-elle seule intéressée à ces Lettres Patentes. Cette Cour rend alors une ordonnance interprétative de l'ordre en conseil qu'elle déclare applicable à notre île suivant une formule finale de style, par laquelle le Sénéchal est chargé de l'enregistrement sur les records et

(1) Serk, 28 mars 1883, p. 166 ; 1 oct. 1890, p. 295.

(2) Laurent Carey, p. 2 et 3.

parfois de la publication à la porte de l'église (1). Il n'est pas d'exemple que ce dernier se soit refusé de s'incliner, la Cour de Guernesey se réservant d'ailleurs le droit de n'entériner ces « lettres patentes de S. M. en son conseil qu'après vérification » (2).

Nous savons d'autre part que si le consentement royal est indispensable pour aliéner la Seigneurie ou member les terres de Serk, il est inutile pour assurer aux décisions des Chefs Plaids le caractère de perpétuité, à moins que celles-ci ne soient frappées du veto seigneurial ou ne touchent à la constitution civile ou religieuse de l'île.

Il est temps de clore cette étude à laquelle nous avons voulu donner surtout le caractère d'une monographie sincère et impartiale. Serk nous est apparue, aujourd'hui comme dans l'histoire, résolue à maintenir son indépendance et ses privilèges, apte à se gouverner elle-même et soucieuse de ne pas briser une organisation qui fait sa force et son originalité. Elle a réussi à maintenir dans les limites de ses frontières, depuis le XVI^e ce trait caractéristique de tout régime féodal ; la prééminence de la propriété foncière. La possession de la terre, voilà la source des droits et obligations de ses habitants, voilà ce qui explique pour le Seigneur ses devoirs vis à vis de la Couronne et ses prérogatives à l'égard de ses vassaux, pour le Sénéchal sa qualité de juge unique et ses pouvoirs de juridiction, pour les tenants leurs man-

(1) Serk, annexes n° 52.

Nombreux sont ainsi les Ordres en Conseil transmis par cette voie ; ceux relatifs aux emprunts, au commerce d'exportation, aux jours de jeûne (seize ordonnances de 1793 à 1813) à la quarantaine de navires (32 — de 1793 à 1821) aux jours d'actions de grâce aux traités de paix, à la pêche des huîtres, au dénombrement, au varech etc....

(1) Robinet de Cléry p. 6.

dates de députés et leurs attributions législatives. C'est pour la protéger plus efficacement qu'ont été édicées ces règles, exorbitantes du droit commun, de l'indivisibilité des héritages et du droit absolu d'aînesse. Contre cette force séculaire sont venues se briser impuissantes les idées de suffrage universel ou même censitaire partout ailleurs triomphantes.

Il nous a paru intéressant (et notre rôle s'est borné là) d'exposer le mécanisme des différentes institutions de notre petite île et de relater, jusque dans sa vie publique et privée la plus récente, les manifestations d'un système politique que certains jugent inconciliable avec les exigences modernes et croient définitivement relégué dans la poussière des archives. Les mœurs ont quelque peu adouci la rigueur des principes qui, depuis trois siècles ont assuré à Serk avec une autonomie partielle une enviable prospérité. Puisse l'invasion des touristes anglais ne pas lui ôter, avec la disparition de notre vieil idiome national, ce caractère de vivant anachronisme qui fait son charme et dont de plus érudits pourraient tirer de curieux rapprochements et de juridiques conclusions.

BIBLIOGRAPHIE

Greffe de Serk.

- I. — Livre des ordonnances de Chefs Plaids, 15 juillet 1675, mai 1765 (comprend également des contrats et testaments).

Livre des ordonnances de la Cour, 1^{er} octobre 1675 au 9 juillet 1735.

- II. — Livre des ordonnances de la Cour, 16 mai 1722 au 28 mai 1800.

- III. — Livre des ordonnances, 21 mai 1800 au 6 mars 1847.

- IV. — Livre des ordonnances, 1847.

- V. — Livre de registres des actes des Chefs Plaids, A-D 1766-1842.

- VI. — Registre des Chefs Plaids, 19 avril 1843.

Au verso de ces deux derniers livres se trouvent les registres des contrats commençant et finissant aux mêmes dates.

Actes des Etats de l'île de Guernesey (1605-1651), par le Rev. Lee, Guernesey, 1851.

Recueil d'ordonnances de la Cour Royale de Guernesey, par Robert Mac Culloch, avocat. Guernesey, Barbet, 1852, T. I (1533-1800) Tomes II, III et IV.

Second reports of the Commissioners, Guernesey, London by William Clowes and sons, 1848.

Recueil d'Ordres en Conseil d'un intérêt général, enregistrés sur les records de l'île de Guernesey depuis l'année 1800, par E. Ozanne, procureur du roi. Chez Richard 1903 (T. I et II).

Registres du greffe de Guernesey.

Nota. — Registre : jugements, ordonnances et ordres en conseil, 5 août 1685-23 février 1716.

Livre en crimes (reg. 48) 20 février 1892-30 décembre 1893.

Livres en crimes (reg. 49), 4 janvier 1894-12 décembre 1895.

Recueil jugements 1856 à 1886. -

Collection de la Gazette de Guernesey (nota 1907 et 1908).

Collection des Billets d'Etat de Guernesey.

Almanach de la gazette de Guernesey.

Manuscrit ainsi terminé « Je soussigné reconnais et confesse de donner ce livre à... de Masurier, fils de mon frère Thomas Robert le Masurier, étant un don gratuit que je fais au dit. »

« Le Masurier, Serk, le 30 octobre 1832. »

Livre manuscrit du sénéchal.

(Ces deux derniers ouvrages en la possession du sénéchal actuel de Serk, M. Godfray qui me les a très obligeamment prêtés).

HILARY CARRÉ : De la constitution de l'isle de Guernesey et de sa réforme.

Guernesey : E. Barbert, 1843.

LAURENT CAREY : Essai sur les institutions, lois et coutumes de Guernesey (1765-1769).

Guernesey : Bichard 1889.

WARBUTON (héraut et antiquaire célèbre sous Charles II) : Traité sur l'histoire, les lois et coutumes de l'île de Guernesey (1682).

Guernesey : Brouard 1835.

TH. LE MARCHANT : Remarques et anidmaversions sur l'approbation des lois et le coutumier de Normandie usitées ès juridictions de Guerneze et particulièrement sur la Cour Royale de la dite île.

2 vol. Guernesey : Dumarescq, 1826.

TH. LE CERF : L'archipel des îles normandes : Jersey, Guernesey, Aurégny et Serk et dépendances ; institutions communales, judiciaires et féodales.

Paris : Plon, 1863.

- LEROUGE : Histoire de Jersey et Guernesey.
Paris. 1737.
- STAFFORD CAREY : Discours sur l'histoire locale.
Guernesey, 1870.
- STAFFORD CARREY : Notes sur l'île de Guernesey.
Le Havre : Lepelletier, 1874.
- Documents relatifs à l'île de Guernesey (règlements des
commissaires royaux envoyés par S. M. Jacques I^{er},
l'an 1607). Guernesey, 1814.
- DUNCAN : The history of Guernsey.
London and Guernsey : 1941.
- SABONADIÈRE : Histoire de Guernesey et de son archipel.
Guernesey : 1816.
- BERRY WILLIAM : Le gouvernement de Guernesey.
Londres : 1862.
- GUSTAVE DUPONT : Histoire du Cotentin et de ses îles (4 vol.).
- PEGOT ET OGIER : Histoire des îles de la Manche.
Paris : Plon, 1881.
- PHILIPPE LE GEYT : Manuscrits sur la constitution, les lois
et usages de Jersey.
4 volumes Jersey : 1846-1847.
- CHARLES HETTER : Relations de la Normandie et de la Bretagne avec les îles de la Manche pendant l'émigration.
Caen : Leblanc-Hardel, 1885.
- REV. LEE : La discipline ecclésiastique des îles de la Manche.
Guernesey : Richard, 1885.
- MATTHIEU LELIEVRE : Le méthodisme dans les îles de la Manche.
Paris : Librairie Evangélique, 1885.
- FRANÇOIS GUITON : Histoire du méthodisme Wesleyen dans les îles de la Manche.
Londres : Mason, 1846.
- SCHICKLER : Les Eglises de refuge en Angleterre (T. II).
Fischbacher, 1892.
- L'abbé FOUCRÉ MACÉ : Le prieuré royal de St-Magloire de Lehon.
Rennes : Caillière, M. DCCC.XCII.

ANNA SANCTORUM OCTOBRI : (Vita S. Maglorii episcopi ex Maillonii actis sanctorum S. Benedicti auctor anonymo), p. 783-787.

De S. Maglorio épiscopo doli in armorica (commentarius prævius), p. 775-777. Tome X, M. D. CCCLXI.

Recueil des historiens de Gaule et de France : Polyptychum diocesis Constantiensis. T. XXIII, p. 519, Paris, Welter.

JULIEN HAVET : Gardiens et seigneurs des îles normandes. Paris : 1876.

JULIEN HAVET : Les cours royales des îles normandes. Champion : 1878.

ROBINET DE CLERY : Les îles Normandes, pays de Home Rule, Ollendorf : 1898.

ROBINET DE CLERY : Pouvoir législatif ; organisation administrative des îles anglo-normandes du Canal. Bulletin de la Soc. de législation comparée, T. XIX, 1889-1890, p. 164.

GUIDE JOANNE : Les îles anglaises de la Manche. Hachette : 1905.

HENRI BOLAND : Les îles de la Manche. Hachette, 1904.

ERNEST GLASSON : Histoire du droit et des institutions de l'Angleterre. 6 vol. : Pedone, 1882-1883.

A. ESMEIN : Cours d'Histoire du Droit Français. Paris : 1903.

E. GLASSON : Histoire du Droit et des Institutions de la France 8 vol. : Pichon, 1887.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

Aperçu historique

Légendes religieuses : St-Magloire	8
X et XI ^e siècles	12
XII et XIII ^e siècles : Situation économique	13
Jean sans Terre et Pierre des	
Preaux	14
Opérations militaires dans les	
îles	15
Chartes royales	16
XIV ^e siècle	17
XV et XVI ^e siècles : La France et les îles	18
Premières difficultés religieuses.	18
Serk repaire de pirates	19
Glatigny à Serk	20
Helier de Carteret et la reine	
Elizabeth :	20
Difficultés avec Guernesey.....	21
Elizabeth et la situation relig..	22
Influence française	23
Les anglicans et catholiques.	23
Les dissidents.....	24
Presbytériens à Serk ..	24
Synodes à Serk	25
Cosme Brevin et l'indé-	
pendance de Serk....	26

XVII ^e siècle :	Révolution d'Angleterre.....	28
	Triomphe du Parlement	29
	Charles II et la politique	31
	Charles II et les dissidents reli- gieux	32
	Les presbytériens de Serk	32
XVIII et XIX ^e siècles:	Serk et le méthodisme	33
	Loyalisme politique	34
	Serk et la politique internationale	36
	Serk et la France	37

CHAPITRE SECOND

Le Seigneur

I. — Le Seigneur et la Couronne	39
A. Nature de son titre d'après la Charte d'Eliza- beth 1565	39
B. Obligations à raison de son fief	41
a) d'après l'acte de concession.....	41
b) d'après le droit commun: foi et hommage. relief et première saisine ...	43
C. Transmission du fief	45
a) par décès	45
b) entre vifs : autorisation royale	46
suite des seigneurs de Serk..	47
D. Location de la Seigneurie	50
II. — Le Seigneur et les tenants	51
A. Concession des terres de Serk	51
1) Indivisibilité et droit d'aînesse	51
Elizabeth	51
Jacques I ^{er}	53
Application des règles posées par Jacques I ^{er}	53
Conflit entre Seigneur et tenants ..	56
Y a-t-il seulement quarante tenures?.	57

2) Autres charges de la propriété foncière	58
a) entretien de la maison et d'un homme ménager	59
b) paiement des rentes au profit :	
du maître d'école	60
de tiers	61
du Seigneur	61
c) Congé du Seigneur pour vendre	63
Quid pour la location ?	65
3) Forme des contrats de transmission	66
4) Résumé de la condition des terres à Serk.	67
 B. Droits seigneuriaux relatifs aux immeubles. —	68
1) Dîmes	69
2) Droit d'aller et venir et de chasse	69
3) Trésor et Mines	70
4) Moulin	74
5) Constructions et démolitions	75
5) Droit d'escheat	77
 C. Droits seigneuriaux sur les meubles et les personnes	77
1) Biens meubles	77
Bris	77
Vrech	77
Pain, vin et bière (contre-coup sur les cabaretiers)	78
Douanes	79
2) Personnes	79
Etrangers	79
Services militaires	81
Corvées	84
 III. — Seigneur et la Vie publique de son fief	85
A. Juridiction	85
1) Jurés	85
2) Senechal	86
3) Officiers de justice	87
4) Sénéchal	88

<i>B.</i> Nomination de fonctionnaires	88
1) Geolier	89
2) Vicair (frais du culte — conflits).....	91
<i>C.</i> Attributions législatives	93
1) Rôle théorique : Droit de vote.....	93
Présence obligatoire.....	93
Droit de veto.....	94
Présidence	94
2) Participation à l'œuvre législative.....	95
Confirmation de ses privilèges.....	97
Solution des conflits.....	97
Services rendus en matière de :	
Finances	98
Comités	98
Ecole	99
Cimetière	100

CHAPITRE TROISIÈME

Le Sénéchal

I. — Aperçu historique.....	103
<i>A.</i> Initiative des habitants	103
<i>B.</i> Intervention de la Cour de Guernesey et du pouvoir royal	104
<i>C.</i> Suppression des jurés — Le Sénéchal	106
II. — Le Sénéchal	107
<i>A.</i> Nomination	108
<i>B.</i> Attributions judiciaires	110
1) Matière civile	110
<i>a)</i> Compétence :	
incompétence ratione personæ matericæ.	113
<i>b)</i> Procédure	116
<i>c)</i> Juridiction gracieuse	121

a) Compétence : règles générales	122
dérogations	125
b) Procédure	132
C. Attributions d'ordre législatif	137
1) Rôle dans les Chefs Plaids, d'après les textes	137
2) — — — — — d'après les faits.	140
Collaboration	141
Usurpation de fonctions	142
Conflits	143
D. Attributions administratives	145
Cabaretiers	145
Bornement	146
Comités	146
Finances	147

CHAPITRE QUATRIÈME

Officiers de justice

I. — Greffier et Prévôt	148
A. Ressemblances	148
B. Différences	150
1) Attributions du greffier	150
2) Attributions du prévôt : procureur	152
huissier	154
geôlier	154
II. — Connétables	155
A. Nomination	155
B. Attributions	157
1) Police	157
2) Travaux publics : routes (la corvée).....	160
cimetière et Havre	163
3) Finances : la taxe	164
4) Mandataires des Chefs Plaids et de la Cour Royale de Guernesey	168

CHAPITRE CINQUIÈME

Les Chefs-Plaids

I. — Aperçu historique	172
II. — Composition	174
A. Seigneur	175
B. Sénéchal et officiers de justice	176
C. Tenants	177
D. Présence aux séances des uns et des autres.	179
III. — Epoque et tenue des séances	181
A. Epoque des séances	181
B. Tenue des séances : forme des délibérations.	183
Veto seigneurial	183
IV. — Attributions des Chefs Plaids	188
A. Vote du budget	189
1) Recettes normales	189
a) Taxe et Corvées	189
b) Taxes diverses :	193
Bateaux	194
Chiens	194
Cabaretiers	195
Voitures	196
c) Douanes	196
Taxe des étrangers	199
Marchandises importées : l'Impôt.	200
d) Intérêts	208
2) Recettes extraordinaires : emprunts	210
3) Dépenses normales	213
a) Assistance publique	213
dans l'île	217
hors de l'île	219
b) Service de la Dette	219
c) Traitement de fonctionnaires	220
Médecin	221
Maître d'école	221

4) Dépenses extraordinaires	226
a) Travaux publics	226
Routes	226
Havre du Creux	226
Cimetière et prison	229
Câble télégraphique.....	230
b) Procès	230
c) Primes	232
5) Etablissement du budget	232
B. Réglementation du commerce extérieur	234
C. Police locale	238
1) Mesures contre les animaux	238
3) Mesures contre les étrangers et réglemen- tation du dimanche	239
3) Mesures contre les cabaretiers	243
D. Défense des intérêts de l'Ile. Procès'	246
E. Réglementation intérieure. Nomination de fonc- tionnaires et comités	249

CHAPITRE SIXIÈME

Conclusion	253
-------------------	-----

VU :

Le président de la thèse,
A. ESMEIN.

VU :

et permis d'imprimer.

Le Vice-Recteur
de l'Académie de Paris,

Pour le vice-Recteur :
L'Inspecteur de l'Académie.

VU :

Le Doyen.

ANNEXES

N° 1

LISTE DES TENANTS QUI DOIVENT REpondre AUX CHEFS PLAIDS

1908

Thomas Godfray	pour 2 tènements	
Falle	— 1	—
Thomas de Carteret	— 1	—
Théophile Godfray	— 1	—
Alfred Godfray	— 1	—
Philippe le Feuvre	— 1	—
Picktshall	— 1	—
Kinnersby	— 1	—
Philippe Guille	— 1	—
John Henry	— 1	—
Stephen Henry	— 1	—
Philippe Guille	— 1	—
Peter Drillot	— 1	—
Riby	— 1	—
Thomas Baker	— 1	—
Alfred Baker	— 1	—
Arthur Baker	— 1	—
William Mollet	— 2	—
John le Feuvre	— 1	—
Hurbert Baker	— 1	—
Clippart Baker	— 1	—
William de Carteret.....	— 2	—
Thomas Carré	— 1	—
Joseph de Carteret	— 1	—
Miss Mary Vaudin	— 2	—
Miss Mabel Guille.....	— 1	—
Daniel le Masurier	— 1	—
James Hamon.....	— 1	—
Laurent Mollet	— 1	—
William Baker	— 1	—
Helier Baker	— 1	—
Collings (seigneur)	— 4	—

1675

Philippe de Carteret	pour 1 tènement	
» »	tènement du seigneur	
Robert Slowley	pour 2 tènements	
Suzanne le Gros	— 1	—
Philippe du Maresq	— 1	—
— Robert Slowley	— 1	—
Jean le Masurier	— 1	—
Thomas —	— 1	—
Pierre —	— 1	—
Philippe Poingdextre	— 1	—
Abraham de Carteret	— 1	—
Philippe	— 1	—
Jean Guille	— 2	—
Philippe le Feuvre	— 1	—
Thomas Hamon	— 1	—
Tobie le Feuvre	— 1	—
Philippe Dolbel	— 1	—
— Guille	— 1	—
Abraham —	— 1	—
Samuel de Carteret	— 1	—
Richard Poingdextre	— 1	—
Philippe le Brocq	— 1	—
Michel Simon	— 1	—
Richard le Perk	— 1	—
Philippe Guille	— 1	—
— de Carteret	— 1	—
Jean Esnouf	— 1	—
François Hamon	— 1	—
Jean Hamon	— 1	—
Edouard Guille	— 1	—
Samuel de Carteret	— 1	—
Thomas —	— 1	—
William Vandrell	— 1	—
Nathaniel le Feuvre	— 1	—
Thomas Vibert	— 1	—
— Vaudin	— 2	—

N^o 2

Le 27 octobre 1579, Philippe de Carteret ayant la possession et le gouvernement de l'île de Serk sous son Père, honorable homme Helier de Carteret, seigneur de St-Ouen et de l'île de Serk et tous les manants et habitants de la dite île étant assemblée au manoir de la dite île, par l'avis et consentement du dit Helier de Carteret, en présence du dit Philippe de Carteret et par le consentement uniforme de tous les manants et habitants de la dite île et même à leur poursuite et requête, une Cour et Jurisdiction fut établie dans l'île pour et afin que les lois, coutumes et usages d'ancienneté, gardés et observés en l'île de Jersey fussent dorénavant entretenus, gardés et observés dans l'île de Serk en chaque point.

Pour lesquelles choses faire et accomplir par la dénomination audit Philippe, son Père à ce consentant, et aussi à la requête et par le consentement uniforme de tous les manants et habitants de la dite île, Edouard de Carteret fut fait, constitué et établi et sermenté bailli de la dite île, Julien de C., Colas Cristin, Richard Poingdextre, Jacques Dolbel, Jehannet Hotton, Raulin Vaudin, Clément, Garoull, Guillaume Chevalier, François le Conteur, et P. de Brocq furent faits et sermentés jurés. Jean le Conteur fut fait et sermenté Procureur de la Majesté la Reine et du dit Seigneur en la dite île de Serk ; Ed. Gregory fut fait et sermenté sergent de l'épée. Jean Vibert fut fait sergent ordinaire ; Jean Hotton fut fait et sermenté connétable ; Rollin Smith fut fait et sermenté centenier ; Ed. Brayer et Th. Naychin furent faits et sermentés vingteniers, le premier pour la vingtaine du Nord, le second pour celle du Sud, lesquelles vingtaines sont départies par le chemin venant du Havre de la Motte droit au Manoir allant par le Moulin à Vent et de là, droit au Sault Joyn.

Item Th. Hamon et Vaudin furent faits et sermentés pour assister au Connétable, centenier, vingtenier.

Et désirent instamment tous les manants et habitants de la dite île de Serk être traités en tous les cas selon les lois, usages et coutumes de Jersey pour autant que la plupart

sont natifs de la dite île de Jersey et ont toujours eux et leurs ancêtres, accoutumés d'être traités ainsi.

Enfin pour les cas de quelque importance, il serait bon d'avoir conseil et avis des justiciers et gens savants de la dite île de Jersey (f. Manuscrit, p. 96). i

N° 3

Le 24 mars 1827 devant Daniel de Lisle, bailli.

A M. le Bailli et MM. les jurés de la Cour Royale de l'Île de Guernesey,

L'humble requête de M. Jean Falle, sénéchal de l'île de Serk, remontre :

Que votre remontrant fut sermenté sénéchal de l'île de Serk par votre Cour Royale le 6 novembre 1812 ;

Que c'est avec douleur que votre remontrant se voit forcé d'importuner votre Cour Royale, mais qu'il est impossible de remplir sa charge convenablement, à moins que votre Cour Royale, dans sa sagesse, ne daigne le protéger dans sa libre administration en désignant et limitant les droits du Seigneur et du Sénéchal de Sercq.

Que, dernièrement, malgré les ordres formels donnés par votre remontrant en sa qualité officielle au sieur Elie Le Masurier, greffier, de n'avoir à enregistrer sur les Records un prétendu acte des Chefs Plaids de la St-Michel 1826, celui-ci a été contraint de le faire par le Seigneur ;

Que, sans s'arrêter à examiner l'existence ou la non-existence de ce prétendu acte, votre remontrant croit devoir observer que c'était par plainte contre lui, devant votre Cour Royale, comme juridiction supérieure qu'on aurait dû procéder pour faire enregistrer l'acte et non par l'autorité privée de M. le Pelley ;

Que les attentats qui sont journellement portés à l'autorité dont la charge de Sénéchal est revêtue, tendent à l'avilir sensiblement dans les yeux des habitants et à encourager un esprit d'insubordination et de discorde ;

Que, entre autres prétentions, M. le Pelley soutient devoir présider la Cour des Chefs Plaids et que votre remontrant n'est là que comme simple tenant, ce que votre Re-

montrant pense humblement être contraire à la coutume de l'île ;

Que le Seigneur de Serk prétend qu'il a droit non seulement de présider les Chefs Plaids, mais encore de lever des amendes sur les défaillants sans consulter qui que ce soit ;

Que si les mots Chefs Plaids ne signifiaient autre chose qu'une Cour de Plaids capitaux, la prétention de M. le Pelley que le Sénéchal n'est présent que comme tenant n'est pas soutenable ;

Que, loin d'être ainsi, votre Remontrant pense très humblement qu'il est aussi impossible que la Cour des Chefs Plaids se tienne légalement en Serk en l'absence du Sénéchal qu'il l'est que la Cour des Chefs Plaids à Guernesey se tienne en l'absence de la Cour Royale ;

Que le Seigneur de Serk paraît à votre remontrant faire à Serk ce que fait M. le Gouverneur à Guernesey : représenter S. M. ; mais que, dans l'une comme dans l'autre île, le président de la juridiction doit nécessairement présider les Chefs Plaids.

Que la seule différence entre Guernesey et Serk consiste en ce qu'une ordonnance à Serk, après avoir été proposée par le Sénéchal et consentie par la généralité n'a force de loi qu'après avoir obtenu la sanction du Seigneur conformément à ce qui se pratique à Jersey, où une ordonnance requiert l'approbation du lieutenant-gouverneur avant d'être loi ;

Que ce même jour, un nouvel attentat a été porté tant à l'autorité du Sénéchal qu'aux libertés des habitants de Serk : un arrêt signé de deux jurés de la Cour Royale a été mis entre les mains du Prévôt de Serk par M. le Pelley avec ordre de l'exécuter à Serk sur un navire chargé appartenant à I. Hamon, ce qui a eu lieu et le navire a, en conséquence, été arrêté et amené à Guernesey ;

Que votre Remontrant soumet respectueusement à votre Cour Royale qu'aucun arrêt introductif d'instance ne peut être exécuté en l'île de Serk à moins qu'il ne soit revêtu de la signature du Sénéchal ; que dire le contraire serait dépouiller sa charge de toute autorité ; car, si l'arrêt est légal, il n'y a que la Cour Royale qui puisse en juger et si

la Cour Royale qui est la Cour supérieure et d'appel peut en juger en première instance, c'est priver l'habitant de Serk de sa juridiction naturelle.

Les prémisses considérées, votre remontrant supplie humblement votre Cour Royale d'ordonner et de statuer :

1° Que la Cour des Chefs Plaids de Serk doit être présidée par le Sénéchal ;

2° De défendre à Serk l'exécution de tout arrêt introductif d'instance, à moins qu'il ne soit revêtu de la signature du Sénéchal de Serk,

ou de lui accorder tel autre relief que dans votre sagesse vous croirez raisonnable.

Le greffier du Roi ayant communiqué à la Cour la réponse reçue du sieur Th. de Carteret, connétable de l'île de Serk à la lettre qu'il lui adressa en lui envoyant le règlement ci-joint du 5 mai 1827 (voir reports n° 5734) conformément au 7° art. du dit règlement, par laquelle le Connétable lui fait savoir qu'il a fait assembler les habitants et tenants de cette île pour le leur communiquer et qu'ils ont déclaré n'y avoir aucune objection, la Cour a ordonné que le dit Règlement sera enregistré sur les records de cette île et transmis à M. le Sénéchal de Serk pour être enregistré et observé à l'avenir dans la dite île (9 juin 1827, Guernesey II, p. 341).

N° 4

Samedi 21 déc. 1816 : La Cour en faisant droit sur la requête des cabaretiers de l'île de Serk en date du 21 sept. 1816 et la réponse de M. le Sénéchal de cette île touchant le prix des liqueurs spiritueuses que M. le Sénéchal et les officiers de la Cour avaient fixé pour la vente des dites liqueurs à 2 sch. 10 p. par quartaut..., il ne lui paraît pas que douze liards par quartaut eut été un trop haut prix ; au reste, recommande à M. le Sénéchal de ne fixer qu'un prix pour tous les cabaretiers de la dite île et de le fixer à des époques fixes (Enregistré à Serk le 1^{er} janv. 1817) (Guernesey II, p. 183 ; Serk V, p. 107).

N° 5

La Cour, en faisant droit sur la requête présentée par M. Jean le Conteur, de l'île de Serk, se plaignant de ce que M. le Sénéchal de la dite île, le 4 déc. 1813, rendit une sentence contre lui et le mit à 20 sous d'amende pour n'être pas présent comme un des tenants de la dite île à répondre aux Chefs Plaiids de la St-Michel tenus le 29 sept 1813, le dit le Conteur soutenant que la tenue des dits Chefs Plaiids était irrégulière et inconstitutionnelle, d'autant que le dit jour 29 sept 1813 n'était pas le jour fixé par la Constitution, déclare le dit acte du 4 déc. 1813 nul et de nul effet et a en conséquence relevé le dit Le Conteur des 20 sous tournois d'amende auxquels le Senéchal l'avait condamné par le dit acte, la Cour ayant jugé que les Chefs Plaiids n'auraient pas dus être tenus le 29 sept., mais subséquemment audit jour. (1814). (Guernesey II, p. 144).

N° 6

15 février 1812. Assemblée extraordinaire pour prendre en considération le refus qu'à fait M. le Senéchal par son acte en date du 13 nov. 1811 de sermenter Phil. Hamon à la charge de connétable à laquelle il avait été élu aux Chefs Plaiids tenus le 2 octobre 1811, le dit Sénéchal considérant l'état de cabaretier, que le dit Hamon exerce, être incompatible avec la charge de connétable, la pluralité des voix ont décidé que le dit Hamon doit y être sermenté et sur le refus de M. le Sénéchal de le sermenter, ont autorisé le dit Th. Godfray, son prédécesseur, pour agir pour eux contre le dit M. le Senéchal par voie de justice.

Le 20 mai 1812, devant M. le Senéchal, le susdit Ph. Hamon a été sermenté connétable (Serk V, p. 105).

N° 7

18 Janvier 1854 : Sur la remontrance d'Elie Guille que, pendant la dernière moisson, le temps fut des plus contraires pour récolter ; que le dimanche 28 août, le temps

étant devenu favorable, plusieurs personnes se rendirent à leurs champs et récoltèrent en contravention à la loi du Tout Puissant qui a dit : « Vous garderez mes sabbats et aurez du respect pour mon sanctuaire » ; que des ordonnances avaient été faites bien à propos concernant le débit de liqueurs et empêcher que l'on transporte en charrettes quoique que ce soit pendant ce jour..., les Chefs Plaids ont mis 20 sous tournois d'amende aux contrevenants (Serk, VI, p. 32).

N° 8

La Cour, extraordinairement assemblée en conséquence du rapport à elle adressé par plusieurs habitants qu'il se trouve des *amas* de fumier, eaux croupissantes et autres saletés dont l'effet ne peut être que nuisible à la santé, mal qui se trouve plus dangereux par la présence du choléra dans les îles voisines, désirant concourir autant qu'en elle possible au bien général, la Cour a ordonné et enjoint aux Connétables, aux collecteurs, auxquels est volontairement joint Ph. Fauquerel, lesquels forment un comité de visiter les différents lieux et de veiller à ce que les eaux croupissantes et autres saletés soient retirées et éloignées des demeures et chemins publics. Et sont les dits connétables tenus de produire les délinquants devant la Cour afin qu'elle en ordonne (13 sept. 1849) (Serk, III, p. 7).

N° 9

La Cour s'étant assemblée et de concert avec le Seigneur de l'Île, considérant que les funérailles de notre souveraine dame, la reine Victoria, doivent avoir lieu samedi prochain le 2 février, a passé une ordonnance à l'effet que pendant ce jour, il ne se tiendra aucune séance de la Cour, que tous lieux d'amusement, boutiques et auberges seront clos pendant la journée. 31 janvier 1901 (Serk, IV).

N° 10

Sur l'information faite à la Cour qu'un enfant nommé R. âgé de 14 ans, a été trouvé noyé dans le vivier du Seigneur...,

après avoir entendu des témoins qui ont déclaré qu'ils croyaient qu'il était tombé de dessus la muraille, sur ce la Cour a rendu un verdict qu'il était probable que ce fut une mort accidentelle... 12 juillet 1855 (Serk IV).

Idem le 30 août 1877 ; idem le 2 août 1877 pour suicide. — Serk.

N° 11

La Cour et les Connétables conjointement avec le Seigneur, s'étant trouvé aujourd'hui à 10 heures pour faire le bornement sur le lieu d'une partie des terres de J. Le Feuvre, suivant la loi et coutume de cette île, lequel jour de bornement avait été annoncé à la porte de l'Eglise, a procédé à faire le dit bornement, personne n'y ayant mis apposition, 24 octobre 1860 (Serk IV).

N° 12

Il est permis à Jean Hamon de faire enregistrer une clameur de Haro qui a été interjetée aujourd'hui contre J. Le Feuvre au sujet d'une pièce de terre qu'il prétend lui appartenir, sur qui le dit le F. était à tasser un tas de jon ; la dite clameur ayant été faite en présence de J. Hamon, W. Hamon et Phil. Le Feuvre, témoins. 27 février 1898. Serk.

N° 13

Il est permis au capitaine du navire « les XII Apôtres », naufragé dans la baie de la Fregondée, de faire vendre au plus offrant tout et autant de marchandises de la cargaison qu'il sera possible de sauver... Idem du navire. 5 décembre 1863. (Serk IV).

N° 14

17 mars 1858. Sur l'action de J. Le Feuvre contre J. Hamon et officier de la Cour joint, de voir la Cour mettre au délibéré une clameur de Haro interjetée le 27 février en présence de au sujet de, est cette cause renvoyée

à être décidée par voie de justice sur les lieux, où les parties pourront faire venir leurs preuves.

1^{er} mai 1858. J. Le Feuvre a silence vers J. Hamon. La Cour... a adjugé le dit Le Feuvre à retirer le tas de foin dans 8 jours et aux frais dont il en appelle devant la Cour Royale de Guernesey (Serk IV).

N° 15

7 Janvier 1882. Th. Carré a merci vers Betsy Hamon à se voir être adjugé lui payer la somme de 1 £. pour frais d'accouchement et entretien d'un enfant dont elle est accouchée le 8 décembre 1881, dont elle accuse le dit Carré d'être le père et à lui payer la somme de 2 sch. la semaine pour maintien et entretien du dit enfant jusqu'à 14 ans.... la Cour après avoir entendu les témoins, a adjugé le dit Carré à lui payer 1 £ et 1 sch. 8 d. la semaine jusqu'à 14 ans, dont il appelle (Serk, IV).

N° 16

7 avril 1894. La Cour permet à M. Collings de se servir du ministère des connétables pour faire sortir Toplis et sa famille hors de l'héritage qu'il lui a loué et qu'il ne peut garder plus longtemps (Serk IV).

N° 17

1^{er} avril 1903. La Cour permet de faire enregistrer un brevet d'invention octroyé par lettre patentes sous le sceau du bureau des Patentes de Londres (Serk IV).

N° 18

24 décembre 1853. Il a été permis au sieur Godfray de faire défendre à toute personne de n'avoir à passer, chasser, ni tirer par dessus aucune partie de ses terres de Dicart, sur peine de payer 3 Liv. tourn. d'amende applicable à son profit (Serk IV).

N° 19

8 mars 1866. MM. les Connétables a silence envers le sieur H. de Carteret à se voir être adjugé par la Cour à leur payer 1 £ 10 sch., étant pour sa portion de taxe pour 60 quartiers levés le 4 octobre 1865 par les personnes autorisées à cet effet, après que le dit H. de Carteret a déclaré par serment ne valoir pas au delà de 48 quartiers et sont les connétables aux frais (Serk IV).

N° 20

19 juin 1852. Jean R... étant accusé d'avoir entretenu Fanny S... sur la voie publique à des choses indécentes et suspects de moralité... et d'aller troubler certaines maisons... et d'être en nuisance au public, la Cour, ouïes les conclusions des officiers de la Reine, l'a ordonné de vider l'île dans huit jours (Serk IV).

N° 21

5 mars 1863. Attendu le refus fait par Jean Le Feuvre, vingtenier, d'obtempérer à l'ordre verbal qui lui fut donné par M. le Sénéchal de faire comparaître devant la Cour, P. Guille, connétable, pour répondre tant à la plainte du Seigneur du refus que fit le dit connétable, le 20 février 1863, de prêter son ministère pour produire devant la Cour les parents de Jean Guille, que du refus du dit connétable de paraître devant la Cour, ...la Cour a ordonné que le dit Ph. Guille et Jean Le Feuvre seront saisis par le Prévost de la Reine et produits devant la Cour.

Ayant été produits ce jour devant la Cour, la Cour a renvoyé cette affaire à la Cour Royale de Guernesey et est ordonné que les dits... seront constitués prisonniers jusqu'à leur départ pour Guernesey, sauf à eux à donner bonne et suffisante caution (Serk IV).

N° 22

7 juillet 1897. M. Collings est produit devant la Cour... pour avoir été de propos délibéré la nuit du 6 juillet tirer

des coups de fusil proche la maison dit Beauvoir, de manière à effrayer les occupants et voisins, après avoir été averti 15 jours avant par le vingtenier de non avoir à aller proche sa maison faire du tapage.

La Cour, vu qu'il n'y a pas d'ordonnance défendant de tirer dans les routes publiques a renvoyé le dit Collings de la plainte et lui a défendu de ne plus tirer dans les routes publiques, ni de causer aucun trouble à l'avenir.

N° 23

9 décembre 1865. Collings actionne J. C..., à se voir adjuger telle punition qu'il plaira à la Cour pour avoir crié après le dit Seigneur le 5 décembre et l'ayant arrêté, lui avoir présenté ses poings au visage avec des gestes menaçants et des paroles injurieuses... la Cour a condamné le dit accusé à 3 L. tour. d'amende et à trouver une caution de 3 £. de sa bonne conduite pendant un an, sinon subir 3 jours de prison (Serk IV).

N° 24

29 octobre 1903. M. Collings est traduit par les connétables devant la Cour pour avoir brutalement menacé de son bâton Madame Seichan, l'avoir injuriée, l'effrayant à ce point qu'elle se réfugia à l'hôtel Bel Air où elle passa la nuit... La Cour le condamne à 3 Liv. tournois d'amende et à prêter serment de garder la paix un an envers Mme Seichan et tout sujet britannique.

Même condamnation le 3 octobre 1903, pour avoir poussé son cheval contre M. Seichan et lui avoir porté un coup de bâton sur l'épaule gauche (Serk IV).

N° 25

28 mai 1850. Margueret H... ayant été ce jour produite devant la Cour par le ministère des connétables, accusée d'avoir, le 26 courant à la Fregondée, cruellement battu Thomas H..., son fils, et l'ayant frappé avec une hache jus-

qu'à effusion de sang... la Cour, après avoir entendu la dite accusée, son mari, son fils et plusieurs témoins... a déclaré la dite cause être hors de sa compétence d'en juger, vu le sang répandu. Et est ordonné que la dite accusée soit placée sous la garde du Prévost de la Reine en cette île pour être produite devant la C. R. de Guernesey à la 1re occasion. Et sera la dite accusée, constituée prisonnière dans la prison publique jusqu'à son départ de l'île (Serk IV).

N° 26

16 juin 1892. W. Collings est produit devant la Cour sur la plainte de J. Drilliot, pour l'avoir arrêté sur la route, attrapé à la gorge et frappé, lui causant une blessure à la tête, sans aucune provocation... M. Collings niant, la cause est renvoyée à mardi.

21 juin. La Cour, après avoir entendu les témoins, a renvoyé la cause devant MM. le baillif et jurés de la C. R. de Guernesey (Serk IV).

N° 27

28 août 1857. Pierre C., accusé de s'être introduit dans la maison de H. par une fenêtre, la porte étant fermée à clef, et y avoir pris une bouteille de liqueur, l'accusé ayant avoué, la Cour ayant trouvé le cas sérieux, le renvoie en prison provisoirement, jusqu'à ce d'avoir l'avis de M. le Procureur de la Reine (Serk IV).

Le 29 août, après avoir reçu l'avis de M. le Procureur de la Reine, envoie l'accusé devant la C. R. de Guernesey. n'étant pas de la compétence de cette Cour d'en juger.

N° 28

16 juin 1892. W. Collings est produit devant la Cour sur la plainte de P. Le Feuvre, pour avoir brisé deux vitres à une des fenêtres de sa maison dans la nuit du 6 juin. La Cour renvoie les parties. M. Collings s'étant engagé à payer à P. Le Feuvre 1 £ pour réparer les dégâts.

N° 29

16 juin 1892. W. Collings est produit devant la Cour, par le ministère de Mollet, connétable, sur la plainte de Th. de Carteret, pour s'être introduit dans sa maison avec un pistolet à la main, dans la nuit du 6 juin, M. Collings niant l'accusation, la cause est renvoyée à mardi.

21 juin. La Cour, après avoir entendu les témoins, a adjugé Collings à 2 Liv. tournois d'amende (Serk IV).

N° 30

24 juillet 1893. W. Collings est produit devant la Cour par le ministère de R. de C., connétable, pour avoir malicieusement mis en liberté 2 chiens appartenant à M. Hope, la nuit du 15 juillet et avoir fait usage de menaces et d'insultes envers le dit Hope, menaçant de tuer les chiens dans la nuit du 20 juillet.

Le dit Collings ayant refusé de se présenter en Cour sur l'ordre des Connétables, ceux-ci ont demandé un délai pour s'informer à M. le Procureur de la Reine comment procéder, le dit Collings refusant de paraître devant la Cour.

26 juillet. Après que le dit Collings a été ce jour présenté devant la Cour par les connétables et quittant la Cour en mépris, le met entre les mains de M. le Prévost de la Reine pour le faire paraître devant MM. le Baillif et jurés de la C.R. de Guernesey (Serk IV).

27 juillet. W. Collings, seigneur de Serk, ayant été ce jour produit devant la Cour par M. Hirzel Baker, prévôt de l'île de Serk (vertu d'un acte de la Cour de la dite île, en date du 24 juillet 1893), étant accusé d'avoir, le 15 courant, malicieusement mis en liberté deux chiens appartenant à M. Hope, qui étaient dans un bâtiment situé au manoir dans la dite île, et d'avoir, à plusieurs reprises, et notamment le 20 et 26 courant, grossièrement insulté et menacé le dit Hope et M. Cochrane proche Rose Cottage en la dite île ; et de plus le dit Collings d'avoir le 26 courant, lorsque, traduit devant la Cour de la dite île de Serk, été coupable d'irrégularités et d'avoir quitté la salle de la dite Cour en mépris

et d'avoir résisté à l'autorité et refusé d'obéir aux ordres de MM. Robert de Carteret et Daniel Robin, connétables de la dite île, lors de l'exécution de leurs charges. La Cour, après avoir entendu des témoins, ouïes les conclusions des officiers de la Reine, a condamné le dit Collings à une amende de 5 £ envers S. M. et à défaut de paiement, à quatre semaines d'emprisonnement dans la prison publique (livre en crimes, registres 48, p. 476. Guernesey).

N° 31

27 juillet 1894. M. Collings est produit par le ministre des connétables pour avoir, dans la soirée du 26 juillet, insulté, menacé et frappé Robin, connétable de l'île, lui jetant son chapeau par terre, le traitant de coward, damfool, brute et aussi, dans une cause précédente contre lui, devant la C. R. de Guernesey, sous la foi du serment, fait une fausse déclaration contre lui, la Cour a placé Collings entre les mains du Prévost de la Reine pour être produit devant la C. R. de Guernesey (Serk IV).

28 juillet. W. Collings, seigneur de Serk, ayant été ce jour produit... accusé d'avoir, le 26, assailli et grossièrement insulté M. D. R., connétable de l'île de Serk, dans l'exécution des devoirs de sa charge; la Cour... a condamné le dit Collings (lequel a déjà été condamné à 5 £. et, à défaut à 4 semaines de prison aux fins d'acte du 27 juillet 1893), à une amende de 5 £. envers S. M. et à défaut de paiement, à quatre semaines d'emprisonnement. Et est ordonné que le dit Collings donnera caution en la somme de 20 £., de garder la paix envers tous et un chacun et plus particulièrement avec le dit R... pendant un an, et à défaut de donner la dite caution, Collings devra subir un emprisonnement additionnel d'un mois (p. 150, Guernesey, idem, reg. 49).

*Ventes d'héritages faites dans l'île de Serk depuis 1860,
transcrites sur le livre des contrats au greffe de Serk et
sur lesquelles le Seigneur a perçu le droit du treizième :*

				Prix comptant
14 décembre 1860	Remfrey	Jane Sollouway	Cloture du Bas	400 £
23 juillet 1861	Le Prevot.	Jean Philipps	La Friponnerie	13.543 Liv. tourn.
24 — 1861	W. le Page	Cachemaille	Cloture du Haut	300 £.
26 janvier 1865	H. de Carteret	—	La Forge	900 £
27 janvier —	Jean Falle	Vaudin	14 cabots	56 £
28 février —	—	Godfray	La Collenette	16.100 L. tourn.
23 janvier 1867	Vaudin	—	6 cabots	308 —
18 sept. 1868	Guille	Le Masurier	La Ville Roussel	dettes du vend.
9 juillet 1870	Drillot	Baker	Le vieux Clos	300 £.
11 août 1871	Ph. Fauquerel	Fleure	Le Port	300 £.
1 novembre 1877	Le Collecteur.	W. de Carteret	1 cabot	4 £
1 octobre 1881	W. de Carteret	Ph. Le Lievre	Clos du Normand	5.600 L. tourn.
10 — 1882	J. Le lievre	Ph. Baker	Tènement	14.000 —
20 déc. —	Le Feuvre	Drilliot	17 cabots	182 —
15 mars 1883	J. Le Lievre	Ph. Baker	Tènement	45 £
14 août —	Ph. le Lievre	Guille	Clos du Normand	7 144 L. tourn.
6 août —	R. Dorey	N. Dorey	Petit Dicart	28.000 —
20 déc. —	J. Dorey	R. Dorey	— —	28.000 —
22 octobre 1884	M. Godfray	J. Hocart	1 quartier	24 £
8 janvier 1885	J. Sollouway	Fottenham	Dicart	28.000 L. tourn.
13 août 1885	J. Mollet	Ph. Guille	Tènement	100 £
20 janvier 1887	W. Philipp	Th. Godfroy	La Friponnerie	20.498 L. tourn.
17 septem. —	Ph. Guille	J. Mollet	Tènement	700 £
24 juin 1890	Vaudin	J. Vaudin	La Forpe	800 —
2 août —	Th. Hamon	Guille	Tènement	500 —
7 février 1894	Th. Carré.	Rumphrey	Plaisance	400 —
20 mars —	W. de Carteret	Th. de Carteret	Terres	1.400 L. tourn.
14 mai —	R. Dorey	D. Robin	—	24.000 —
26 septem. —	Le Masurier	A. Baker	Clos Messiry	11.200 —
5 novembre 1895	Th. Hamon	G. Hamon (fils).	Tènement	300 £.
7 — —	Th. de Carteret	E. Baker	Terres	380 L. tourn.

(Et n'ont les dits mariés produits de congé du dit seigneur, vu que le présent bail est fait dans l'an et jour de celui fait au dit bailleur par les dits preneurs par contrat en date du 4 août dans lequel pareille somme de 28.000 Lt était payée).

1 janvier 1896	Le Tissier	W. le Page	—	140 —
17 sept. 1896	J. Hamon	E. Baker	—	9.800
28 mars 1899	Ph. le Feuvre	G. Lee	Le Clos du Cerf	450 £ st.
1 mai —	Fottenham	Robin	La Friponnerie	44.100 L. tourn.
15 sept. —	Vaudin	Marie Baker	17 cabots	62 £ st.
19 — —	Vaudin	Marie Baker	1 quartier	22 £ st.
30 janvier 1900	Fottenham	Maynard	2 maisons à Di- cart	55.870 L. tourn.
1 mai —	W. Robert	Le Masurier	Clos Messirvy	6.300 —
18 juin —	D. Robin	Fr. Carey	La Friponnerie	5.000 £ st.
29 — —	Baker	Tr. Carré	Enclos du Fort	1.750 L. tourn.
Prix	exact et	complet		8 — de rente au Sei- gneur
29 octobre —	Lydie Fauqueril	John Henry	Enclos Vieux Port	9 quartiers, 1 boisseau, 2 de- nierels de fro- ment vendus 2.800 L. tourn.
				12 c... de rente au Seigneur
15 novembre 1900	Phil. Baker	Prinneraly	Terres	49 q...de froment de rente ra- chetés pour 14.000 L.tourn.
	Retréyant de Th. Godfray le 10 oct 1882 lequel était preneur à rente de John, Lelièvre le 4 sept. 1882, lequel était héritier de W. de Carteret, son oncle.			1 cabot de rente au maître d'é- cole
2 mai 1901	Carey	John Riley	La Friponnerie et banc à l'église	4.650 £ st.
	Pas de congé du 13me à raison de l'acte du 18 juin 1900.			1 cabot au m... d'école
17 juin 1901	Cachemaille	W. Halschust	Clôture du Haut	3 cabots de ren- te et une poule au Seigneur 26 £ st.

17 juin 1901	Cachemaille	Mlle A. Cache- maille	Terre	26 £ et 3 c. de rente au Seig.
16 octobre 1901	Phil. Guille	Ph. Carré	Clos du Normand	26 £
31 octobre 1905	Peter Guille	A. Baker	Villa Roussel et banc à l'église	800 £. 22 cab... froment 1 coup. de cha- pôn et 16 sous tourn. de rente au Seigneur 1 c... de rente au m... d'école
25 octobre 1906	Ph. Hamon	Mlle Mansel	Fort	250 £ 8 Liv. tourn. de rente au Seig. 1 c... au m... d'éc.
19 mars 1907	J. Hocart	Th. de Carteret	Dicart	1.100 L. st. 10 cabots, 4 sis- tonniers de fro- ment de rente à G. Hocart et à ses hoirs. 1 c... de rente au m... d'école
21 mars 1907	W. le Page	Th. Carré	Carrefour	800 £ 1 q. d'orge de rente pour les pauvres 1 c... de rente au m... d'école
23 mai 1907	Baker	John Athelston	La Forge et banc à l'église	1460 £ 14 L. tourn. de rente à H. de Carteret 1 c... de rente au m... d'école
Preneur à rente de Vaudin par contrat du 20 Juin 1890 lequel l'était de H. de Carteret par contrat du 3 déc. 1864 » Th. de Carteret » 23 déc 1826				

22 sept. 1908	W. de Carteret	Taylor	La Prade	440 £ 23 cabot de rente au Seigneur 1 c... de rente au m... d'école
---------------	----------------	--------	----------	---

N° 33

(1) Août 1710. Charles de Carteret « saisi hereditalement des héritages du fils de.... décédé sans enfants, cède à J. Ernouf, une maison au petit Serk, moyennant 3 q. de froment et 13 livres 19 sols de rente annuelle.

(2) A Elie Hamon, une maison au petit Serk, moyennant 5 q. de froment pur et sans déchet, 3 q. d'orge, 3 chapons et 15 l. tournois de rente.

(3) A François Hamon, une maison au petit Serk, moyennant 3 q. 3 cabots de froment, 2 douzaines d'œufs de poule de rente et 7 cabots seront rachetables à 2 fois sur le pied de 300 liv. tournois le q. (Serk I, p. 55 à 57).

N° 34

1717. J. de Carteret vend à M. Fauquerel le Clos de la Vauvoque, pour 12 cabots de froment de rente et 450 £.

15 août. 1719. Idem vend « par baille hereditalle » à Thomas de Carteret, le Clos de la Tour de la Cloche, pour 23 cabots de froment de rente avec droit de passage pour char-rues et charrette dans le manoir.

15 août. Idem vend à Samuel de Carteret le Clos du Nor-mand et le Clos Bornand, pour 2 q. et 6 cabots de froment de rente avec même droit de passage et droit d'abreuvoir.

3 septembre 1719. Idem vend à Elie, et Jean Hamon, partie du vieux Clos pour 22 cabots froment de rente.

3 septembre. Idem vend à Samuel Mollet, le clos à Jon pour 3 q. 2 cabots de froment de rente.

4 septembre 1719. Idem vend à Thomas Vaudin, le petit Clos du Cerf avec permission de bâtir sur le bord de la rue. (Serk I, p. 76 à 85).

N° 35

30 avril 1852. A tous ceux qui... salut. P. le Pelley, seigneur vend à M. le Page, une pièce de terre au Petit Serk, appelée la Clôture du Haut pour le prix de 980 L. tournois de bourse déliée et 3 cabots de froment et une poule de rente (Serk, VI, p. 34).

N° 36

10 février 1835. P. le Pelley, seigneur, achète tènement de la Moinerie et doit payer rente au dit preneur, lui-même seigneur de la dite île, 20 cabots ; aux pauvres, 5 cabots ; à Jean le Conteur, 3 cabots ; à P. le Masurier, 2 cabots ; au maître d'école, 1 cabot et 6580 L. tournois (Serk, p. 284, V).

9 novembre 1854. Collings, seigneur, achète à M. de Carteret, l'héritage l'Ecluse, moyennant 25 cabots de froment de rente payables au dit acquéreur lui-même, 1 cabot de rente au maître d'école et 12.000 L. tour. (Serk VI, p. 54).

N° 37

31 janvier 1835. Philippe Guille fait enregistrer la lettre suivante :

(1) A tous ceux... Pierre le Pelley seigneur... Sachent tous que le 20^e jour de janvier, je le dit P. le Pelley, ai vendu, aliéné et totalement transporté de moi et de mes hoirs à fin et perpétuité d'héritage, au sieur P. Guille, propriétaire du tènement du Carrefour, la somme de 18 cabots de froment que le dit P. Guille me doit sur la dite maison et terre ainsi qu'il paraît par le bail à rente fait par Ph. de Carteret, seigneur, à Josué Guille, par lettres sous son sceau du 21 septembre 1629, lesquels 18 cabots demeureront enfin et pour jamais amortis entre les mains du dit acquéreur et de ses hoirs. Et est la présente vente et amortissement faite sans autre fourniture ni garantie que celle que j'avais, pour laquelle vente je reconnais être content et satisfait au moyen de la somme de 970 L. tournois, que j'ai

reçues en bon argent comptant du dit acquéreur et m'a, le dit acquéreur, satisfait du treizième (Serk V, p. 363).

N° 38

Pierre le Pelley vend dans les mêmes conditions en 1835 :

(2) le 31 janvier pour 2.570 L. tournois à Phil. Fauquerel, 48 cabots de rente sur le tènement de Vaux-le-Creux, suivant lettre de Phil. de Carteret, 2 avril 1585 (id. p. 265).

(3) le 31 janvier, pour 2.261 L. t. à Ph. Fauquerel fils, 40 cabots et un couple de chapons sur Dicart, suivant bail à rente de Ph. de Carteret, 18 oct. 1585 (id. p. 266).

(4) le 20 janvier, pour 1.974 L. t. à Th. Godfray, 31 cabots, 10 L. t., et un couple de chapons sur Grand-Dicart (contrat enregistré le 10 juin 1853). (Serk VI, p. 43).

(5) le 20 janvier, pour 1.464 L. t. à M. Baker, 27 cabots et 24 œufs de rente pour Petit Serk, suivant bail à rente de Ch. de Carteret, 23 août 1710 (contrat enregistré le 9 juillet 1856) (id. p. 77).

(6) le 4 février, pour 1608 L. t. à Ph. Baker, 24 cabots et 13 L. 19 sous t. sur maison au Petit Serk, suivant bail à rente de Ch. de Carteret, 23 août 1710 (Serk, V, p. 271).

(7) le 5 février, pour 1.598 L. t., à Ph. Fauquerel, tuteur d'Elizabeth le Masurier, 30 cabots et 3 L. tour. sur clos Bourel, suivant bail à rente de Phil. de Carteret, 28 mars 1589 (id. p. 272).

(8) le 6 février, pour 1.298 L. t. à Is. le Masurier, 34 cabots sur le Clos du Manoir, suivant bail à rente de Phil. de Carteret, 24 sept. 1691 (id. p. 275).

(9) le 10 février, pour 80 L. t., à Th. le Masurier, 2 chapons de rente sur le clos Bourel, suivant bail à rente de Phil. de Carteret, 28 mars 1589 (id. p. 278).

(10) le 10 février, pour 1600 L. t. à Samuel Hamon, 20 cabots froment, 12 d'orge, 7 L. t., et un chapon sur maison au petit Serk, suivant bail à rente pour 1/2, de Ch. de Carteret, 23 août 1710 (id. p. 279).

(11) le 13 février, pour 402 L. t. à Henri de Carteret, 14 L. t. et un couple de chapons sur tènement de la Forge, suivant bail de Phil. de Carteret, 24 déc. 1612 (id. p. 283).

(12) En 1850, le 22 août, pour 280 L. t., à Ph. Baudin, 6 cabots de rente froment (contrat enregistré le 34 mars 1855). (Serk VI, p. 67).

Collings vend dans les mêmes conditions :

Le 20 avril 1855 pour 22 L. st. à M. de Carteret, 6 cabots (id. p. 70).

Le 31 décembre 1857, pour 630 L. t. à Elie Guille, 12 cabots sur Clos de la Ville Roussel (id. p. 90).

Le 19 décembre 1873, pour 74 £. st. à M. de Carteret, 16 cabots sur Clos du Normand et le Petit Clos (id. p. 126).

Le 11 juillet 1879, pour 115 £. st. à M. de Carteret, 30 cabots sur Ville Roussel, reste de la rente de 45 cabots et 2 chapons amortis le 8 novembre 1854 (id. p. 130).

Le 19 mars 1890, pour 80 £ à Ph. Guille, 20 cabots sur tènement de la Valette (id. p. 184).

N° 39

20 décembre 1852. Enregistrement d'un ordre de S. M. du 10 novembre 1892 permettant à Pierre Carey le Pelley de vendre la Seigneurie de Serk à dame Marie Allaire, veuve de Thomas Collings.

A tous ceux que ces présentes... salut ; sachent tous que le 20 déc. 1852, je le dit Pierre Carey le Pelley, ai vendu et aliéné et totalement transporté à Madame Allaire... pour elle et ses hoirs à jamais l'avant dite île de Serk et la Seigneurie d'icelle avec tous les droits, membres, libertés et appartenances quelconques, y compris l'île de Brechou, autrement île des Marchands, l'îlot appelé l'Etat et les Moyes et rochers près de l'île de Serk) et avec toutes et chacune les terres, maisons et édifices, moulin, prairies, pâtures, paturages, communs, terres vastes et vacantes, bois taillis, eaux, courants d'eaux, droits féodaux, rentes, services royauté, franchises, liberté, juridictions, successions, premières saisines, renonciations, dîmes, obventions, mines, carrières, gardes, mariages, aides, varech de mer, privilèges, émoluments, droits, profits, avantages et appartenances quelconques appartenant à la dite île ou à quelque partie d'icelle, de quelque manière que ce soit ou qui ont jamais été censés connus, acceptés ou ajoutés comme membres,

parties ou parcelles de ou appartenant à la dite île à quelque partie d'icelle, rien excepté, ni réservé.

La dite vente faite pour le prix de 6.000 £.

Et s'oblige la dite Marie Allaire, pour elle et ses hoirs à payer annuellement, au 10 octobre, à l'acquit et décharge de P. Carey le Pelley et de ses hoirs, à S. M. et ses hoirs, la somme de 50 sch. st. payables à la recette de S. M. en l'île de Guernesey.

Et s'oblige de plus à payer le salaire du ministre et de faire tel autre paiement auquel le propriétaire de la dite île peut être légalement assujetti pour l'Eglise, l'Ecole et les pauvres de la dite île (Serk VI, p. 36 à 47).

N° 40

7 novembre 1694. Entre Phil. de Carteret, seigneur de l'île de Serk et Daniel Valpy, dit Janvier.

Le premier baille au second : « le revenu annuel qui lui peut appartenir en l'île de Serk et dépendances, savoir « maison avec pressoir, granges, celliers, en les entretenant « en bonne couverture avec usage des meubles... Janvier « recevra toutes les rentes du Moulin et toutes celles de « quelque nature qu'elles soient de tout ce qui est dû au « Seigneur avec l'usage des terres baillées ou à baillées sauf « et réservé ce de quoi M. Benoist est en possession dont il « jouira comme par le passé, outre sept quartiers de froment et trois d'orge que Janvier paiera au dit Benoist par « chaque an ».

Janvier jouira de toutes les dîmes de grains, laines, agneaux et pommes avec usage de la clôture du petit Serk et de l'île de Bregho. Le seigneur retient la moitié des gravages, forfaitures et treizièmes en confiscations.

Le Seigneur s'oblige à faire tenir la Cour à ses frais quatre fois l'an s'il est requis et d'entretenir le moulin, sauf ce en quoi le meunier est obligé.

Janvier paiera un quartier par an pour les pauvres.

Janvier pourra couper tous les ans les fougères sur les terres du Seigneur et le gazon une fois durant son bail.

Le dit bail fait pour trois ans pour le prix de 3.000 L. tournois d'avance et 1100 par an dont 200 à M. Benoist.

« Si possible », le Seigneur donne au dit Janvier tout pouvoir d'aller et venir dans la dite île sans qu'aucun habitant le puisse questionner ni inquiéter non plus que si c'était le Seigneur (Manuscrit).

N° 41

Le 20^e jour d'octobre 1677, devant M. le lieutenant Bailli. Sur ce que Messire Philippe de Carteret, baronnet, seigneur de St-Ouen et de l'isle de Serk auroit remontré que feue la reine Elizabeth ayant octroyé à Messire Helier de Carteret, un des ancêtres de votre remontrant, la dite île de Serk, lors non habitée, à condition entre autres clauses, d'y planter une colonie de 40 familles, desquelles chacun père de famille seroit obligé de fournir et maintenir un mousquet pour la garde et la défense de la dite Ile, laquelle colonie auroit été ensuite établie et le dit lieu peuplé et habité suivant l'intention de S. M., mais les habitants de la dite Isle s'étant depuis ce temps là émancipés, de partager leurs tènements et héritages entre leurs enfants et les charger de nouvelles rentes, souvent les démembrer par vente et aliénation de partie des dits tènements, feu le roi Jacques d'heureuse mémoire par les lettres patentes en date du 12^e d'août l'an IX de son règne, ordonna et commanda entre autres clauses y contenues, que les tènements et héritages de la dite isle de Serk ne seroyent, ni pourroient estre démembrés, ny partagés entre héritiers, ny chargés de nouvelles rentes, ainsi qu'ils descendroyent entièrement à l'aisné, comme il est plus amplement contenu en la dite Patente. Or, est il que votre remontrant étant depuis peu devenu majeur et entré en possession de la dite Isle, il a été informé que plusieurs des dits héritages de Serk ont été démembrés par la vente et aliénation de quelques pièces considérables de terres qui en dépendaient et même chargés de rente à fin d'héritage et hypothèque et que, par ce moyen, quelques-uns d'iceux tenants ayant vendu le net et le quitte de leurs héritages, sont demeurés chargés de payer des rentes foncières du Seigneur et réduits à une très grande pauvreté au préjudice non seulement de leurs familles et du dit Seigneur, mais aussi du service du Roi et de la sûreté et défense de la dite île, au grand contempt et désobéissance

des ordres de S. M. ; pour à quoi remédier effectivement et pour le passé et pour l'advenir, le dit remonstrant suppliait cette Cour de décerner sa commission à telles personnes qu'elle jugera propres pour informer et faire deue inquisition des susdites désobéissances et contravention des lettres patentes de S. M.

La Cour a jugé à propos d'autorizer et elle autorize MM. Guill. de Beauvoir, Daniel de Beauvoir et Jean Bonamy de se transporter en la dite île de Serk et y faire tels examens et inquisitions que verront être à propos des contraventions quy ont été commises contre la dite Patente de S. M. et pour cet effet de faire convenir devant eux telles personnes que besoin sera, les examiner par serment et leurs écrits et droits et de toutes les procédures on ce cas en faire un bon et fidelle rapport pour ensuite y être procédé selon droit et justice (Guernesey, I, p. 393 à 395).

N° 42

Le 27^e jour d'octobre 1679 devant le lieutenant bailli....

Sur la requête présentée par M. Pierre de Beauvoir, procureur de Messire Philippe de Carteret, baronnet, seigneur de St-Ouen, Serk, etc..., exposant par icelle que sur une remontrance précédente de la part du dit seigneur, lequel exprimoit que quelques tenants de la dite île de Serk se seraient ingérés de démembler leurs tènements contre les lettres patentes du roy Jacques d'heureuse mémoire datées du 9^e an de son reigne, cette Cour Royale aurait trouvé à propos d'autoriser MM. G. de B., D. de B. et J. B., jurés, pour faire perquisition des dits démembrements, qu'ensuite les susdits sieurs commis, étant demeurés sur les lieux, auraient fait rapport, par lequel il paroist qu'il s'est commis de grandes infractions des dites lettres patentes, lesquelles portent que les susdits tènements doivent être possédés impartablement et en exemption de toutes autres charges que celles auxquelles elles pourroyent alors estre subjectes ; que par les démembrements susdits, les tenants ne sont pas en capacité ny de fournir ce qu'ils doivent pour le service du Roy et pour leur propre deffence, ni de rendre les services

et devoirs, et payer les rentes à quoi ils sont obligés envers leur Seigneur et qui luy sont nécessaires de leur part pour pouvoir exécuter ce qui est requis de la sienne ; de plus, que, par les susdites lettres, il est notamment enjoint au dit Seigneur de contribuer autant que luy sera possible à ce que de tems en tems elles puissent sortir leur plein et entier effect.

Sur ces considérations, le Procureur suppliait très humblement cette dite Cour Royale d'interposer son autorité pour pourvoir incessamment à la réunion desdits tenements par les voyes les plus expectives que l'importance de l'affaire le requiert ; et afin que s'il est possible le remède vienne aussi du costé des parties dont le mal est procédé, comme ledit Seigneur de Serk conçoit qu'il tombe premièrement en charge aux particuliers qui ont contrevenu aux dites lettres patentes, ou à leurs héritiers et successeurs, d'entreprendre eux-mêmes cette réunion si nécessaire, et pour laquelle ledit Seigneur sera toujours prest de les assister toutes fois et quantes ; suppliant finalement ledit Procureur qu'il pleust à cette Cour de décerner une notification publique à tous et à chacun qui depuis les susdites lettres auraient attenté de commettre les infractions susdites, par l'aliénation de partie de leurs héritages ou par aucunes charges imposées sur iceux, qu'ils aient dans an et jour de la susdite notification à les recevoir et rétablir en leur légitime estat ; et en la possession de quoy il appartient, conformément aux dites lettres patentes, sur peine en cas de désobéissance, négligence ou inexécution, il soit ensuite procédé contre les coupables par telle voie de commis ou d'autres rigueurs que parties onyes il pourrait appartenir en tel cas.

Après lecture de laquelle Requeste, la Cour d'opinion uniforme a octroyé et octroye les fins d'icelle et a ordonné que ladite Requeste estant insérée dans l'Acte qui en sera fait sera leue, publiée et enregistrée en ladite isle de Serk à ce qu'aucun des habitants d'icelle n'en prétende causé d'ignorance et qu'ils aient à faire leur devoir dans le temps exprimé dans ledit acte à peine qu'il y sera procédé contre ceux qui négligeront le ce faire suyvnt toutes voyes de droit et justice. Guernesey I p. 395 à 397 ; Serk I, p. 14.

N° 43

Le 1^{er} de juillet 1681, devant M. le lieutenant Baillif.

Messire Philippe de Carteret, baronnet, seigneur de St-Ouen, Serk, etc., s'estant ce jourd'hui adressé à cette Cour Royale et remontré qu'il aurait plu à la feuë reine Elizabeth de glorieux mémoire d'octroyer à feu Helier de Carteret son ancêtre ladite île de Serk lors non habitée à condition d'y planter une colonie de 40 familles et qu'ensuite le feu roi Jacques d'heureuse mémoire par les lettres patentes datées du 9^e an de son règne aurait commandé et ordonné que les tenements et héritages de la dite île de Serk ne seraient, ni ne pourraient être démembrés, ni partagés entre cohéritiers, ni chargés de nouvelles rentes, mais que nonobstant et contre l'intention desdites lettres patentes, plusieurs des habitants de Serk ont effectivement démembré leurs tenements et aliéné et transporté partie d'iceux, et vendu et hypothéqué plusieurs rentes au grand préjudice dudit Seigneur et hommage de ladite île et que nonobstant toutes les suites et peines que ledit Seigneur a eues pour tascher à voir lesdits tenements ainsi démembrés réunis, il n'aurait pu jusqu'ici en obtenir l'effect ; à ces causes supplioit justice que remède effectif soit apporté aux dites transgressions afin de réunir lesdits héritages et tenements suivant l'intention susdite.

La dite Cour a ordonné et ordonne d'opinion uniforme que ledit Messire Philippe de Carteret fera convenir devant le Sénéchal de la dite île de Serk les personnes qui ont contrevenu aux dites lettres Patentes ou celles qui sont à présent à leur droit pour être le cas premièrement jugé par ledit Sénéchal sauf à partie lésée à se porter pour appelante à cette Cour Royale comme est pratiquée.

Guernesey I, p. 397-398.

N° 44

8 juillet 1681. Sur l'action intentée par Philippe de Carteret, baronnet, seigneur de St-Ouen et de l'isle de Serk contre Dame Elisabeth le Pelley tutrice de son fils aîné à

lui quitter la possession de tout et tell héritage que ledit Jean le Gros son feu mari ou ses ancêtres se seraient ingérés de démembrer hors des autres tenements que ceux qui leur appartiennent d'ancienneté en la dite île de Serk contre l'intention des patentes de S. M. le feu roy Jacques, d'heureuse mémoire au 9^e an de son règne... et décharger aussi lesdits tenements de toute rente, hypothèque et morgages, engagés et autres charges qu'ils auraient créées dessus contre les termes express desdites lettres.. et pour n'avoir pas effectué lesdites réunions dans l'an et jour accordé pour cet effet suivant la publication qui en a été faite en la dite île en vertu d'un acte de la cour Royale de Guernesey du 28 octobre 1679 subir les peines mentionnés audit acte. La Cour renvoie P. de Carteret au curateur. (Serk, I, p. 18).

N^o 45

13 février 1835 : Philippe Fauquerel a fait enregistrer un contrat dont la teneur suit :

A tous ceux... Thomas de Beauvoir, senechal de la Cour et juridiction de l'île de Serk appartenant à Messire Philippe de Carteret, seigneur de ladite île sous la très excellente majesté de notre souverain sire Charles II par la grâce de Dieu roi... salut en Dieu et faisons savoir que par devant nous en la dite île le 1^{er} juillet 1681 a été passé un contrat dont la teneur en suit.

Sur ce qu'il y aurait eu cy devant deux pièces de terre l'une appelée le clos de Jean Roo et l'autre le petit closet démembrées hors du tenement qui fut à Thomas Roo en cette isle, lequel tenement est présentement possédé par Richard Clerk, lesdites pièces de terre ayant été aliénées en vertu d'un certain partage... en date de l'an 1618 et que ledit Clerk aussi bien que les autres habitants de l'île seraient poursuivis par Messire Philippe de Carteret seigneur pour réunir tout ce qui auroit été démembré de tous les tenements de la dite île conformément aux lettres patentes du feu roi Jacques au 9^e an de son règne, Mlle Sara le Gros d'une part et ledit Richard Clerk de l'autre ont accordé comme suit : Mlle Sara le Gros a présentement résigné, quitté, cédé, et délaissé à fin d'héritage d'elle et de ses

hoirs audit Richard Clerck les deux dites pièces de terre... moyennant une servitude de passage... et 40 écus de 60 sols.. Serk, V, p. 381).

N° 46

14 avril 1909, Les chefs Plaids décident : « d'acheter de « Philippe Guille une pièce de terre située près du vieux « cimetière faisant partie du clos La Varoque appartenant « du tènement de la villa Roussel, pour le prix de 100 L. st., « pris sur les revenus de l'île et sont MM.... nommés pour « faire l'achat, passer contrat et obtenir permission de S. « M. en Conseil de membrer la dite pièce de terre du dit « tènement » (Serk, VI, p. 315).

N° 47

Le 22^e jour du mois de septembre 1908 devant M. Godfray, senechal de cette île soussigné a comparu personnellement le sieur William de Carteret lequel de sa libre et franche volonté a reconnu et confessé avoir vendu, aliéné et totalement transporté de lui et de ses hoirs en fin et perpétuité d'héritage à M. Taylor du comté de M... en Angleterre, présent et acceptant pour lui et ses hoirs à jamais savoir l'héritage appelé la Rade situé en la dite île de Serk consistant en maisons et édifices y compris la haie, les petits jardins, le clos et le jardin qui est au Sud, le tout s'entretenant et joignant ensemble ; aussi les terres et còtils comme il en peut appartenir du tenement qui fut à Thomas Vibert et comme il en possédait lorsqu'il quitta le dit tènement, ladite maison et jardin bordant le chemin qui va à l'Eperquerie et les autres terres et còtils étant dans la campagne de l'Eperquerie le tout dans ladite île de Serk. La dite vente et transport fait pour le prix et la somme de 450 livres sterl. de bourse déliée, de 23 cabots de froment de rente une fois payés que ledit bailleur a reconnu avoir reçu en bon argent comptant dudit preneur et pour les 23 cabots le dit preneur a promis et s'est obligé les payer à l'acquit et décharge dudit bailleur à W. F. Collings, seigneur de ladite île au 10^e octobre 1909 et annuellement en suivant comme aussi un cabot de froment de rente pour le maître d'école à l'acquit et décharge du dit bailleur, comme

aussi ledit preneur s'oblige et s'engage d'entretenir un homme ménager dans ladite maison soit lui, soit un autre; avec un bon mousquet et munitions le tout bon et suffisant pour la sauvegarde de l'île comme ledit bailleur y était obligé, le tout sur obligation de tous ses biens, meubles et héritages présents et futurs et de ses hoirs. Le dit Bailleur a promis et s'est obligé de fournir et garantir ledit bail audit preneur quitte et exempt de toutes autres rentes et redevances, sauf et excepté les droits et devoirs seigneuriaux.

Et a ledit preneur produit un congé de M. Collings pour la bourse déliée quitte du treizième et est de plus conditionné que ledit preneur ne pourra ni lui, ni ses hoirs bailler, vendre, ou aliéner en aucune manière ladite maison, ni aucune desdites terres pour y accroître aucune rente autre que celles ci-dessus. Et a la dite déclaré par serment qu'elle le fait de son bon gré et franche volonté et qu'elle n'y contreviendra jamais à peine de parjurement. (Serk VI, p. 282).

N° 48

Le 6 décembre 1792 par devant M. le Sénéchal, a comparu E. de Carteret, laquelle de sa libre et franche volonté a reconnu et confessé avoir fieffé et baillé à rente d'elle et de ses hoirs en fin et perpétuité d'héritage à W. le Masurier et M. de Carteret sa femme presens et acceptant à qui plus vivra, plus tiendra et après leur décès aux hoirs dudit le Masurier enfin et pour jamais savoir : le Clos de Messeroy. Le dit bail tel qu'il se pourporte avec ses issus et entrées, murailles, fossés et reliefs, libertés, franchises et servitudes tout et autant comme à la dite bailleresse en peut compéter et appartenir, fait pour le prix et somme de 24 cabots de froment de rente et 1500 L. tournois de bourse déliée que la dite bailleresse a reconnu avoir reçu en bon argent comptant et pour les 24 cabots de froment le dit le Masurier tant pour lui que pour ses hoirs a promis et s'est obligé les payer à l'acquit et décharge de la dite bailleresse à Pierre le Pelley seigneur de la dite île..

Il est entendu et conditionné que la dite maison et terres demeureront impartables de temps en temps aux aînés ou principaux héritiers dudit le Masurier et ainsi successivement d'hoir en hoir sans qu'aucun autres héritiers ou au-

tres quelconques y puissent clamer ou demander à titre ou droit de partage ou échéance aucune part ou portion quelconque ; aussi ne pourra le dit le Masurier ou ses hoirs vendre, bailler ou disposer de la dite maison, terre, ou d'aucune parcelle d'icelle sans le congé ou licence expresse du Seigneur comme aussi de ne lever aucune rente sur la dite maison ou terre ; et fournira un bon mousquet et munitions pour la défense de l'île de Serk. Et la dite M. de Carteret a déclaré par serment, etc... (Serk, V, p. 29).

N° 49

A tous..., Philippe de Carteret, seigneur de la seigneurie de fief de Haubert de St-Ouen et de l'île de Serk, avec toutes et chacune de ses appartenances sous la majesté de notre souverain sire Jacques I du nom roi d'Angleterre, Ecosse, France et Irlande et défenseur de la foi, salut.

Sachent tous que l'an de grâce 1612, le 25 du mois de décembre, je ledit Philippe de Carteret seigneur comme dit est, ai baillé, cédé et délaissé et par ces présentes baille, cède délaisse à fin et perpétuité d'héritage de moi et de mes hoirs à Pierre le Conteur habitant et demeurant en la dite île de Serk pour sa vie durante et après son trépas à Sara sa fille et à quiconque son hoir plus prochain et habile à lui succéder, habitant et restant en ladite île et ainsi successivement d'hoir en hoir, une certaine pièce de terre avec une maison au grand Fort....

Ladite baille et délaissance faite pour payer annuellement au penultième de septembre à moi et à mes hoirs seigneurs et possesseurs de ladite seigneurie la somme et nombre de 3 quartiers, 7 cabots et 2 sistonniers de froment (mesure de l'île de Jersey) en pur froment et sans déchet et un couple de chapons, le tout de rente avec un cabot de froment de rente pour l'entretien d'un maître d'école en ladite île.

Et en outre pour entretenir ladite maison en bonne et suffisante réparation avec un homme y demeurant propre et suffisant pour la défense de l'île, fourni d'un mousquet, ses provisions et appartenances le tout en bonne et due suffisance pour la défense susdite.

Et est entendu et conditionné que ladite maison et terre demeurera impartable au dit le Conteur, sa fille et à quiconque son hoir plus prochain et habile à lui succéder,

sans que autres leur héritiers ou autres quelconques y puissent clamer ou demander à titre et droit de partage ou eschete, aucune part ou portion quelconque. Et ainsi ne pourra ledit Pierre, fille, hoir ou hoirs successifs vendre, bailler, ni disposer de ladite maison et terre, ni aucune parcelle d'icelle sans le congé et licence expresse dudit seigneur comme ainsi pour lever aucune rente sur icelle hors de la dite île.

En considération, je ledit Seigneur promets et m'oblige moi et mes hoirs seigneurs à tenir cette baille pour ferme et baillable à fin et perpétuité d'héritage et réservé tous droits et devoirs seigneuriaux (c/ Manuscrit).

N° 50

A tous ceux que les présentes sachent tous que le 17 aout 1832, moi ledit Pierre le Pelley j'ai donné et par ces présentes donne aux habitants de l'île de Serk, et à leurs successeurs un morceau de terre... Et est ce morceau donné par une donation pure et gratuite de ma part pour le bien et avantage de l'île, à condition qu'une prison soit érigée... Je promets et m'oblige tenir ce présent don ferme et valable à fin et perpétuité d'héritage... (Serk, V, p. 255).

N° 51

27 décembre 1837. Contrat entre P. Le Pelley et Phil. Guille possédant un tènement de quarantaine au petit Serk :

Comme il paraît d'après l'opinion des personnes compétentes que par certains indices, il est présumé que des métaux existent sous le tènement de Phil. Guille et que ce serait au préjudice de tous que les dits métaux s'ils existent réellement demeurent infructueux sous la terre sans être travaillés, les dites parties ont consenti à l'amiable au compromis suivant : Le dit Guille ne mettra aucune entrave, ni empêchement à ce que les veines métalliques situées au petit Serk soient travaillées efficacement pourvu qu'on ne touche pas à la surface du terrain que dans les lieux ci-après indiqués.... ; et aura ledit Le Pelley droit de foncer un anglise « Shaft » au lieu.... ; un autre.... ; Guille donnera l'emplacement pour ériger un « Whim ».

Le Pelley paiera 10 L. st. à commencer par an 1/3 dès

qu'on commencera à foncer, 2/3 en commençant le second shaft et l'entier lorsque les dits shafts seront tous commencés et ce au lieu de 1/00 des 4 % que le dit Guille aurait pu recevoir suivant accord passé entre la Société « Sark Mining Company » et M. Le Pelley pour tout métal ou minéral tiré sous son tènement et sera ledit paiement continué seulement pendant que du minéral sera tiré sous le tènement de Ph. Guille.

Le dit Le Pelley pourra ériger des machines nécessaires à lever les « deads » sans qu'elles soient censées former partie du terrain..... S'il arrivait que les veines métalliques fussent stériles... M. le P... sera tenu de combler le shaft de la manière qu'il se pratique en Cornouailles pour les mines abandonnées... Ledit Guille recevra 3 % des « dues » que le Pelley recevra de ses concessionnaires sur tout minéral tiré sous le tènement.

Si un différend s'élève, les parties s'en remettront à 3 arbitres jugeant sans appel un nommé par Guille, un par Le Pelley, et le 3^e par les deux premiers (Serk p. 295-297).

27 Décembre 1837. Idem avec Nicolas Mollet moyennant 3 L. st. par an et 3 % des dues (Serk V, p. 298).

16 février 1838 (Idem. avec Helier Baker, moyennant 3 L. st. par an, dès que le cotil du Pot sera commencé., 4 L. st. de plus dès que le shaft dans le clos à trois cornières sera commencé et 3 % des dues (Serk, V, p. 301).

20 Juillet 1857. Dans un contrat de vente, on trouve in fine « et ne pourra aucune mine être ouverte ou exploitée sur ledit héritage sans la permission expresse du Seigneur Et s'il arrive qu'une mine soit ouverte..., le propr. recevra 2 % sur tout minéral tiré du terrain (Serk, VI, p. 89)

N° 52

Mercredi 29 sept. 1802 Guernesey II p. 16.

La Cour ayant ordonné l'enregistrement de l'ordre de S.M. en Conseil en date du 18 sept. courant par lequel S.M. avait ordonné que tous vaisseaux... qui arriveront dans cette île venant de Philadelphie... feront une quarantaine de 14 jours....

la Cour a ordonné....

Et a été ordonné que cette présente ordonnance sera publiée au cri du Marché et affichée et transmise à M. le juge

de l'isle d'Auregny et Seneschal de l'isle de Serk pour y être enregistrée sur les records des dites îles et y être observée. Et est M. le doyen prié de donner les ordres nécessaires pour que cette ordonnance soit publiée dans les Eglises de cette isle et îles d'Auregny et Serk immédiatement après le service divin.

Autre formule, 3 nov. 1807 (idem. p. 60 à 63).

Et finalement est ordonné que la présente ordonnance sera envoyée au Juge et jurés de l'isle d'Auregny et au Seneschal de l'Isle de Serk lesquels sont enjoins de les faire lire et publier à la porte des Eglises de chaque dites îles et sont aussi enjoins de la faire enregistrer sur les registres publics des dits îles et d'avoir soin qu'elle soit dument observée en toutes et chacune de ses clauses.

N° 53

CÉDULES DE FAMILLES SÉPARÉES

	1871	1881	1891	1901
Guernesey	7.110	7.485	8.060	9.326
Aurigny	484	339	337	387
Sercq.	141	145	137	140
Herm.		4	10	7
Jethon	1	2	1	1

MAISONS HABITÉES

	1871	1881	1891	1901
Guernesey	5.220	5.345	6.059	7.274
Aurigny	461	354	333	391
Sercq.	117	102	131	128
Herm.	15	4	9	6
Jethon	1	2	1	1

MAISONS NON HABITÉES

	1871	1881	1891	1901
Guernesey	298	277	370	433
Aurigny	286	169	141	146
Sercq.	11	2	7	12
Herm.	3	11	10	11
Jethon	1	0	1	1

— POPULATION

HOMMES		1871	1881	1891	1901
Guernesey.		13.564	15.158	16.847	19.491
Aurigny.	civils	975	736	671	
	militaires	374	400	393	1 249
Sercq.		263	274	284	244
Herm.		44	14	25	15
Jethon		2	3	5	2

FEMMES		1871	1881	1891	1901
Guernesey.		16.939	17 221	18.371	0.809
Aurigny.	civils	1.130	786	721	
	militaires	154	117	58	835
Sercq.		288	304	283	262
Herm.		39	6	13	10
Jethon		2	1	1	1

TOTAL		1871	1881	1891	1901
Guernesey.		30.503	32.379	35 218	40.300
Aurigny	civils	2.105	1 522	1.392	
	militaires	528	517	451	2.054
Sercq.		551	578	567	506
Herm.		81	20	38	25
Jethon		4	4	6	3

En 1831 il y avait :

HOMMES	FEMMES	TOTAUX
11.107	13.242	24.349 à Guernesey
477	568	1.045 à Aurigny
261	282	543 à Sercq
432	45	477 à Herm
6	8	14 à Jethon

LETTRES PATENTES 1565

Elizabeth, par la grâce de Dieu... à tous ceux à qui parviendront ces Lettres Patentes salut :

Att. que nore île de Serk, située près de nos îles de Guernesey et Jersey faisant partie nos duchés de Normandie, est et a été, déjà depuis longtemps, sauvage, déserte, inhabitée, inculte, ni fumée, ni occupée par personne de nos sujets.

Que pendant ce temps d'une part nous les descendants avons perdu les anciens et accoutumés profits, locations, rentes, revenus et émoluments de cette île, depuis longtemps et d'ancienne date dus à nos prédécesseurs et que par suite de ce chef ni eux, ni nous n'en avons tiré aucun avantage, émolument ou profit ;

Que d'autre part la même île, par ce fait d'être restée pendant ce temps inculte et déserte, n'a pas manqué d'être et est encore à l'occasion d'une guerre une place d'abordage avantageuse, dont les creux permettent à nos ennemis de se cacher et de s'assembler en vue de tenter des hostilités contre nos dites îles et domaines ; qu'elle présente les mêmes avantages en temps de paix pour les pirates, voleurs et autres semblables qui tenteront de dresser des embuscades et de piller nos bien aimés sujets habitant les dites îles de Guernesey et de Jersey et autres adjacentes, et qui viendront les fréquenter ou trafiquer avec eux pour le grand dommage et le préjudice considérable de tous nos sujets habitant les susdites îles.

Que par suite à notre connaissance certaine, et naturellement en vue de veiller comme de pourvoir à la sécurité, à la tranquillité des propriétés et au réel bien public des sus dites îles, et aussi pesant et calculant toutes choses et circonstances qui doivent être considérés à cet égard, nous sommes persuadés que rien ne peut être plus efficace et plus avantageux pour dompter, réduire et expulser de la dite île de Serk de tels ennemis pirates et voleurs, que, dans la mesure du possible, d'ordonner, veiller et pourvoir à ce que notre ci-dessus mentionnée île de Serk soit par la suite et pour toujours occupée, possédée et habitée par des Anglais ou autres, nos sujets naturels :

Sachez donc vous autres, que Nous aussi bien en échange qu'en considération de la somme de 50 s/ de bonne et légale monnaie d'Angleterre, bien et dument payée d'avance à la recette de notre dite île de Guernesey dans les mains de notre bien aimé sujet Nicolas Carey, Esq. notre receveur général dans notre dite île, pour notre usage par notre aimé sujet Helier de Carteret Esq. lord de la Seigneurie de haubert de St Ouen dans la dite île de Jersey, duquel nous nous reconnaissons nous mêmes pleinement satisfaits, alors que cette somme est payée et que le dit H. de Carteret, ses héritiers, exécuteurs et administrateurs, sont par ces présentes acquittés et déchargés de la somme et de toute partie de cette somme (sachez, dis-je), que de notre grâce spéciale, connaissance certaine et propre mouvement.

Nous avons donné et concédé, et par ces présentes pour Nous, nos héritiers et successeurs, nous donnons et concédons au susdit H. de Carteret Esq. seigneur de St Ouen de Jersey ou de quelque autre nom ou surnom il puisse être appelé et connu, toute cette île de Serk ci-dessus désignée avec tous ses droits, membres, libertés et appartenances ainsi que tous et chacun des châteaux-forts, forteresses, maisons et bâtiments, constructions et tous édifices ruinés ou tombés de vétusté avec tous et chacun de leurs fragments et matériaux, ainsi que les terres, prairies, pacages paturages, près communaux, landes, terrains, bois, sous bois, taillis, eaux, cours d'eau, mares, viviers, étangs ; rentes, retraits, services, prebendes, présents, libre disposition et droit de patronage des rectorats, presbytères, chapelle et églises quelconques et aussi toute espèce de dîmes, oblations, fruits, obventions, mines, carrières, ports, riva- ges, rocs, vrech de mer, épaves de navires ; fermes, propriétés tenues à fief, fiefs de chevaliers, droits de garde, de mariage, d'escheat, de relief, d'heriot, tous biens et effets abandonnés ou appartenant à des félons, à des fugitifs, à des pirates, à des proscrits ou mis sous sequestre ou saisis sur des personnes reconnues criminelles et condamnées de quelque manière que ce soit ; de même toute confiscation, tout droit de pacage des moutons et de garenne, droit de Cour, inspection de franc gage, droit de taxer et de contrôler le pain, le vin et la bière ; toutes foires,

marchés, douanes et juridictions, toutes libertés, exemptions, franchises, privilèges, commodités, profits, émoluments et transmissions d'héritages quelconques avec chacune de leurs appartenances qui sont situées et existantes ou qui surgiront, se développeront, se renouvelleront ou surviendront dans l'île ou dans les mers contigües, avoisinant et appartenant à ladite île, ou dans les rivages, limites et ceinture de la dite île ou enfin dans n'importe quelle partie qui appartiendra à ladite île ou qui est admise, connue, acceptée, depuis toujours comme membre, portion ou parcelle de ladite île de Serk.

Par ces présentes, nous donnons et concédons d'après notre connaissance certaine et bon mouvement, à H. de Carteret et à ses héritiers, lord de la Seigneurie de hautbert de St Ouen en l'île de Jersey, pour toujours à l'intérieur de la dite île de Serk, comme de n'importe quelle portion d'elle ou de la mer contigüe, avoisinant et appartenant à ladite île, (nous donnons et concédons, dis-je) ces droits de cour, d'inspection de gage franc, ces droits sur les biens et effets abandonnés ou appartenant à des pirates, des félons, des fugitifs, des proscrits ou mis sous séquestre ou confisqués ainsi que les droits de garenne, de chevalier, de vrech, d'épaves, de garde, de mariage, d'escheat, de relief, d'hériot, de taxe et contrôle du pain, vin et bière, et toutes autres juridictions légitimes, franchises, libertés, exemptions, immunités, privilèges, profits, commodités, émoluments et droits quelconques d'héritage, aussi nombreux et grands, aussi pleinement, librement et entièrement et d'aussi ampte manière et forme, que n'importe lequel de nos Progéniteurs, roi d'Angleterre ou n'importe quel sujet de n'importe lequel de nos ancêtres rois d'Angleterre ou tous autres, ayant eu, possédé, ou pris la dite île de Serk ou partie d'icelle, ont toujours eu, joui et exercé ou ont dû avoir, jouir et exercer, à l'intérieur soit de la dite île, soit d'une de ses parcelles, soit des mers qui contigües sont sa propriété, (sans qu'il y ait lieu de rechercher) si ces droits ont été exercés sur l'île de Serk ou bien par raison et prétexte d'une charte quelconque, don, concession, confirmation, ou de Lettres Patentes, jusqu'ici acordées, rédigées, concédées et octroyées soit aujourd'hui par nous soit par

n'importe lequel de nos ancêtres, rois d'Angleterre, ou bien encore par raison et prétexte de toute légitime prescription usagé et coutume jusqu'ici maintenue et conservée ou bien enfin de toute autre façon et de toute autre manière légale et légitime.

Posséder, tenir et jouir ainsi de ladite île de Serk et des susdits tènements de terre, prairies, pacages, pâturages, libertés, franchises et tous et chacun des articles inscrits dans ces présentes ci-dessus, voilà ce que nous avons donné et concédé au susdit H. de Carteret pour son seul et personnel usage, en considération de lui H. de Carteret et de ses héritiers, lesquels tiendront pour toujours « in capite » de nous nos hoirs et successeurs et pour le 20^e d'un fief de chevalier la dite île de Serk avec ses appartenances et paieront de ce chef annuellement à nous nos hoirs et successeurs 50 s/. en bonne et légale monnaie d'Angleterre ou en légale et courante monnaie de notre île de Guernesey, à la fête de St-Michel Archange à notre recette dans la dite île de Guernesey et ceci tiendra lieu de toute redevances dues pour hommage et services, comme de tous autres services, rentes, exigences et demandes quelconques.

De plus, Nous, par notre grâce abondante, avons donné et concédé, et par ces présentes, donnons et concédons au susdit H. de Carteret toutes les rentes, issues et profits de toute l'île de Serk avec ses appartenances, excepté la rente annuelle de 50 s./ de monnaie légale due pour ladite île et appartenancé à la St-Michel, afin que le dit Hélier de Carteret et ses successeurs jouissent de celles existant comme de celles qui surviendraient, sans avoir, en vertu de ce don venant de nous, à donner payer ou faire un compte quelconque ou quelque chose d'autre à nous, nos héritiers et successeurs pour la dite île.

Toutefois, si jamais le susdit H. de Carteret ses héritiers ou ayant cause n'arrivent ni ne réussissent dans les 2 ans qui suivront la date des présentes et toujours après, à ce que ladite île soit continuellement habitée, garnie, occupée par quarante hommes au moins, qui d'une part seront de nos sujets ou qui auront prêté serment, entre les mains de notre gouverneur actuel de Guernesey et de Jersey ou de celui nommé par nos successeurs, d'être loyalement fidèles

et obéissants à Nous, ladite reine, et à nos héritiers et qui d'autre part demeureront et résideront là de telle et semblable manière que nos sujets le font dans nos îles de Jersey et Guernesey, H. de Carteret, ses hoirs et ayant cause s'engagent alors à payer à nous ladite Reine, ou à nos héritiers et successeurs à titre de sanction et de pénalité la somme de 10 £ de monnaie légale à prélever sur les terres et tènements, meubles et effets de lui H. de Carteret et de ses héritiers partout où on les trouvera à l'intérieur de nos domaines par suite d'un mandat d'arrêt de notre gouverneur de Guernesey ou de celui de nos successeurs pour le temps d'alors, ou de son lieutenant, ou de tous autres officiers et sujets que nous ou nos successeurs délègueraient, autoriseraient ou nommeraient.

Si après une telle première faute et après admonestation donnée à ce sujet au dit H. de Carteret ou à ses héritiers par notre gouverneur de Guernesey ou celui de nos héritiers ou son lieutenant ou l'officier qui serait délégué, H. de Carteret ou ses héritiers après les 6 mois qui auraient suivi cette faute et cette admonestation ne complète pas le dit nombre de 40 hommes au moins, comme il est dit plus haut qui doivent habiter et résider à l'intérieur de l'île de Serk de la dite forme et manière ; si après les susdits six mois terminés, le dit H. de Carteret ou ses héritiers immédiatement après n'assure pas, n'obtient pas ou ne fait pas en sorte et si aucun d'eux n'a assuré, obtenu ou fait en sorte que l'île de Serk soit habitée, peuplée, occupée et garnie par 40 hommes comme on l'a dit plus haut, dans la susdite manière et forme d'habiter et de résider, alors pour cette seconde faute le dit H. de Carteret, ses héritiers ou ayant cause gagerons à nous la dite Reine et à nos hoirs et successeurs 20 £ de monnaie légale à titre de sanction et de pénalité, à prélever sur les biens, meubles, terres et tènements dudit H. de Carteret et de ses héritiers pour notre usage à nous la Reine, nos hoirs et successeurs, de la dite manière, par mandat ou mandats d'arrêt.

Et si après cette seconde faute, forfaiture et admonestation adressée à lui ou à eux par nous ou nos hoirs et successeurs, ou par le gouverneur de l'île de Guernesey pour le temps d'alors, ou par son lieutenant ou délégué ou par

tout autre officier nommé par nous ou par nos hoirs et successeurs comme susdit, le dit H. de Carteret ses héritiers ou ayant cause au delà des six autres mois qui suivront, n'ont pas obtenu et fait en sorte que l'île de Serk soit ensuite continuellement habitée, peuplée, occupée et garnie par quarante homme au moins comme susdit, qui de ladite manière y demeureront et résideront, alors pour cette troisième offense, le dit H. de Carteret et héritiers nous paieront à nous la Reine, nos hoirs et successeurs 40 £ de monnaie légale pour l'usage de nous la Reine ou de nos hoirs dans la dite forme de mandat d'arrêt.

Et si après cette troisième faute, forfaiture et semblable admonestation adressée alors au dit H. de Carteret et ses héritiers par nous, ou nos hoirs et successeurs ou par notre gouverneur de Guernesey ou celui de nos hoirs pour le temps d'alors ou par tout autre officier serviteur et sujet délégué à ce sujet comme susdit par nous ou nos hoirs, le dit H. de Carteret ou ses héritiers, passé les six mois qui suivront cette troisième forfaiture et admonestation n'ont pas complété le dit nombre minimum de 40 hommes à l'intérieur de l'île de Serk à titre d'habitants ou de résidents, si les dits six mois finalement spécifiés étant expirés, ni H. de Carteret, ni ses héritiers, ni aucun d'entre eux n'ont réellement réussi et fait en sorte que l'île soit habitée, peuplée, occupée et garnie, alors nos lettres Patentes conférant à H. de Carteret la propriété et les droits et intérêts susdits sur l'île de Serk et ses dépendances, seront en toutes et chacune de leurs clauses, sans objet, sans valeur, et de nul effet et cesseront d'avoir force de loi ; et alors, il sera légitime à nous la Reine, nos hoirs et successeurs de rentrer en possession de la dite île et des dits privilèges avec leurs dépendances et de les remettre à nouveau dans leur ancienne condition, nonobstant toute clause contraire des présentes.

Le dit H. de Carteret et ses héritiers ou ayant cause ne pourront pas donner, vendre ou obtenir, ni aucun d'entre eux ne devra donner, vendre ou aliéner toute la dite propriété entière aux conditions des clauses ci-dessus sans en obtenir au préalable la licence expresse de nous la Reine, ou de nos hoirs et successeurs. Toutefois par notre volonté et bon plaisir à nous la Reine et nos hoirs et successeurs,

dans cet ordre d'idées, nous accordons, par ces présentes, au dit H. de Carteret et à ses héritiers et ayant cause, pour le présent comme pour l'avenir, tant que ces Letres Patentes conserveront leur force, qu'il lui ou leur sera permis à son ou à leur bon plaisir d'affermir, louer et céder des parts ou parcelles de la dite île de Serk par acte écrit sous des conditions quelconques, pour un terme ou des termes de vie, de vies, d'années ou pour toujours ou autrement d'une manière et sous une forme analogue et aussi ample que le dit H. de Carteret, ou ses ancêtres ou tous autres quelconques ont eu ou ont encore l'habitude de concéder en fiefs simples partie des terres, tènements ou héritages qu'ils tiennent de nous ou de nos Progéniteurs, « in capite » en fief de chevalier à l'intérieur de nos îles de Guernesey ou de Jersey ou de l'une ou l'autre de ces îles, et d'affermir et de concéder ces mêmes terres, tènements ou héritages à des tenants ou fermiers sous le sceau ou les sceaux des îles de Jersey et de Guernesey ou de l'une de ces deux îles. Nous concédons que de tels baux ou concessions faites sous le sceau dudit H. de Carteret et de ses héritiers et successeurs seront aussi valables, légitimes et effectifs au point de vue de la loi que s'ils avaient été faits et concédés sous les sceaux des dites îles de Guernesey et de Jersey ou de l'une ou l'autre pour des terres situées dans ces dernières îles, nonobstant toute clause contraire dans ces présentes, nonobstant qu'il n'y aurait pas mention expresse de ce droit.

En foi de quoi, a témoigné la Reine à Wetminster le 6 août de la septième année du règne de la reine Elisabeth (1565).

(By brief of the prevy seal et company with the record and examined of me signed : W. Gyner.

(The original of the above grant is in latin).

Livre du Senechal de Serk.

SECOND REPORTS OF THE COMMISSIONERS

Second rapport des commissaires nommés pour faire enquête de l'état de la loi criminelle dans les Iles de la Manche : Guernesey.

3592. Quant aux actes du Parlement concernant cette île, je pense que nous comprenons que Herm et Jethou sont considérés comme étant des paroisses de l'Isle. Herm et Jethou ne sont jamais nommés, alors qu'Aurigny et Serk le sont, parce qu'elles possèdent une juridiction.

4851. au Procureur. Quel est le principal officier à Serk ? — Le Sénéchal.

4852. Quel est son office ? — Il est le juge de la Cour de Serk, la seule autorité de l'île.

4853. N'y a-t-il pas des Jurés ? — Non. Il y a eu très peu de temps un juge et 4 jurés ; mais il n'y en a plus maintenant.

4854. Les jurés furent-ils supprimés par un ordre en Conseil ? — (M. Carré) : Je pense qu'étant presbytériens, on ne pouvait trouver personne pour prêter le serment qui contient le serment de suprématie.

4855. Le Procureur : Le 23 août 1672, par un ordre en Conseil, les jurés furent supprimés, ayant refusé de prêter le serment, et il fut ordonné que la Cour Royale de Guernesey nommerait un Sénéchal, mais un ordre postérieur en Conseil du 19 mai 1675 décide que le Sénéchal, que le Seigneur présentera, sera assermenté par la Cour de Guernesey.

4856. Ce même ordre en Conseil fut rendu, et est comme suit :

Charles, Roi, digne de confiance et bienaimé, nous vous saluons bien. Puisqu'il a été représenté devant nous par le fidèle et aimé sir Philippe de Carteret, baronnet, seigneur de l'île de Serk, que les jurés de la dite île ayant refusé de prêter les serments et de souscrire la déclaration et de recevoir le sacrement de la cène de la manière qu'il est ordonné par la loi, vous, le baillif et jurés de notre Cour de notre île de Guernesey, d'accord avec l'acte du Parlement, fait et prévu dans ce but, leur avez repris l'autorité civile ; attendu en outre que le reste des habitants est pauvre, il-

letré et trop hostile aux lois de l'église d'Angleterre pour devenir magistrats dans la dite île, et qu'ainsi la dite île est restée près d'un an sans aucune administration de justice civile au grand préjudice de nos sujets de là-bas ; nous avons pensé convenable, et avons fait ordonner et prescrire que vous le baillif et jurés de ladite cour de Guernesey, vous assermenterez un sénéchal et établirez tels autres officiers qui seront requis pour l'administration de la justice civile là-bas, et qui seront nommés par le dit Philippe de Carteret de la même manière que le dit Philippe de Carteret assermenté à St-Ouen à Jersey et que les autres seigneurs des îles de Jersey et Guernesey assermentent et nomment selon leurs usages et honoraires dans les dites îles. Et pour ainsi faire, ceci sera votre garantie et nous vous disons adieu. Donné à notre cour de Whitehall le 19 mai 1675 dans la 27^e année de notre règne.

4857. Que fait le Sénéchal ? — Il juge toutes les causes civiles.

4858. Quelle est sa juridiction criminelle ? — Il juge toutes les petites infractions. Il a le droit d'infliger une amende de 3 L. tournois et peut également condamner à 20 heures de prison.

4859. Dans d'autres cas peut-il agir comme officier de police et envoyer les prisonniers ici ? — Oui.

4860. Y a-t-il des constables ? — (**Mac Culloch**) Il y a un connétable et un prévôt.

4861. Comment sont-ils nommés ? — Le Prévôt, je pense, est nommé par le Seigneur ; le connétable, je pense, est nommé par les 40 tenants dans leurs chefs Plaid.

4862. L'île est-elle divisée en 40 tenures ? — Oui.; il y a également un greffier.

4863. Comment est-il nommé ? — Par le Seigneur.

4864. Alors, tous les officiers sont nommés par le Seigneur ? — Excepté le connétable qui est élu pour un an.

4865. Comment ces officiers peuvent-ils être révoqués ? — Les jurés d'Auregny sont précisément sur le même pied que les jurés de la cour Royale de Guernesey, mais je ne suis pas sûr concernant les charges de Serk.

4867. La seule chose sur ce point, je pense, est celle-ci : qu'en 1676 le 6 août par une ordonnance de la Cour elle-

même « Sénéchal sermenté avec le même pouvoir et émoluments qu'avaient naguère juge et jurés ».

4868. Alors il y avait un juge et des jurés à Serk ? — Oui, un très court moment.

4869. Le sénéchal est-il un ancien officier ? — Oui.

4870. (**Mac Culloch**) : Il y a une bonne quantité d'équivoques à cet égard. Peut-être sera-t-il à propos d'expliquer que l'île de Serk était totalement inhabitée. Il fut accordé sous le règne de la reine Elisabeth par lettres patentes à Hélier de Carteret de tenir l'île pour la 20^e partie d'une fief de chevalier. Les tenants étaient plus ou moins assimilés à ceux de St-Ouen dans leurs tenures territoriales etc.. Le tout est exposé clairement dans les lettres Patentes Il paraîtrait qu'Hélier de Carteret emmena de Jersey à Serk un certain nombre de ses tenants qui s'installèrent dans l'île. Il appert que bientôt après ces faits en 1582, les habitants de Serk choisirent parmi eux un bailli et 6 jurés. L'affaire d'une manière quelconque fut portée devant la Cour Royal de Guernesey, je ne puis dire comment ; mais il y a des documents qui vous montrent tout cela. Il y eut une longue discussion à ce sujet et finalement l'acte des habitants fut désapprouvé, la Cour ayant décidé qu'ils n'en avaient pas le droit. Après ces événements, je trouve en 1583 le 24 avril que 5 jurés étaient établis et que le Seigneur agissait comme juge. Après cela vient la nomination du sénéchal à la place du juge et des jurés.

4871. (**Le Procureur**). Il y a également un vingtenier.

4872. Vous n'avez pas d'officiers appelés vingteniers, en avez-vous dans cette île ? — Nous en avons, mais ils sont à présent exclusivement confinés dans les affaires militaires.

4873. (**Le Retilly**). Nous avons ces officiers, mais ils ont été supprimés depuis plus d'un siècle.

4874. (**Le Procureur**). Alors ainsi Herm et Jethou font en fait partie de Guernesey, n'est-ce pas ? — Oui.

4875. Y a-t-il un constable dans ces îles ? — Il y eut une époque où un certain nombre de personnes y furent nommées ; mais il n'y en a pas à présent.

at Haz le hurst's hôtel Serk (Monday, 5 october 1846).

5086. Le Pelleÿ : montre une copie de l'ordre en conseil de Charles I du 19 mai 1675 devant les commissaires ce jour-là.

5087. L'emprisonnement infligé par le Sénéchal peut être trois fois 24 heures, et non vingt quatre heures comme il a paru à M. Macculloch, mais l'amende de 3 L. tournois est exacte.

5088. Le Prévôt est nommé par le Seigneur, assermenté par le Sénéchal. Il agit également comme Procureur de S.M. comme l'individu qui doit introduire les causes. Il conclut comme l'Officier de la Reine. Il a aussi la garde des personnes dans la prison près de l'Eglise. Le connétable est nommé par les Chefs Plaids avec droit de veto pour le Seigneur et assermenté en charge par le sénéchal. Il n'a jamais la garde permanente des prisonniers. Il arrête les personnes et les traduit devant le Sénéchal. Après que le prisonnier a été condamné ou s'il est pour être renvoyé à Guernesey, le Prévôt s'en charge. Le connétable s'il est tard dans la soirée le met dans la prison, mais doit avoir un ordre du Sénéchal. Je ne puis dire si je puis refuser d'accepter la démission du Sénéchal, Prévôt et connétable. Je ne puis les révoquer ; mais je pourrai me plaindre à la Cour Royale de Guernesey ; elle pourrait les réprimander ; je pense qu'elle pourrait les révoquer. Je le dis du Sénéchal, Prévôt et connétable. Un connétable est vingtenier la 1re année et connétable l'année suivante. Ils sont tous deux officiers de police, un vingtenier est d'abord nommé par les Chefs Plaids, l'autre devient connétable par la force même des choses, mais c'est une nomination formelle. Le connétable est généralement pris parmi les tenants et fils de tenants. Les tenants n'en souffriraient pas d'autres. Il n'y a pas de salaire du tout : quelques honoraires. Le vingtenier et le connétable n'ont pas d'honoraires du tout, au criminel comme au civil.

5089. Les tenants sont les aînés des 40 tènements indivisibles de Serk. Ils forment les chefs Plaids avec le Sénéchal, le Seigneur, le Prévôt et le Greffier. Ils passent les ordonnances par ex. pour les routes, fixent les taxes pour le soulagement des pauvres et affectées aux besoins de

l'île. Le connétable sert seulement 2 ans, un an comme vingtenier, un comme connétable. Nul n'a une voix aux chefs Plaids s'il n'est tenant. Les officiers peuvent voter s'ils sont tenants. Le seigneur a un veto. Il est aussi tenant. Il ne vote jamais. Le sénéchal est président.

5090. Un ordre en conseil de Greenwich de 1583 est cité dans l'acte de Th. Leighton nommant les 5 jurés et leur assignant leurs devoirs, qui en matière criminelle s'étendent à toutes matières (1).

5091. Le greffier est nommé par le même acte (2). Il a aussi quelques honoraires pour les signatures et les extraits. Le devoir du Prévôt est aussi établi, soit comme Procureur, soit pour arrêter, sommer de comparaître et lever des amendes avec honoraires.

5092. J'étais ici sept ans. Il y eut un seul prisonnier qui fut envoyé à Guernesey pendant cette période. C'était un homme de Jersey. Il traversa sur un bateau à vapeur, fit du désordre et frappa le connétable. Il n'y a pas eu un cas criminel devant notre propre Cour pendant 2 ans ; 2 cas civils, l'un pour injure (on appelle cela adjonction), l'autre une dette. Le résultat de l'ordre de Charles est de se passer de jurés ; mais il laisse la juridiction comme par le passé. Nul, non natif de Serk, ne peut y résider plus de six semaines sans la permission du Seigneur. C'est par un ordre en Conseil de James 1^{er} le 12 août 1611 qui prescrit de ne pas faire un long séjour quelconque, à moins qu'on ne prête serment d'allegeance et sauf une licence obtenue du Seigneur dans les six semaines.

5093. Au recensement de 1841, je pense que la population était de 800. Elle est moins nombreuse aujourd'hui. Il y

(1) « Toutes matières et actions de forfait, excès et injures par
« emprisonnement ou amendes n'excédant la somme de 60 sols et
« un denier tournois, pourvu qu'il n'y ait matière de crime auquel
« cas les dits jurez seront tenus envoyer par le Prévost de la dite
« Isle leur corps avec la cause de la dite Ile de Guernesey pour
« y procéder comme sera expédient et de ce qui sera fait et passé
« devant eux en garderont et donneront fidelles records ».

(2) Le Clerq de la Cour fera registre et gardera fidelle et loyal
« record de toutes causes qui seront passées par devant justice et
« par ces delvoirs prendra le tiers des mêmes amendes à sçavoir :
« de cinq sols et au-dessous et des deffaultes toutefois et quantes
« qui seront levées et recueillies ».

avait alors plus d'étrangers et de mineurs. Je pense qu'elle est de 700. Maintenant, en été, nos relations avec Guernesey sont journalières ; en hiver, il y en a moins, elles sont assurées au moins une fois lasemaine.

5094. Nous ne reconnaissons pas le pouvoir de la Cour de Guernesey de faire des lois pour nous ; mais si la minorité était mécontente d'un ordre de nos chefs Plaids, elle peut se plaindre à la Cour qui entendrait leurs plaintes. Je me retracte. Je ne crois pas que la minorité put agir contre la majorité.

Je n'admets pas que la Cour Royale puisse annuler ; mais je pense, le seigneur peut se plaindre des Chefs Plaids passant une ordonnance ; mais j'ignore quels moyens de contrainte seraient employés ; et je pense que sur la plainte des chefs Plaids, la Cour Royale peut ordonner au Seigneur de retirer son veto. Je ne sais pas si cela peut être fait par contrainte. Je suppose que le cas irait au Conseil privé M. Mac Culloch dit que mon veto est absolu. De même si les chefs Plaids passaient une ordonnance contraire à une loi supérieure connue, alors la plainte irait à la Cour Royale et celle-ci pourrait déclarer nulle l'ordonnance. Le veto n'a été exercé qu'une seule fois dans les 50 dernières années.

5095. Nous passons des ordonnances pour fermer les maisons publiques (débits). Le Seigneur donne les licences pour vendre les liqueurs, pour être renouvelées tous les ans à la St-Michel (1).

(1) « Aux Chefs Plaids tenus le 3 octobre 1827 en présence de Pierre le Pelley Ec^r seigneur de cette île de Serk et dépendances, et par M. Jean Falle senéchal, MM. le Prévôt, le greffier, les conseillers et les habitants présents.

Vu que plusieurs pères de famille négligent leurs femmes et enfants et s'adonnent à l'ivrognerie, et que les cabaretiers leur donnent à boire mal à propos en leur faisant de longs crédits et continuant à leur donner à boire lorsqu'ils sont déjà ivres, ce qui tend à démoraliser l'île et à réduire les familles au besoin et vu la difficulté de faire des règlements à cet égard, les Chefs Plaids présents prient Mgr le Seigneur de cette île en qui réside le pouvoir de donner et d'ôter les licences, afin de mettre les cabaretiers en leur garde, de ne pas donner de licences à l'avenir pour plus d'une année et de ne point les renouveler s'il y a des plaintes bien fondées contre eux et en les continuant toujours s'ils obtem-

Aux Chefs Plaids tenus le 20 oct. 1779 par devant M^e Le Pelley, veuve de M. Pierre le Pelley et tutrice de ses enfants en son vivant seigneur de cet île de Serk et dépendances, M. Henri Le Masurier sénéchal, le greffier le Prévôt, les connétables et les habitants.

Le dit jour, les ordonnances ci au-dessus mentionnées toutes renouvelées.

L'ordonnance concernant les ouefs et oiseaux est renouvelée.

Celles concernant la chasse de l'île, aussi celle pour les liqueurs étrangères. Et ceux qui vendront sans licence ou congé du Seigneur ou de ses successeurs seront mis à L. 50 d'amende un quart au Roi, un quart au Seigneur, l'autre moitié aux pauvres de cette Ile de Serk.

5096. Il y a 45 ou 46 tènements indivisibles. Seuls quarante constituent des tenures. En conséquence de la division des terres, demande fut faite à James I qui empêcha les divisions ultérieures. Quelques 5 ou 6 avaient été séparés des 40 et quelques-uns appartenaient au Seigneur et avaient été vendus par lui. J'ai la permission de la Couronne de vendre ma seigneurie sans présenter la personne (du successeur) à l'agrément de la couronne, mais ce ne peut être un étranger. Je ne puis pas vendre la terre à un étranger.

5097. Les impôts s'appliquent aux biens meubles et immeubles. Nous affermons les impôts sur les spiritueux au capitaine de port de Guernesey. Il nous donnent autant par an. Nous payons le prix de l'impôt complet. Tout doit aller à la maison de douane de Guernesey. Débarquant ici directement même venant de Guernesey ce serait de la fraude. Nous sommes assujettis à prendre nos spiritueux à Guernesey.

5099. (Th. Godfroy). Je suis le Prévôt de l'île. Je pense que j'ai été prévôt depuis 12 à 15 ans. J'ai agi comme greffier et député prévôt, depuis que la prison a été bâtie ; J'ai été chargé des dépenses tant que les individus étaient en prison. J'aimerais savoir qui doit payer. Je ne puis dire ce

pèrent aux vues des habitants présentement expliquées ; et à ce à été présent Pierre le Pelley Ec^t Seigneur de cette île lequel a consenti.

que cela coûte : ça dépend du nombre. Je leur donne à manger et à boire. Si je prenais 5 sh. par an, je puis gagner ou perdre. J'ai seulement une proportion des menues amendes. Si le Sénéchal met à l'amende quelqu'un et assigne une part à S. M., je prends tout pour moi-même. J'ai offert au receveur de S. M. à Guernesey de lui donner toutes les amendes pour la Reine s'il me payait un salaire. Il a refusé. Le greffier et moi partageons les amendes des Chefs Plaid. J'ai fait comme mes prédécesseurs ont fait. J'ai besoin d'un géolier. Je ne sais comment le payer. Quand les prisonniers sont envoyés à Guernesey par le Sénéchal, la Cour de Guernesey m'a ordonné de recevoir 12 sh. pour l'affrètement du bateau. Si je n'affrète pas un bateau, mais vais comme passager, je reçois seulement 6 pence aller et 6 pence retour, ce qui est le prix (du voyage). Je ne gagne rien et je ne perds rien. Je n'ai rien pour ma présence à la Cour.

Mardi 6 octobre 1846

(Notes prises à Serk par Ellis en l'absence du secrétaire :

5191. Il y a plusieurs causes en adjonction. Nous les examinons, mais les parties peuvent toujours appeler à la Cour Royale à n'importe quel moment. Toute les actions civiles viennent ici. Il y a un cas criminel le 14 août 1841 : une inculpation de vol par une servante. Elle avoue (1).

La Cour trouve le cas au-dessus de sa compétence ; mais en considération de l'âge et de la contrition de l'inculpée,

(1) Le 14 août, devant M. Phill. Guille, Sénéchal, Sarah G., fille mineure native d'Angleterre, ayant été ce jour produite devant la Cour par le ministère de sieur Thomas Vaudin et Jean Hamon, connétables, étant accusée d'avoir volé et emporté plusieurs effets de la maison des demoiselles Vigouroux où elle était domestique. La Cour, après avoir entendu l'aveu de l'accusée, la déposition par serment des dites demoiselles V., du sieur G. le M. et de Veuve S. Le F., a trouvé l'accusée coupable d'un crime au delà de sa compétence d'en juger. Mais vu son âge, sa contrition et soumission aux demoiselles V., auxquelles elle a publiquement demandé pardon, pour éviter une plus longue exposition publique ruineuse à son caractère et dans l'espoir que la sentence limitée de cette Cour suffira pour la mettre sur ses gardes et la rappeler dans les bornes de ses devoirs l'a condamnée à 3 fois 24 heures de prison au pain et à l'eau.

la condamne à trois jours de prison au pain et à l'eau. Je crois bien qu'elle aurait pu en appeler à la Cour Supérieure. Je ne me souviens pas de cas donnant un exemple d'un aussi long emprisonnement, soit antérieurement, soit ultérieurement.

5102. Autre cas, 11 sept. 1841 : inculpation d'inceste, partie défaillante ; prise de corps le 11 sept. 1841 devant M. Ph. Guille Sénéchal sur l'information donnée à la Cour que G. de C. fils d'Abraham natif de cette île se serait rendu coupable du crime d'inceste avec Emilie de C., sa fille mineure lesquels sont présentement absents de cette île, la Cour, après avoir entendu des témoins dignes de foi et ouïe la conclusion des officiers de la Reine, a décerné prise de corps contre le dit G. de C. et est ordonné au Prevost de la Reine ou député, aux connétables et à tous officiers publics ou autres de cette île de faire toutes les diligences possible pour se saisir de la personne du dit de C... à son retour et l'amener en justice, et pour prévenir qu'il ne s'évade hors de cette île, est expressément défendu à tout maître de navires, barques ou bateaux et autres de le transporter ou de le faire transporter hors de cette île ; et défendu à toute personne quelconque de le loger, cacher ou receler sur peine aux contrevenants d'être châtiés suivant l'exigence du cas.

Ensuite, étant arrêté, il fut amené devant le Sénéchal et ordonné d'être envoyé à Guernesey où il fut constitué prisonnier aussitôt.

Le 19 oct. 1842 devant M. Ph. Guille sénéchal, G. de C. a été produit devant la Cour par le ministre des connétables ayant été saisi en vertu du décret de prise de corps décerné par cette Cour en date du 11 sept. 1841 contre le dit de C... à cause d'accusation du crime d'inceste avec sa fille mineure. Vu le long temps qui s'est écoulé depuis l'émanation du dit décret et après avoir ouï la niance de l'accusé, M. le Sénéchal a renvoyé la cause devant la Cour Royale de l'île de Guernesey ; et est ordonné que le dit de C... soit placé sous la garde et custodie du Prevost de la Reine en cette île pour être produit devant la dite Cour à la 1^{re} occasion et sera le dit accusé constitué prisonnier dans la prison publique jusqu'à son départ de cette île.

Le 29 oct. 1842, M. le Sénéchal a reçu un acte de la Cour Royale de l'île de Guernesey pour être enregistré sur les records de cette Ile dont la teneur suit :

A la Cour Royale de Guernesey le 22 oct. 1842 devant Jean Guille Ec^r juge délégué et..., sept jurés : G. de C... fils d'Abraham de l'île de Serk ayant été ce jour produit devant la Cour par le prévost de la dite île, vertu d'acte de la Cour de la dite île de Serk du 19 courant, accusé comme est porté au dit acte, à quoi recours : La Cour après avoir entendu un grand nombre de témoins dignes de foi et ouïes les conclusions des officiers de la Reine, a déchargé le dit de C. honorablement de tout soupçon de la dite accusation et vu que les procédures juridiques ont eu lieu à Serk, la Cour a ordonné que le présent acte sera transmis au Sénéchal de S. pour être enregistré sur les records de la dite île (Serk.. p. 279).

..... Ainsi il fut jugé et acquitté à Guernesey et l'acte de la Cour Royale fut envoyé ici pour être enregistré et fut enregistré.

5103. Il y a aussi les chefs Plaids du 20 janvier 1679 où les lettres patentes de Jacques I furent enregistrées le 12 août, la IX^e année de son règne.

Jacques I par la grâce de Dieu, roi d'Angleterre, Ecosse, France et Irlande, défenseur de la foi à notre bien fidèle et bien aimé Sir G. Careye, baron de Clopton, Gouverneur des Iles de Guernesey et Serk, et au gouverneur des dits îles pour le temps d'alors et à notre bien aimé sujet Amice de Carteret, baillif de l'île de Guernesey et au baillif de la dite île de Guernesey pour le temps d'alors et à notre bien aimé sujet Philippe de Carteret Seigneur de St-Ouen et lord de la dite île de Serk, et à nos aimant sujets habitant des dites îles de Guernesey et Serk et à tous nos aimant sujets auxquels parviendront ces présentes, salut ,

Attendu que la dite Ile de Serk, faisant partie des possessions des ancêtres dudit Philippe de Carteret seigneur de la dite île de Serk, était non partable entre les fils desdits ancêtres, mais revenait à l'aîné seulement ; vu que les seigneurs de la dite île ont depuis peu aliéné parties de la dite île à certains tenants pour les tenir d'eux alors que le Seigneur ne peut altérer l'ancienne forme de succession

de la dite île ; vu, que, les héritages des ancêtres sous tenants des îles adjacentes ayant été et se trouvant encore parlables entre les fils et filles ensemble en proportions inégales, il est vrai, les habitants de la dite île de Serk ont une affection pour cette forme de succession et désirent, autant qu'il est en eux, rendre à la succession légitime les dites terres, ainsi achetées depuis peu, chose aussi contraire à la loi que dangereuse et destructive pour la dite Ile, étant donné que le dit Philippe de Carteret et ses hoirs sont par convention contenue dans leurs Lettres Patentes, tenus de peupler et habiter la dite île de Serk d'un certain nombre d'hommes, avec les armes et autres choses nécessaires à la défense de la dite île, ce qui oblige les hommes à être de temps en temps ainsi prêts pour la défense de la dite île, ainsi qu'il résulte à cet égard tant de la coutume qui y oblige les tenants et occupants des terres situées dans la dite île, que des conventions et des accords entre le Seigneur de la dite île et ces tenants, au point de vue du nombre et de la proportion, vu que à cet effet il est trouvé très nécessaire que les terres existant dans la dite île et se trouvant à présent tenues et occupées par plusieurs tenants et possesseurs, doivent autant que possible, être conservées complètes et entières et n'être pas divisées ni partagées entre les frères et autres co-héritiers, mais que celles-ci, autant que possible, doivent toujours rester et continuer à être impartables, indivisibles, et exemptes de toutes autres charges autres que celles qu'à raison de leurs différentes tenures, ils doivent supporter pour les causes susdites.

Vu aussi que c'est une affaire de grande conséquence et très nécessaire d'empêcher par toute bonne et saine ordonnance et disposition, l'encombrement et la surcharge des dites terres par des charges nouvelles et extraordinaires à raison desquelles les anciens services, tenures et devoirs, originellement et fondamentalement imposés à la dite Ile de Serk, pour sa propre conservation, sûreté et défense, ainsi que pour le bien public du Seigneur et de tous les tenants du lieu seraient empêchés, diminués ou amoindris ; et vu que la négligence de bonnes et opportunes dispositions dans un cas de si grande importance, pourrait causer un

grave préjudice à notre service ; vu enfin qu'avec le temps par de fréquents partages et des charges extraordinaires imposées sur les terres, il résterait seulement un nombre de pauvres diables incapables de défendre la dite île : Sachez vous autres, que Nous, ayant considéré les prémisses et désirant la sûreté, tranquillité et bien public de la dite île, du Seigneur et de tenants du lieu, et à cette fin que tous nos bons et aimant sujets de la dite Ile, par notre ordre et commandement, volontairement s'obligent, ce qui sera pour leur propre bien et profit et les rendra d'autant plus capables d'accomplir les services, tenures et devoirs dont ils sont déjà chargés comme il est dit ci-dessus :

de notre grâce spéciale, connaissance certaine, et propre mouvement, nous avons voulu ordonné et appointé, et par les présentes, pour nous, nos hoirs et successeurs, signifions et déclarons à tous nos bien aimés sujets tant de la dite île de Serk que des îles de Jersey et Guernesey qu'aucune terre ou tènement situé dans l'île de Serk ou quelque partie d'icelle ne sera partable ou partagée entre aucun des fils, ou entre les fils et les filles ensemble par vertu ou raison d'aucune succession d'héritages provenant d'un ou de successeurs qui est mort ou mourra n'importe quand après, en possession de n'importe quelle tenure soit en honoraires simples, soit en honoraires de taille ou autre condition d'héritage de n'importe quelle terre, tènement ou héritage situés dans la dite île de Serk, mais que toute terre, tènement ou héritage situés dans la dite île de Serk, doivent échoir et succéder et à l'avenir descendront et iront entièrement et directement au fils aîné et à ses héritiers ainsi que le reste de la Seigneurie dudit Philippe de Carteret dans la dite île de Serk et en celle de Jersey se fait ou doit se faire :

Et de plus, pour nous et nos hoirs et successeurs, par notre grâce spéciale, connaissance certaine et propre mouvement, déclarons et signifions notre désir et volonté être que chacun des tenants, propriétaires, fermiers ou occupants d'aucune terre, tènements ou héritage dans la dite Serk, se désisteront en tout temps et cesseront totalement de lever, mettre ou imposer sur aucune de leurs dites terres, tènements ou héritages aucune charge, rente ou en-

combrement autre que les charges, rentes, services et devoirs qu'ils sont tenus de supporter à raison de leurs ou de quelques-unes de leurs tenures envers le Seigneur, de la dite île ou autrement pour la défense et sécurité de l'île.

Et pour la plus grande sûreté de la dite île de Serk et pour le meilleur établissement de nos loyaux et obéissants sujets de là-bas, comme elle est une place importante et exposée à des périls, de notre spéciale grâce, connaissance certaine et propre mouvement, nous voulons et ordonnons par les présentes que aucun étranger, né hors de la dite île de Serk ne pourra en aucun temps être autorisé à y demeurer, habiter, rester, continuer ou faire un long séjour dans la dite île de Serk, à moins que tout et tel étranger, toutes fois et quantes qu'il sera requis par telles personnes nommées et autorisées par nous à cet effet, ne prête le serment appelé communément et connu sous le nom de serment d'allégeance, à nous, nos hoirs et successeurs conformément à celui de l'ordonnance rendue dans la III^e année de notre règne d'Angleterre, ou à moins que la permission et le consentement du seigneur de la dite île de Serk pour le temps d'alors, dans le terme de six semaines ne soit procuré et obtenu à cet effet ; et partant, nous donnons par ces présentes ordre et commandement à tous habitants de la dite île de Serk de ne recevoir en aucun temps à l'avenir dans sa ou ses maisons aucun étranger qui ne soit natif de la dite île de Serk, en qualité de serviteurs, sous tenants ou autrement, pour une sorte de séjour chez eux, sauf ceux qui toutes fois et quantes qu'ils en seront requis, comme il a été dit, prêteront le serment d'allégeance ou prouveront le consentement dudit Seigneur de la dite île, comme il a été dit, à peine pour ceux ayant volontairement enfreint notre ordre sur ce point, de subir notre indignation et pesant déplaisir. Et par ces présentes, nous autorisons et commandons à notre bien aimé sujet R. Slowley, juge de la dite île de Serk et au juge de la dite île de Serk pour le temps d'alors, d'accepter et de recevoir le dit serment d'allégeance de tous et d'un chacun étranger ou étrangers, né hors de la dite île de Serk qui y sera ou seront venus habiter ou demeurer nonobstant toute loi, statuts ou coutumes du contraire.

Et ensuite nous serons satisfaits, et pour la plus grande aïse, paix et contentement de tous nos sujets les habitants de la dite île de Serk, nous par les présentes, pour nous nos hoirs et successeurs garantissons qu'il sera et doit être licite à tous et chacun des habitants de l'île de Serk et à tous autres, en tous temps, à leur gré et volonté de passer des marchés, vendre, transférer, louer, donner à bail, donner à ferme, céder par écrit ou écrits, scellé du sceau octroyé à Hélier de Carteret et à ses hoirs, les seigneurs et possesseurs de la seigneurie ou fief de hautbert de Saint-Ouen, dont le dit Ph. de Carteret est héritier de toutes terres, tènements ou héritages, parcelles de la dite île de Serk, à telle condition et par tel espace de temps que les tenants fermiers et occupants de la dite île de Serk ont usité jusqu'à présent et comme ils peuvent maintenant passer des marchés, vendre, transférer, louer, donner à bail et à ferme, céder les dites terres, tènements et héritages à toute personne demeurant, sous le sceau ou les sceaux des dites îles de Guernesey et de Jersey ou de l'une ou l'autre, et que tous et chacun de ces marchés, ventes, transferts, baux et cessions scellés dudit sceau dudit Philippe de Carteret et de tel de ses hoirs, comme il a été dit, seront aussi valables efficaces et forts en droit que si le même avait été fait et octroyé sous le sceau ou les sceaux des dites îles Guernesey ou de Jersey ou de l'une et l'autre.

En outre, nous enjoignons directement et commandons à vous, le dit Lord Carey gouverneur des îles de Guernesey et Serk, pour le temps présent et à vous le dit Amice de Carteret bailli de la dite île de Guernesey et au baillif de la dite île de Guernesey pour le temps d'alors, et à vous le dit Phil. de Carteret, seigneur de St-Ouen et de la dite île de Serk que vous et chacun de vous de temps en temps fassiez vos meilleurs efforts pour que notre Lettre Patente et notre volonté et bon plaisir déclarés en icelle soient de temps en temps exécutés, accomplis et mis en usage dans la dite île de Serk, suivant le vrai sens et l'intention de ces présentes, parce que vous et chacun de vous devrez répondre du contraire à vos risques et périls, bien que mention expresse de leur véritable valeur annuelle ou de la certitude des prémisses ou de chacune de celles-ci ou de quelque au-

tre des dons et concessions faites jusqu'à ce jour par nous ou chacun de nos ancêtres ou prédécesseurs au dit Phil. de Carteret, ne soit pas faite dans les présentes ; nonobstant tout statuts, actes, ordonnances, dispositions ou restraints obtenues jusqu'à présent faites, publiées, ordonnées ou disposées du contraire, et nonobstant tout autre chose, cause ou matière quelle qu'elle soit. En foi de quoi, nous avons été cause que ces lettres soient faites Patentes. Nous même témoins, à Wetminster le 12 août, dans la IX^e année de notre règne d'Angleterre, France, Irlande et Ecosse, la 45^{me} de notre âge.

Aux chefs Plaids d'après le jour de Noël tenus le 20 janvier 1679 devant M. Thomas de Beauvoir, sénéchal, Philippe Guille sénéchal de Serk.

5725. (Le Bailli) : Voici les actes pour s'informer par quelle autorité la Cour de Serk s'était permis d'avoir là un bailli et des jurés. Les documents suivants ont été remis et lus.

Chefs Plaids St Michel 1581 : Il est ordonné qu'il sera signifié à Hélier de Carteret, fermier de l'île de Serk par le Prevot de S.M. de comparoystre en cette île par devant la justice pour cogniystre de quelle autorité Jurez Justiciers et autres officiers ont esté établis en la dite Isle et pour rendre raison d'autres faits commis en la dite Isle, suivant la suite et demande du Procureur de S. M. (Guernesey, I, p. 48).

Le 25 mai 1582 devant Thomas Wignore Baillif, présents etc..., s'est présenté le Procureur de S. M. lequel nous a remontré qu'en l'île de Serk, laquelle est parcelle et membre de cette île de Guernesey, on aurait érigé et établi une juridiction d'un bailli et 12 jurés et autres officiers, et qu'il n'est loisible à aucun sujet sans l'autorité du Prince d'ériger ou d'établir aucune telle juridiction et partant nous a requis sur ce d'y pourvoir et donner ordre ; sur quoy a été ordonné par Justice que M. le Baillif et quatre de la Justice se transporteraiient en ladite île de Serk ensemble et les officiers de S.M. pour faire inquisition des premisses.

Le 31 jour du moye de Maye l'an 1582 par devant Thomas Wgnore, baillif ; présents à ce Nicolas Carey, André Henry, Thomas Le Marchand et Jean Andros Jurés lesquels s'étaient transportés en l'isle de Sercq pour faire inquisition

suivant la remontrance du procureur de S.M. : ont comparu les habitants de la dite île de Serk lesquels, après leurs serments estant enquis et examinez et ayant produit le livre qu'ils gardoyent a été trouvé qu'en la dite Ile de Serk un nommé Edouard de Carteret estoyt baillif et onze des autres habitants estoyent Jurés (le douzième étant puis naguère décédé). Item y avait autres officiers, comme Sergeant de l'Espée, un sergent ordinaire, un procureur tant pour S.M. que pour Philippe de Carteret, un centenier, un connétable et deux vingteniers et autres lesquels avaient été choisis et posez aux dit officiers par Philippe de Carteret du consentement d'Héliier de Carteret son père l'an 1579 le 27^e jour du moye d'octobre et qu'ils usoyent des lois et coutumes de l'île de Jersey et des poys et mesures d'icelle et même que s'il advenoyt aucune cause d'importance entre eux, ils auroyent sur ce l'avis et conseil des jurés et autres gens savants de l'île de Gerzey et aussi que les amendes de la dite Cour, combien qu'elles fussent adjugées à la Majesté de la Reine estaient appliquées au profit dudit Philippe de Carteret.

Sur quoy a été ordonné que le dit Edouard de Carteret et deux de ceux qui estoyent établis pour jurés viendroyent presentement par devant la justice de l'Isle de Guernesey répondre au procès du Procureur de S. M. et rendre raison de quelle autorité ils avoyent érigé icelle juridiction rejetant la cour Royale de la dite Majesté en l'Isle de Guernesey et s'attribuer l'autorité d'icelle et en partie la transporter et différer en celle de Gerzey.

5726. En conséquence de cette procédure, deux des cinq jurés qui s'étaient élus par eux-mêmes furent emprisonnés : Puis la Cour fut régulièrement constituée. Puis, sous le règne de Charles II, les jurés furent renvoyés et le sénéchal substitué. J'ai ici plusieurs documents relatifs à Serk que je remettrai aux mains des commissaires.

Le 2 juin 1582 devant Thomas Wigmore baillif : présents de..... a comparu Edouard de Carteret et deux de ceux qui lui assistaient en l'île de Serk comme jurés ; auxquels a été proposé par le Procureur de la Majesté qu'ils eussent à enseigner de l'autorité par vertu dont ils auraient été établis et posés à leurs offices ; et ne montrant valable auto-

rité, qu'il plût à M. le Baillif et la justice les faire constituer prisonniers comme usurpateurs de l'autorité royale de la Majesté et contemneurs de la Cour et juridiction de S.M. en cette Ile établie et approuvée dont icelle ile de Serk est dépendante. Et partant a été ordonné par la justice après que le dit Edouard de Carteret n'a secu montrer aucune autorité valable et que le dit Carteret et ses associés ont usurpé l'office de bailli et jurés, que le dit Carteret sera constitué prisonnier comme usurpateur d'une office et charge publique en la dite ile de Serk étant dépendante du gouvernement et juridiction de cette Isle de Guernesey comme peut apparaître par les gracieuses lettres patentes de la Majesté de la Reine notre souveraine dame, du 1^{er} et 11^e an de son règne et par les lettres patentes de ses nobles progéniteurs concernant les privilèges de cette ile, et même par les lettres patentes des capitaines et gouverneurs de cette ile de Guernesey qui ont été de temps en temps dont mémoire d'homme n'existe du contraire. Et quant aux deux qui lui assistaient comme jurés, en considération que la dite ile de Serk est bien peu peuplée leur avons permis de retourner à leurs maisons, leur étant défendu d'exercer aucun office de Baillif et jurés en la dite ile jusqu'à autre ordre ait été pris sur la dite affaire.

(18 juin 1582) A tous ceux que ces présentes lettres verront ou oiront, Thomas Witmore bailli en l'ile de Guernesey de notre souveraine Dame Elizabeth par la grâce de Dieu, reine d'Angleterre, France et Irlande, défenseur de la foi, salut en Dieu et scavoir faisons que par devant nous en la ville de St-Pierre Port le 18 du mois de juin 1582 en présence de J. Blondel, N. Careye, J. de la Court, Guille Beauvoir etc., jurés de la cour Royale en la dite ville, sur le propos et déclaration du procureur de la Majesté sa Reine, lequel nous a remontré comme P. de Carteret héritier de la succession d'Héliier de Carteret son père défunt, lequel en son vivant aurait obtenu de S.M. l'ile de Serk parcelle et membre de cette Ile de Guernesey par payant une certaine rente annuelle à la recette de S.M. en cette Ile avec les services et droits seigneuriaux, est par conséquent tenu d'en faire et rendre foi et hommage aussi que le dit Procureur dit et prétend être contenu ès lettres patentes de

S.M. que le dit Carteret porte touchant les premisses ; et d'autant que n'a encore fait, ni offert de faire son devoir dudit hommage, ni payé les droits qui de droit à cause de ce sont dus au gouvernement de S.M. en l'île de Guernesey de laquelle l'île de Serk est dépendante ; pour préserver et garder le droit et prérogatif royal de S.M., le dit Procureur nous a requis et demandé possession et saisine de l'île de Serq pour n'avoir accompli les choses susdites, laquelle lui a été accordée et concédée de justice suivant les lois et coutumes usitées en cette île, entendu que le dit Pierre de Carteret sera ouï, à toutes ses justes oppositions responces et deffences si aucune en avait, lesquelles il pourrait ci-après alléguer à l'encontre dudit Procureur, et en ce cas que le dit P. de Carteret ne serait tenu et sujet quant aux choses susdites, adonc la dite saisine sera de nullité, ni de force ou vertu en matière quelconque.

Item le 19 dudit mois fut présent J. de Saumarez prévot de la Majesté la Reine en l'île Guernesey et autres adjacentes lequel nous certifia avoir bailli et délivré par vertu de son office possession et saisine aux officiers de S.M. scavoir est de l'île de Serk et ses appartenances et des fruits, rentes et revenus quelconques qui pourrait en icelle appartenir à Pierre de Carteret ; est accordant à l'acte de justice sus écrit.

5728. Le 21 juillet par devant Thomas Wigmore baillif. A la requête et supplication d'Edouard de Carteret lequel était constitué prisonnier au château Cornet comme apparaît par les procédures sur ce passées, a été admis le dit de Carteret à sortir de prison sur pleiges lesquels il a présentement amenés en justice à scavoir Jean de la Marche, fils, Jean, et Cardin Fantrart lesquels se sont obligés en justice aux officiers de S.M. toutes fois et quantes dans quinze jours après qu'ils en seront avertis par les officiers pour répondre en la cause pour laquelle il avait été commis en prison.

5729. Ordres, lois et usages appointés et commandés aux habitants de l'isle de Serk par autorité Royale comme en suit et ci établies le 24^e jour du mois d'avril 1583 pour icelles inviolablement observer.

Dans les matières en controverse pendantes entre sir Th.

Leighton, chevalier, gouverneur de l'île de Guernesey et Philippe de Carteret seigneur de St-Ouen concernant certaines prétentions faites par le dit Th. Leighton au nom de S.M. la reine en vertu de ses lettres patentes par lesquelles était accordé un droit de juridiction dans l'île de Serk et imposé le paiement de la 1^{re} saisine à S.M. ou le dit Phil. de Carteret pour la dite île et concernant les autres demandes sur la juridiction faites par le bailli et les jurés de Guernesey : il plut aux Lords du Conseil de renvoyer ces matières en controverse à l'attorney et sollicitor général de S.M., M. Sergeant Fleetwood, M. le docteur Hamon et M. Thomas Norton, pour les examiner et considérer en détail ; d'accord, ils présentèrent leurs opinions juridiques sur le bon droit de chacune des prétentions des parties.

Sur quoi, ils retournèrent à leurs Seigneuries, leurs opinions par écrit, contenus dans les dix huit articles suivants. Leurs Seigneuries, après en avoir fait un mûr examen, les ont autorisées et ratifiés et ordonnent les dits articles être déposés et inscrits dans le registre du Conseil, comme contenant leur ordre express et leur dernière opinion sur la dite matière en controverse, comme il suit :

Art. 1. — Pour la juridiction militaire de Serk et les matières de l'office de capitaine ; nous pensons que tout cela appartient au capitaine de Guernesey comme dans Alderney.

Art. 2. — Pour la juridiction civile de Serk, nous pensons qu'il sied qu'il y ait cinq jurés choisis par les habitants, à moins que la population augmentant en requiert un plus grand nombre ; alors par ordre de S.M. il sera porté à sept ; et le plus âgé des dits jurés donnera sentence comme il est d'usage à Alderney.

Art. 3. — Ces jurés entendront les procès et auront en toute matière juridiction à Serk, comme il est usité en Alderney ; et pareillement l'appel en sera fait de Serk à Guernesey comme à la juridiction supérieure en toute cause comme il est d'usage en Alderney.

Art. 4. — Un clerc de la Cour tiendra registre de toutes les matières qui passeront devant eux ; ce clerc sera toujours une des habitants choisi par cette même autorité en

Serk comme un semblable clerc a été institué à Aurigny, avec le consentement du Lord de Serk.

Art. 5. — Idem un Prevot plaidera les causes de la Reine comme Procureur, arrêtera comme Prevot, fera des ajours et des saisies comme Sergent et percevra les amendes de la Cour ; et il rendra compte à la recette de Guernesey de tout ce qu'il recevra comme dû à la Reine ainsi que le fait le même officier en Alderney. Cet officier sera toujours un de l'île de Serk et nommé par cette même autorité, comme en Alderney, le même est nommé.

Art. 6. — Idem un connétable et un vingtenier, habitants de Serk, seront choisis par les habitants de la dite île et rempliront leur office de la même manière qu'en Alderney.

Art. 7. — Pour les causes ecclésiastiques nous pensons bon ne pas nous en mêler, mais de les déférer entièrement à l'évêque de Vinchester de la juridiction duquel dépendent toutes les îles.

Art. 8. — Pour la 1^{re} saisine, nous pensons que le Seigneur de St-Ouen, Seigneur de Serk doit d'après ses lettres patentes la payer à S.M. pour la dite île de Serk.

Art. 9. — Idem qu'il n'est pas obligé par sa tenure à servir à la cour des Chefs Plaids de Guernesey.

Art. 10. — Pour le Vrech de la mer, nous pensons qu'il lui appartient, d'après les termes exprès de ses Lettres Patentes.

Art. 11. — Item lui appartient le 13^{me} des ventes foncières ainsi que le profit appelé Firmage, aussi d'après ses Lettres Patentes.

Art. 12. — Item, relativement à la maison des Congres, appelée par eux Eperquerie de Congres, nous pensons qu'il est inopportun d'ajouter du nouveau aux charges de nos sujets à Serk, où aucune Eperquerie n'a été établie de longtemps, ni d'obliger les pêcheurs à apporter leur poisson à la maison de S. M. à Guernesey, pour le découragement de cette population nouvellement établie là afin d'habiter l'île. Mais si à l'avenir, on proposait d'établir à Serk une autre Eperquerie, nous pensons qu'il y aurait là une

prérogative appartenant et réservée à la Reine, à respecter scrupuleusement comme il est dit au livre de l'extente.

Art. 13. — Pour les douanes de marchandise et l'an-crage, nous pensons qu'elles appartiennent à S. M. et doi-vent être perçues par les officiers de la Reine pour l'usage de S. M.

Art. 14. — Pour les poids et mesures, nous pensons qu'il faut s'en référer au présent usage dans la dite île de Serk, spécialement pour les mesures de grains : parce qu'en cette manière, leurs rentes de blé seront reçues et payées et que d'après ce mode, la population est tranquille, habituée aux mesures de Jersey ; mais au cas de désuétude et de déli-vrance d'étaçons conformes aux présentes mesures, nous pensons qu'il faudrait en référer non aux autorités de Jer-sey, mais à celles de Guernesey comme dans Alderney.

Art. 15. — Item à Serk, les habitants devront observer les anciennes coutumes et lois confirmées pour être consacrées par S. M. comme dans Alderney.

Art. 16. — Item touchant les ordonnances et lois à faire sur les matières intéressant l'île de Serk, nous pensons qu'il convient de s'en référer au Lord et aux habitants de Serk de temps à autre, quand ils le jugeront nécessaire pour le bien être de leur pays, jusqu'à ce que vos Seigneu-ries, sur plainte spéciale, jugeront bon de donner de nou-veaux ordres.

Art. 17. — Touchant le commerce du grain : parce que Serk s'occupe entièrement de culture, ce qui doit être en-couragé, et qu'il en est autrement de Guernesey, bien que toutes deux s'occupent de pêche et d'arts manuels, nous pensons qu'il ne convient pas que les habitants de Serk soient gouvernés par les ordonnances de Guernesey, mais par leurs propres lois et par les ordres directs de S. M. en conseil ; il est toutefois stipulé que Serk ne pourra pas exporter sans conserver une quantité raisonnable qui sera fixée par vos Seigneuries, pour assurer la nourriture des sujets de S. M. dans l'île.

Art. 18. — Pour les manquements qu'a pu commettre le Seigneur vis-à-vis de ses patentes. Comme il s'agit là de

points de fait, ils peuvent être difficilement examinés par nous, et nous pensons qu'ils devraient être renvoyés devant des commissaires impartiaux en ces Pays.

Et puisque Philippe de Carteret, sur communication des opinions des commissaires, présente certaines pétitions concernant les matières suivantes, à savoir :

Pét. 1. — Puisque l'île de Serk a été une parcelle du duché de S. M. de Normandie et gouvernée par les anciennes lois de la dite contrée, aucune 1^{re} saisine ne doit être due. Il implore donc Leurs Seigneuries de le décharger du paiement de la 1^{re} saisine.

Pét. 2. — Pour cette même considération, il puisse avoir le gouvernement de la population de Serk, ainsi que la garde de l'artillerie et des munitions.

Pét. 3. — Il pourrait y avoir un sceau authentique garanti par S. M. dans la dite île, pour servir dans les affaires de droit commun s'élevant dans l'île entre habitants.

Pét. 4. — La rente féodale due à S. M. pour la dite île de Serk, pourrait être en tout temps reçue par Guernesey, quand elle doit y être envoyée sans délai, pour y être employée par le receveur de là-bas ; faute de quoi le suppliant a été obligé souvent à des dépenses inutiles, à propos du paiement de cette redevance.

Pét. 5. — Les habitants de l'île seront autorisés à trafiquer et à exporter hors de l'île comme les autres sujets de S. M., dans le reste des îles, sans empêchement, ni préjudice pour le suppliant.

Les Lords du Conseil chargèrent le comte de Leicester et le Secrétaire W. de considérer les dites pétitions ; et sur la vue de celles-ci, ayant appelé devant eux les parties, ils décidèrent comme suit par autorité du Conseil sur chacune des dites pétitions.

Rép. 1. — Ils ordonnèrent que l'opinion des Commissaires dans le 8^e article, concernant la première saisine serait maintenue, mais diminuèrent la somme due pour cette première saisine, la réduisant à 40 L. st. qui seraient payées à la recette de Guernesey entre la fête de la St-Michel et la Toussaint.

Rép. 2. — Les matières visées par la 2^e, 4^e et 5^e pétition furent laissées à la discrétion du Gouverneur.

Rép. 3. — La 3^e pétition fut repoussée, comme non susceptible d'être accordée.

De plus, étant donné que dans le dernier article, des opinions des Commissaires, la faute présentée comme ayant été commise par Philippe de Carteret en n'amenant pas les habitants de Serk aux réunions et à l'époque fixées par le gouverneur, avait été regardée comme devant être portée devant des commissaires impartiaux, pour y être par eux examinée puisqu'elle était une matière de fait, il parut au dit Comte de Leicester et au Secrétaire qu'il se présenterait des difficultés dans le choix des commissaires impartiaux, chargés d'examiner cette faute et il leur semble plus pratique que le dit Philippe de Carteret reconnaitrait la dite faute et que le gouverneur la lui pardonnerait, ce qui fut fait, d'accord en présence du dit Comte et du Secrétaire.

5730. Thomas Leygton, gouverneur général pour S. M. la Reine, des îles de Guernesey, Aurigny, Serk, Herm, etc., Nicolas Martin, lieutenant de Louis Devick, baillif de S. M. en l'île de Guernesey, Guillaume Beauvoir, P. Careye, William le Marchant et Nicolas Martin, Jurés ; Devick, procureur ; Effort Prevost et James Ollivier, clercs de la Cour de S. M. en la dite île de Guernesey, à tous ceux à qui ces présentes parviendront, salut :

Sur ce qu'il a plu à Messieurs du très honorable conseil privé de S. M., ordonner qu'en l'île de Serk, étant membre et relevant de la juridiction de la dite île de Guernesey et à laquelle a été annexée, temps dont mémoire n'existe du contraire, y aurait une juridiction et officiers établis pour l'administration de la Justice et police de la dite île, comme est porté par l'ordre sur ce fait à Greenwich, le 24 avril 1583, nous, pour cet effet, étant assemblés en la dite île de Serk, avons passé et establi Court Juridiction et officiers en la dite île, lesquels officiers ont été jurés et sermentés à leurs offices, ainsi qu'à tels cas appartient, étant choisis et approuvés par la généralité des habitants.

Robert Slowley, H. de Carteret, Th. Roo, L. le Masurier, ont été sermentés à la charge et office de Jurez et Justiciers

de la dite Cour en la dite île de Serk entre lesquels le dit R. Slowley a été ordonné pour présider comme juge, ayant été élu le 1er juré, et en son absence, le second après lui. Ils ont été choisis suivant comme dessus et sermentez après que les dits habitants en avaient fait elecion et ce par le consentement du dit gouverneur, savoir : Poingdextre, clerk de la Cour ; Noel Vaudin, Prévost ou Sergeant ; Col-las Cristin, Connestable ; Jean Newel, vingtennier.

Du devoir des Jurés et officiers de la Cour, en la fonction de leurs charges serverables et des droits appartenant à leurs offices :

D'autant que la dite Ile de Serk a été long espace de temps sans habitation et la mémoire perdue des coutumes et usages observés pour la police de la dite Ile, est ordonné que les dits jurés conviendront et s'assembleront trois fois l'an, le prochain mercredi après le 29^e jour de septembre, le prochain mercredi après Pâques, le prochain mercredi après le 10 janvier, pour tenir leurs Chefs-Plaids et qu'à chacun des dits Plaids, les dits jurés et officiers, par le consentement du Seigneur de la dite île et de la généralité des habitants, feront telles ordonnances qu'ils jugeront expédientes et nécessaires pour le règlement de la police en la dite Ile.

En l'administration de la Justice, useront les dits Jurés des lois et coutumes approuvées et établies par autorité de S. M. en l'île de Guernesey, tant conformes aux coutumes de Normandie et aux coutumes locales de la dite Ile de Guernesey approuvées, différentes de la coutume de Normandie.

Jugeront les dits jurés de toute cause civile tant en cause de meubles que d'héritages et de toutes matières et actions de forfaits, excès et injures par emprisonnement ou amendes n'excédant pas la somme de 60 sols et en deniers tournois, pourvu qu'il n'y ait pas matière de crime auquel cas les dits jurés seront tenus envoyer par le Prévost de l'Ile leur corps avec la cause à la justice de S. M. en l'île de Guernesey pour y procéder comme sera expédient. Et de ce qui sera fait et passé devant eux en garderont et donneront fideles records ; de toutes sentences et jugements des dits jurés excédant la valeur de 10 L. tournois en meubles

et de toutes causes en héritage, sera libre à chacun d'en appeler à la Cour Royale de Guernesey.

De tous marchés et contrats en héritage qui seront faits et passés devant les dits jurés, les minutes signées de leurs signés seront reçues et approuvées pour être authentiques sous le sceau de la baillie de Guernesey, toutes fois et quantes que les parties le requerront.

Et prendront les dits jurés pour leurs devoirs : pour chacun enrolement de marché de bourse un gros sterling, etc...

Le Clerk de la Cour fera registre et gardera bon et fidelle record de toutes causes qui passeront devant justice et pour ses devoirs prendra le tiers des menues amendes soit de 5 sols tournois et au dessous et des défauts toutes fois et quantes ils seront recueillies. Et prendra un denier et maille sterling pour chacun extrait des rolles signés de son signe, et pour tout autre extrait : vy deniers tournois.

Le Prévost servira de plaider les causes de la Reine comme procureur ; de faire arrêt sur le corps et biens meubles et immeubles des personnes comme prévôt et de faire autre manière d'ajournement et d'extraintes comme un sergent, et recevoir les amendes et perquisitions de la cour, coutumes et arrérages et autres choses dues à S. M. et en tiendra compte à la recette de S.M. en l'île de Guernesey, et prendra le dit Prévot pour chaque arrêt.. Lesquelles ordonnances, l'avant dit baillif et le reste des justiciers de cette île de Guernesey ont approuvées (1583 ou 1594).

5731 Le ye jour du mois de Novembre l'an 1597 par devant Louys Dewycke, baillif, présents.

Sur ce que par cy devant, il nous a esté remontré de la part des officiers sous S. M. en l'Isle de Serk, que d'aautant qu'en l'establissement qu'avons fait (suivant les ordres en ce poezés par Messeigneurs du Privé Conseil) de la Jurisdiction Royale en la dite Isle, il n'y aurait pour lors esté pourveu d'aucune ordre expresse concernant la seure garde et détention de telles personnes qui, pour aulcune cause civile ou criminelle, auroient encouru et mérité punition d'emprisonnement corporell, en deffault de quoy plusieurs inconveniens seroyent advenus et de plus en plus, s'y pourroyent accroistre, au préjudice du service de S. M., des-triment publicq et mesprise intollerable de justice, de la-

quelle toute administration et exécution seraient entièrement rendue vaine et frustratoire, s'il n'y estoit convenablement pourveu : pour ces causes et raisons très importantes et nécessaires, et après meure et deube considération sur ce prinze avons (en l'autorité de nos dites charges) sous laquelle la dite juridiction d'icelle est dépendante, finalement pourveu, pozé et estably ordre expresse ainsi qu'elle en suit).

1^o) Qu'au plus brîef que faire se pourra, ung certain lieu clos ou maison de capacité et force suffisante pour une prison, sera à cette fin appointée ou (sy besoin est) nouvellement bastie en la dite Isle de Serk aux communs frais d'icelle isle, au lieu le plus propre et commode, principalement pour la plus seure garde desdit sprisonniers, par l'advis de M. Amice de Carteret, Ecr pour le présent ayant la garde de la dite isle et lieutenant général en icelle sous mon avant dit gouvernement des îles sous S. M. et avec le consentement de la justice du dit lieu.

Item que le dit de Carteret sera tenu à raison de sa dite charge selon que de mesme il appartiendra et sera pareillement pratiqué à l'advenir à l'endroit de tous aultres qui aussy tiendroient en cette Isle la principale place sous S. M., selon que la raison, coustume et nécessité de la chose l'importe notoirement en tell cas, de pouvoir eslire, pozer, continuer et entretenir ung suffisant officier, lequel, par le même nom et tiltre qu'iuy est accoutumé à scavoir de

Portier » **en la dite Isle, y aura la garde d'icelle prison et des dits prisonniers, sur la mesme charge et peine que de droict il est porté par les loix et la coustume de cette dite Ile.**

Finallement, que le dit officier (ayant esgard à l'importance susdite de sa dite charge, laquelle y est d'autant plus pénible et dangereuse qu'ailleurs, à cause que cette isle est présentement destituée d'une forteresse particulière, aura et recevra de chacun prisonnier qui luy sera amené par le prévôt de la dite isle ou en quelque autre façon juridiquement commis en charge, tout, tell et le mesme salaire et émollument que en tell cas est de présent, ou qui de temps en autre sera légitimement usité et pratiqué en ceste dite isle de Guernesey, excepté tant seulement que pour entrée et pour yssue de la prison, il recevra la moytié moins que ne

fait le portier de cette diste isle. Et afin de pourvoir promptement à la nécessaire exécution des premisses, nous avons requis l'avant dit Seigneur de Carteret (estant pour le présent employé en cette dite isle pour le service de S. M.) que dès son prochain retour en sa dite charge il ayt à notifier publiquement ceste présente ordre et faire pourvoir à l'entier effectuellement d'icelle au plus brief qu'il sera possible.

5732. Sachent tous que le 12^e jour du mois d'août 1661, devant M. Jean de Quetteville, lieutenant d'amice, Andros Ecr, bailli de l'isle de Guernesey sous notre souverain sire Charles deuxième... et en présence de... jurez de la Cour Royale, sur ce que Messire Philippe de Carteret de l'isle de Jerzey, Seigneur de St-Ouen et de Serk a ce jourd'hui proposé à cette Cour que deux certaines Patentes royales octroyées à ses ancêtres touchant l'isle de Serk, fussent lues en icelle Cour, pour leur communiquer une clause insérée mentionnée es dites Patentes, comme il aurait pleu à la Couronne octroyer entre autres choses à ses dits prédécesseurs que tout contract d'héritage concernant la dite Isle fussent passés sous le sceau du dit Seigneur de Saint-Ouen et que tels passements seroient aussi bons et valables en droit comme sont contrats passé sous les sceaux des îles de Guernesey et Jerzey : Cette Cour, condescendant à la proposition du dit Seigneur, a fait lire les chartes susdites en pleine audience, et, ouï sur ce le Procureur de S.M., a déclaré son opinion estre que le dit Seigneur de St-Ouen pourra et peut mettre en exécution les clauses susdites des dites patentes et que tous tels contrats, qui seront passés sous son sceau seront reçus en cette Cour comme sont contrats passés sous les sceaux des dites îles de Guernesey et Jersey ; et que le dit Seigneur pourra aussi mettre sous son dit sceau les contrats d'héritage qui ont été passés autrement, concernant la dite durant les derniers troubles. (1).

5733. Le 15^e jour de juillet 1675, devant M. le lieutenant baillif :

En rendant humble obéissance à certain Ordre de S. M. en date du 19^e de mai dernier, adressé à cette Cour pour

(1) Le 13 août 1661 cette ordonnance est enregistrée à Serk. Le sceau sera entre les mains du juge de la dite île.

sermenter et établir un seneschall en la Cour et Juridiction de l'Isle de Serk pour administrer justice aux habitants de la dite Isle : à ces fins, a comparu Messire Philippe de Carteret, baronnet, seigneur de St-Ouen et de la dite île de Serk, lequel a présenté M. Pierre Gibaut pour estre sénéchal en la dite île, lequel Gibaut a été ensuite juré et sermenté à la dite place et charge de seneschall pour exercer avec même pouvoir et autorité de juridiction que les naguères Juge et Jurez de la dite Isle ont eu : lequel Senechal percevra et jouira les mêmes droits, avantages, profits et émoluments, autorité et dignité que les dits naguères Juges et Jurez de la dite juridiction de Serk ont joui et possédé et qui de droit sont appartenant et dépendant de la dite charge (1).

5734. Le 5^e mai 1827, devant Daniel de Lisle Brock, Ec^r, baillif.

La Cour s'étant assemblée le 24 mars 1827 pour faire droit sur la requête de Jean Falle, senéchal de l'île de Serk, au sujet des Chefs-Plaids et de l'exécution des arrêts dans la dite île ; et après avoir entendu Pierre le Pelley seigneur, le dit M. Falle et le sieur Thomas Godfray prévost de Serk, a ce jour statué ce qui suit de l'acquiescement de toutes les parties :

1^o) Que pour prévenir les inconvénients de l'absence du Seigneur aux Chefs-Plaids et de celle du Sénéchal en tous temps, le dit seigneur nommera tant un autorisé à le représenter au cas d'absence dans les Chefs Plaids de Serk, qu'un député sénéchal qui sera sermenté pour représenter le dit Sénéchal en cas d'absence aux Chefs Plaids, à la signature des arrêts et autres fonctions de la charge de Senechal.

2^o) Que les Chefs-Plaids de Serk se tiendront aux jours indiqués par l'acte de la Cour Royale du 16 juillet 1594 en présence du Seigneur ou de son autorisé et du Sénéchal ou de son député : et ne pourront se tenir sans la présence du dit Seigneur et celle du dit Sénéchal, ou sans qu'ils y soient représentés comme dessus.

(1) F. aussi recueil greffe de Guernesey, 20 janvier 1667 au 23 juillet 1685, p. 63 bis ; Recueil Serk, p. 2.

3°) Qu'aux dits Chefs-Plaids, seules assemblées législatives de l'île, toutes les ordonnances suivant 16^e art. de l'Ordre de S. M. en conseil du 24 avril 1583 seront passées par le Seigneur et les habitants ; le Sénéchal ou son député y présideront, en vertu de leur charge, les officiers de justice et les habitants ; et la narration sur les records de ce qui s'est passé commencera par dire que l'assemblée s'est tenue en présence du Seigneur ou de son autorisé et par devant le Sénéchal ou son député.

4°) Lorsqu'une ordonnance sera proposée dans l'Assemblée par quelqu'un qui y a droit de suffrage, elle y sera discutée, puis mise aux voix des habitants tenants par le Sénéchal ou son député ; si la majorité est en faveur de la dite Ordonnance, le Sénéchal ou son député demandera le consentement du Seigneur ou son autorisé à ce qu'elle passe et aye force de loi ; si ce consentement est donné, il ne pourra plus y avoir d'empêchement à ce qu'elle soit enregistrée ; si ce consentement est refusé, l'enregistrement ne pourra avoir lieu, sans préjudice toutefois au droit de représentation des parties aux autorités supérieures.

5°) Le Seigneur et le Sénéchal ou leurs représentants rédigeront avec le greffier les actes et ordonnances passés en Chefs-Plaids, que le Sénéchal ou le député ne pourra, sous aucun prétexte, refuser ou empêcher d'enregistrer sur le livre des records de Serk.

6°) Quant aux arrêts, le prévôt n'en exécutera aucun qui ne soit signé du Sénéchal ou en son absence du député Sénéchal, à moins qu'ils ne soient tous deux absents de Serk ; il sera alors loisible sur le serment de la partie, qui demande un arrêt que le Sénéchal et député Sénéchal sont absents de Serk ou que l'arrêt est dirigé contre l'un ou l'autre qui y soit resté, au Baillif, lieutenant baillif ou jurés de la Cour Royale de signer l'arrêt qui sera exécutoire en Serk de la même manière que s'il était signé du Sénéchal ou député sénéchal.

7°) D'autant que les habitants et tenants de Serk n'ont pas été ouïs et qu'ils peuvent avoir intérêt au présent Règlement, la Cour a ordonné qu'avant de l'enregistrer, le greffier de la Cour Royale le transmettra aux Connétables

de la dite Ile qui le mettront devant les dits habitants et tenants afin de leur donner l'occasion d'être ouïs s'ils le souhaitent. Et sont les dits Connétables requis de faire savoir au dit greffier dans quinzaine après avoir reçu copie du dit Règlement, s'il y a quelqu'un qui demande à être ouï devant la Cour Royale, en opposition au dit Règlement (Serk..., p. 21 — Guernesey II, p. 409).

5735. Dans l'ordonnance du 30 avril 1832 ordonnant la construction d'une nouvelle prison aux frais de l'île, il est dit in fine « et le dit Sénéchal ayant prié la Cour de déclarer
« le temps pendant lequel, d'après les susdits ordres réglementaires, le dit Sénéchal a droit d'emprisonner par
« voie de punition, a déclaré qu'aucun emprisonnement
« par voie de punition ne doit excéder trois fois 24 heures ;
« mais que, dans tous les cas qui seraient d'une gravité
« telle à requérir au delà de trois jours, le dit Sénéchal sera
« tenu d'envoyer les accusés par la première occasion à
« Guernesey, afin d'être produits devant la Cour Royale et
« qu'elle en ordonne » (Guernesey II, p. 409).

